

CA2BM
Communauté d'Agglomération
des 2 Baies en Montreuillois

COMMUNE DE SAINT-AUBIN

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

I : Rapport de présentation

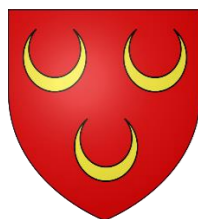
APPROBATION

Vu pour être annexé à la délibération
n°2019-59 en date du 14 mars 2019.

Le Président de la CA2BM,

Bruno COUSEIN

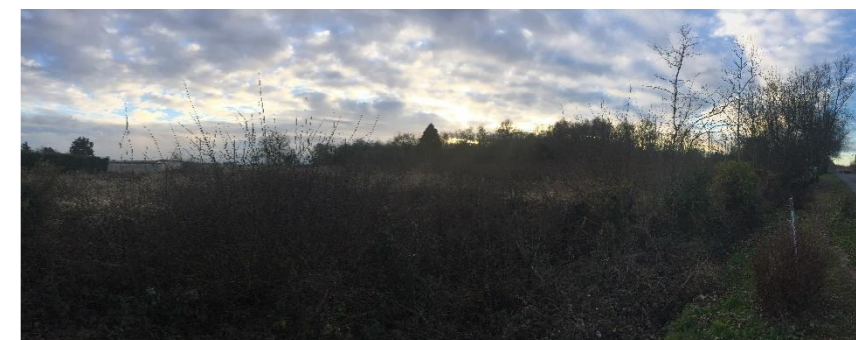




CA2BM
Communauté d'Agglomération
des 2 Baies en Montreuillois

COMMUNE DE SAINT-AUBIN
ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapport de présentation



I -Présentation générale

II- Analyse environnementale

III- Organisation paysagère et usages

IV - Analyse urbaine

V – Prescriptions territoriales d'aménagement

VI - Développement humain, social, économique

II - LE PROJET COMMUNAL

III – Justifications des dispositions du PLU

Les zones urbaines du PLU

IV – Incidences des Orientations du PLU sur l'environnement

Récapitulatif de la Prise en compte du PADD dans les documents réglementaires et les OAP

V – Indicateurs pour l'évaluation des résultats de l'application du PLU

Introduction

Par délibération en date du 4 décembre 2015, la commune a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme dont les objectifs sont :

- Conduire une politique de développement durable conforme à ses objectifs
- Conserver une réglementation d'urbanisme propre à la commune afin de rester maître de l'aménagement et l'organisation de l'urbanisme communal
- Ouvrir certaines zones à la construction pour éviter les dents creuses et densifier le centre du village
- Réviser les conditions de constructibilité de certaines zones au regard de la nature des terrains, leurs accessibilités, leurs situations

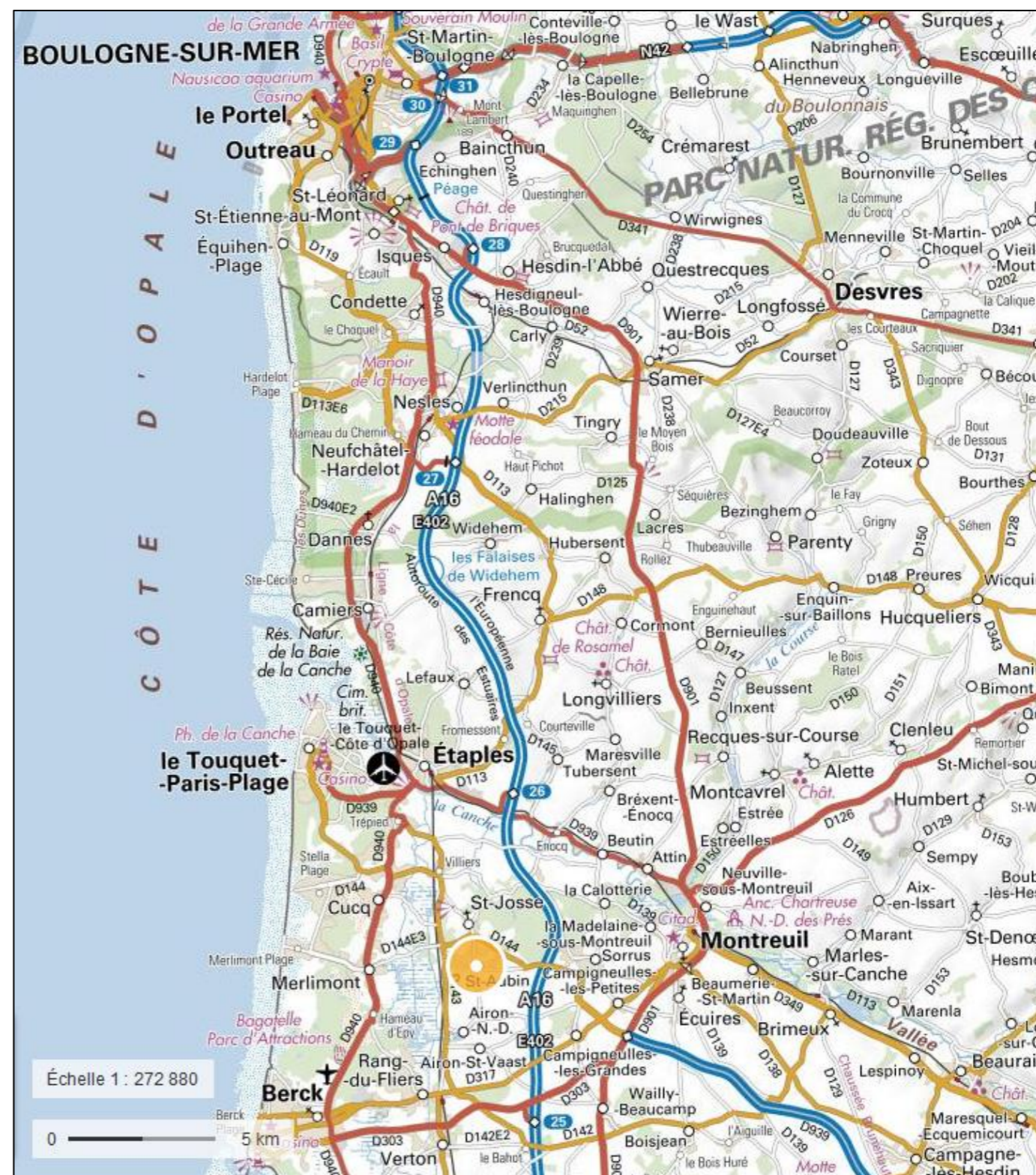
I -Présentation générale

A - Situation géographique et administrative

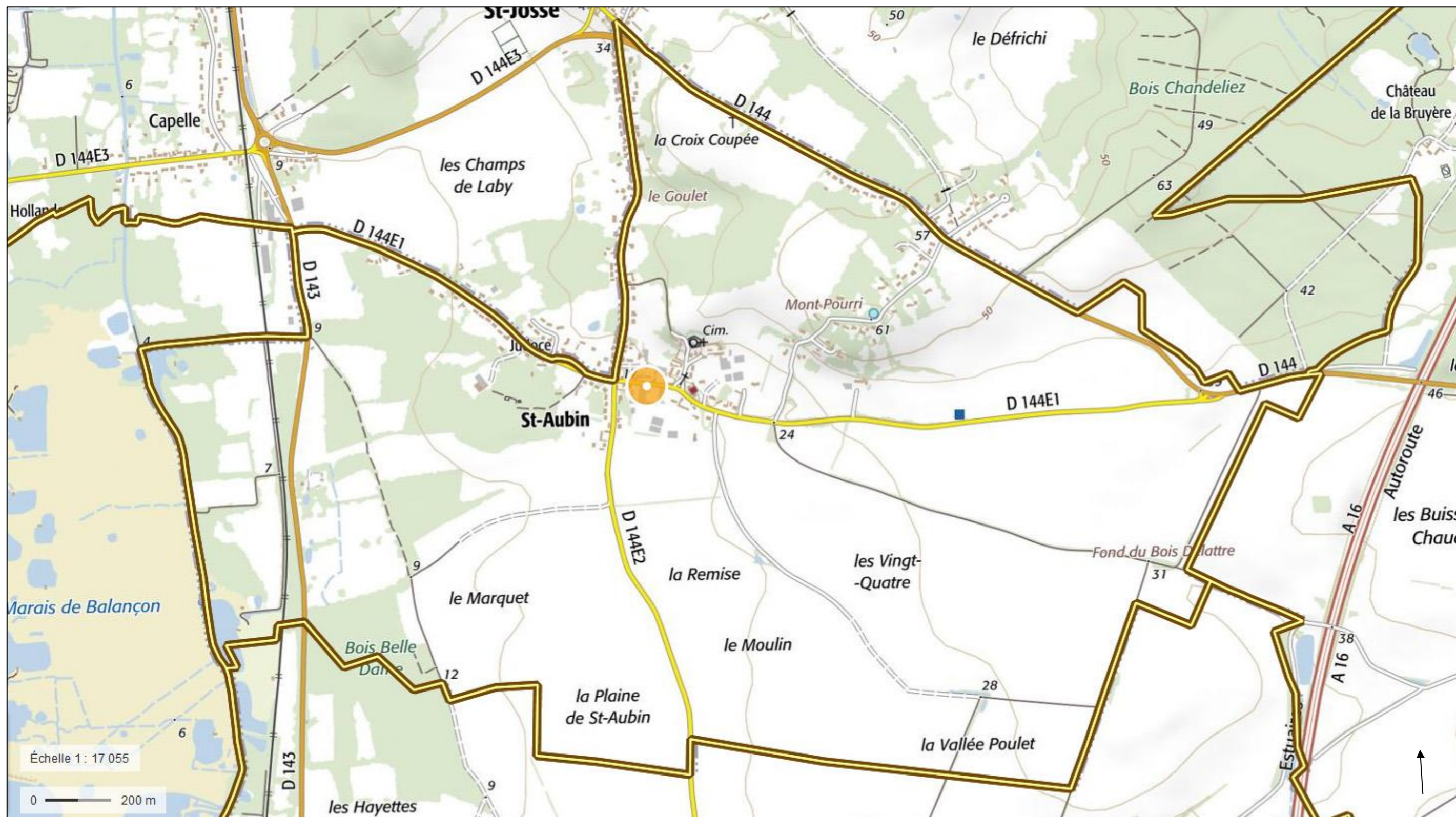
La commune de Saint-Aubin, d'une superficie de 454 ha se situe en retrait du littoral entre Le Touquet et Berck.

La commune se situe en continuité urbaine avec St Josse.

Au 1^{er} janvier 2017, la commune fait partie de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois (CA2BM).



Extrait de la carte IGN



B- Voies de communications : organisation

Un réseau national et intercommunal

La commune n'est pas traversée par des axes structurants. Néanmoins, elle se situe à proximité de :

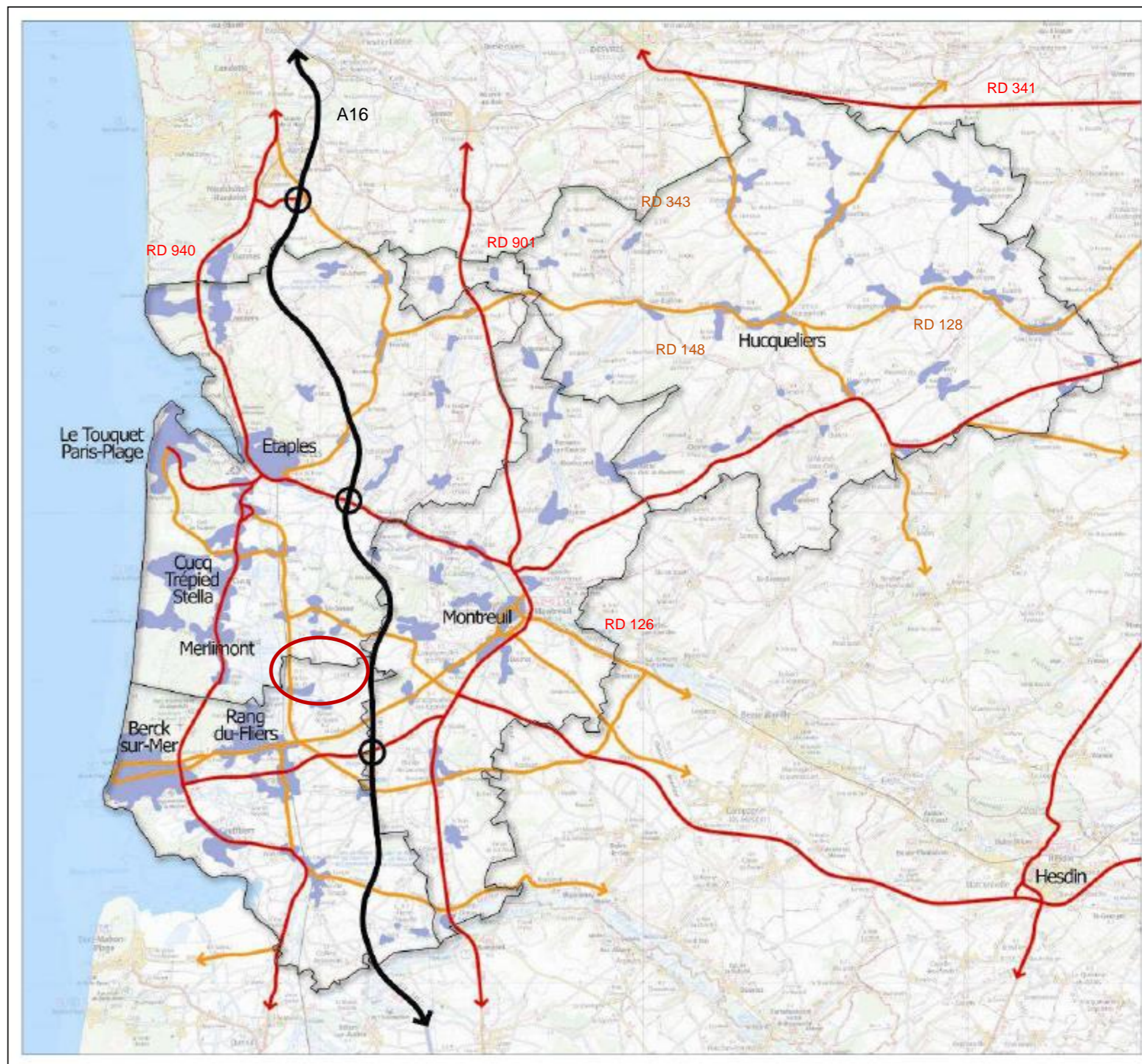
- A l'Est du territoire communal, l'A16 participe à la structure magistrale du réseau de voiries permettant au territoire de rayonner à une échelle nationale, notamment pour des déplacements touristiques ;
- A l'Ouest, la RD 940 complète l'organisation structurante du territoire, assurant des dessertes quasi Nord-Sud de la côte.

Un réseau secondaire

La commune est desservie par 2 axes secondaires principaux :

- La RD 144 E1 qui traverse d'Est en Ouest le territoire de la commune
- La RD 144 E2 qui traverse du Nord au Sud le territoire de la commune
- La RD 144 E3 qui traverse du Nord au Sud le territoire de la commune qui assure le lien entre St Josse et la RD 144
- La RD 143 qui longe les marais de Balençon et la voie SNCF.

Le Touquet est à 9 kilomètres, Montreuil sur Mer à 7Km et Etaples à 8 km.



3- Transports collectifs

La commune est traversée par une ligne SCNF (sans gare) Paris-Nord /Calais. Seuls quelques omnibus et autorails s'arrêtent à la station de Saint-Josse sur Mer.

Le transport en car dans le département du Pas-de-Calais comprend deux offres :

- **Le réseau interurbain du Pas-de-Calais**, nommé "**Oscar**", qui compte 40 lignes régulières. Ces lignes desservent les villes alentours : la ligne 6332 dessert la commune de St aubin vers Montreuil par exemple.
- **Les circuits scolaires** ; le Département du Pas-de-Calais organise et subventionne sous certaines conditions le transport scolaire pour les élèves domiciliés dans le Pas-de-Calais. Des élèves peuvent être transportés sur les lignes interurbaines visées ci-dessus mais ils sont principalement transportés sur des "circuits spéciaux" dont l'accès est réservé aux élèves détenteurs d'une carte de transport valide sur le seul trajet domicile-établissement scolaire

4 Modes doux

Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) recense, dans chaque département, des itinéraires ouverts à la randonnée pédestre, et éventuellement équestre et VTT.

La commune est concernée par :

- le circuit "Marais de Balençon"
- le circuit "Sentier des Briquetiers"

La commune est aussi traversée par l'itinéraire équestre E5



5- Mobilité1

La mobilité selon les motifs dans les années 90 en moyenne individuelle par jour est présentée dans le tableau suivant :

Motif	Affaires personnelles	Travail	Achats	Loisirs	Scolaire	Visite	Université	TOTAL
Nbe dept /pers/jour	0,88	0,85	0,71	0,47	0,44	0,36	0,09	3,8

(source : enquêtes ménages - déplacements du CERTU)

Par ailleurs, le tableau suivant vous présente les ordres de grandeurs des parts modales

	Province (moyenne et plage)		Île-de-France
Marche à pied	26 %	20 % à 31 %	34 %
Vélo	2 %	1 à 6 %	2 %
TC urbains	7 %	2 à 13 %	18 %
Autres TC	2 %	1 à 6 %	
2 roues motorisés	2 %	1 à 4 %	
Voiture	60 %	53 à 70 %	46 %

Les infrastructures de transport dans le Montreuillois :

Infrastructures de transport			
	Longueur territoire (km)	Trafic moyen 2005 *	Longueur région (km)
Réseau autoroutier	30	11 300	600
Réseau routier	560	7 700	11 260
Voies ferrées normales	44	-	1 177
Lignes TGV	0	-	215
Voies navigables	0	-	666

* Tous véhicules, moyenne journalière annuelle.
Source : IFEN 2006 ; DRE 2005 ; BD Carthage 2006

L'accroissement des déplacements et de la mobilité individuelle est directement lié au phénomène de l'étalement urbain et du développement et de la même, est lié à l'amélioration des conditions de circulation notamment routière. En 50 ans, la distance moyenne parcourue chaque jour par chaque français a été multipliée par 6, passant de 5km en 1950 à 30km en 1995.

Les impacts environnementaux sont nombreux :

- **pollution atmosphérique et sonore** : les transports terrestres représentent la principale source de pollution de l'air en milieu urbain et la principale source de nuisances sonores.
- **Source de consommation énergétique** : les transports représentent une part toujours plus importante de notre consommation d'énergie et de la consommation de pétrole.
- **Dévoré de l'espace** : Les routes et les parkings représentent 39% des surfaces artificialisées (soit 3% du territoire national). Ainsi par exemple, pour 2 heures d'utilisation, il faut prévoir 25 m² pour une voiture, 2.3m² pour un deux-roues motorisé et 1.5 m² pour un vélo. Dans une journée, l'automobile aura été stationnée en moyenne à six reprises dont deux de longues durées (journée de travail et nuit).
- **Sécurité** : Plus de la moitié des accidents se produit en agglomération.

Par ailleurs, la part des déplacements dans les budgets des ménages a augmenté de moitié en 40 ans (9.7% en 1954 - 15.2% en 1999). Le poste transport arrive en troisième position après les dépenses de logement et d'alimentation. L'augmentation des distances parcourues contribue à renforcer le poids respectif des déplacements dans le budget des ménages comparé aux autres postes. Les évolutions démographiques, celles des modes de vie entre autres génèrent des déplacements plus nombreux et plus lointains.

La commune de Saint-Aubin est concernée par le Schéma Directeur de la Mobilité.

¹ Extrait du schéma de déplacement et de mobilité du Syndicat Mixte du Montreuillois, 2012

6- Déplacements²

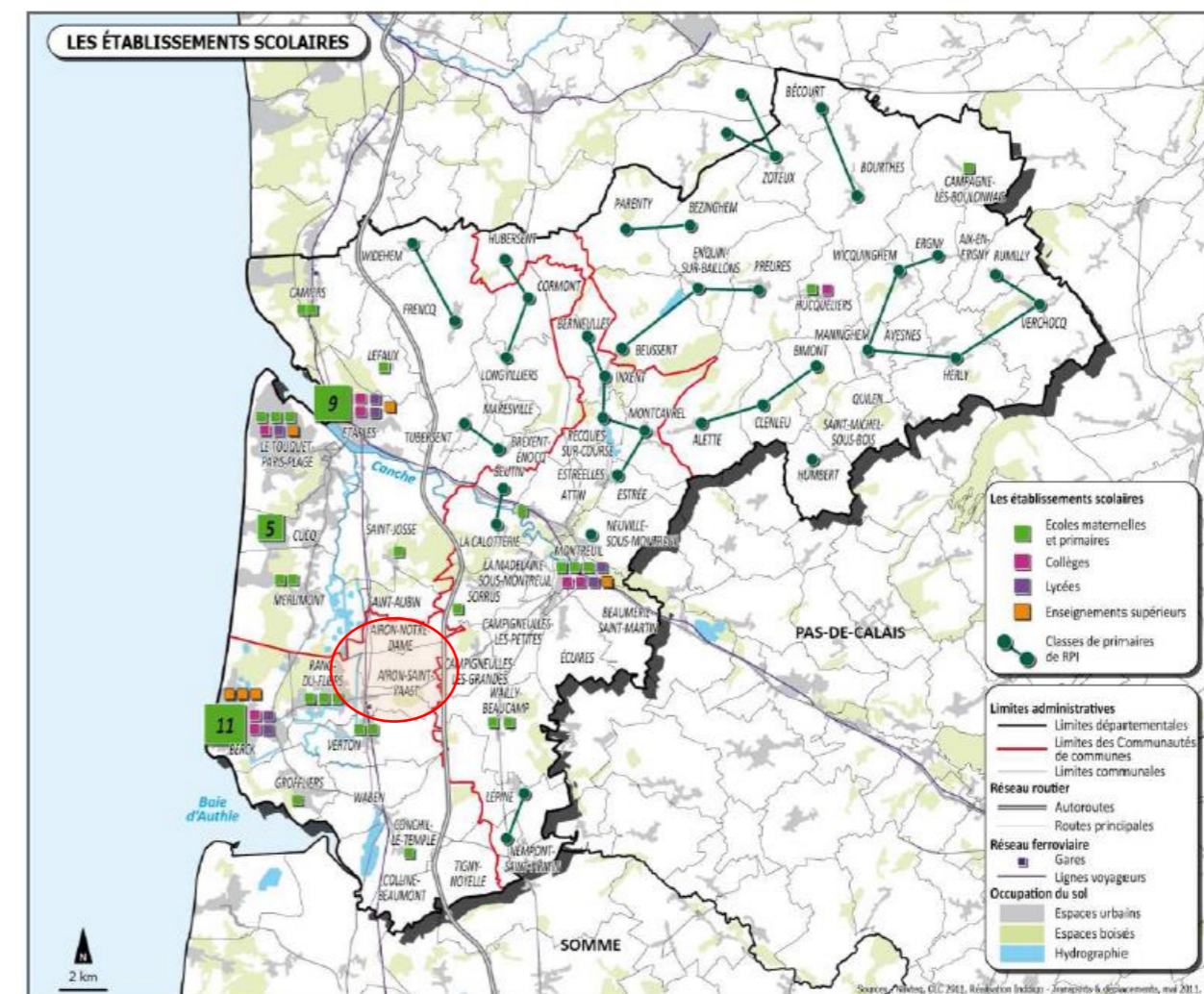
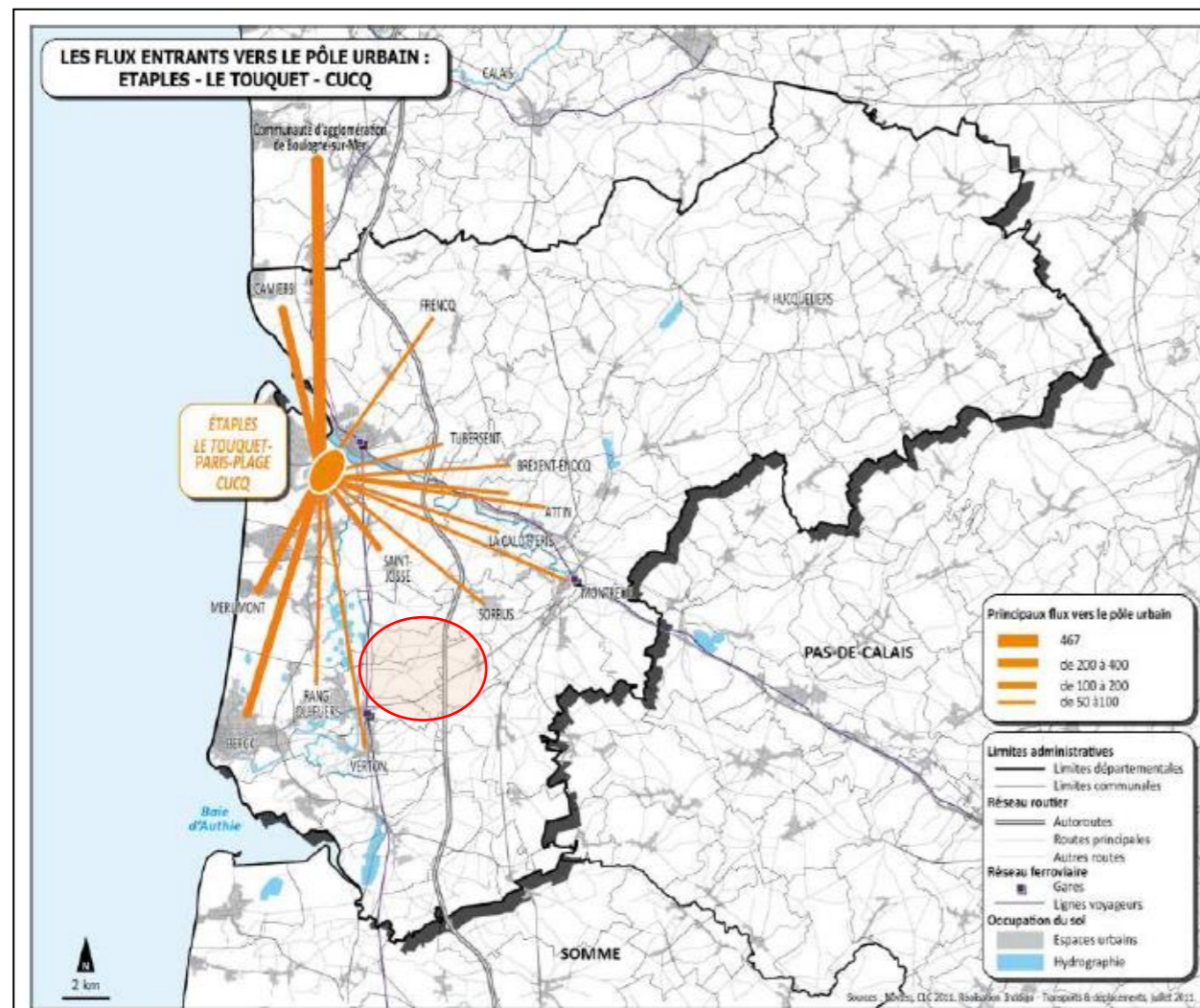
Tous flux confondus, sur les flux de plus de 50 personnes,

- La plupart proviennent des communautés de communes voisines du territoire
- Une part importante des emplois sont occupés par des actifs de la Communauté d'Agglomération de Boulogne.

Déplacements des étudiants

Le territoire du syndicat mixte du Montreuillois offre des établissements d'enseignement de la maternelle aux études post-bac dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Une concentration des établissements d'enseignement quel que soit le niveau soit une attractivité forte sur les pôles urbains majeurs
- Peu d'établissements scolaires à l'Est du territoire.
- Un nombre important d'écoles en Regroupements Pédagogiques Intercommunaux (RPI). La problématique de déplacement des élèves est prise en charge par le Conseil Départemental 62
- Les différents BTS répartis sur les communes d'Etaples, du Touquet, de Berck et de Montreuil. Les domaines d'enseignement s'apparentent aux activités économiques du territoire : tourisme et santé.



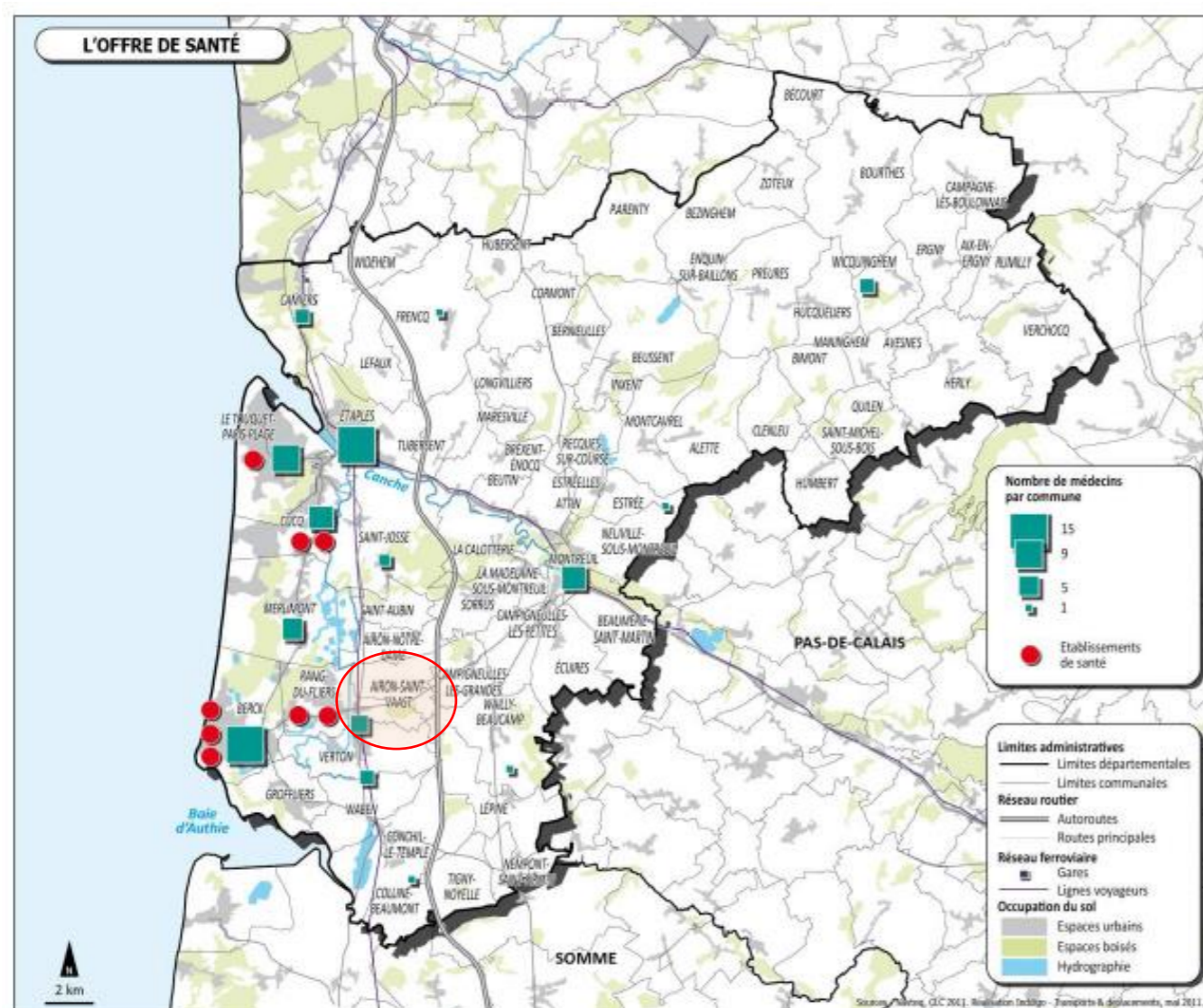
² Syndicat du Montreuillois, Schéma de déplacements et de Mobilité, 2012

Les déplacements liés à la santé

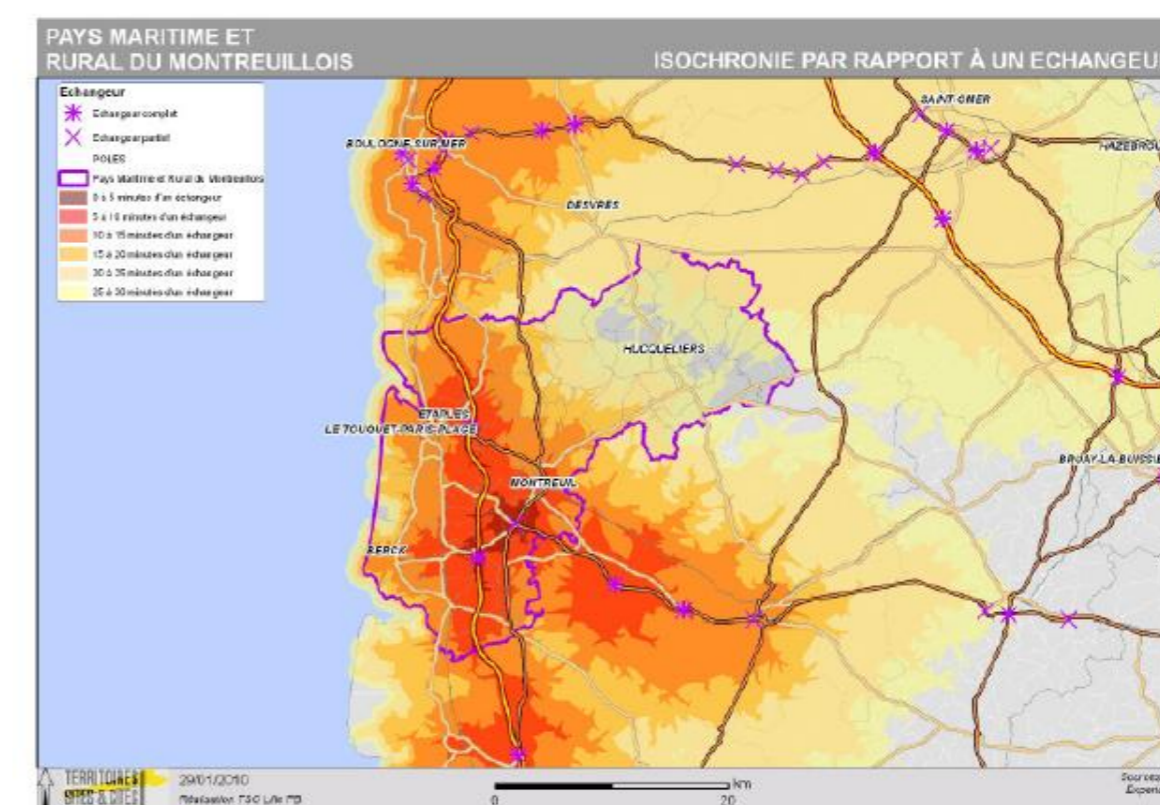
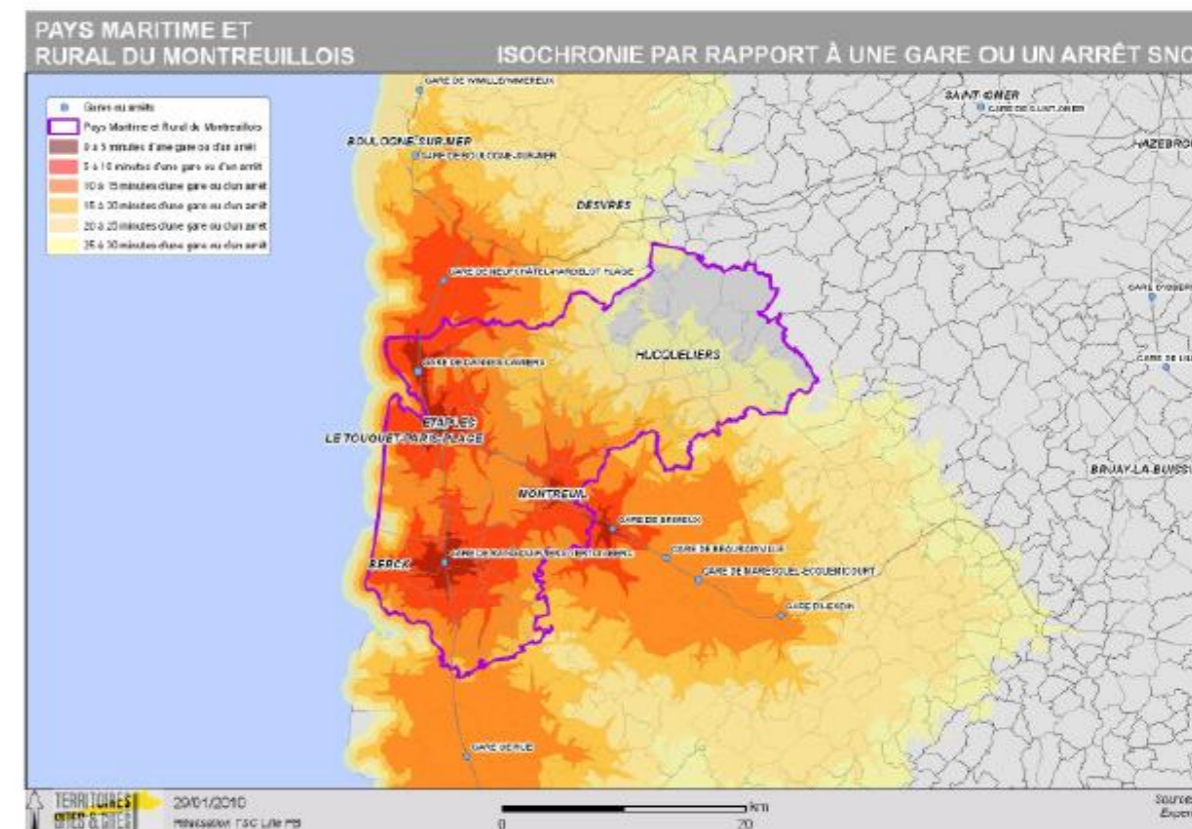
Une offre d'équipements de santé de type hôpital limitée à l'Ouest (Berck, Cucq, Rang-du-Fliers, Le-Touquet)

- Un accès aux soins hétérogène à l'échelle du territoire
- Une offre importante (> 3 médecins pour 1000 hab.) à Estrée, Hucqueliers, Montreuil (soit 4% de la population) Cependant pour ces communes cette offre correspond à l'offre totale sur la Communauté de communes.
- Une offre minimum (> 1 / 1000 hab.) à Camiers, Conchil-le-Temple, Cucq, Etaples, Frencq, Merlimont, Saint-Josse, Le Touquet, Verton, Wailly-Beaucamp, Berck, Rang-du-Fliers (70% de la population)
- L'offre est inexistante sur les 55 autres communes (ce qui concerne 26% de la population)

Un accès difficile aux soins à l'Est et contraint par des distances importantes à parcourir



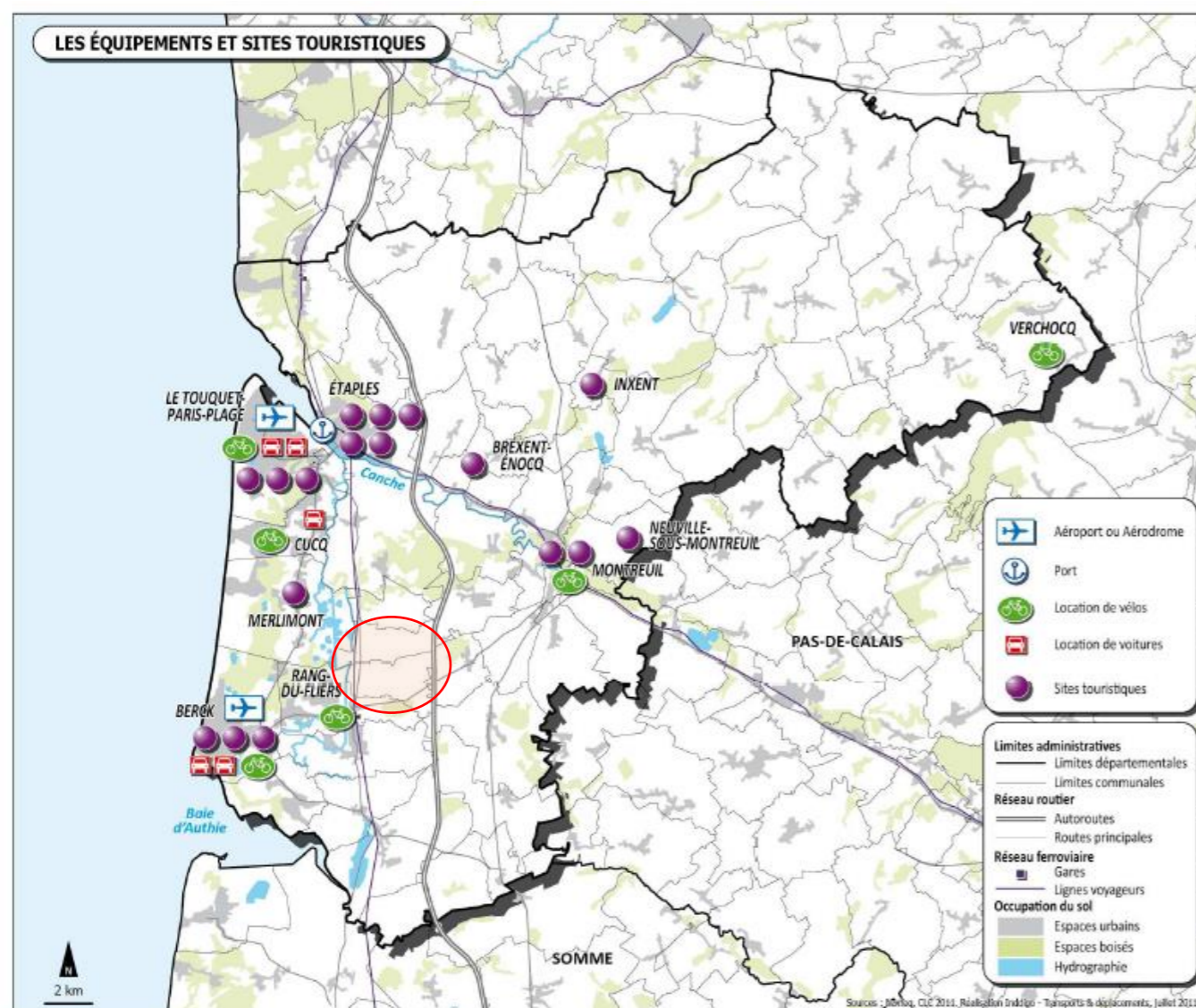
Extrait de l'étude d'une stratégie foncière et d'habitat du Pays Maritime et rural du Montreuillois, Syndicat Mixte Pays Maritime et rural du Montreuillois, 2010



Les déplacements liés au tourisme

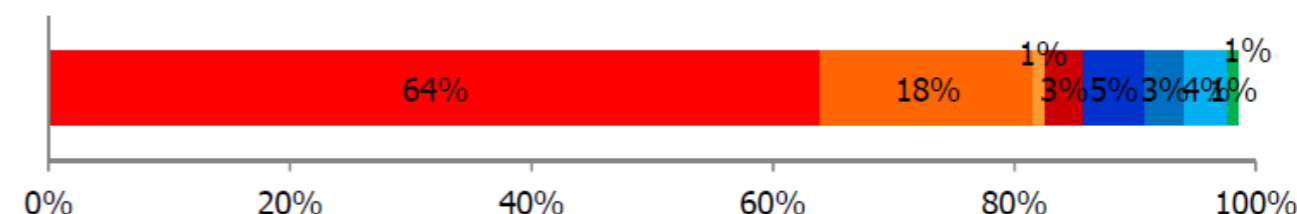
Les établissements touristiques sont concentrés sur le littoral mais présents sur l'ensemble du territoire.

- Les locations de véhicules ne sont disponibles qu'au Touquet (à l'aéroport), Cucq et Berck, ce qui limite les possibilités d'arrivée en train et l'utilisation d'une voiture pour les déplacements internes au territoire.
- Le territoire dispose de 3 aéroports/aérodromes :
- Aéroport du Touquet, principalement utilisé par des avions d'affaires. Il permet de plus, la liaison régulière avec l'aéroport de Lydd en Grande-Bretagne.
- Aérodromes de Berck et La-Verchocq, limités à une utilisation de loisirs.
- Des locations de vélos sont possibles sur l'ensemble du territoire.
- Des initiatives de location de vélos en gare d'Étaples ont lieu depuis 2011 en période estivale.



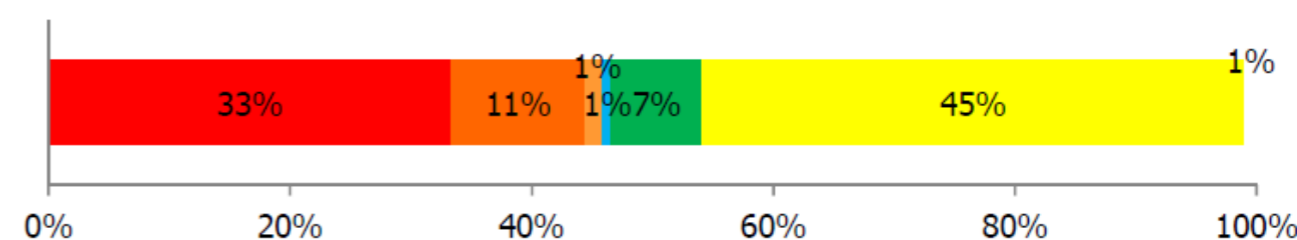
Part modale des touristes pour venir sur le territoire

- Voiture conducteur
- Voiture passager
- 2 roues motorisées
- Camping-cars
- TER
- TER-GV
- Car
- Vélo
- Autre



Part modale des touristes sur le territoire

- Voiture conducteur
- Voiture passager
- 2 roues motorisées
- Bus/Navettes
- Vélo
- Marche à pied
- Autre



Données du SCoT



La stratégie du PADD, se fonde sur une organisation du développement sur une base multipolaire favorisant les liens entre littoral et avant-pays.

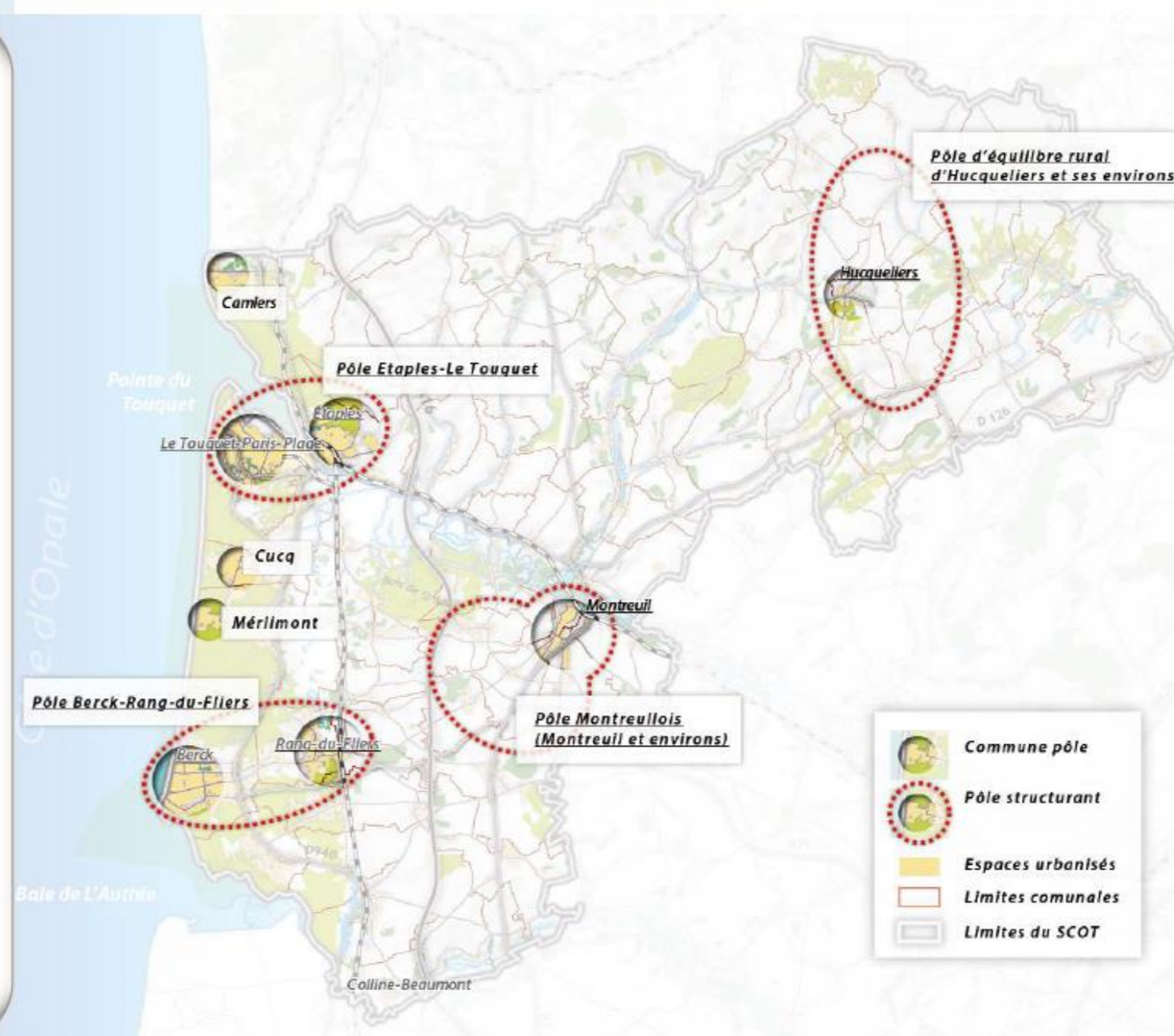
Quatre pôles structurants à l'échelle du Pays, moteurs du développement sont identifiés :

- le pôle de **Montreuil**, pôle pivot entre littoral et avant-pays ;
- les bi-pôles d'**Etaples/Le Touquet** et de **Rang-du-Fliers/Berck** sur le littoral ;
- le pôle rural d'**Hucqueliers et ses environs**, qui structure l'espace rural et participe au rééquilibrage du territoire.

Trois polarités secondaires qui participent aux travers de leurs projets aux objectifs d'excellence du pays : **Merlimont, Cucq et Camiers**.

Ces polarités constituent la base de la nouvelle organisation des mobilités. Leur renforcement permet,

- d'une part, de limiter les déplacements, au travers de projets structurants et par l'offre de services de gamme supérieure;
- d'autre part, la mise en place d'un système de transports en commun alternatifs à la voiture individuelle, par une intensification de leur poids démographique (Montreuil et Hucqueliers).



7-Le stationnement

Le stationnement n'est pas prévu le long des axes structurants notamment en centre bourg. Il existe des poches de quelques places de stationnements collectifs proche de la mairie (4 +3 places) et face à la mairie (6 places). Ces places servent notamment à une meilleure desserte de cet équipement public.

Elles n'ont pas vocation à être mutualisées avec des opérations privées.

Au dernier recensement (2013), 48.7% des ménages ont 2 voitures et 85% ont un emplacement réservé au stationnement.

Il n'existe pas d'aire de stationnement donc de possibilité de mutualisation d'aire de stationnement de véhicules hybrides, électriques, de vélos



8- Sécurité routière

Il n'y a pas eu d'accident corporel sur la commune entre 2010 et 2014. Ces données sont établies à partir des renseignements fournis par les forces de l'ordre (*extrait du porte-à-connaissance*)

II- Analyse environnementale

A- Contexte climatique

La région et le secteur sont caractérisés par un climat de type océanique marqué, une pluviométrie située autour de 1 000 mm en moyenne par an.

1- Températures :

Les amplitudes thermiques sont modérées et les hivers sont marqués par un temps doux et instable.

Température hivernale moyenne : 4°C,

Température estivale moyenne : 17°C.

Les jours de gelées et de neige sont peu nombreux.

2- Précipitations :

La hauteur moyenne totale de pluie par an se situe aux alentours de 1 000 mm.

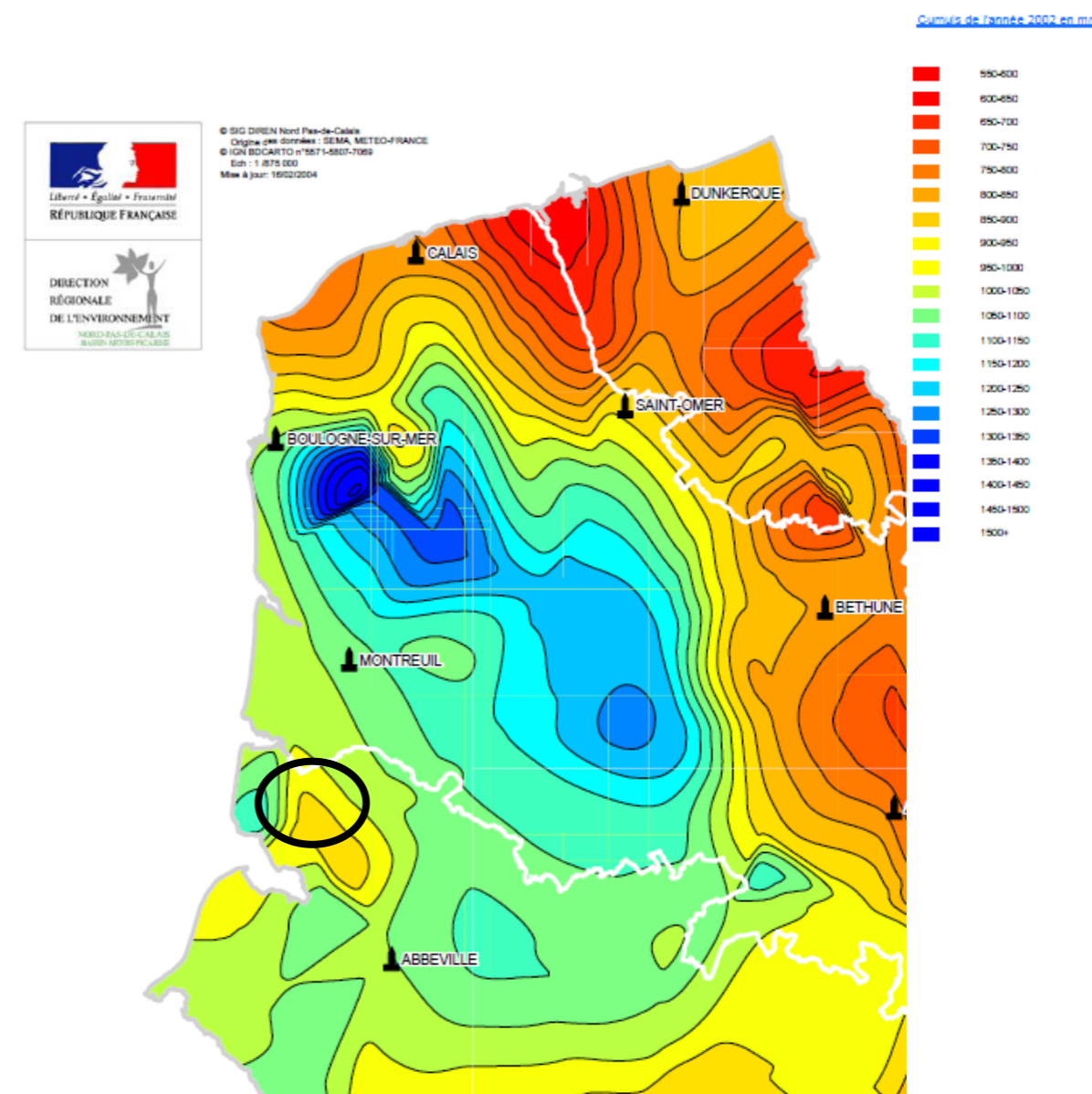
Le nombre de jours de pluie est assez élevé, répartis de façon relativement régulière sur l'année.

3- Vent et Insolation :

Les jours sans vents sont rares. Les vents dominants sont de secteur Sud-Ouest. Mais des vents d'ouest nord-ouest soufflent aussi sur le secteur.

L'insolation est faible, en raison d'un ciel souvent voilé.

Pluviométrie du Bassin Artois-Picardie



B- Protections naturelles à prendre en considération

1) Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration de schémas départementaux de carrière...).

La commune est concernée par une ZNIEFF de type 1 : Marais de Balançon

Ce site appartient à l'ensemble des tourbières basses alcalines arrière-littorales, typiques de la plaine maritime picarde et s'étendant sur de vastes surfaces de part et d'autre de l'Authie. Cet ensemble est d'un intérêt majeur à l'échelle des plaines du nord-ouest de l'Europe.

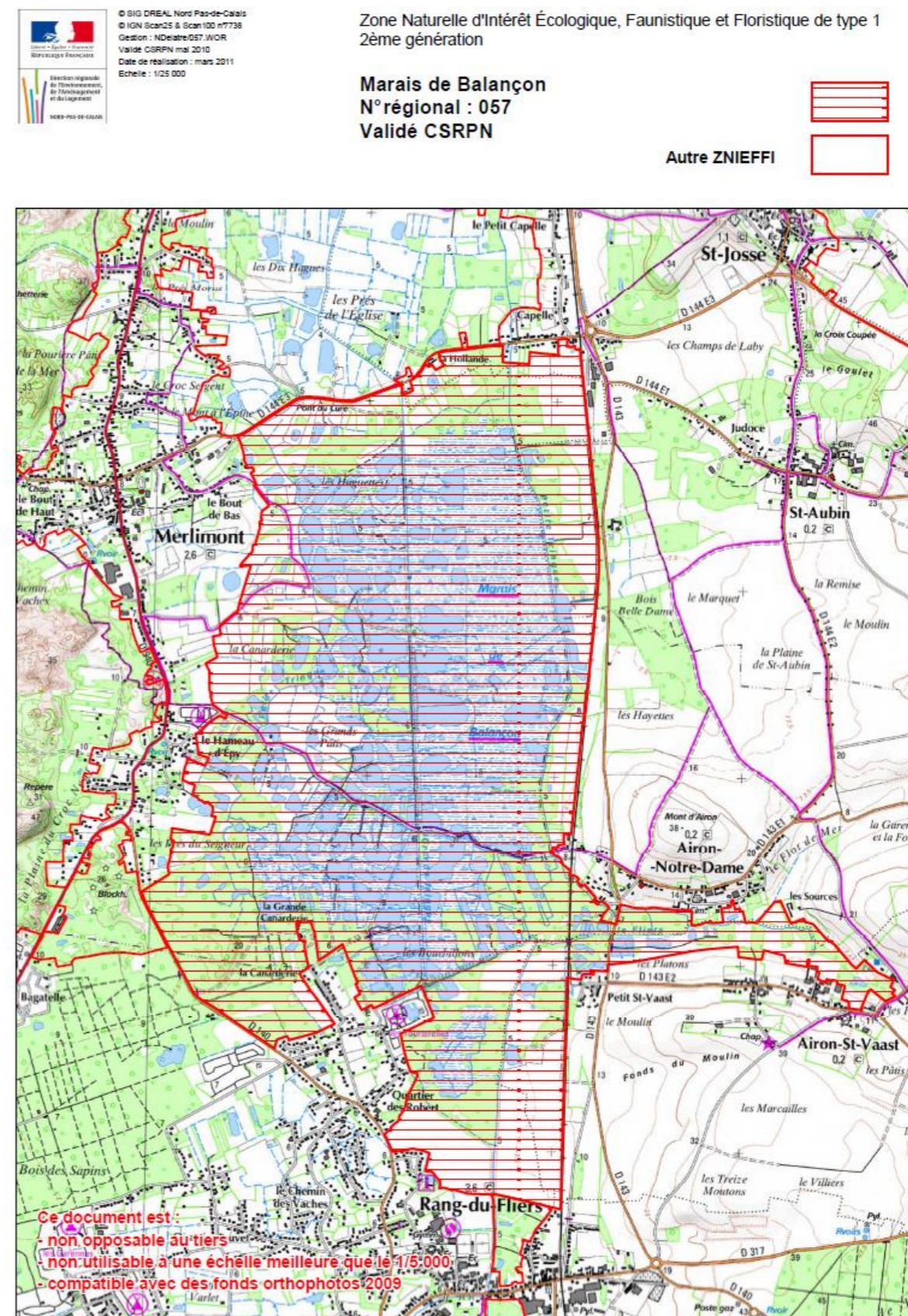
D'une superficie très importante, le Marais de Balançon présente encore un intérêt écologique de niveau européen, même si depuis quelques décennies sa valeur patrimoniale a été affectée par diverses pratiques perturbant son fonctionnement hydrogéologique et la qualité des eaux d'inondation ou alimentant les mares de chasse, dont le nombre a nettement augmenté lui aussi, au détriment des tourbières proprement dites (tremblants et bas-marais alcalins). Associé au Marais de Cucq- Villiers (au nord du site), l'ensemble forme par ailleurs un complexe unique au niveau régional.

25 espèces déterminantes de faune ont été recensées sur cette ZNIEFF : 1 espèce de Reptiles, 3 espèces de Rhopalocères, 5 espèces d'Odonates, 1 espèce d'Orthoptères, 1 espèce de Mollusques et 14 espèces d'Oiseaux. Cette ZNIEFF est un marais arrière-littoral très utilisé dans le cadre des activités cynégétiques (chasse au gibier d'eau). Il accueille dans ces roselières et autour des mares de chasse la Marouette ponctuée, le Busard des roseaux et le Butor étoilé depuis 2007. L'Echasse blanche est également un nicheur régulier sur cette zone. Cette ZNIEFF est fortement liée à la ZNIEFF du Marais de Cucq- Villiers (n°058). Il s'agit d'une zone à fort potentiel, notamment pour les Oiseaux paludicoles mais elle souffre de sous-prospection liée en partie à certains secteurs difficiles d'accès.

Cette ZNIEFF en partie sur le territoire de la commune devra être prise en considération dans le projet de PLU.

L'enjeu est fort.

Pour mémoire, une zone de type 1 Lande et bois de Saint-Josse est contigüe au périmètre nord de Saint-Aubin.

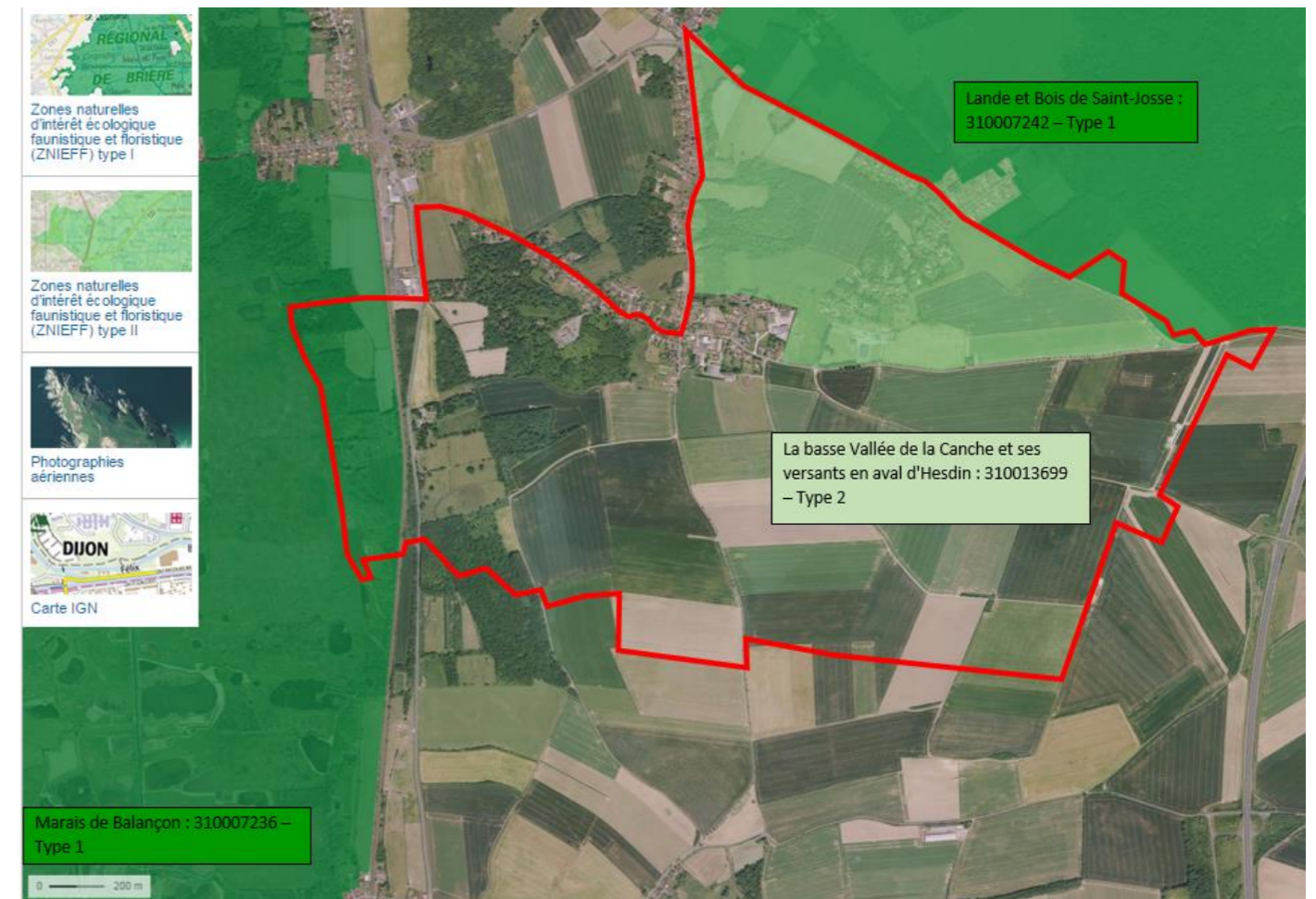


La commune est concernée par une ZNIEFF de type 2 : la Basse Vallée de la Canche et ses versants en aval d'Hesdin

La Basse Vallée de la Canche s'étend en aval d'Hesdin jusqu'à son embouchure à Etaples. Elle souligne la dépression synclinale isolant les Hautes terres Artésiennes du vaste plateau picard. La Basse Vallée de la Canche forme une longue dépression tourbeuse à para tourbeuse marquant le rebord méridional de l'anticlinal de l'Artois. Complexe de plus de 10000ha si l'on intègre ses versants boisés, ce site rassemble des habitats aussi divers que les Landes de Sorrus-St-Josse, la forêt d'Hesdin ou les vastes bois marécageux autour de Montreuil. Zone humide de grande qualité, La basse vallée de la Canche recèle encore diverses végétations tout à fait originales dans le contexte des marais tourbeux du Nord/Pas de Calais (bas marais alcalins, vastes saulaies inondables abritant tout une avifaune paludicole menacée en France.

Sur ses versants, d'autres milieux tout aussi exceptionnels illustrent la grande originalité biologique et paysagère de ce très vaste ensemble écologique : A l'est, toutes la diversité des communautés végétales calcicoles des collines crayeuses (pelouses thermophiles, vieilles hêtraies) avec en corollaire une faune forestière et pré forestière des plus abondantes A l'ouest, le plateau siliceux de Sorrus-St-Josse, avec ses Landes et ses bois ponctués de mares, hébergeant tout un cortège d'espèces rarissimes à l'échelle du nord-ouest de la France dont peut-être une des plus importantes stations de Rossolis à feuilles rondes, plante protégée au niveau national, et des populations d'amphibiens tout à fait remarquables.

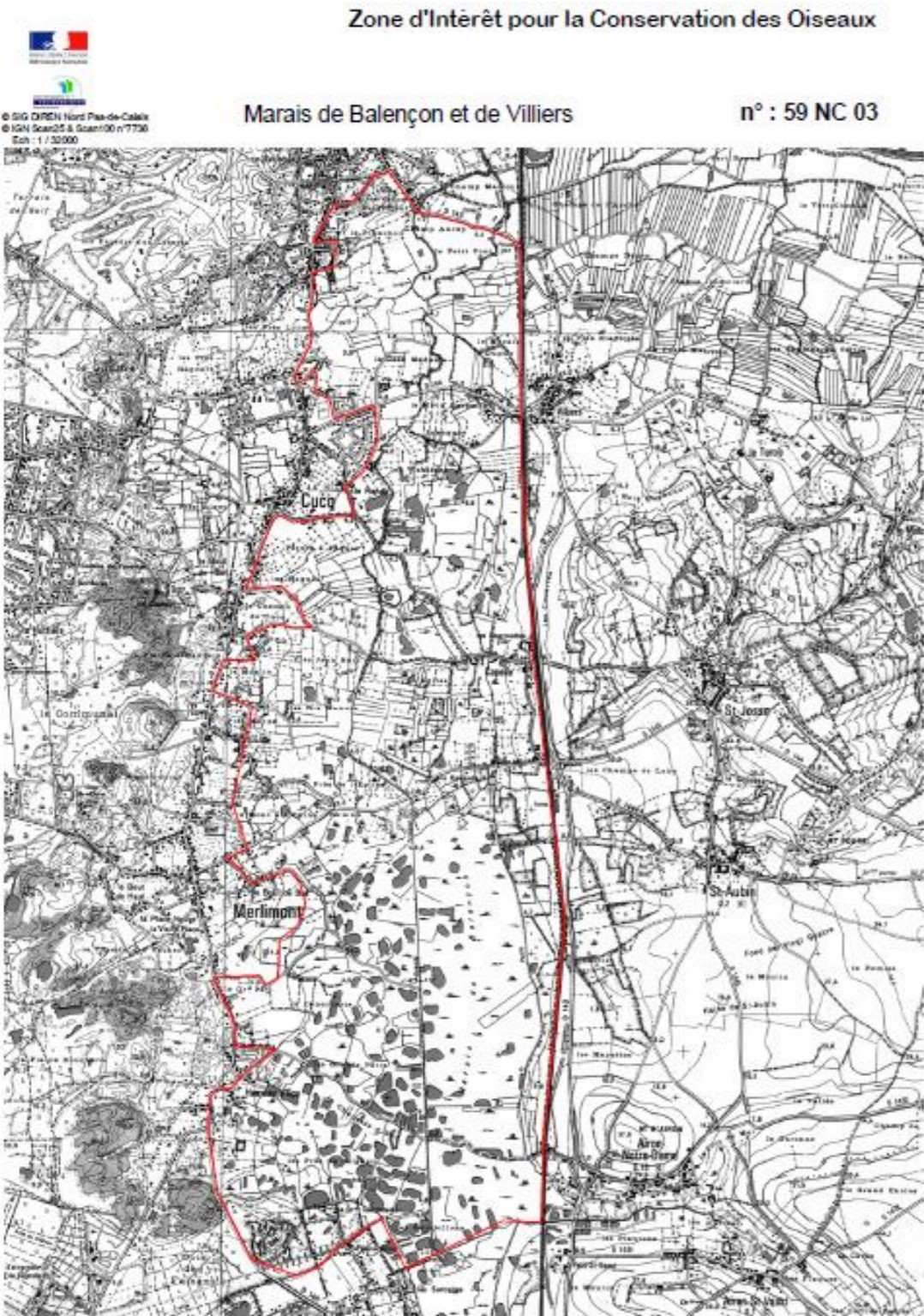
Localisation : elle couvre toute la partie Nord-est du territoire (Mont-Pourri et sa périphérie). Le centre-bourg n'est pas est exempt de la zone



2) Les ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux)

Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sont des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne.

Sur le territoire communal, le Marais de Balançon et de Villers est répertorié.



3) Le site Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques. En France, le réseau Natura 2000 comprend 1758 sites.

Le territoire de Saint-Aubin compte une petite partie d'une zone Natura 2000 identifiée :

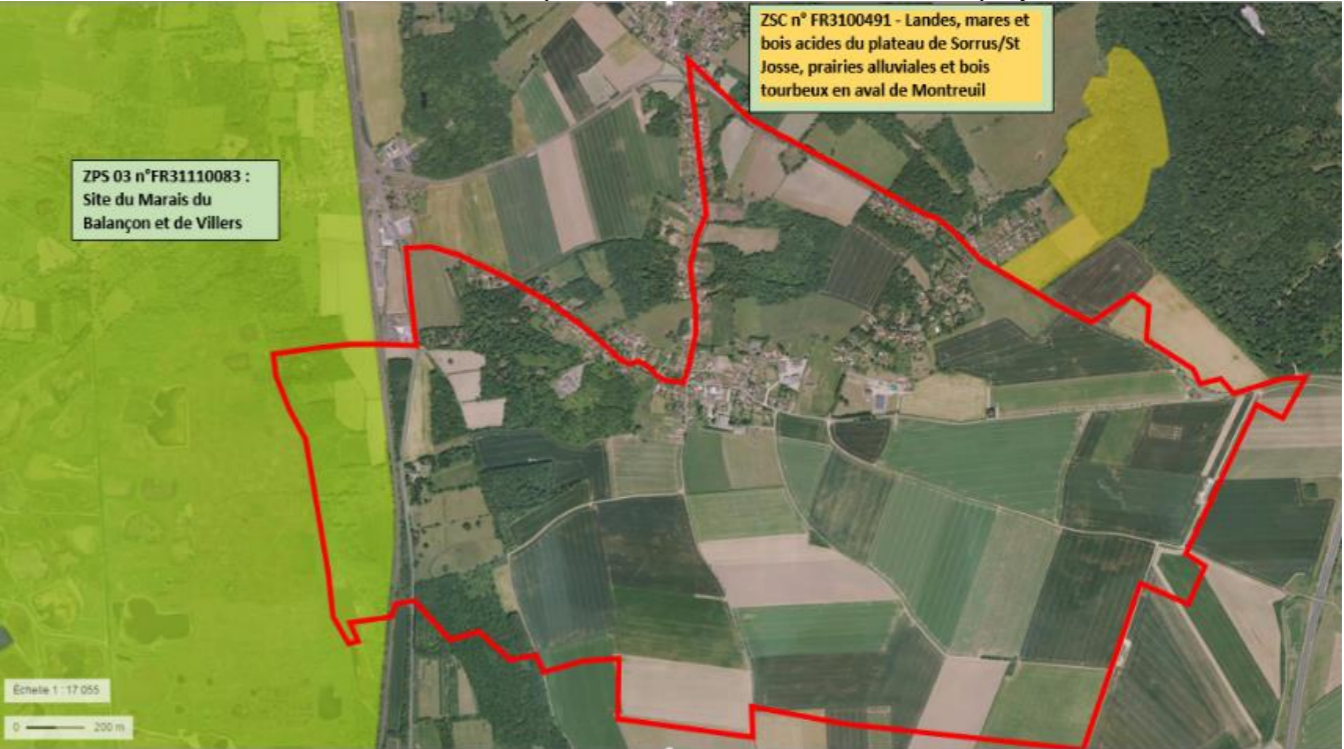
- **Zone de Protection Spéciale ZPS NATURA 2000 Directive Oiseaux n°FR31110083 - Site du Marais du Balançon et de Villers.**

Un secteur d'une autre zone Natura 2000 est contigu à une portion de périmètre en partie nord de la commune. Il s'agit de :

- **Site d'Intérêt Communautaire (SIC) - NATURA 2000 Directive Habitats FR3100491 - Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus/St Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil (62).**

Ces deux zonages seront à prendre en considération pour estimer les impacts du projet.

Localisation des territoires Natura 2000 à prendre en considération dans le projet de PLU



- **Zone de Protection Spéciale ZPS NATURA 2000 Directive Oiseaux n°FR31110083 - Site du Marais du Balançon et de Villers.**

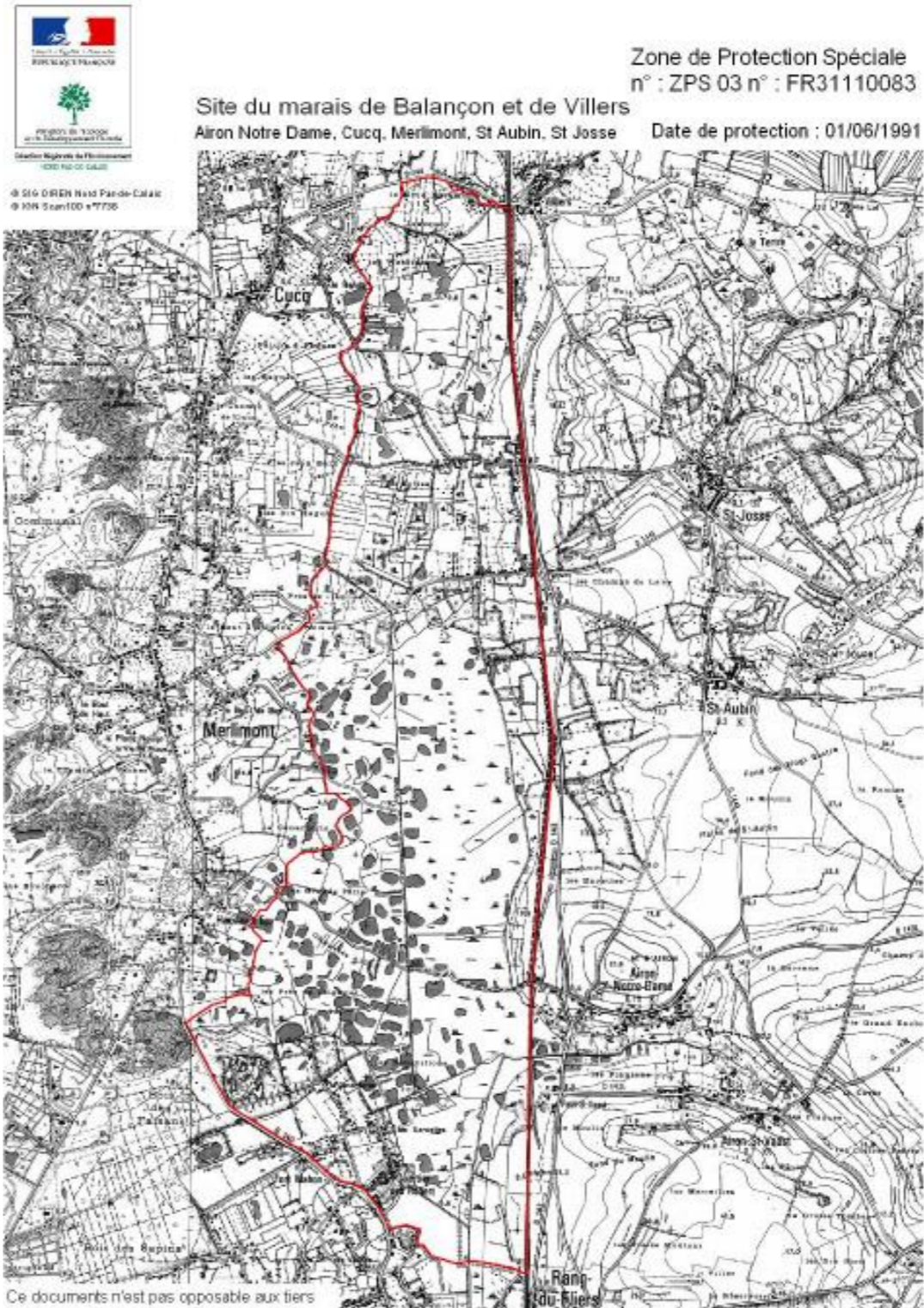
Cette zone est essentiellement composée d'un marais tourbeux. Il s'étend sur 1007 ha, sur 7 communes dont Saint-Aubin.
Le marais est formé par les habitats de végétation suivants :

Ce site accueille 47 espèces d'oiseaux d'intérêt patrimonial en région, en France ou en Europe dont 26 inscrites à l'annexe I de la directive "Oiseaux".

Le Butor étoilé, la Marouette ponctuée, le Phragmite aquatique, l'Aigrette garzette et la Spatule blanche correspondent aux 5 oiseaux d'intérêt communautaire identifiés comme prioritaire sur la ZPS ; les grandes orientations d'actions seront dirigées principalement pour la préservation de ces espèces et de leurs habitats.

Le marais de Balançon abrite également deux espèces faunistiques d'intérêt communautaire (hors avifaune), le Vertigo de Desmoulins (*Vertigo moulinsiana*) et l'Ecaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*).

En termes d'habitats, le marais est constitué essentiellement de tourbières basses alcalines, de roselières, de grandes cariçaies, de mégaphorbiaies, de prairies humides, de fourrés et boisements humides, d'eaux courantes et stagnantes abritant des végétations aquatiques flottantes, enracinées ou amphibies. Parmi ces grands ensembles d'habitats, on relève 8 habitats d'intérêt communautaire au titre de la directive « Habitat-faune-flore »



Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	20 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	74 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	5 %
N16 : Forêts caducifoliées	1 %

Cette zone n'a pas fait l'objet d'un DOCOB.

- **Site d'Intérêt Communautaire (SIC) - NATURA 2000 Directive Habitats FR3100491 - Landes, mares et bois acides du plateau de Sorrus/St Josse, prairies alluviales et bois tourbeux en aval de Montreuil (62).**

Caractère du site

Le site a été retenu en raison de ses qualités écologiques : 14 types d'habitats figurant à l'annexe 1 de la Directive Habitats et de 7 espèces animales inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats, dont 6 chauves-souris et un triton.

Ce site rassemble deux unités écologiques et géomorphologiques bien différentes :

- le plateau de Sorrus/Saint-Josse, butte argilo-sableuse coiffée de cailloutis de silex et de sables argileux dont le "feuilleteage stratigraphique" est à l'origine des différentes nappes perchées alimentant un réseau complexe de ruisseaux temporaires et permanents, pour la plupart intra forestiers et des écoulements superficiels le long de versants festonnés souvent abrupts.
- la basse vallée de la Canche, avec son système alluvial associant une séquence particulièrement développée et peu altérée de boisements tourbeux naturels longuement inondables

Sites à chiroptères

Pour les sites d'hibernation (cavités et galeries souterraines), la principale menace est le dérangement de ces mammifères en hiver. Dans ce cadre, la limitation des accès par la pose de grilles est suffisante pour préserver la tranquillité des sites. Ces aménagements permettent aussi une mise en sécurité des bâtiments.

En période de reproduction, les chauves-souris sont particulièrement sensibles à la qualité du gîte (accessibilité, traitement chimique des charpentes), aux dérangements et à la disponibilité en proies (insectes). C'est pourquoi il est nécessaire de préserver et d'aménager les sites de reproduction, d'éviter les dérangements et de maintenir un environnement favorable aux invertébrés (haies, prairies).

Les enjeux des deux zones Natura 2000

Les enjeux de ces deux zones porteront sur :

- la nidification et les zones de nourrissage des espèces inscrites à l'annexe I de la Directive oiseaux
- Les lieux de reproduction des zones de nourrissage des chauves-souris évoluant dans la ZSC.

Le projet de PLU devra bien prendre en considération ces deux enjeux de manière à faire en sorte que le projet n'impacte pas de manière sensible le cycle de vie de ces animaux.

4) Site Inscrit

Les sites classés sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national : éléments remarquables, lieux dont on souhaite conserver les vestiges ou la mémoire pour les événements qui s'y sont déroulés...

L'inscription est une reconnaissance de la qualité d'un site justifiant une surveillance de son évolution, sous forme d'une consultation de l'architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.



RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS

FICHER-ATLAS DES SITES

62-SI
N° 16

MARAIS ARRIÈRE LITTORAUX


COMMUNE(S)
Airon Notre-Dame, Airon St Vaast, Cucq, Merlimont, Rang du Fliers, St Aubin, St Josse.

CANTON(S)
Montreuil-sur-Mer.

ARRONDISSEMENT(S)
Montreuil-sur-Mer.

DÉLIMITATION DU SITE

Au Nord, le C.D. n° 144 ; à l'Est, la voie ferrée Abbeville-Boulogne ; au Sud, la limite sud de la section AX du cadastre de Rang-du-Fliers, le C.D. n° 140, la limite entre les sous-sections cadastrales du hameau d'Epy et de la Grande-Canarderie (section C 3 du cadastre de Merlimont) jusqu'à la source de la petite Tringue ; à l'Ouest, de l'amont vers l'aval : la petite Tringue, la rivière du Bras d'Or, la Grande Tringue jusqu'au C.D. n° 144.



Merlimont : Marais de la Canarderie ; au premier plan, à droite : dune boisée (cliché Photo)

CONTEXTE LÉGISLATIF

NATURE JURIDIQUE ET DATE DE LA PROTECTION :
Site inscrit par arrêté du 13 octobre 1977.

AUTRES MESURES DE PROTECTION :
Neant.

DOCUMENTS D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT :
P.O.S.

PROPRIÉTÉ : Publique et privée.

COMPOSANTES DU SITE

SURFACE : 1 225 hectares.

DOMINANTE ET INTÉRÊT DU SITE :
Paysager et scientifique (géomorphologie, écologie, archéologie).

SITUATION GÉOGRAPHIQUE :
A proximité du littoral, au Sud du Touquet entre les vallées de la Canche et de l'Authie.



Site inscrit


n° : 62 SI 16a

Date d'arrêté : 13/10/1977

MARAIS ARRIÈRE LITTORAUX (Airon-St Vaast, Airon-Notre-Dame, StAubin, Merlimont, St aubin, St josse)



Ce document n'est pas opposable aux tiers




Site inscrit

n° : 62 SI 16b


Date d'arrêté : 13/10/1977

MARAIS ARRIÈRE LITTORAUX (Airon-St Vaast, Airon-Notre-Dame, StAubin, Merlimont, St aubin, St josse)



Ce document n'est pas opposable aux tiers

21



Agence Diversités 4 route de Glisy 80440 BOVES tél : 03.22.72.73.81 mail : contact@diverscites.com

5- Trame verte et Bleue : Le SRCE (Schéma régional de Cohérence Écologique)

La notion de continuités écologiques est définie par la loi et rassemble des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Les réservoirs de biodiversité sont des zones vitales riches en biodiversité où les espèces peuvent réaliser tout ou partie de leur cycle de vie.

Les corridors écologiques sont des voies de déplacement empruntées par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité.

Dans l'atlas cartographique du SRCE-TVB les réservoirs de biodiversité sont clairement délimités et représentés de manière surfacique (pour la partie terrestre). En revanche, les corridors écologiques ne sont pas délimités, ils peuvent être vus comme des fuseaux qui relient des réservoirs de biodiversité et qui ont vocation à être déclinés plus finement par les territoires.

Les « espaces à renaturer » sont, quant à eux, la traduction d'une ambition régionale. Ils correspondent à des espaces actuellement peu favorables à la faune et la flore locale. Ils ont été identifiés dans un objectif de reconquête de la biodiversité en dehors des continuités écologiques. L'objectif de remise en état des continuités écologiques peut s'appuyer sur les « espaces à renaturer ».

En identifiant un réseau de continuités écologiques à préserver ou à remettre en bon état dans les milieux terrestres (trame verte), aquatiques et humides (trame bleue), la démarche de la TVB va permettre de :

- favoriser le déplacement des espèces et réduire la fragmentation des habitats qui représente l'une des premières causes d'érosion de la biodiversité,
- préparer l'adaptation au changement climatique et préserver les services rendus par la biodiversité.

La TVB vise à :

- améliorer la qualité et la diversité des paysages ainsi que le cadre de vie (préservation des paysages, développement de la nature en ville),
- prendre en compte les activités économiques et maintenir des activités adaptées (agriculture, sylviculture...),
- maîtriser le développement urbain et lutter contre l'artificialisation des sols liée à l'urbanisation croissante.

Le schéma régional de cohérence écologique - trame verte et bleue (SRCE-TVB) du Nord-Pas-de-Calais a été arrêté par le préfet de région le 16 juillet 2014 après son approbation par le Conseil régional le 4 juillet 2014 mais annulé le 26 janvier 2017.

Le SRCE - TVB, outil d'aménagement du territoire, est un réseau des continuités écologiques terrestres et aquatiques. Il vise à préserver les services rendus par la biodiversité, à enrayer sa perte en maintenant et restaurant ses capacités d'évolution et à la remise en bon état des continuités écologiques.

Le terme « SRCE » est complété de « TVB » pour inscrire l'élaboration du Schéma en filiation des travaux Régionaux.

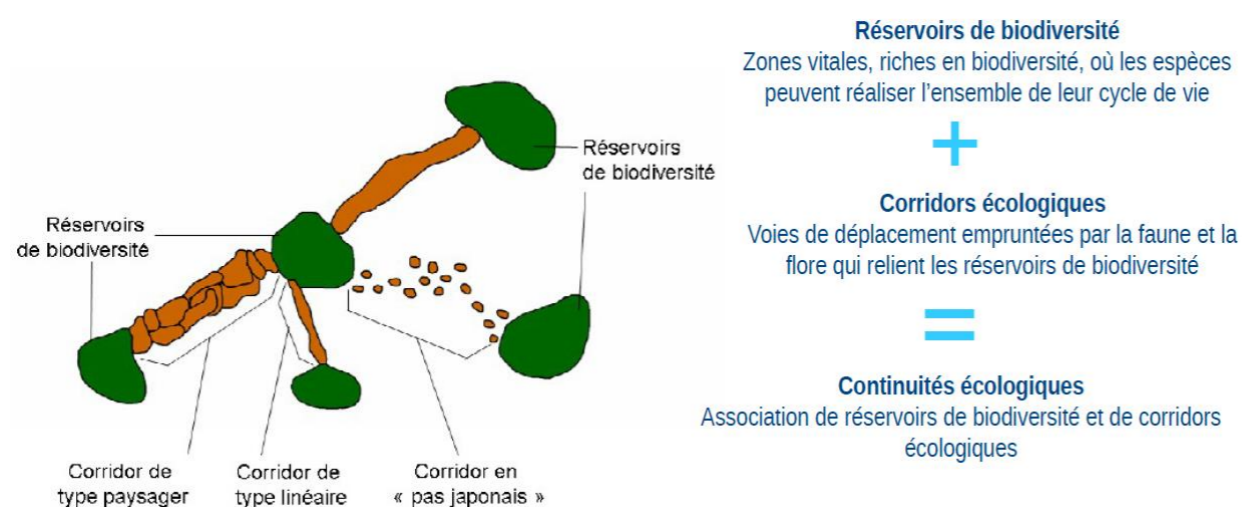
Les Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques forment les continuités écologiques.

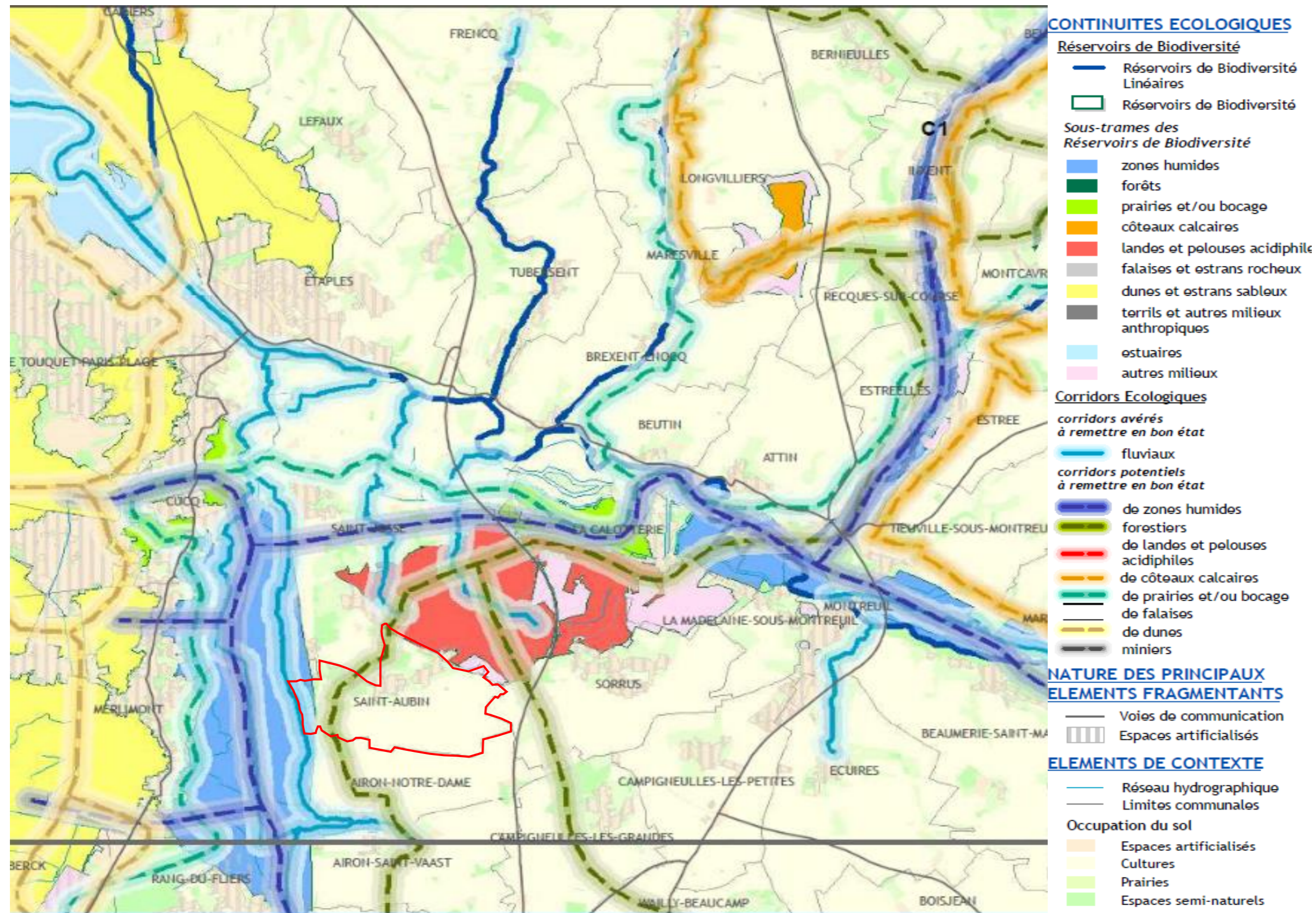
Les continuités écologiques doivent être prises en compte dans les documents de planification et projets de l'État et des collectivités.

Les « espaces à renaturer » n'ont pas l'obligation d'être pris en compte. Ils peuvent faire l'objet d'actions volontaires portées par les collectivités et autres acteurs dans les territoires

Le SRCE-TVB qui prend en compte les activités humaines, ne remet pas en cause l'usage actuel du sol mais vise à orienter les documents de planification et les projets pour qu'ils répondent aux besoins de la faune et de la flore. Ainsi, le SRCE-TVB invite à limiter l'urbanisation des espaces agricoles car ils jouent un rôle écologique régional. En revanche, on ne trouvera pas dans le SRCE-TVB de prescriptions obligatoires sur des évolutions des milieux, ni d'informations qui imposeraient une décision de classement dans un PLU, par exemple.

L'analyse de la trame verte et bleue a été portée dans le chapitre sur la faune et la flore.





C- Énergie - Air - Gaz à Effet de Serre

1- Plan Climat-Énergie Territoriaux

Le Plan climat territorial (PCT) est une démarche volontaire de concertation locale visant à l’élaboration d'un programme d’action pour lutter contre le changement climatique. Il doit remplir deux objectifs principaux pour le territoire concerné :

- la réduction des émissions de GES,
- l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Le Conseil régional Nord-Pas de Calais a lancé son Plan Climat Régional en décembre 2008. Il comporte six thèmes prioritaires dont un concernant les subsidiarités avec les Plans Climat Territoriaux. Cette implication régionale se concrétise en particulier par un accompagnement des territoires à la mise en œuvre de PCT en partenariat avec l'ADEME.

Les 10 points de la charte d'engagement du PCT sont les suivants :

ACTION
1. Contribuer aux objectifs généraux du Plan Climat Territorial à savoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation du territoire au changement climatique.
2. Désigner un référent «Climat» chargé de piloter l'engagement de la structure signataire.
3. Intégrer dans le fonctionnement et la politique de sa structure la lutte contre le changement climatique.
4. Mettre en œuvre les actions inscrites à la présente charte, dont le cadrage (rôle, partenaires, calendrier) est défini dans le programme d’action du Plan Climat soit : action n° ; rôle (maîtrise d'ouvrage, d’œuvre, partenaire...) [les autres actions éventuelles sont inscrites sous la même forme].

SUIVI ET EVALUATION
5. Suivre les impacts des actions menées en mettant en place les outils d’évaluation et les indicateurs de suivi et mettre en place les éventuelles actions correctives en découlant.
6. Transmettre les données recueillies à la structure en charge du suivi et de l'évaluation du Plan Climat.

MOBILISATION
7. Participer aux réunions « Climat » regroupant les référents des structures du territoire engagées dans le Plan Climat.
8. Participer en tant qu'acteurs « Climat » à des actions de mobilisation d'acteurs locaux et de partenaires.

SENSIBILISATION
9. Sensibiliser son personnel, ses clients, ses usagers, son public, ses fournisseurs, ses partenaires... au changement climatique ainsi qu'aux outils et moyens disponibles de lutte contre le changement climatique.

COMMUNICATION
10. Utiliser les outils de communication du Plan Climat pour toutes communications ayant trait aux actions menées dans le cadre du Plan Climat.

Sommaire des fiches action

THÉMATIQUE	INTITULÉ DE L'ACTION
Gouvernance du Plan Climat	N°0 Assurer l’animation, le suivi et l’évaluation du programme d’action du Plan Climat
	N°1 Réaliser un diagnostic des émissions de GES et de la vulnérabilité du territoire et mettre en place un système de suivi et d’évaluation intégrant au maximum les acteurs du Plan Climat
Consommation éco-responsable	N°2 Sensibiliser et éduquer à la consommation éco-responsable
	N°3 Promouvoir les politiques d’achats éco-responsables au sein des structures publiques et privées et intégrer les considérations environnementales dans les appels d’offres
	N°4 Favoriser la structuration de la demande de produits locaux, de saison et/ou issus de l'agriculture biologique
	N°5 Favoriser la structuration et assurer la promotion de l’offre de produits locaux, de saison et/ou issus de l'agriculture biologique
	N°6 Accompagner le développement d’une filière de compostage sur le territoire
	N°7 Informer, sensibiliser, accompagner les entreprises et les artisans à la gestion des déchets
	N°8 Développer l’utilisation des bordereaux de suivi des déchets (BSDD)
	N°9 Sensibiliser et mettre en œuvre l’écologie industrielle sur les parcs d’activités
	N°10 Développer des pratiques agricoles moins consommatrices d'intrants
	N°11 Inciter, accompagner et pratiquer la gestion différenciée
Aménagement	N°12 Favoriser la prise en compte des données environnementales dans les documents d’urbanisme
	N°13 Mettre en place un schéma de Trame Verte et Bleue sur le territoire en association avec chaque commune
	N°14 Élaborer un schéma directeur « vélo »
	N°15 Accompagner les opérations de projets urbains durables
Énergie	N°16 Créer de nouvelles déchèteries sur le territoire
	N°17 Inciter et accompagner les communes et les collectivités à réaliser un bilan énergétique (bâtiment, éclairage public, véhicule) et à mettre en œuvre les actions qui en résultent
	N°18 Sensibiliser et informer aux nouvelles techniques d’éco-construction, d’éco-conception, à la maîtrise de l’énergie, aux éco-matériaux et aux énergies renouvelables
	N°19 Accompagner et mettre en oeuvre les techniques d’éco-construction / d’éco-conception, la maîtrise de l’énergie et l'utilisation des énergies renouvelables
	N°20 Former les acteurs du BTP aux nouvelles techniques d’éco-construction, d’éco-conception et aux équipements utilisant des énergies renouvelables
	N°21 Favoriser la structuration et assurer la promotion de la filière bois-énergie
	N°22 Accompagner le développement d’une filière de méthanisation sur le territoire
	N°23 Mettre en place un programme « l’énergie dans les exploitations agricoles »
Transport Mobilité	N°24 Développer les formations d’éco-conduite à l’attention du personnel des structures du territoire
	N°25 Renouveler le parc automobile par des véhicules plus respectueux de l’environnement dans les structures disposant d’une flotte de véhicules
	N°26 Rationaliser les déplacements au sein des différentes structures du territoire
	N°27 Favoriser le développement pour le fret de marchandises de modes de transports alternatifs aux camions
	N°28 Sensibiliser à l’usage des modes de transports doux et au développement des aménagements adéquats
	N°29 Informer sur les modalités d’usage ainsi que sur les itinéraires existants et à venir de transports « doux » et de transports en commun (TC)
	N°30 Développer les services de location de vélos
Sensibilisation	N°31 Mettre en place un programme éducatif en lien avec le Plan Climat
	N°32 Aider à la création d’un spectacle-débat sensibilisant aux thématiques du Plan Climat et créant des passerelles vers des actions visant le passage à l'action
	N°33 Réaliser un calendrier 2011 « éco-citoyen » sur le thème du changement climatique
	N°34 Recenser et valoriser les actions et les acteurs de sensibilisation à la nature via la création d’un site Internet collaboratif

2- Qualité de l'air

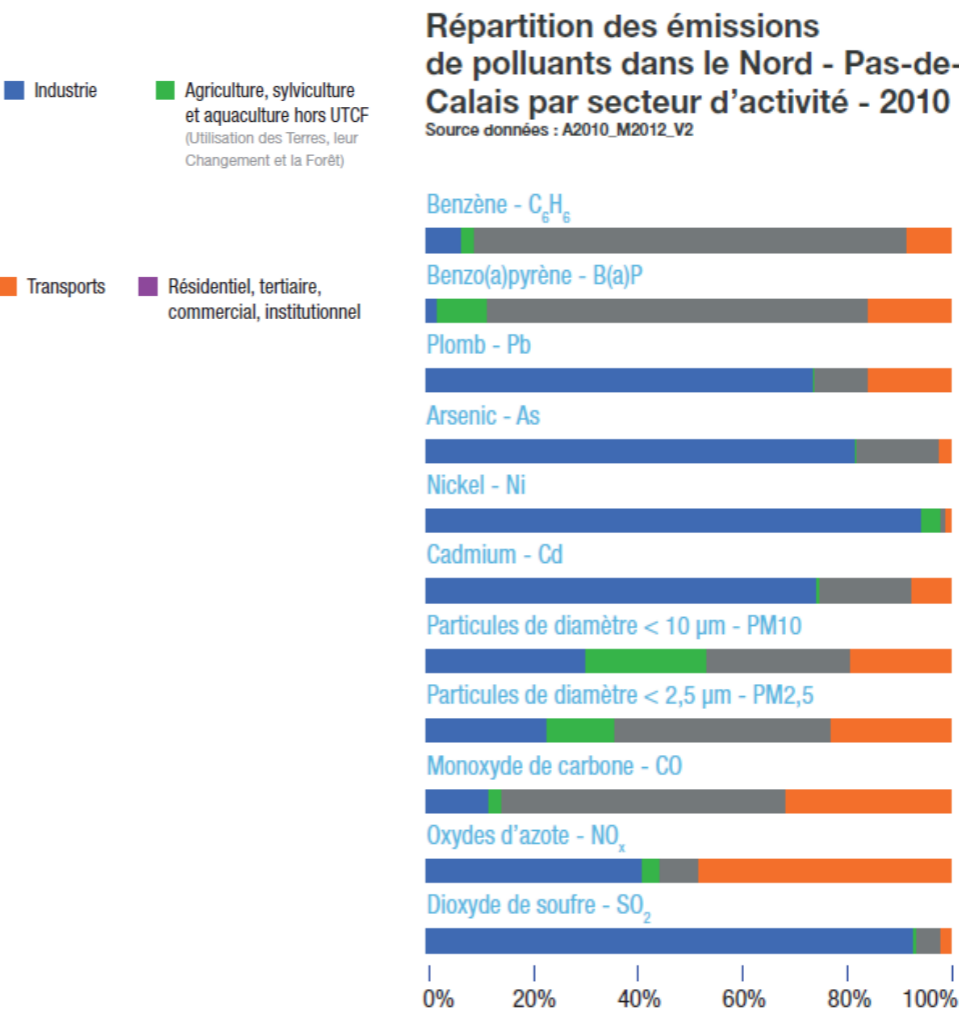
Région fortement peuplée (4 051 000 habitants), le Nord - Pas-de-Calais est la 4e région de France pour sa population et la 2e pour sa densité avec, en moyenne, 325 habitants par km². Cette densité de population justifie un développement important du réseau de transport, ainsi qu'une urbanisation croissante du territoire. Il s'agit de la 2e région la plus artificialisée après l'Île-de-France. Elle reste néanmoins la 2e région agricole avec 68,4% de sa surface. Cette emprise territoriale (urbaine et agricole) se fait au détriment des zones naturelles.

Les zones industrielles sont localisées essentiellement sur Dunkerque, Calais et l'ancien bassin minier. Ces caractéristiques régionales sont à l'origine de la production locale de polluants. À titre d'exemple, pour les particules PM10, les émissions régionales à l'hectare sont 3 fois plus élevées que les émissions nationales. Située au carrefour de l'Europe du nord, la région subit aussi l'influence de la pollution en provenance d'autres régions françaises et internationales.

La région est soumise à des influences météorologiques contrastées, avec un climat à tendance océanique sur le littoral et plus continental, à l'intérieur des terres. Ces conditions météorologiques sont globalement favorables à la dispersion des polluants, mais elles peuvent aussi devenir pénalisantes, notamment lors de brises côtières. Du fait de sa position géographique et des conditions météorologiques, l'ensoleillement annuel moyen est l'un des plus faibles de France (1632 heures à Lesquin en 2014). Ce défi réduit notablement la transformation des polluants sous l'effet du soleil, même si, pour l'ozone, des dépassements ponctuels des seuils réglementaires sont observés.

La qualité de l'air de la région est surveillée par atmo Nord Pas-de-Calais, l'association agréée par le ministère de l'écologie pour la surveillance de la qualité de l'air. L'association produit notamment quotidiennement un indice de la qualité de l'air (voir « en savoir plus »). Elle dispose d'un réseau de 46 stations fixes de mesure de la qualité de l'air et de puissants outils de modélisation.

Les valeurs limites de concentration en polluant atmosphérique sont régulièrement dépassées dans la région Nord-Pas-de-Calais, notamment pour les PM10.

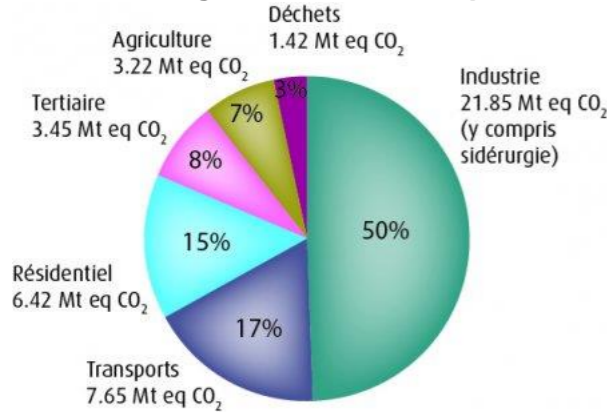


Les gaz à effet de serre (GES) en Nord-Pas-de-Calais

Les émissions de gaz à effet de serre sont estimées à 44 millions de tonnes équivalent CO2 (MteqCO2) soit environ 11 teqCO2/habitant. Par comparaison, le bilan français était en 2007 de 530 Mteq CO2 (source MEEDTL) soit, rapporté au nombre d'habitants, environ 8,5 teqCO2/habitants. Cet écart est le résultat de la prépondérance des émissions d'origine énergétique qui représente 80% du total des émissions régionales contre 70% du total national. Cette différence se retrouve dans la consommation d'énergie finale qui est de 3,5 par habitant dans la région contre 2,6 en France en 2004 (schéma 7).

1°C à 2°C est l'augmentation de la température moyenne annuelle estimée à l'horizon 2050, en Nord-Pas de Calais, selon Météo-France, par rapport à la climatologie 1971/2000, selon les scénarios B1 (qualifié d'optimiste) et A2 (qualifié de pessimiste) du GIEC

Emissions de gaz à effet de serre par secteur en 2008



Une spécificité de la région quant aux émissions de gaz à effet de serre tient au fait qu'ils sont constitués à 86% de dioxyde de carbone contre environ 77% au niveau national. Ainsi, la région émet 8% du dioxyde de carbone national. Cette surreprésentation par rapport à sa population et à son économie tient à l'importance d'industries manufacturières émettrices de CO2 ainsi qu'à la présence de trois centrales thermiques.

Source – SRCAE NPDC d'après NORCLIMAT 2010

A l'inverse, les émissions du secteur agricole et des transports sont inférieures à la moyenne nationale. De plus, le poids de la région dans les émissions nationales de CO2 passe à 12% une fois tenu compte des puits de carbone : selon le protocole de Kyoto, les absorptions de CO2 par les forêts peuvent être déduites des émissions de gaz à effet de serre. Or ces espaces boisés sont peu nombreux dans la région.

La station ATMO 62 la plus proche se situe à OUTREAU à 22 km au nord de la zone de projet. La ville est bien plus grande et plus industrielle qu'Etaples et le Touquet réunis. Mais la station se situe en zone péri-urbaine. Les éléments analysés sont : Dioxyde de soufre (SO2), Oxydes d'Azote (Nox), Ozone (O3), les Poussières PM10 et le Monoxyde carbone (CO).

Tableau 1 – Evolution mensuelle des polluants au cours de l'année 2015 – Station d'Outreau

2015	Mois	Oxydes d'Azote (Nox), (µg/m³)		Ozone (O3) (µg/m³)	Poussières PM10 (µg/m³)
		Monoxyde	Dioxyde		
	Janvier	1,3	8,1	60,1	17,2
	Février	1,9	12,9	50,5	18,1
	Mars	1,9	11,7	58,1	26,2
	Avril	1,9	11,7	65,3	20,6
	Mai	0,7	6,3	72,1	14,0
	Juin	1,0	7,3	70,0	15,1
	Juillet	0,8	7,2	60,6	11,4
	Aout	0,7	8,0	61,5	12,8
Septembre	1,0	9,1	55,2	12,4	

Source – ATMO Nord-Pas-de-Calais – Station d'Outreau

Tableau 2 – Evolution annuelle en concentration de dioxyde de soufre et de monoxyde de carbone – Station d'Outreau

Année	Dioxyde de soufre (SO2) (µg/m³)	Monoxyde carbone (CO) (µg/m³)
2014	0	0,2
2013	N/D	0,17
2012	1	0,2
2011	2	0,2
2010	2	0,1
2009	2	0,3

Source – ATMO Nord-Pas-de-Calais – Station d'Outreau

Les ondes lumineuses

En lien direct avec sa forte densité de population et son territoire très urbanisé, la pollution lumineuse est particulièrement marquée dans le Nord Pas-de-Calais. L'ensoleillement régional équivaut à environ 1050 kWh par mètre carré et par an, pour une moyenne nationale de l'ordre de 1350 kWh/m².an. Celle lumière du jour procurée par le soleil est indispensable à la vie sur Terre, en rythmant l'activité animale, végétale et humaine. En revanche, les sources de lumière artificielle nocturne modifient profondément le comportement de certaines espèces et participent à la fragmentation des habitats naturels.

Au nécessaire éclairage public, s'ajoutent de nombreuses sources lumineuses fonctionnant la nuit : les enseignes et publicités lumineuses, l'éclairage des commerces, des réseaux de transport, des bureaux... Ces installations sont rarement optimisées pour l'usage auquel elles sont dédiées, notamment au regard de la limitation des nuisances telles que le halo nocturne, les éclairages superflus, intrusifs ou éblouissants. Un niveau de pollution lumineuse que l'on peut considérer comme élevé affecte une grande partie du Nord - Pas-de-Calais ; un arc de pollution lumineuse intense et continue s'étend depuis l'Audomarois jusqu'au nord de l'Avesnois et englobe le Bassin Minier et la Métropole Lilloise. Le littoral régional est également touché par ce type de pollution. En outre, quelques secteurs restreints sont faiblement affectés, pour la plupart dans la partie centrale de l'Artois et à l'extrême sud-est de l'Avesnois

Pour limiter cette pollution, une réglementation nationale se met en place : un premier texte encadre les horaires de l'éclairage intérieur et de façade des bâtiments non résidentiels (vitrines de commerces, bureaux...).

Le halo lumineux produit dans le ciel au-dessus des zones urbaines, ou plus largement des espaces anthropisés faisant l'objet d'éclairage artificiel, est issu des rayons lumineux réfléchis par les particules et certaines molécules gazeuses (nuages, polluants gazeux ou particuliers) en suspension dans l'atmosphère. Il peut être visible à plusieurs dizaines de kilomètres et accroît la luminance générale du ciel nocturne tout en masquant la vision de la voûte céleste. Le terme de pollution lumineuse est utilisé pour le désigner.

3-Énergies renouvelables

En Nord-Pas de Calais, on estime que **86 % des émissions directes de gaz à effet de serre (GES) du territoire sont liés à la consommation d'énergie**, qui concerne tous les secteurs de notre société. Ce sujet majeur pour les politiques de lutte contre le changement climatique est étudié dans le cadre du dispositif NORENER, créé en 1992 par le Conseil Régional et l'ADEME pour observer les consommations d'énergie finale de la région.

Bien qu'elles soient encore minoritaires en Nord-Pas de Calais, les énergies renouvelables tendent à prendre de plus en plus d'importance au fil des années. **En 2012, la production d'énergie renouvelable est estimée à 3,7% de la consommation régionale d'énergie**. Leur développement offre une alternative durable à la raréfaction des énergies fossiles et fissiles et permet de répondre à des engagements nationaux et européens (objectifs "3X20", lois Grenelle, ...) mais aussi régionaux (SRCAE).

En Nord-Pas de Calais, la première énergie renouvelable est le bois. Vient ensuite l'éolien qui a connu un fort développement ces dernières années. La valorisation électrique de la biomasse, la géothermie et les énergies solaires complètent le panel des énergies renouvelables de notre région et évoluent aussi positivement. Néanmoins, son faible potentiel en énergie hydraulique (terrestre) maintiendra probablement le Nord-Pas de Calais en retrait d'autres régions dotées de grands barrages.

Le Nord - Pas-de-Calais est l'une des régions françaises présentant **le meilleur potentiel de vent que ce soit sur terre ou en mer**. En considérant les limites inhérentes à l'installation d'éoliennes (contraintes de sécurité, enjeux environnementaux et paysagers), le schéma régional éolien (document préfectoral visualisant les zones propices au développement maîtrisé de sites éoliens), a estimé le gisement à :

- 1347 MW pour l'éolien terrestre. Au 1er janvier 2013, 787 MW, soit 58,4 % du gisement identifié était en cours de valorisation (éoliennes effectives ou projet autorisés).
- Pour les éoliennes en mer (dites « offshore »), le potentiel a fait l'objet d'une évaluation des zones les plus propices sans pour autant définir un gisement net.
- Pour le petit et micro-éolien, le potentiel de développement n'a pour le moment pas fait l'objet d'évaluation

La commune ne dispose pas sur son territoire d'un parc éolien.

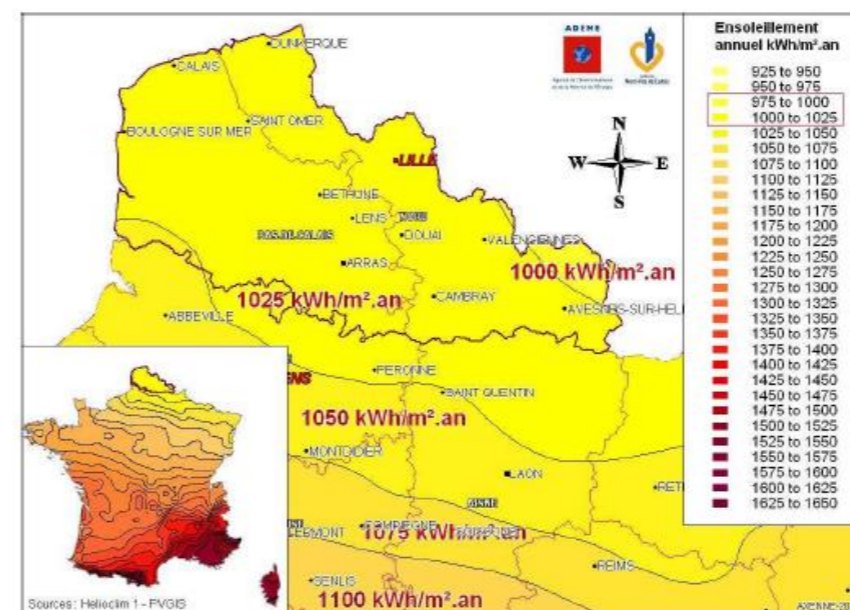
Énergie bois

En Nord-Pas de Calais, la première énergie renouvelable est le bois.

Le gisement bois énergie d'origine forestière et issu des produits connexes des entreprises de la filière bois, serait d'au moins 90000 tonnes et pourrait aller jusqu'à 330000 tonnes si on mobilisait le bois d'élague urbain et rural. Le gisement additionnel mobilisable de bois de rebut est assez faible, environ 6 000 tonnes.

La ressource en bois énergie est finalement limitée au regard de la superficie du territoire. Le territoire est d'ailleurs importateur de bois bûche pour le chauffage des logements

Concernant **le solaire photovoltaïque**, la région, bien que moins favorisée que le reste de la France, présente tout de même un **potentiel intéressant** de production d'énergie sur toitures existantes évalué à :



- 867 570 toitures pour une puissance de 6250 mégawatts-crête (MWc) de panneaux solaires photovoltaïques (permettant une production d'électricité équivalente au besoin annuelle de 370 000 ménages équipés en tout électrique). Au 1er janvier 2013, seul 1,2 % du potentiel était exploité.

- 867 500 toitures pour une production d'eau chaude équivalente à 1743 GWh/an (soit environ le besoin d'eau chaude pour 1,16 million de personnes). Au 1er janvier 2013, seul 0,4 % du potentiel était exploité.

- Plusieurs centaines de MWc pour les centrales solaires au sol (sur friches urbaines ou industrielles) et sur ombrières de parking.

La région Nord Pas-de-Calais n'est pas une région particulièrement favorisée pour l'hydroélectricité car ses cours d'eau présentent de faibles débits et de faibles pentes compte-tenu du relief peu marqué.

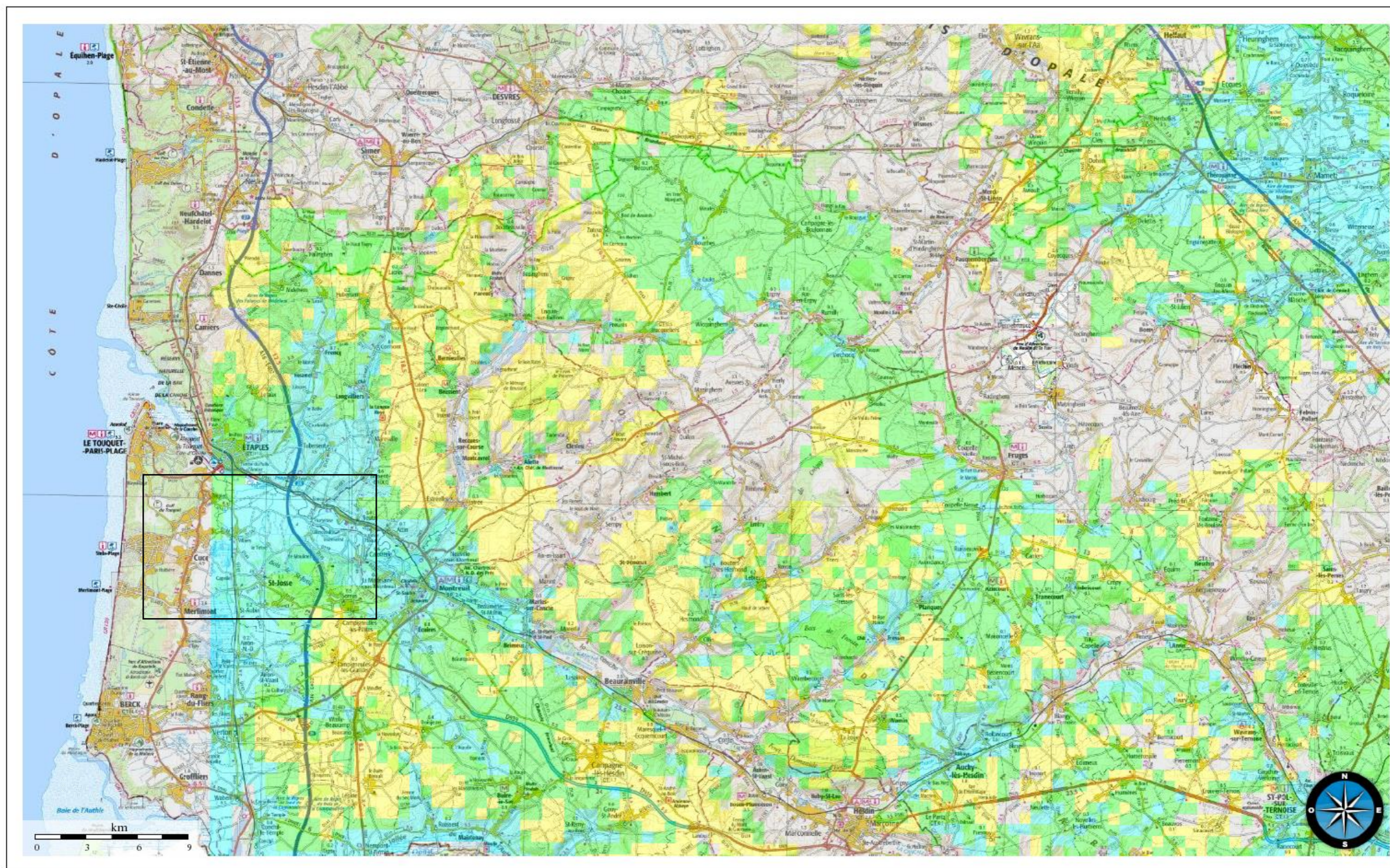
Filières bois

La région est à la fois l'une des moins boisées de France et l'une des premières utilisatrices de bois, avec plus de 2400 établissements qui travaillent dans cette filière. Préserver les forêts, accroître le boisement, valoriser et utiliser le bois, sont des enjeux environnementaux à court, moyen et long terme. La plurifonctionnalité de la forêt assure une utilité dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, du développement durable... Le Conseil régional l'a bien compris et a mis en place une opération de valorisation de la filière forêt/bois.

Géothermie

La commune ne présente pas de de potentiel particulier pour exploiter les aquifères profonds.

Potentiel géothermique



Imprimé depuis le site Goethermie Perspectives - <http://goethermie-perspectives.fr/>

- Risques et nuisances

1) Risques liés au Transport de Matières Dangereuses

Tout le territoire du département du Pas-de-Calais est concerné par les risques liés au transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses, ou risque **TMD**, est consécutif à un accident se produisant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisations.

2) Munitions anciennes de guerre

Les vestiges de guerre constituent dans le département, sinon un risque majeur, du moins une menace constante pour les populations susceptibles d'y être exposées.

3) Cavités

Les cavités souterraines sont des vides qui affectent le sous-sol et dont les origines peuvent être naturelles (karts) ou anthropiques (exploitation de matériaux, ouvrages civils ou militaires abandonnés...).

Les cavités naturelles, les ouvrages civils et militaires abandonnés et oubliés, les exploitations de matière **non concessibles** (craie, sable, argiles...) sont régies par le Code de l'environnement et le risque induit est considéré comme un **risque naturel**.

La commune est concernée par le Schéma Interdépartemental des Carrières du Nord-Pas-de-Calais approuvé le 7 décembre 2015.

Le pétitionnaire est invité à vérifier la présence de cavité afin de déterminer les mesures constructives à adopter pour assurer la stabilité et la pérennité de la construction projetée, par exemple par la réalisation de sondages ou d'une étude géotechnique.

Des cavités ne sont pas identifiées sur le territoire de la commune (source Géorisques).

4) Retrait gonflement

Le retrait par assèchement des sols argileux lors d'une sécheresse prononcée et/ou durable produit des déformations de la surface des sols (tassements différentiels). Il peut être suivi de phénomènes de gonflement au fur et à mesure du rétablissement des conditions hydrogéologiques initiales ou plus rarement de phénomènes de fluage avec ramollissement.

Les **cartes départementales d'aléa retrait-gonflement** élaborées par le BRGM peuvent contribuer à attirer l'attention des maîtres d'ouvrage sur la question. Cependant, pour déterminer avec certitude la **nature du terrain** situé au droit de la parcelle et adapter au mieux les caractéristiques de la construction aux **contraintes géologiques locales**, une **étude géotechnique** menée par un bureau d'études techniques spécialisé constitue la mesure a priori la plus sûre.

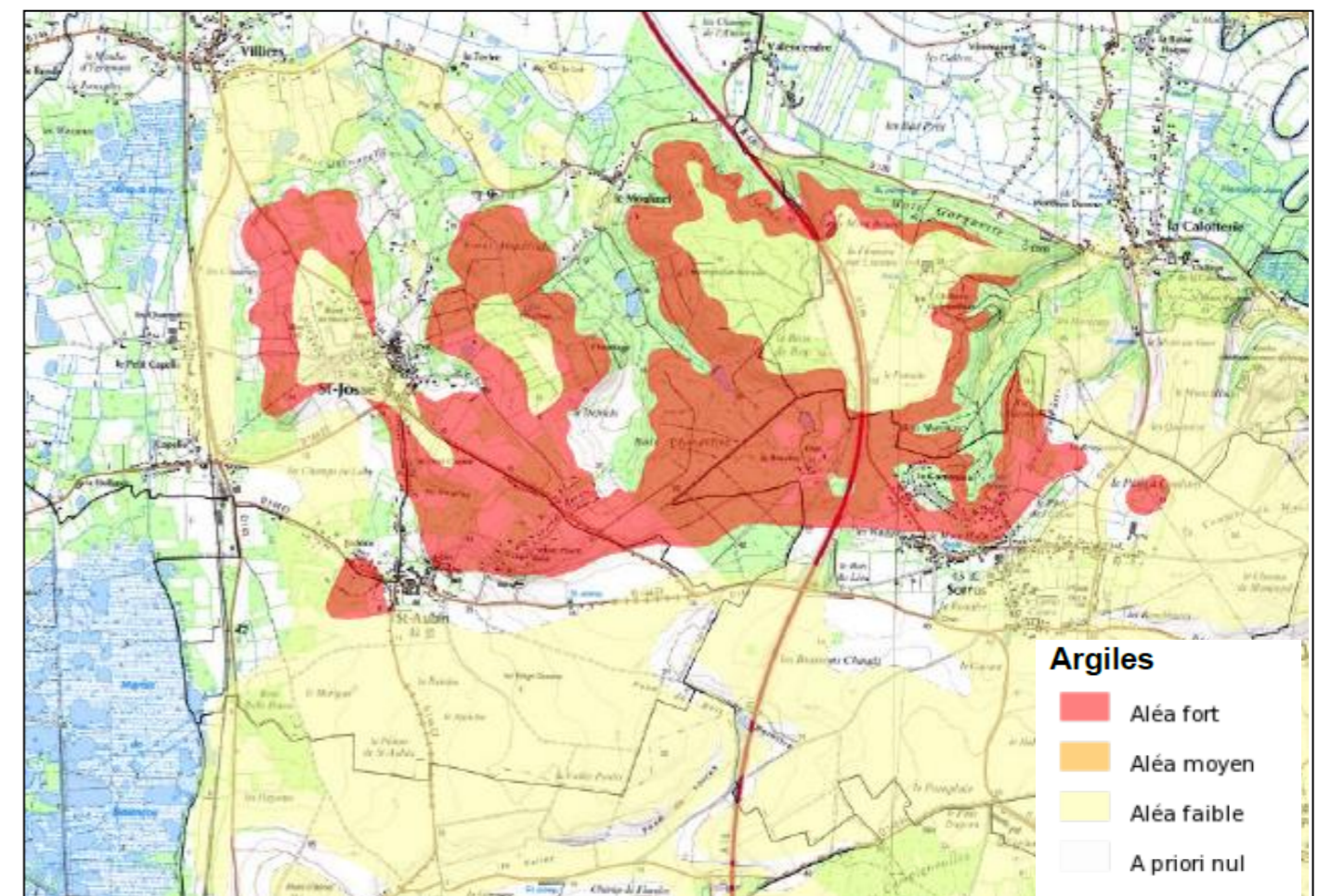
L'élaboration du **cahier des charges détaillé** de l'étude de sol préalable à une construction sur terrain argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement reste du ressort du géotechnicien qui l'adaptera pour tenir compte des **spécificités du terrain de construction** (géologie, topographie, hydrogéologie, végétation, etc.) et de la nature du projet envisagé.

La commune est concernée par un aléa faible à fort de retrait et gonflement des argiles.

Il convient aux maîtres d'ouvrage et/ou aux constructeurs de respecter un certain nombre de mesures afin de réduire l'ampleur du phénomène et de limiter ses conséquences sur le projet en adaptant celui-ci au site notamment par la réalisation d'une étude de sol.

Les cartes ont pour but de **délimiter toutes les zones** qui sont a priori **sujettes au phénomène de retrait-gonflement** et de hiérarchiser ces zones selon un degré d'aléa croissant :

- Les zones où l'aléa retrait-gonflement est qualifié de **fort**, sont celles où la **probabilité de survenance d'un sinistre sera la plus élevée** et où l'**intensité des phénomènes attendus est la plus forte** ;
- Les zones où l'aléa est qualifié de **faible**, la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante, mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol) ;
- Les zones d'aléa **moyen** correspondent à des zones intermédiaires entre ces deux situations extrêmes ;
- Les zones où l'aléa est estimé a priori **nul**, il s'agit des secteurs où la carte géologique actuelle n'indique pas la présence de terrain argileux en surface. Il n'est cependant **pas exclu que quelques sinistres s'y produisent** car il peut s'y trouver localement des placages, des lentilles intercalaires, des amas glissés en pied de pente ou des poches d'altération, de nature argileuse, non identifiés sur les cartes géologiques à l'échelle 1/50 000, mais dont la présence peut suffire à provoquer des **désordres ponctuels**.



Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques principes suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur.

- Les fondations sur semelle doivent être suffisamment profondes pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation. A titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une construction sur vide sanitaire ou avec sous-sol généralisé est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.
- Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix.
- La structure du bâtiment doit être suffisamment rigide pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux.
- Deux éléments de construction accolés, fondés de manière différente, ou exerçant des charges variables, doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.
- Tout élément de nature à provoquer des variations saisonnières d'humidité du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être le plus éloigné possible de la construction. On considère en particulier que l'influence d'un arbre s'étend jusqu'à une distance égale à au moins sa hauteur à maturité.
- Sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géo membrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation.
- En cas de source de chaleur en sous-sol (chaudière notamment), les échanges thermiques à travers les parois doivent être limités par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie. Il peut être préférable de positionner cette source de chaleur le long des murs intérieurs.
- Les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.

5) Sismicité

La France dispose depuis le 24 octobre 2010 d'une nouvelle réglementation parasismique, entérinée par les décrets n° 2010-1254, n° 2010-1255 et n° 2010-1255, relatifs à la prévention du risque sismique et portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, et par l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « **à risque normal** ». Ces nouveaux textes réglementaires sont entrés en vigueur au 1^{er} mai 2011. Les règles de construction parasismique applicables aux bâtiments dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité dans laquelle il se trouve : plus la sismicité est forte ou plus l'importance de l'enjeu est grande, plus les exigences de protection parasismique sont fortes.

La commune est concernée par l'aléa sismique de niveau 1 (très faible) où il n'y a pas de prescription parasismique particulière pour les ouvrages « à risque normal ».

6) Sites pollués

La base de données des anciens sites industriels et activités de service (Basias) recense des sites pollués sur le territoire intercommunal.

Cette banque de données BASIAS a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions immobilières. Il faut souligner que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.

Il n'est pas recensé de site sur le territoire communal.

L'inventaire Basol (sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) ne recense pas de site sur le territoire communal.

7-Inondation

Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI)

Les programmes d'actions de prévention contre les inondations (PAPI) ont été lancés en 2002. Ils ont pour objet de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

Outil de contractualisation entre l'État et les collectivités, le dispositif PAPI permet la mise en œuvre d'une politique globale, pensée à l'échelle du bassin de risque. Le nouvel appel à projets PAPI doit permettre le maintien de la dynamique instaurée par le premier appel à projets de 2002. Il constitue également un dispositif de transition devant préparer la mise en œuvre de la directive inondation (DI). Il s'inspire donc aussi bien des précédents projets PAPI et du bilan qui en a été fait que du futur cadre de la politique de gestion des inondations tel qu'il est défini par la DI. Ainsi, certaines modalités de la nouvelle démarche PAPI présentent un caractère de nouveauté fort par rapport au précédent appel à projet PAPI.

La commune est concernée par le PAPI de la Canche (d'intention) qui ne fait pas état pour la commune d'enjeux liés au risque d'inondation (planche E1 du PAPI)

ZIC (Zones d'inondations Constatées)

Des Zones inondées constatées (ZIC) n'ont pas été relevées sur le territoire.

Remontée de nappe phréatique

Les nappes phréatiques sont des masses d'eau contenues dans les fissures du sous-sol ; elles sont accessibles généralement par des puits ou par des forages.

Les nappes sont alimentées par la pluie dont une partie s'infiltre profondément pour recharger la nappe phréatique.

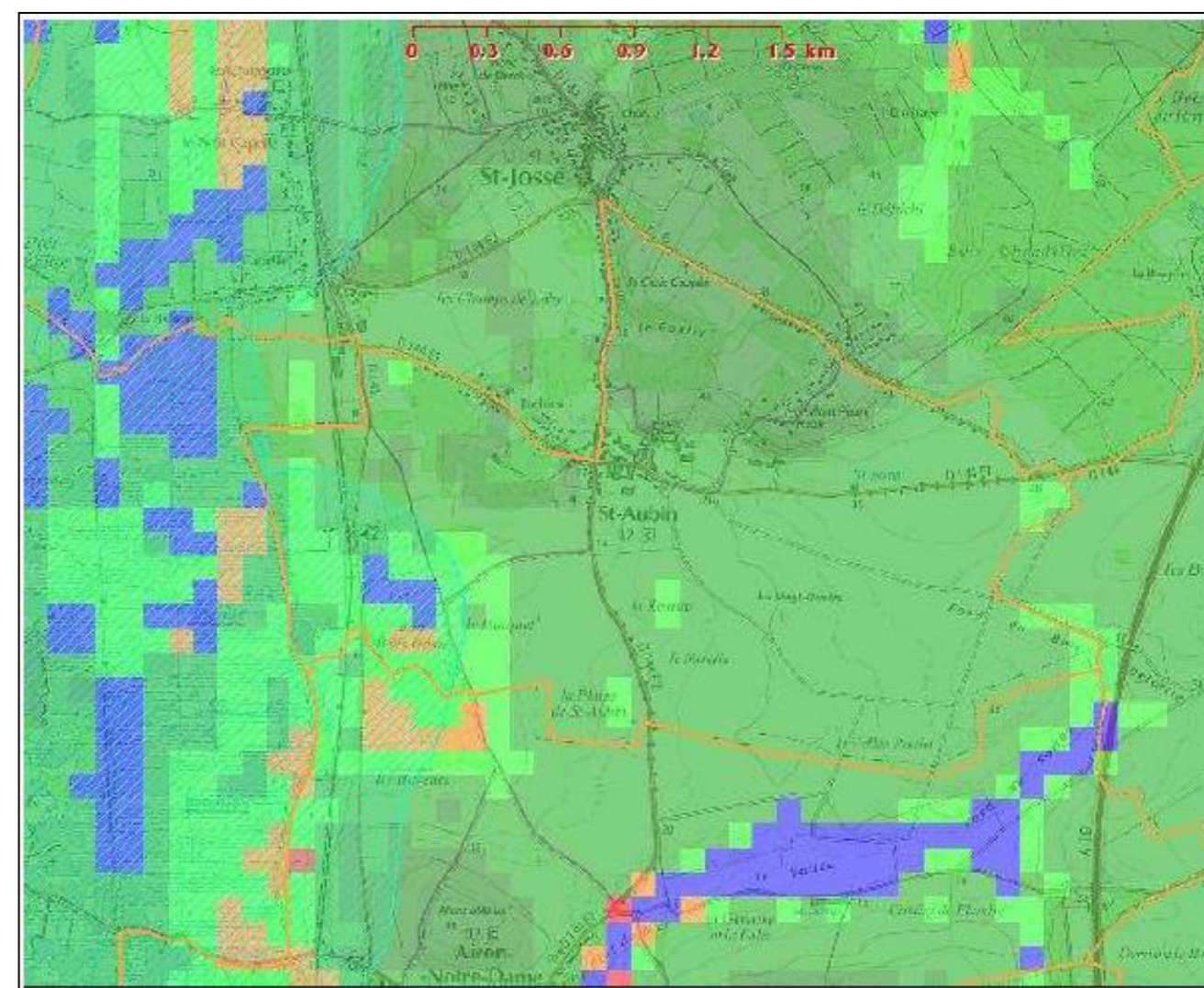
La recharge de la nappe phréatique survient en automne et en hiver lorsque les précipitations sont les plus importantes, l'évaporation est faible et la végétation, peu active, prélève très peu d'eau dans le sol.

Le niveau le plus bas de la nappe phréatique s'appelle l'étiage. Il se produit en automne avant le retour des pluies.

Dans certaines conditions, par exemple une succession d'années humides, le niveau d'étiage peut devenir de plus en plus haut. Lorsque de fortes pluies se produisent et que le niveau d'étiage est inhabituellement élevé, la nappe peut alors atteindre la surface du sol. Cela entraîne une inondation « par remontée de nappe ». Cette inondation peut déboucher sur des débordements, des ruissellements ou des inondations. Le phénomène de remontée de nappe ne peut pas être évité, mais certaines précautions peuvent être prises pour réduire les dégâts dans les zones sensibles, notamment le respect de règles préventives de construction (absence de cave et de sous-sol, rehausse du premier niveau habitable par rapport au terrain naturel, ...)

Conséquences d'une inondation par remontée de la nappe phréatique

- Inondations de sous-sols, de garages semi-enterrés ou de caves ;
- Fissuration d'immeubles, en particulier ceux comportant plusieurs niveaux de sous-sols ou de garages ;
- Remontées de cuves enterrées ou semi-enterrées, de piscines ;
- Remontées de canalisations enterrées ; ...



Légende de la carte

- Nappe sub-affleurante
- Sensibilité très forte
- Sensibilité forte
- Sensibilité moyenne
- Sensibilité faible
- Sensibilité très faible
- Non réalisé

Arrêtés de catastrophe naturelle

Arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle				
Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

8-Bruit

Dans chaque département, le préfet recense et classe les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Sur la base de ce classement, il détermine, après consultation des communes, les secteurs situés au voisinage de ces infrastructures qui sont affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à les réduire.

Les secteurs ainsi déterminés et les prescriptions relatives aux caractéristiques acoustiques qui s'y appliquent sont reportés dans les plans d'occupation des sols des communes concernées. Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article, et notamment les conditions de l'information des constructeurs et du classement des infrastructures en fonction du bruit.

La commune est concernée par les bruits liés à :

- l'A16 classée niveau 1 avec une incidence de 300m de part et d'autre de l'autoroute
- La voie ferrée classée niveau 2 avec une incidence de 250m de part et d'autre de l'autoroute

9) Réseaux

Gaz

La commune est traversée par un ouvrage de transport de gaz naturel haute pression (Cf. pochette servitude)

Eau potable :

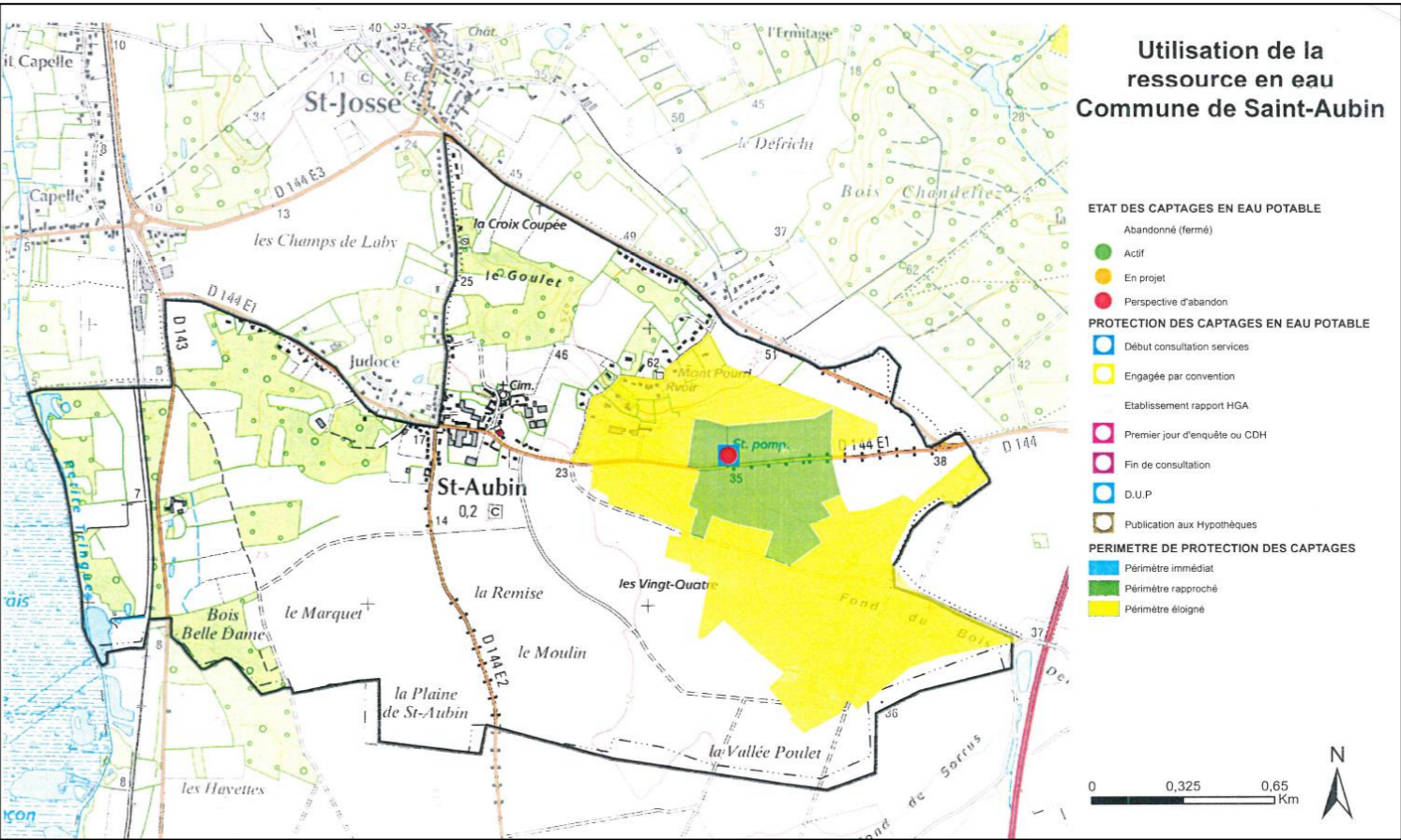
L'adduction d'eau potable est une compétence de la commune concédée par DSP à Véolia

La commune est concernée par 1 captage d'eau potable aujourd'hui abandonné.

La commune est rattachée au syndicat de Saint-Josse-Saint-Aubin. Actuellement, la commune de Saint-Josse-sur-mer dispose d'un forage situé le long de la RD 144 à l'Est du bourg qui a fait l'objet d'un arrêté de non protégeabilité le 19/06/2000. Les travaux du nouveau forage ont démarré.

Eaux usées

La Commune a adopté son zonage d'assainissement le 12/02/2015 et a opté pour une solution "Assainissement non collectif". Elle adhère au SPANC du SIVOM de la Région d'Etaples.

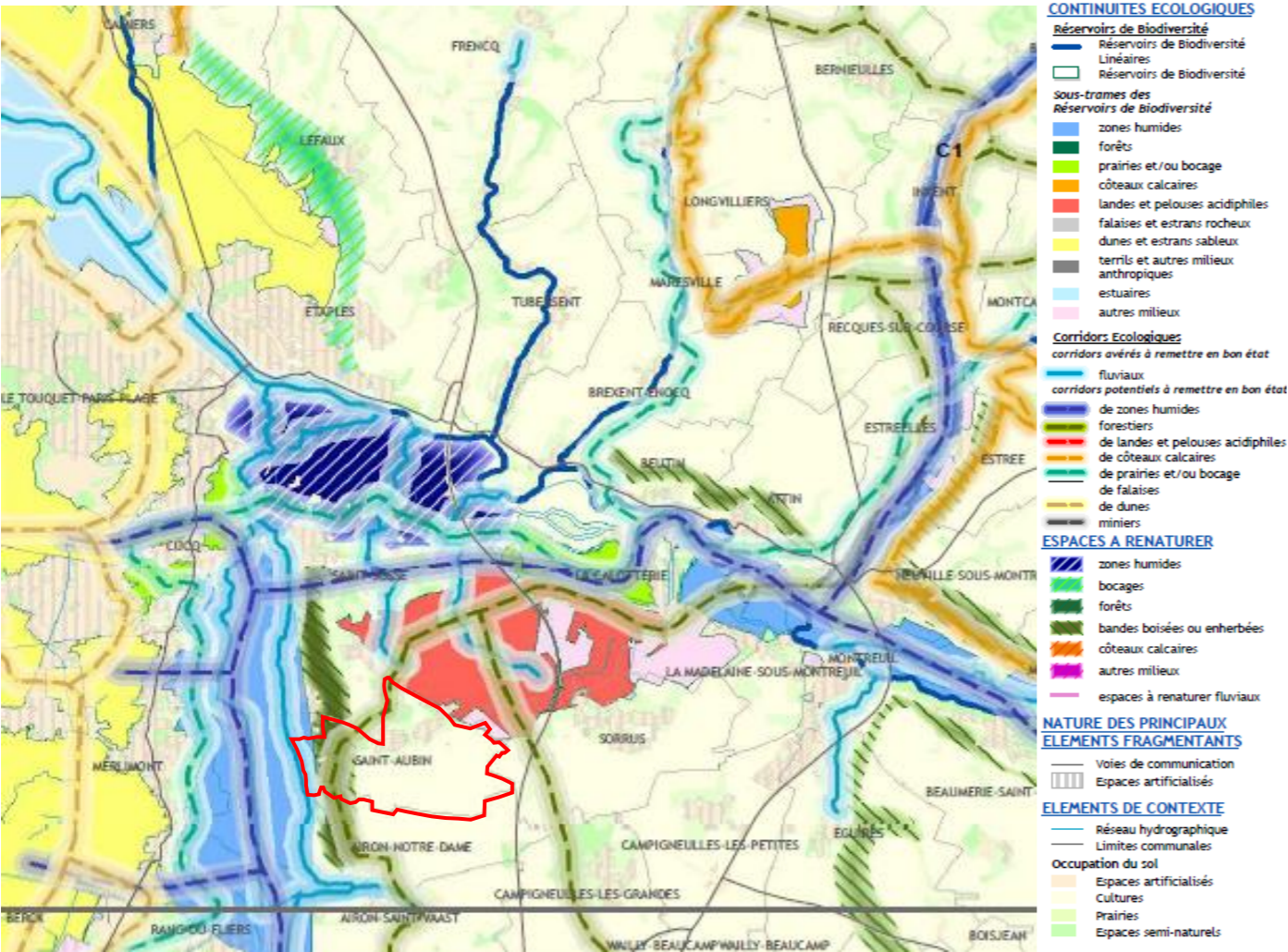


E- Analyse écologique du territoire

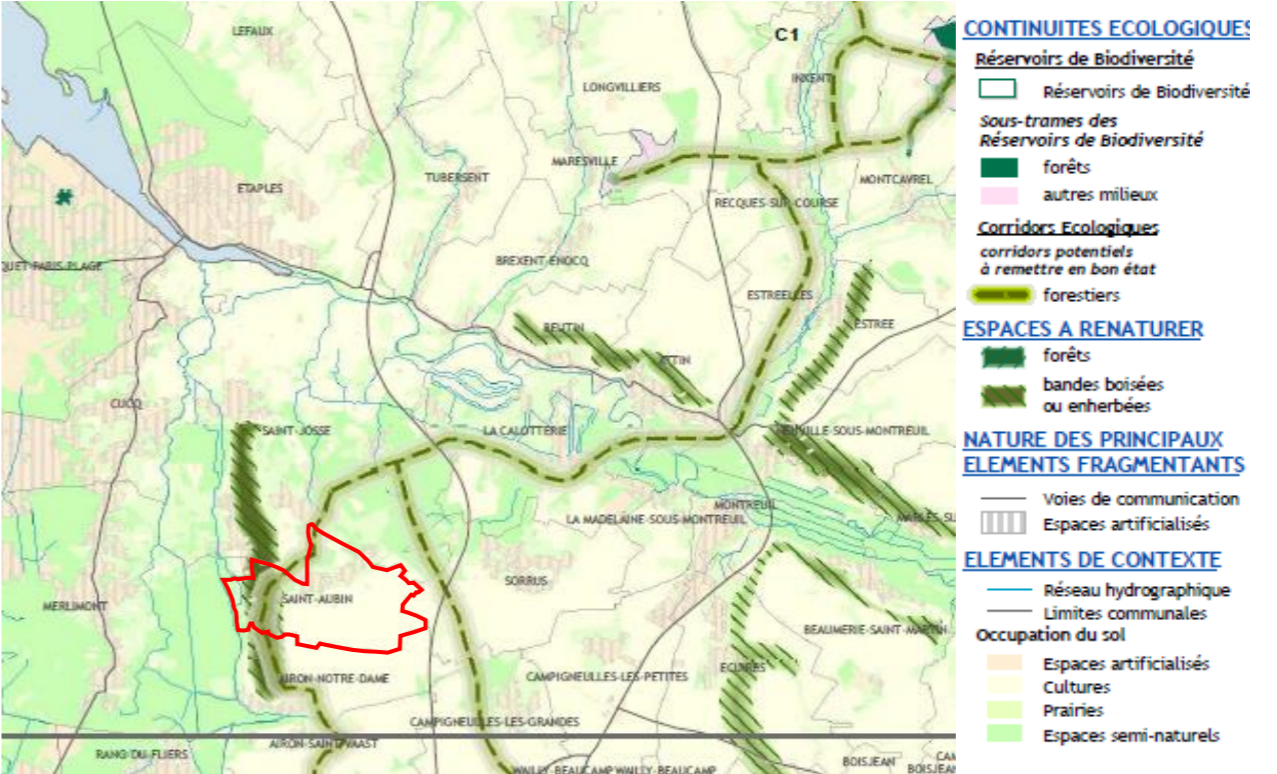
1-La trame verte et bleue

Dans le chapitre définition du SRCE, il a été démontré que la trame verte et bleue a été décomposée en trames et sous-trames.

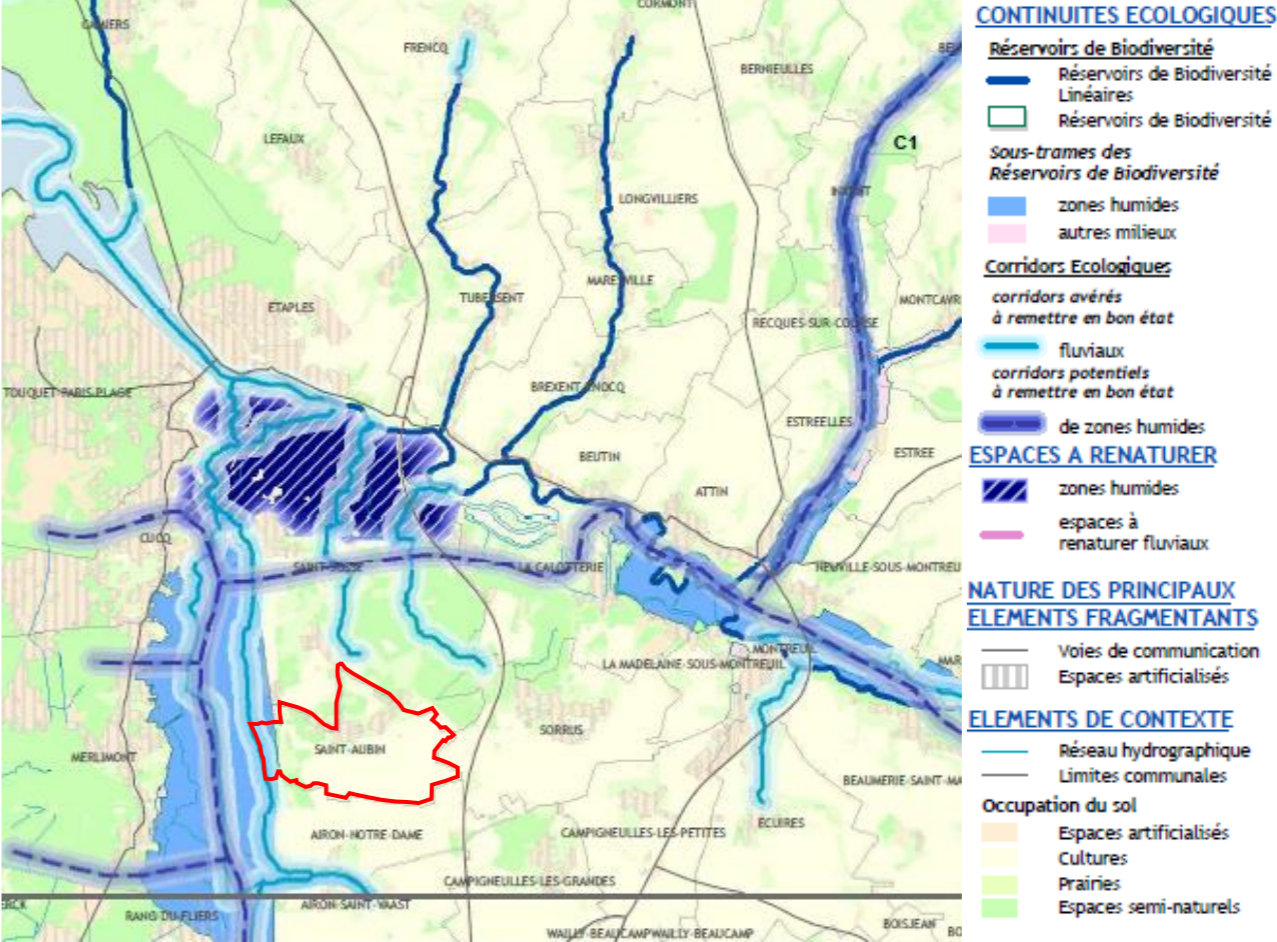
Le territoire de Saint-Aubin est composé de deux sous-trames : une sous-trame forêt et une sous-trame zone humide et cours d'eau comprise dans une matrice d'espaces semi-naturels.



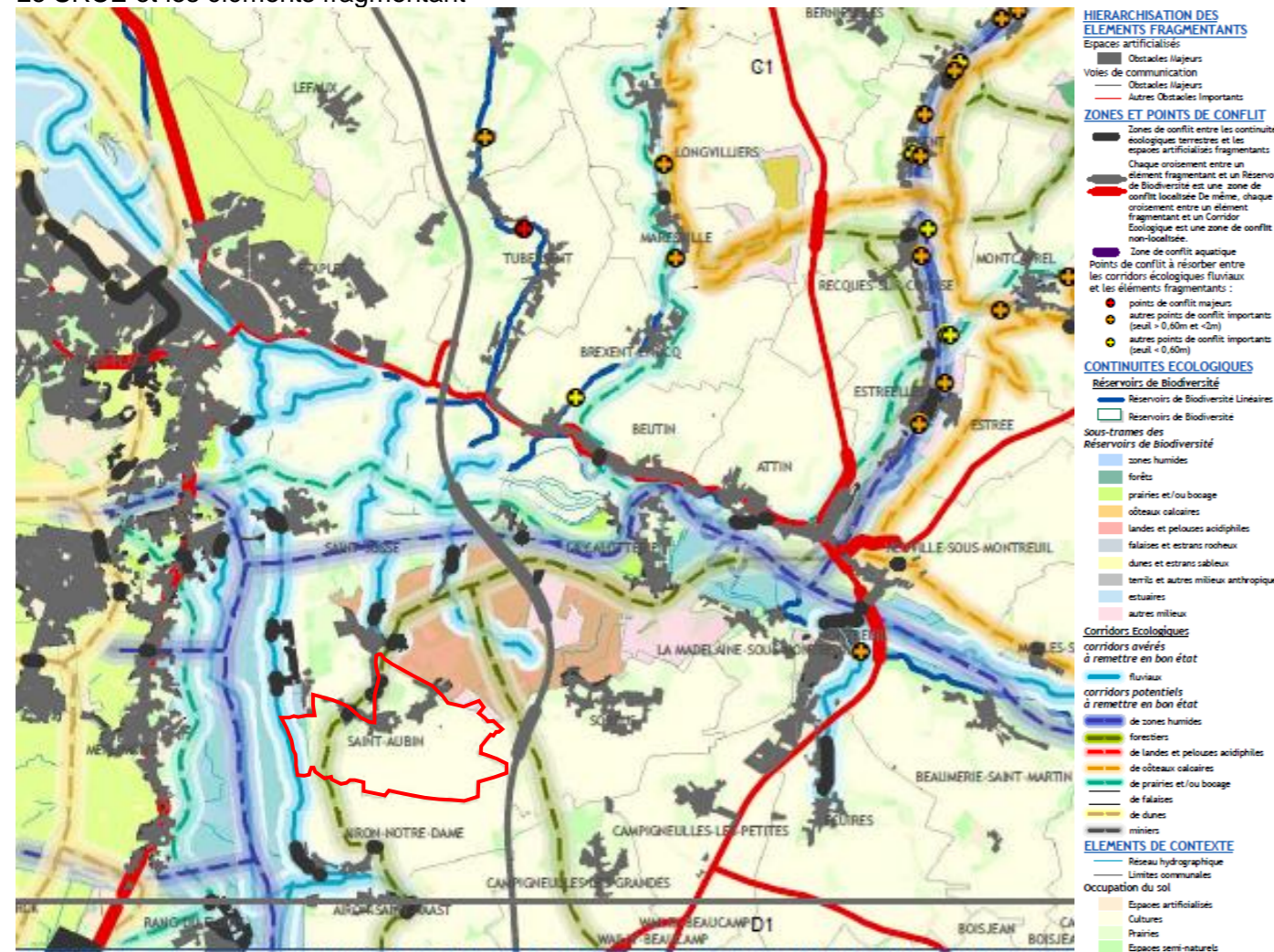
Sous-trame forêt



Sous-trame zone humide et cours d'eau



Le SRCE et les éléments fragmentant



A l'échelle régionale, la carte des continuités écologiques identifie sur le territoire de Saint-Aubin : Un corridor écologique potentiel à remettre en bon état. Ce corridor est situé à l'est du territoire. Il vient du nord par les boisements de Saint-Josse et de la Calotterie et se poursuit au sud vers les boisements d'Airon-Notre-Dame. Les boisements hygrophiles et prairiaux associés constituent un des segments de ce corridor.

Le secteur décrit précédemment constitue aussi une zone à renaturer pour la sous-trame forêt. Ces zones à renaturer sont suffisamment structurées pour fonctionner mais pas de manière optimale car une mosaïque d'habitats mal structurés ou mal adaptés (peupleraie) existe.

Pour les sous-trames : zone humide et cours d'eau, prairies-bocage, pelouses calcicoles et landes et pelouses acidiphiles, le territoire de Saint-Aubin n'est pas concerné.

La carte des ruptures des continuités écologiques. Seul le corridor forêt identifié est le corridor écologique à remettre en bon état.
Il n'a pas été identifié de réservoirs de biodiversité de niveau régional.

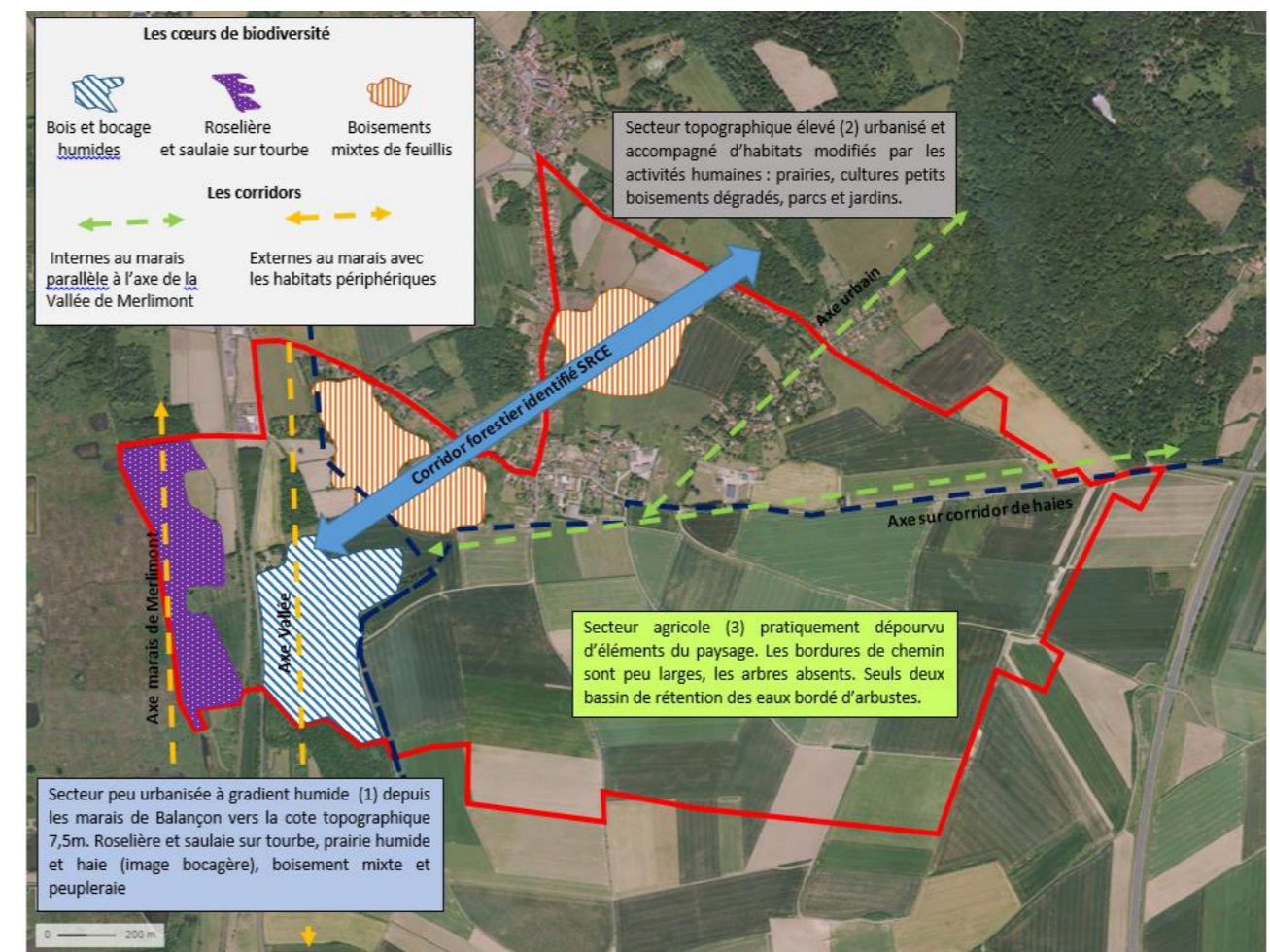
Au regard du SRCE, la commune de Saint-Aubin présente un corridor zone humide et cours d'eau et un corridor de la sous-trame forêt à renaturer avec les espaces proches qui lui sont associés selon un axe nord-sud à l'ouest du territoire.

La trame verte et bleue n'identifie pas de cœur de biodiversité sur le territoire de Saint-Aubin, à l'échelle régionale

L'enjeu trame verte est fort à cet endroit.

A l'échelle locale, la lecture est cependant différente. Le corridor écologique sous-trame forestière est identifiée de la même manière. Cependant, tout le territoire est utilisé par la faune. Elle a tendance à suivre les haies et une ligne topographique apportant un visuel large sur la plaine agricole (axe « corridor de haies »). L'axe forêt est représenté par des boisements de feuillus ayant perdu une partie de leur naturalité par des plantations. Ces boisements sont plutôt mésophiles dans la partie élevée du territoire (Le Goulet, Mont pourri). Au gré de la diminution topographique, les sols se gorgent temporairement en eau au point de devenir très humides formant en hiver des zones inondées notamment ceux en bordure de la RD 143 (Bois Belle Dame). Enfin de l'autre côté de la voie ferrée, les sols gorgés d'eau de manière permanente sont tourbeux et accueillent des saulaies sur roselière. Ces massifs boisés forment le corridor forestier identifié de la TVB régionale. Un axe dit urbain, composé de résidences, de parcs et de jardins parfois de prairies sur de petites surfaces, est identifié sur le Mont-Pourri selon un sens NE-SW.

Enfin deux axes « marais de Merlimont » et axe « vallée » de sens nord sud forme un corridor humide lié à l'axe de la Petite Trinque.



Ces axes identifiés au niveau du territoire représentent des enjeux forts auxquels le projet de PLU devra prendre en considération notamment les grands linéaires de haies en plaine agricole. Quant aux éléments fragmentants, seule l'urbanisation est concernée.

2-La flore, la végétation et la faune

Les observations ont permis d'identifier plusieurs types d'habitats de végétation. Par ordre d'importance :

- **Les champs cultivés**

Les champs cultivés représentent plus de la moitié de la surface. Chaque culture concentre un cortège d'espèces caractéristiques dites « mauvaises herbes ou adventices ». Les cultures identifiées sont les orges et les blés.

La végétation compagne des céréales est assez pauvre. Ce sont les cultures qui restent les plus « propres » en adventices. La flore est dominée par les espèces annuelles : Coquelicot (*Papaver rhoeas*), Violette des champs (*Viola arvensis*), Alchémille des champs (*Aphanes arvensis*). La maturité de cette végétation n'est pas atteinte en raison des intrants introduits bloquant les séries naturelles de végétation.

Ce type de végétation appartient à la végétation compagne des moissons sur limons du Scleranthion annui (Cor. Non identifié).

Au plan faunistique, ces espaces sont peu attractifs pour les oiseaux sauf pour les alouettes, les bergeronnettes, les perdrix... En hiver, ils sont le lieu de stationnement d'oiseaux : pigeons ramiers, corneilles, pluviers dorés, Vanneau huppé...

L'hermine et le renard sont deux espèces familières des lieux. Les micromammifères sont relativement présents.

Localisation : forme une vaste surface couvrant plus de la moitié du territoire.

Enjeu : **faible**

- **Les prairies pâturées**

Prairie mésophile (fauche/friche)

Floristiquement assez peu diversifié, ce type de prairie est largement répandu dans les régions d'élevage intensif. La végétation est basse mais dense et est interrompue par endroits par des touffes d'herbe plus hautes correspondant aux zones non pâturées (« refus »).

Les espèces caractéristiques sont le Pâturin des prés (*Poa pratensis*), la Crételle (*Cynosurus cristatus*), la Houlque laineuse (*Holcus lanatus*), la Pâquerette vivace (*Bellis perennis*), le Raygrass (*Lolium perenne*), l'Achillée millefeuille (*Achillea millefolium*), le Trèfle rampant, (*Trifolium repens*), le Plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*), la Renoncule rampante (*Ranunculus repens*)...

Ce type de prairie répond à l'habitat des prairies pâturées mésophiles des plaines du Cynosurion cristati [Corine 38.1 UE : Ni - Cahiers d'habitats : Ni] et à l'habitat des prairies de fauche de basse altitude de plaine de l'Arrenatherion elatioris [Corine 38.2 UE : Ni - Cahiers d'habitats : Ni]

Les prairies sont des lieux où les animaux sont diversifiés et abondent. C'est par excellence un lieu de ressource trophique pour tous les herbivores et les insectivores, granivores... Lorsque la prairie est pâturée elle s'enrichit encore plus en invertébrés notamment insectes (la présence des animaux domestiques et les déjections entraînant une biomasse en insectes très importantes). Des bovins et des chevaux se tiennent dans les pâtures du Mont Pourri et aux abords du Bois Belle dame.

Localisation : autour du Mont Pourri

Enjeu : **faible**

Les prairies humides

Ces prairies s'enrichissent en Joncs, Carex et de tous le cortège des espèces amphibiennes parfois en contact et en mélange avec les mégaphorbiaie et les roselières.

Phragmitaies Cor. 53.11, Cariçaies à Carex paniculata Cor. 53.216,

Localisation : lisière du marais de Merlimont et les prairies entre le Bois Belle Dame et le refuge de Saint-Aubin SPA Authie-Canche.

Les prairies humides sont riches aussi en invertébrés. Le caractère humide donne un intérêt particulier et la rareté des espèces. Les invertébrés sont diversifiés (libellules, papillons diptères...). Les oiseaux sont aussi diversifiés et leur richesse a été reconnue avec la mise en place d'une zone Natura 2000 avec plus de 26 espèces d'intérêt européen. C'est le lieu favorable pour les amphibiens et les reptiles aquatiques.

A ce sujet, les mares nombreuses dans les prairies entre le refuge et le Bois de Belle Dame sont d'un intérêt écologique fort avec la présence d'invertébrés importante et des amphibiens notamment les tritons. Ces prairies et ces mares devront faire l'objet d'une attention particulière dans le projet de PLU. Cet espace représente un enjeu important.

Localisation : exclusivement dans la partie basse entre le refuge SPA et le secteur humide des marais de Balançon.

Enjeu : **fort**

- **Les boisements**

Les boisements sont représentés par des :

Boisements mixtes proches de la frênaie mixte atlantique à Jacinthe des bois Cor. 41.35

Ce sont les boisements mixtes plus ou moins dégradés ou encore plantés. Ils constituent l'essentiel des boisements du territoire. Ils en constituent pas moins des réservoirs de biodiversité dite « ordinaire » mais un lieu de reproduction pour bon nombre d'animaux (oiseaux, chauves-souris). Les espèces végétales caractéristiques sont : le Frêne élevé (*Fraxinus excelsior*), Adoxe moscatelline (*Adoxa moscatellina*), le Gouet tacheté (*Arum maculatum*), la Listère ovale (*Listera ovata*), la Benoîte commune (*Geum urbanum*), Jacinthe des bois (*Hyacinthoides non scripta*)...

Au plan faunistique, les bois caractérisent la faune forestière (oiseaux, mammifères, insectes xylophages...). C'est un lieu riche pour la reproduction des oiseaux et des mammifères. La lisière des boisements offre un habitat original où se développent des espèces originales : fauvettes, orvet, lézard... Le boisement assure les lieux de nidification des rapaces buses, bondrée, autour, épervier...

Localisation : Bois du Goulet et les bois situés entre la RD 143 et la RD144E1

Enjeu : **modéré**

Plantations de peupliers Cor. 83.321

Les plantations de peupliers sont rares et sur de faibles surfaces. La végétation reste de faible intérêt avec une composition de ronces bleuâtres dominantes.

Au plan faunistique, les peupleraies sont riches en espèce animales notamment en invertébrés. Les oiseaux les fréquentent beaucoup et notamment les pics, les loriot...

Localisation : entre la voie ferrée et la RD143

Enjeu : **faible**

Saussaies marécageuses à Saules cendrées Cor. 44.921

Constituées essentiellement de saules avec parfois de jeunes aulnes elles se développent sur des roselières anciennes dans le marais tourbeux de Balançon. Les espèces végétales caractéristiques Sont le Saule cendré, Peucedans palustre, Laiche paniculé...

Au plan faunistique, les espèces paludicoles sont diversifiées dans ces habitats : fauvette, phragmite des joncs, locustelles, rousserolles... mais aussi les odonates, les amphibiens, les reptiles...

Localisation : secteur à l'extrême ouest de la commune qui est une partie des marais de Balançon.

Enjeu : **très fort**

- **Haie des fourrés médio-européens sur sol fertile (Cor.31.81)**

Ce sont des communautés mésophiles et souvent luxuriantes caractéristiques des bords de forêts des chênaies-charmaies et formations de substitution avec, *Prunus spinosa*, *Carpinus betulus*, *Crataegus* spp., *Sambucus nigra*, *Rosa* spp., *Viburnum opulus*, *Rubus* spp.. Sont incluses les fruticées à *Prunus spinosa* pauvres en espèces (correspondant aux formations à *Rubus fruticosus*, *R. bifrons*) = Ronciers (Cor. 31.831). Ces haies persistent essentiellement sous forme de petits linéaires discontinus en bordure de chemins.

Dans ce contexte, la végétation de l'ourlet de la haie est paucispécifique avec une forte dominance d'Ortie dioïque (*Urtica dioica*), de Gailllet gratteron (*Galium aparine*), de Cerfeuil sauvage (*Anthriscus sylvestris*) et de quelques plantes reliques des haies naturelles, la Véronique à feuille de lierre (*Veronica hederifolia*), le Gléchome faux lierre (*Glechoma hederacea*)...

Dans les haies ou parfois sans strate arbustive, les ronciers [Corine : 31.831] couvrent parfois le sol sur plusieurs ares sur les versants des chemins et les rideaux. Ce sont des habitats paucispécifiques, avec pour espèces caractéristiques, la ronce (*Rubus* sp.) et la Clématite blanche (*Clematis vitalba*). En évoluant, ces ronciers se diversifient par la présence nouvelle d'arbustes : le Prunellier (*Prunus spinosa*), l'Aubépine (*Crataegus monogyna*), le Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), l'Eglantier (*Rosa canina*) et par de jeunes arbres, le Frêne (*Fraxinus excelsior*), l'Erable sycomore (*Acer pseudoplatanus*). Ces habitats n'ont pas d'intérêt patrimonial particulier. Ils présentent cependant un intérêt local pour la faune, qui trouve des refuges et la ressource trophique dans les ronciers et les fourrés denses. Ces habitats linéaires jouent un rôle important dans la structuration de la trame verte locale.

La végétation de ces haies est rattachable aux ourlets et manteaux des fourrés médio-européens sur sol fertile des *Crataego monogynae-Prunetea spinosae* [Corine. 31.81 UE : Ni - Cahiers d'habitats : Ni]

Lieu : non répertorié mais de taille plus ou moins importantes dans de vieilles haies, en lisière de boisements et aux abords de bâtiments (délaissés).

Les jardins d'agrément, les parcs et les jardins Cor. 85.2 et 85.3

Ces espaces ne représentent pas d'intérêt végétal et floristique caractéristiques. Cependant, pour la faune ce sont souvent des espaces où se réfugient les écureuils et les mammifères de taille moyenne. En effet, face aux territoires agricoles dépourvus d'éléments végétaux, ces espaces « rurbains jouent le rôle « d'oasis », de réservoirs de biodiversité. Ils assurent aussi des connexions avec les corridors plus importants.

Au plan faunistique,

Ces jardins forment un corridor dit « rurbains » au Mont Pourri

Localisation : toute l'enveloppe urbaine

Enjeu : faible

Les habitats présents sur le territoire en dehors du secteur humide ne sont pas d'un grand intérêt écologique.



Les peupleraies



Plantation sur une ancienne friche près du sentier des Briqetteries



Entre le refuge SPA et le Bois de Belle Dame – mare et inondation en fin d’hiver dans des prairies pâturées



Collecteur des eaux de ruissellement à la sortie est du bourg



Roselière et boisement dans le marais de Balançon



Haie basse récemment plantés à une strate



Prairie humide en hiver et fossés inondés

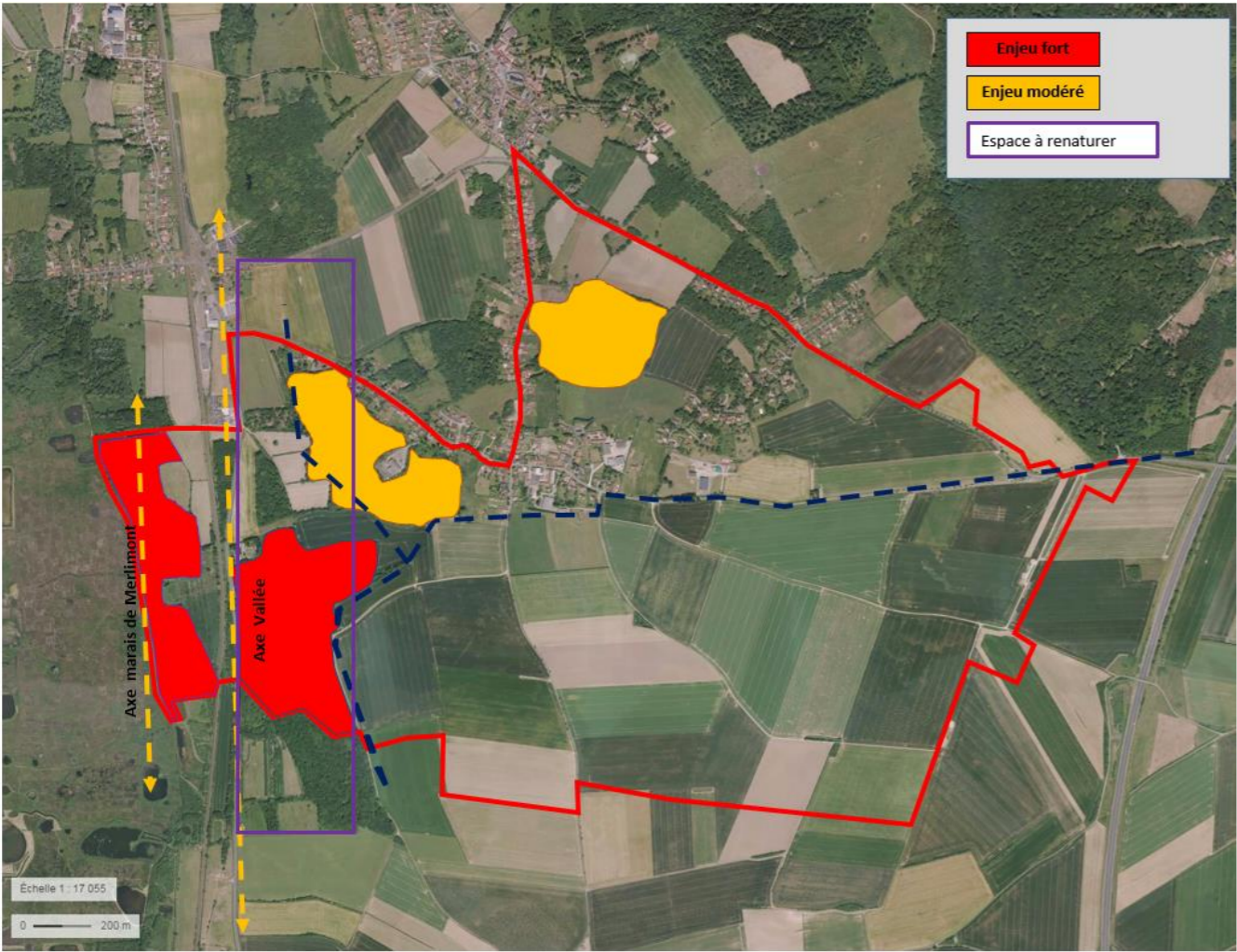


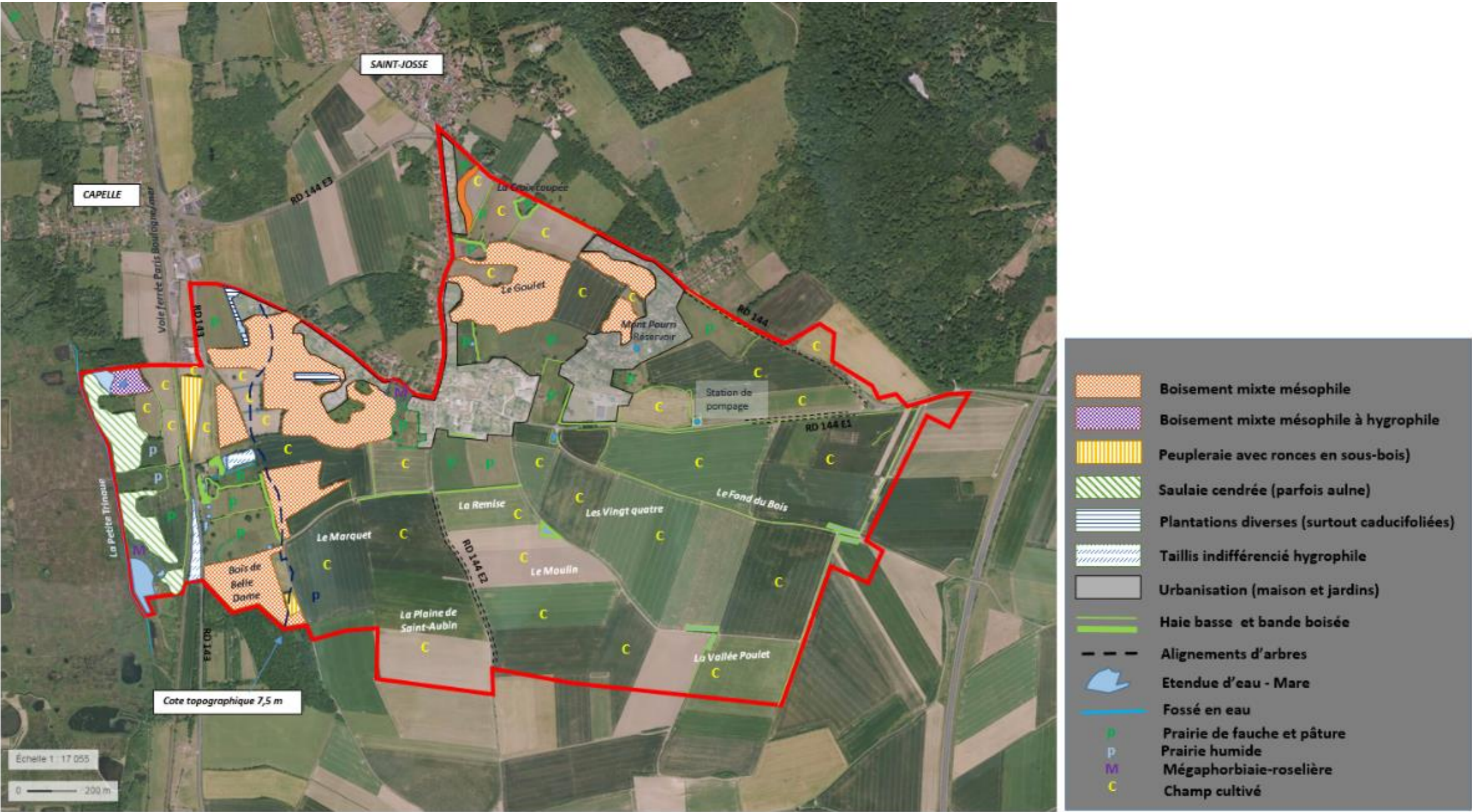
Parc semi-naturel favorable aux petits mammifères et aux oiseaux

Synthèse des enjeux écologiques

Type d'habitats	Niveau d'enjeu
Trame verte et bleue	Fort
Prairie humide	Fort
Saussaie à saule cendré sur tourbe	Fort
Prairie mésophile	Modéré
Boisements mixtes	Modéré
Champs cultivés	Faible
Plantation de peupliers	Faible
Haies	Faible
Jardins	Faible

Carte des enjeux écologiques sur le territoire de Saint-Aubin





Carte de la végétation

III- Organisation paysagère et usages

A. Contexte territorial de la commune

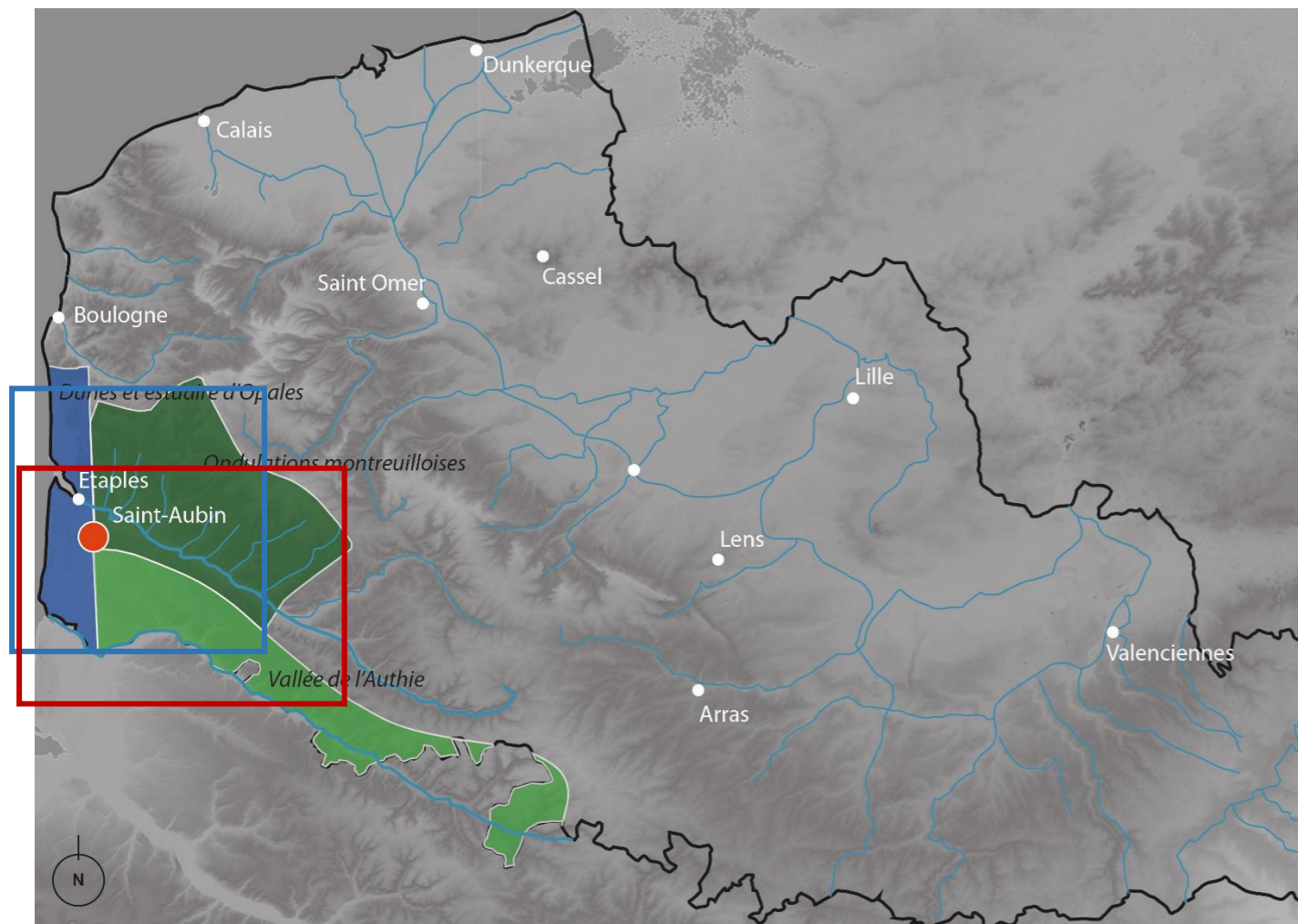
1. Les entités paysagères à l'échelle du territoire

Saint-Aubin est localisé entre la vallée de la Canche au nord et celle de l'Authie au sud.

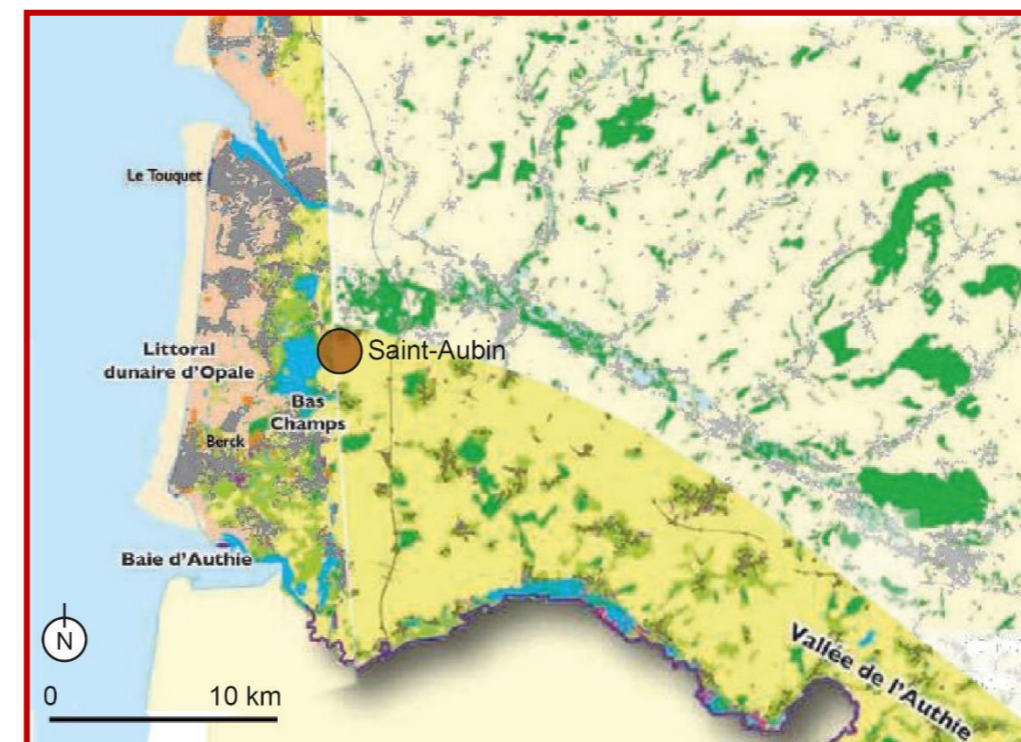
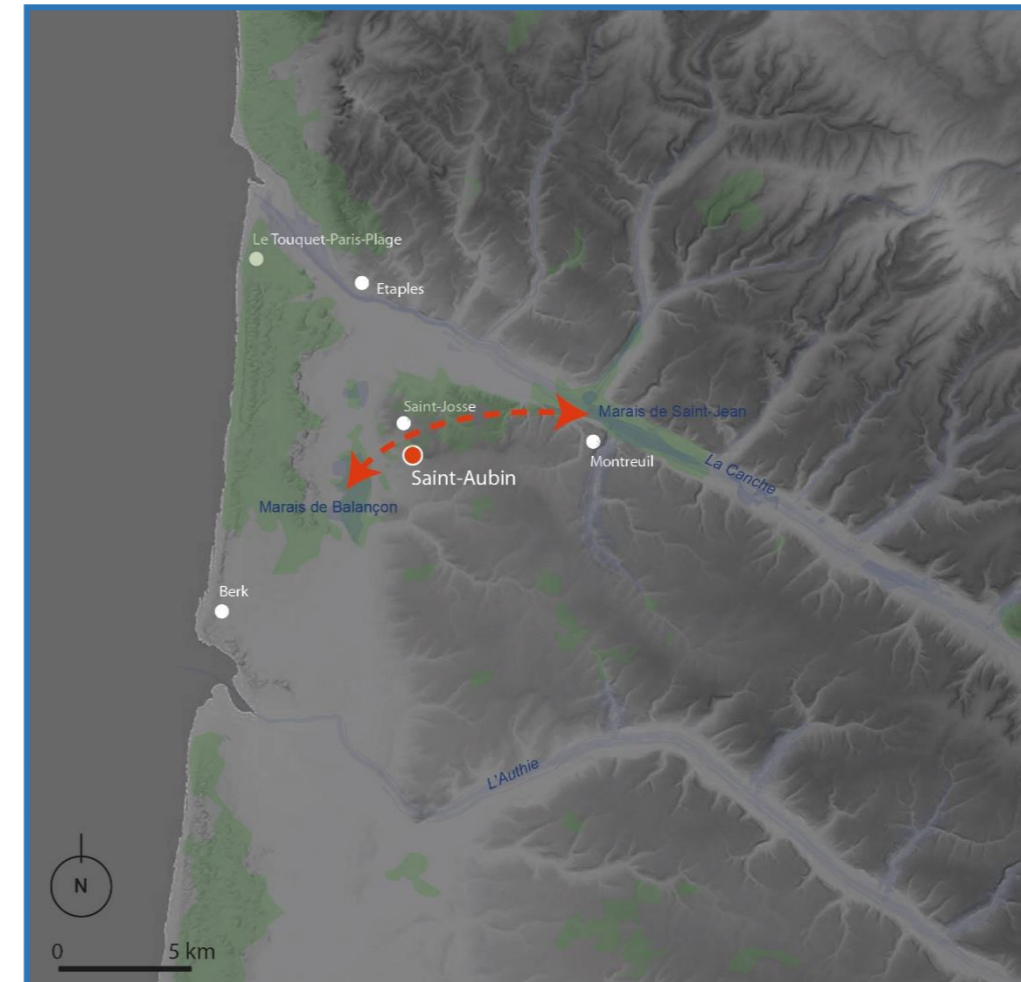
La commune, de la région Hauts-de-France, se situe à l'interface entre les paysages des dunes et estuaires d'opales à l'ouest, le paysage montreuillois au nord et à l'est et les paysages de la vallée de l'Authie au sud.

D'après l'atlas paysager la commune est à l'interface de deux entités paysagères : celle des Bas-Champs, celle des paysages du Val d'Authie.

A la limite entre les paysages littoraux et ceux de l'intérieur des terres.



Cette position géographique lui confère une position intéressante dans le territoire pour contribuer à la préservation d'une continuité écologique entre le fleuve côtier de la Canche et ses tourbières et le Marais de Balançon connectés par une succession de boisements sur les communes de Saint-Aubin et de Saint-Josse.



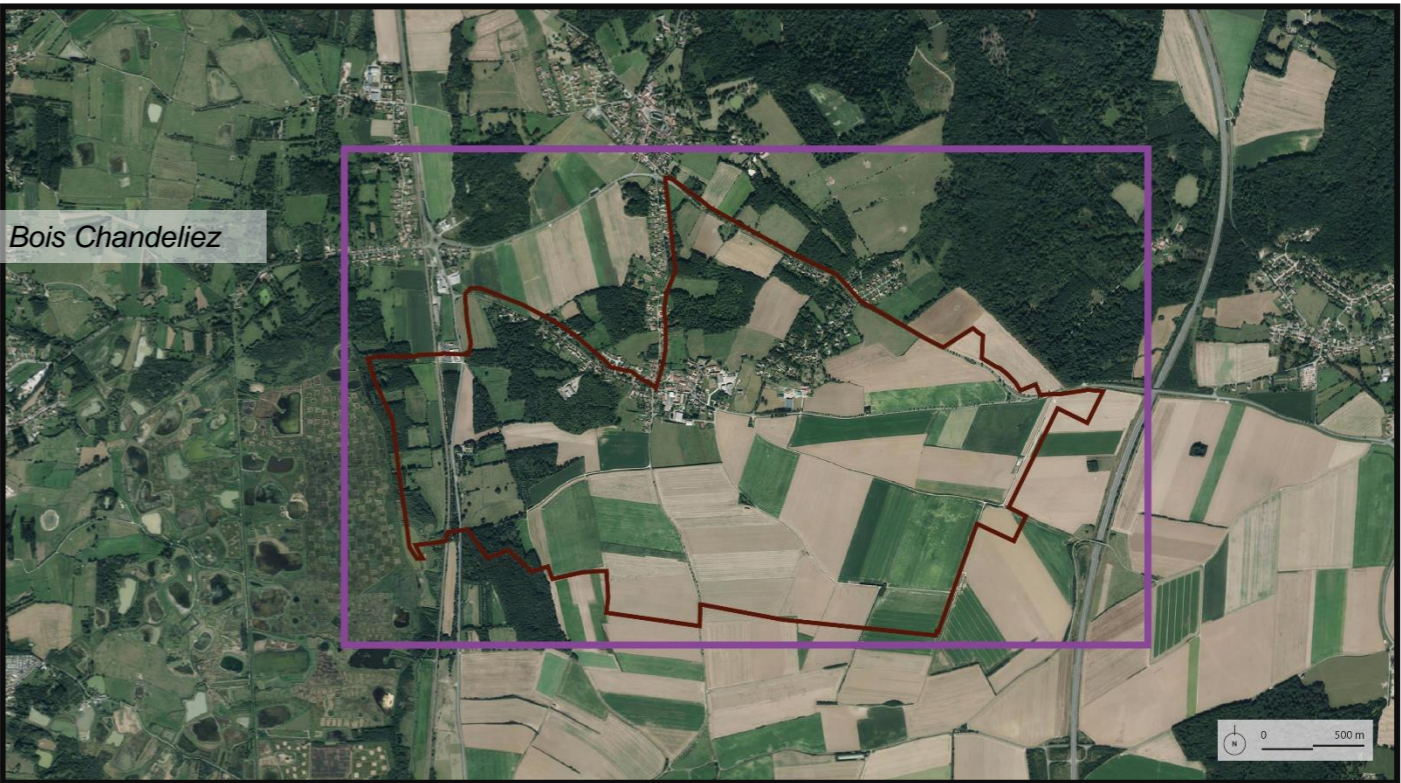
La carte des entités paysagères est un assemblage de deux cartes extraites de l'Atlas des paysages des Hauts-de-France.

2. Les éléments structurants du territoire

Cette carte extraite de l’atlas des paysages des Hauts-de-France met en exergue la position géographique favorable de la commune au sein du territoire entre zone humide et espaces boisés.



Définition du cadre d'étude pour l'échelle communale



LÉGENDE

Red outline: Cadre d'étude à l'échelle communale

B. Les entités paysagères de la commune

A l'échelle communale, nous constatons 4 grandes entités paysagères :

- L'ENTITE RURALE ;
- L'ENTITE AGRICOLE ;
- L'ENTITE FORESTIERE ;
- L'ENTITE MARAIS.



C. Les éléments structurants de la commune

Le paysage communal est marqué par une plaine agricole au sud (1) et une série d'espaces boisés au nord. Cette occupation paysagère et le relief confèrent à Saint-Aubin une diversité de perceptions avec des espaces ouverts et des espaces plus fermés.

1. L'eau et le relief

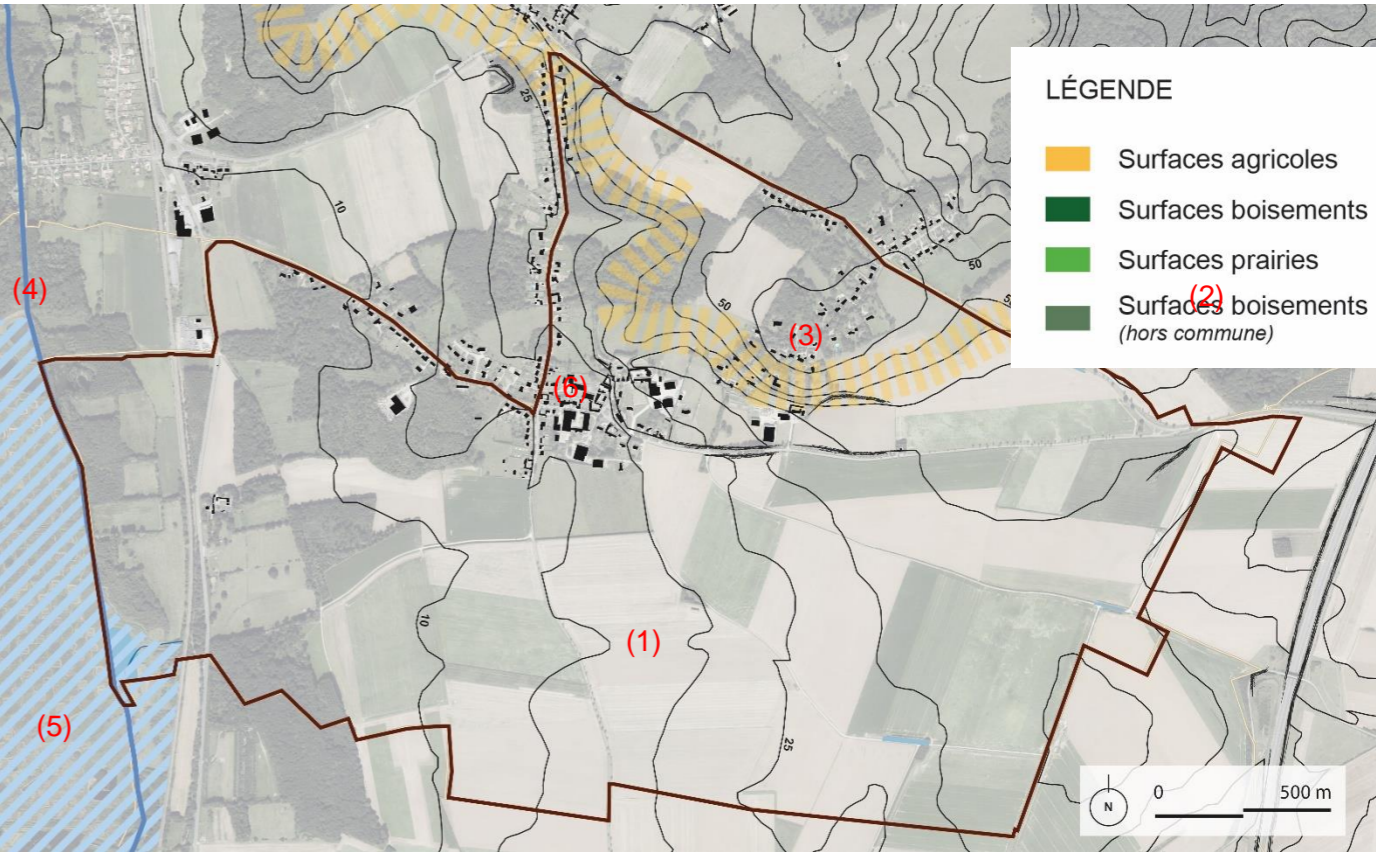
La commune s'organise essentiellement au pied de la ligne de crête (2) qui s'étend de Saint-Josse à Montreuil. Cette crête qui marquait le trait de côte au début de notre ère est visible depuis le sud de la commune.

Le point culminant de Saint-Aubin se trouve au sommet du Mont-Pourri à 62 m (3). Il n'offre cependant que peu de vues sur le territoire du fait des propriétés privées qui s'y sont développées. Ces limites privatives ajoutées à la densité de végétaux occultent la plupart des vues potentielles sur la plaine agricole et le sud de la commune quand on se trouve sur l'espace public.

L'orientation de la pente en direction de l'ouest et la présence du réseau de fossés permet une évacuation des eaux pluviales en direction de la rivière de la Petite Tringue (4) (issue de la rivière de La Grande Tringue et de l'estuaire de la Canche) et du marais de Balançon (5).

La grande partie du noyau villageois (6) s'est établie entre les courbes de niveau 20 et 15.

Au sud du village la pente est orientée d'est en ouest pour un dénivelé total de 31 m avec 38 m au niveau de la D144 en limite communale et 7 m d'altitude au niveau de la D143. Cette orientation de pente offre une vue ouverte quand le regard porte en direction du sud.



2. L'agriculture

Elle occupe la majeure partie du territoire communal et une place prépondérante au sein de la commune d'un point de vu paysager. Nous pouvons évaluer à près de 300 hectares la surface de terres agricoles dont la majeure partie se trouve dans la Plaine de Saint-Aubin au sud de la D144 E1.

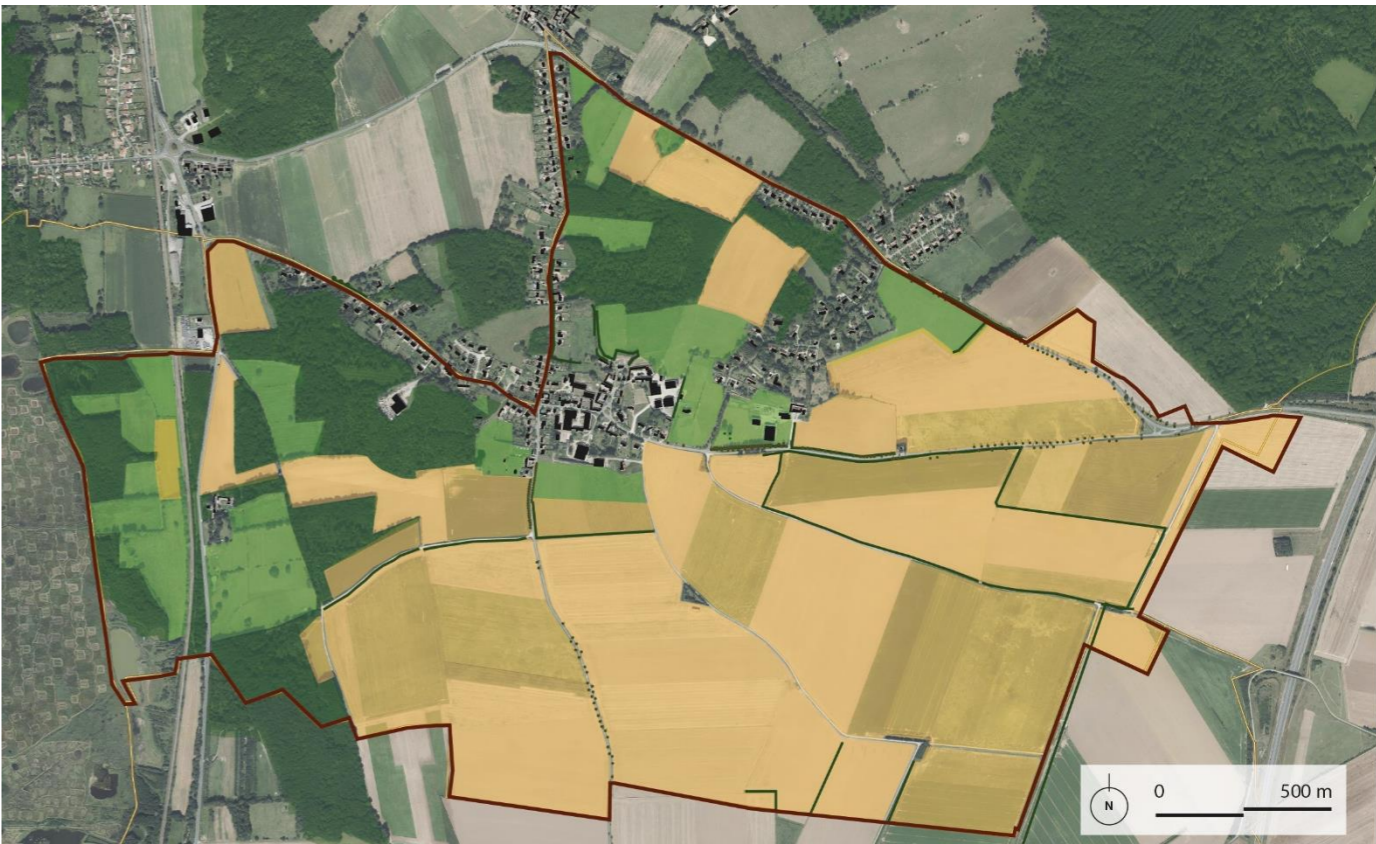
3. Les boisements

Les espaces boisés sont composés essentiellement de feuillus. Ils représentent un peu plus de 50 hectares sur l'ensemble de la commune soit 6 fois moins que les espaces agricoles. Inexistants sur la partie sud où domine l'agriculture, ils englobent les zones bâties au nord et à l'ouest depuis Bois Chandeliez sur la commune de Saint-Josse jusqu'au Bois Belle Dame au sud-ouest de Saint-Aubin.

Ils confèrent une bonne intégration du village dans le paysage et du bâti de manière général.

4. Les prairies

Elles sont essentiellement présentes dans les dents creuses en périphérie proche du noyau villageois et à la limite du marais à l'ouest.



5. Les axes de communication

Saint-Aubin est traversée par 4 routes départementales et la voie ferrée qui dessert Amiens et Calais. La limite nord de la commune est marquée par la D144 prolongée par la D144E3 en direction de l'ouest permettant de traverser les marais et d'appréhender le secteur des Bas-Champs. La D144E1 traverse la commune d'est en ouest et passe au centre du village. Cette dernière marque également la limite communale à partir de l'ouest du village. La D144E2 traverse la commune du nord au sud, par le centre et marque la limite communale entre Saint-Josse et Saint-Aubin. Ce découpage peu commun pose des questions quant à la gestion des espaces publics de part et d'autre de ces routes. L'A16 longe la commune à quelques 300 mètres à l'est mais les premiers échangeurs se trouvent à plusieurs kilomètres de Saint-Aubin. La position encaissée de l'autoroute n'a pas d'impact visuel sur le paysage de la commune.

6. Les espaces urbanisés

Nous pouvons évaluer à un peu plus de 20 hectares la surface urbanisée soit moins de 5% de la surface communale totale. Concentré essentiellement au cœur historique du village, il tend à se développer de manière linéaire le long des routes qui traversent la commune (D144-144 E1-E2) et en direction du nord et des espaces boisés qu'il faut veiller à préserver. Quelques constructions récentes commencent à apparaître au sud du village et de la plaine agricole mais elles restent peu nombreuses. Deux ensembles bâtis peuvent être mis en avant : le hameau et le noyau villageois

7. Le marais de Balançon

Il se trouve en limite communale à l'ouest marquée par la rivière de la petite Tringue. C'est un site Natura 2000 et une ZNIEFF identifiés pour l'intérêt des espèces sauvages, animales ou végétales qu'il abrite. De par sa position géographique éloignée du noyau villageois et de la végétation arborée il n'appartient pas au paysage visuel de la commune mais déborde sur son territoire.



D. Evolution de l'identité paysagère de la commune

Les différentes photographies aériennes prises entre 1947 et 1987 montrent que la commune a maintenu un paysage à dominante agricole depuis 70 ans. Sur cette période nous pouvons cependant constater quelques évolutions notables.

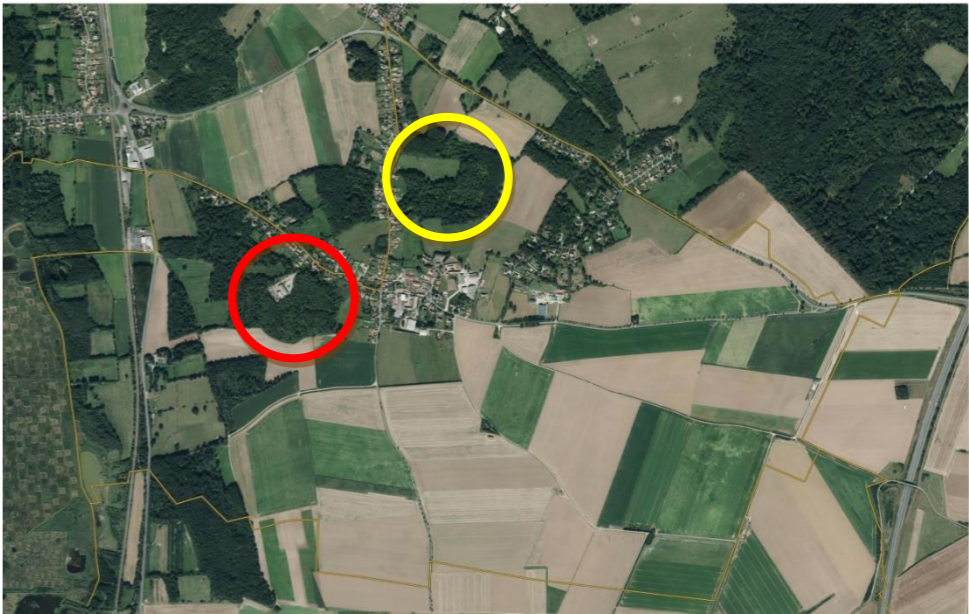
Les surfaces agricoles n'ont pas évolué de manière significative mais le découpage parcellaire a significativement évolué. Les photos de 1947 mettent en exergue une quantité importante de petites parcelles dont le nombre réduit sur les clichés suivants.
La photo de 1964 montre déjà une évolution du découpage parcellaire qui s'intensifie à partir de 1987 pour aboutir à des surfaces plus conséquentes. Ce remembrement intervient dans un contexte d'intensification de l'agriculture et d'évolution des outils de plus en plus mécanisés comme sur la majeure partie du territoire français à cette époque.
Nous pouvons imaginer de fait une réduction de la variété des cultures et des textures paysagères avec, vraisemblablement, une diminution des haies bocagères établies sur les limites parcellaires.

L'extension urbaine au niveau du centre villageois et du Mont-Pourri ne semble pas avoir été très consommatrice d'espaces exploités pour l'agriculture. Même le développement du lotissement sur le mont ne paraît pas avoir consommé outre mesure d'espaces végétalisés. Les photographies de 1947 et 1964 montrent un secteur déjà peu pourvu en végétaux essentiellement présents sur les limites parcellaires.

Pendant cette période, le territoire assiste à la disparition de la briqueterie autour des années 70 et la reconquête par la végétation des espaces autrefois exploités par cette activité.

EVOLUTION :

- Briqueterie
- Carrière



2012

1947



1963




1987



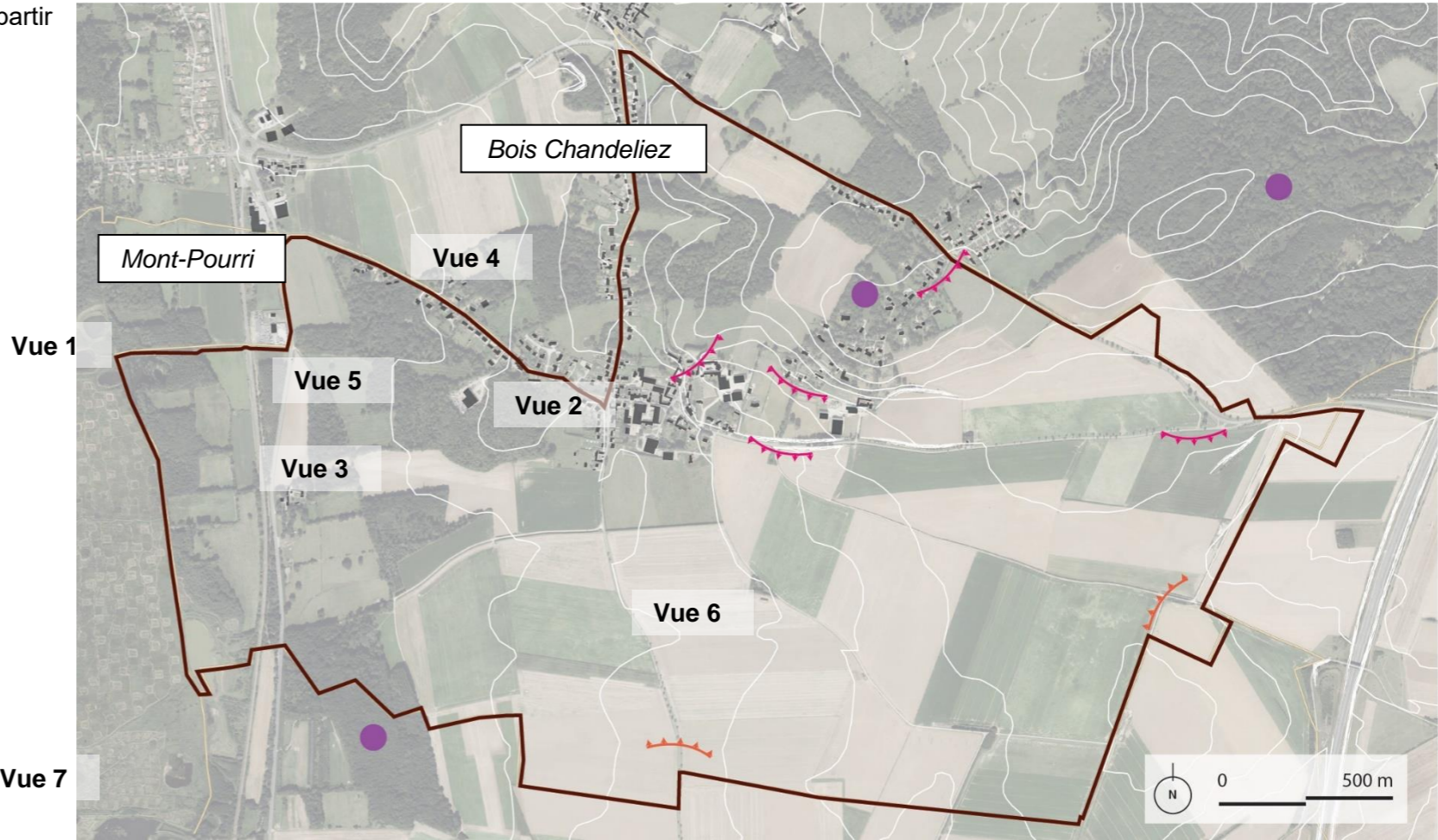
Enfin, nous remarquons également l'abandon de l'activité des carrières au nord du village proche du site de la *Croix Coupée* qui laisse peu à peu place à un boisement qui participe aujourd'hui à la continuité écologique entre les bois du nord-est sur Saint-Josse, le bois Belle-Dame au sud-ouest et le marais de Balançon. On assiste donc sur cette période à une expansion des boisements.

E. Les vues paysagères

Plusieurs vues remarquables peuvent être mises en avant sur la commune que l'on peut répartir de la façon suivante :

-  Vers le grand paysage
-  Vers le village
-  Point de repères paysagers

Bois Belle Dame



1. Depuis la commune vers le grand paysage

Saint-Aubin offre peu de vues sur le grand paysage. La faible pente et le fait que le village se soit construit essentiellement entre les courbes 15 et 20 et la hauteur des habitations ne permettent pas de réelles ouvertures sur le grand paysage. Les perspectives sont le plus souvent courtes et fermées par les bâtiments ou la végétation.

Cependant, en prenant de la hauteur, au niveau de l'église et du cimetière des vues sont plus ouvertes et permettent d'appréhender les boisements du Mont-Pourri à l'est et des vues sur la plaine agricole au loin. Dans le village, l'église apparaît comme la meilleure situation géographique accessible au public

A plusieurs niveaux de la D144E1 et du Mont-Pourri nous pouvons apprécier certaines perspectives longues.

Depuis la D144E1 en direction du sud, les vues sur la plaine agricole et sa toile de fond sont nombreuses et qualitatives. Le paysage est rythmé par les haies bocagères et les espaces boisés plus ou moins lointains. L'absence de constructions à vocation agricole ou résidentiel sur cet axe visuel ainsi que la privatisation des chemins traversant ces parcelles ont généré un paysage ouvert.

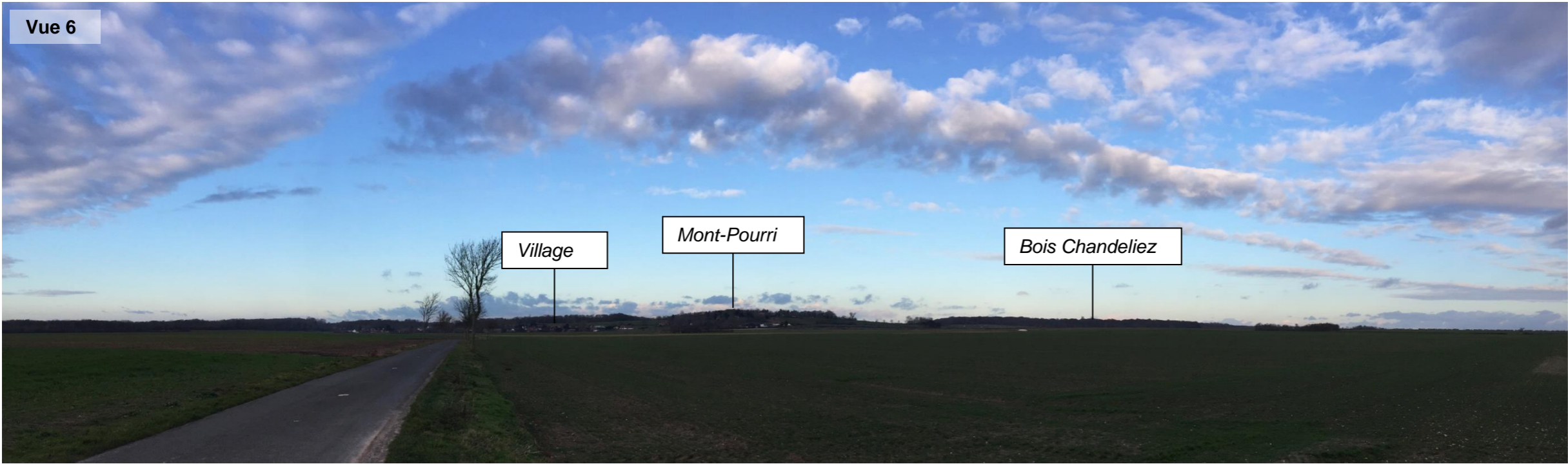


Le Mont-Pourri, point culminant du secteur, est privatisé sur sa majeure partie et offre de ce fait peu d'ouverture à cause des masses végétales denses et des maisons, elles, tournées vers le sud de la commune. Il offre tout de même quelques vues lointaines qui permettent d'apprécier les prairies et cultures sur un territoire vallonné et rythmé par une végétation ponctuelle offrant des points d'appels. Ces vues sont à préserver car elles présentent un intérêt pour les usagers des espaces publics et offrent un patchwork des motifs végétaux qui composent le paysage de Saint-Aubin.



2. Depuis le grand paysage vers la commune

Les vues sur le village depuis le territoire sont rares du fait de sa position géographique enclavée au pied de la ligne de crête et des boisement qui la ceinture au nord. Depuis la D144 E2 dans la plaine agricole le village en pied de relief avec en toile de fond les espaces boisés et le Mont-Pourri à droite.



Au point le plus à l’est du territoire sur la commune de Sorrus nous pouvons voir le Mont-Pourri dominant la vallée agricole. Excepté pour quelques maisons en frange du mont, le bâti n’est pas visible et offre un paysage à fort caractère rural et agricole.



F. Typologies végétales contribuant au maillage de la commune



Le maillage contribue à la silhouette végétale de Saint-Aubin.
La présence des arbres au cœur du village et surtout sur le Mont-Pourri favorise l'insertion du bâti et offre un écrin de verdure à ces espaces urbanisés.
Les haies bocagères et bosquets dans la plaine agricole constituent des points d'arrêts pour le regard et donne de la profondeur au paysage. Par ailleurs, ils viennent rompre la monotonie des champs tout en ayant un rôle écologique fort.

LÉGENDE

- Arbres d'alignements
- Arbres isolés et bosquets
- Haies bocagères
- Corridor écologique (boisements)

1. Les haies bocagères

Des haies bocagères sont ponctuellement présentes sur la commune et contribuent fortement à son caractère rural et son identité paysagère. Ces corridors linéaires participent au maillage végétal du territoire communal et au principe de trame verte et bleue. La prise en compte des haies bocagères est importante sur Saint-Aubin à l'interface entre les marais de Balançon à l'ouest et celui de Saint-Jean et de la vallée de la Canche au nord-est. Associées aux divers espaces boisés et autres arbres isolés elles contribuent à donner des orientations paysagères et à lui donner une place dans le grand territoire.

Il existe des haies bocagères hautes et basses taillées. Il est à noter que les haies hautes de forme libre présentent un plus grand intérêt écologique.

Cependant, les haies aujourd'hui sont souvent mono-spécifiques. La diversification des essences dans leur composition étant un critère à prendre en compte afin d'amplifier leur rôle dans la préservation de la biodiversité et dans la qualité paysagère du territoire au cœur d'un paysage à dominante agricole constitué essentiellement de grandes parcelles mono-spécifiques.

Les haies bocagères sont à préserver et à développer sur l'ensemble du territoire communal pour tous les avantages aussi bien écologiques qu'économiques qu'elles procurent.

2. Les arbres d'alignements

On les retrouve essentiellement aux entrées du village sud et est (voir **Les entrées du village**) et sur la rue des Cronquelets au cœur du village. De forme libre ou en têtard ils contribuent fortement à l'identité paysagère de la commune et permettent de hiérarchiser les espaces. Ils sont de vrais atouts esthétiques au niveau des entrées de village qu'ils valorisent tout en renforçant l'espace public. Cette structure végétale est à préserver et à accentuer.

3. Les arbres isolés et bosquets

Ils sont nombreux sur la commune et contribuent à l'ambiance paysagère de la commune. Cette typologie renforce son identité rurale et contribue à la composition de la couronne végétale du village. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire, au milieu des prairies, des champs et des propriétés privées. Ces dernières sont pour la plupart bien pourvues en arbres de haut jet, favorisant de ce fait l'intégration du bâti dans le paysage.



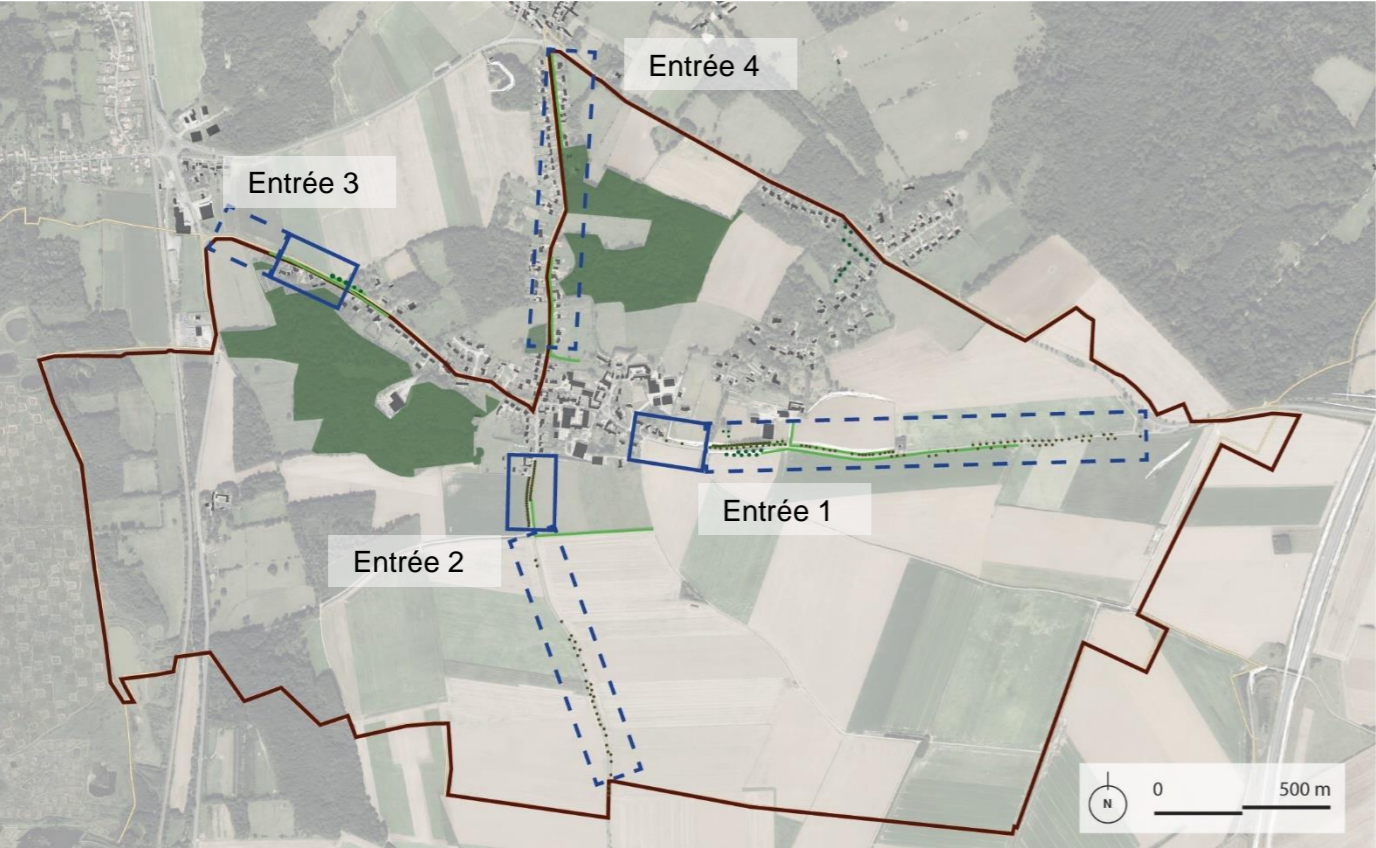
Leurs bonnes gestions et leur développement, au-delà de leur rôle dans le principe de TVB présentent de nombreux avantages pour les agriculteurs et locaux.

Elles limitent l'évaporation de l'eau en période chaude et contribuent à augmenter la température de l'air en période hivernale. La haie, associée au talus et au fossé, interrompt le cheminement de l'eau en favorisant son infiltration et limitant ainsi l'intensité des crues et le transfert des polluants aux cours d'eau.

G. Identité paysagère de la commune

1. Les entrées du village

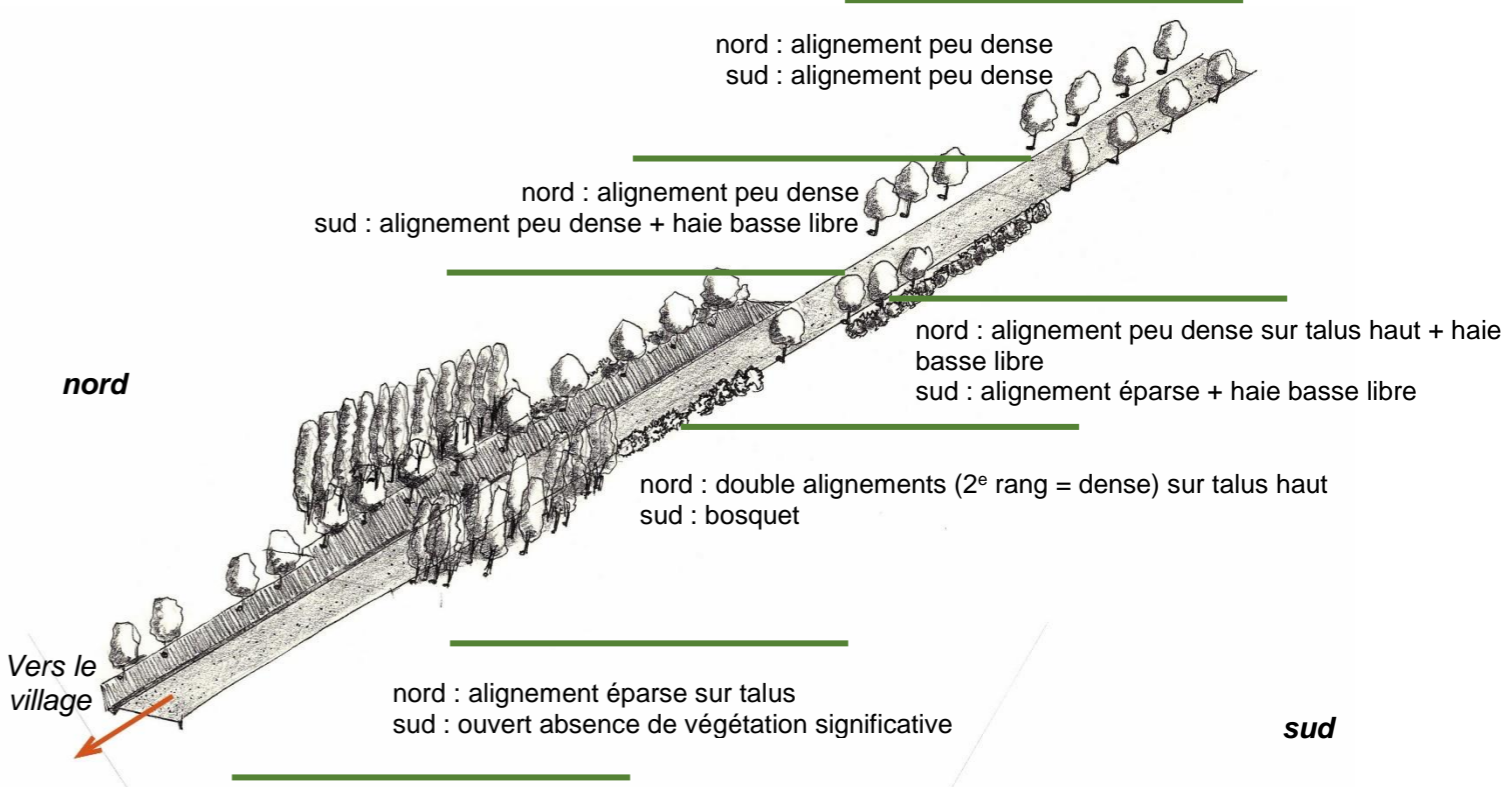
Quatre entrées de ville permettent de se rendre dans le village de Saint-Aubin. La notion d'entrée de ville est prise au sens large et se fait depuis les limites communales jusqu'au panneau de la commune. Excepté pour l'entrée n°4 peu lisible à l'interface entre Saint-Josse et Saint-Aubin et qui n'est pas annoncée par un panneau. Ces entrées ne présentent pas toutes le même intérêt ni les mêmes caractéristiques (typologie végétale, talus ou non).



LÉGENDE

- Entrée du village (panneau de commune)
- Zone d'approche (depuis la limite communale)

L'ENTREE 1



L'entrée de village sur la rue de Montreuil est jalonnée (depuis l'intersection avec la D144) par des alignements d'arbres en forme libre. A quelques 200 mètres avant le panneau de la commune la végétation arborée devient ponctuellement bosquet et alignement dense et ce juste avant l'intersection avec le chemin du Mont-Pourri. Après cette intersection l'alignement redevient plus espacé et régulier jusqu'au panneau communal.



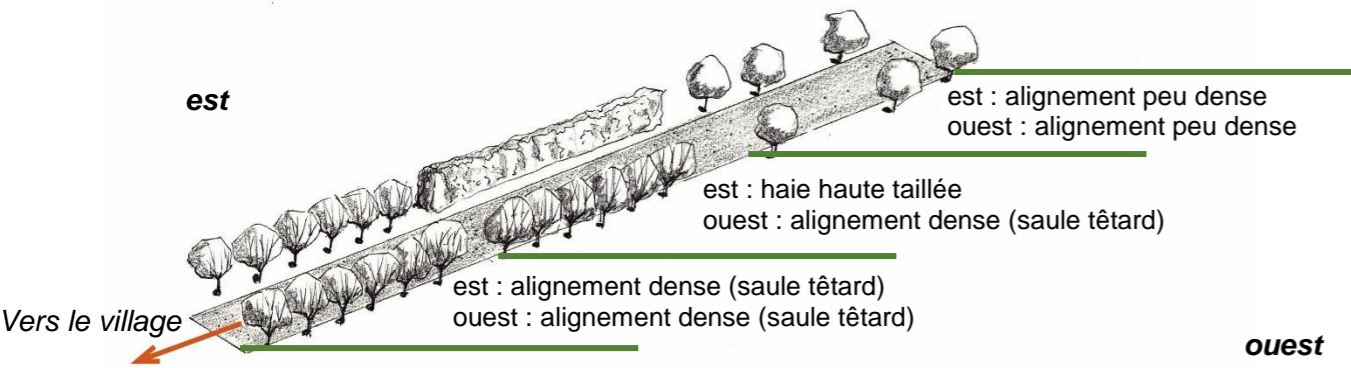


On constate également la présence d'une haie libre venant doubler, sur une section de 800m, les alignements d'arbres en bordure de route.

Par ailleurs, l'apparition ponctuelle de talus hauts au niveau du Mont-Pourri contribue à diversifier les ambiances paysagères de cette entrée de village.

Cette variation de typologies végétales et de relief donne du rythme et crée des événements sur le parcours et contribue à faire de cette entrée probablement la plus qualitative de la commune.

L'ENTREE 2

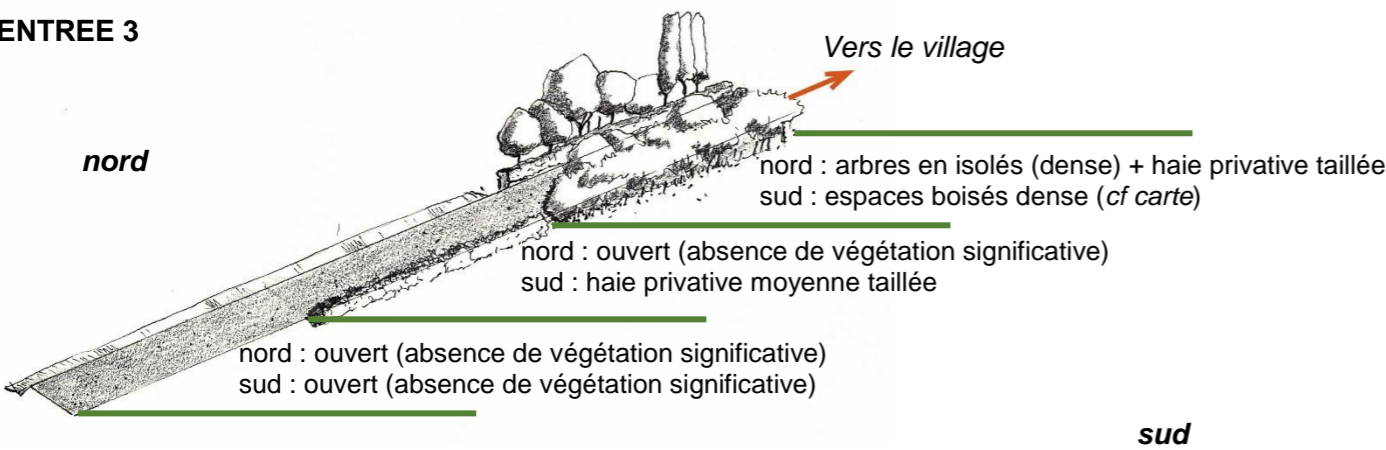


L'entrée sud sur la rue d'Airon-Notre-Dame est également plantée d'arbres d'alignement mais en forme têtard. On notera que les arbres têtard sont des refuges naturels pour les insectes, oiseaux et petits mammifères, grâce aux cavités qui se creusent dans leur tronc. Ces arbres sont à préserver.



Plus au sud, toujours le long de la rue d'Airon-Notre-Dame nous trouvons des arbres d'alignements en forme libre répartis de manière inégale de part et d'autre de l'axe. La densification de cet alignement est à envisager pour véritablement marquer l'entrée sud du village et offrir des promenades de qualité sur la plaine agricole et le village de Saint-Aubin en toile de fond.

L'ENTREE 3

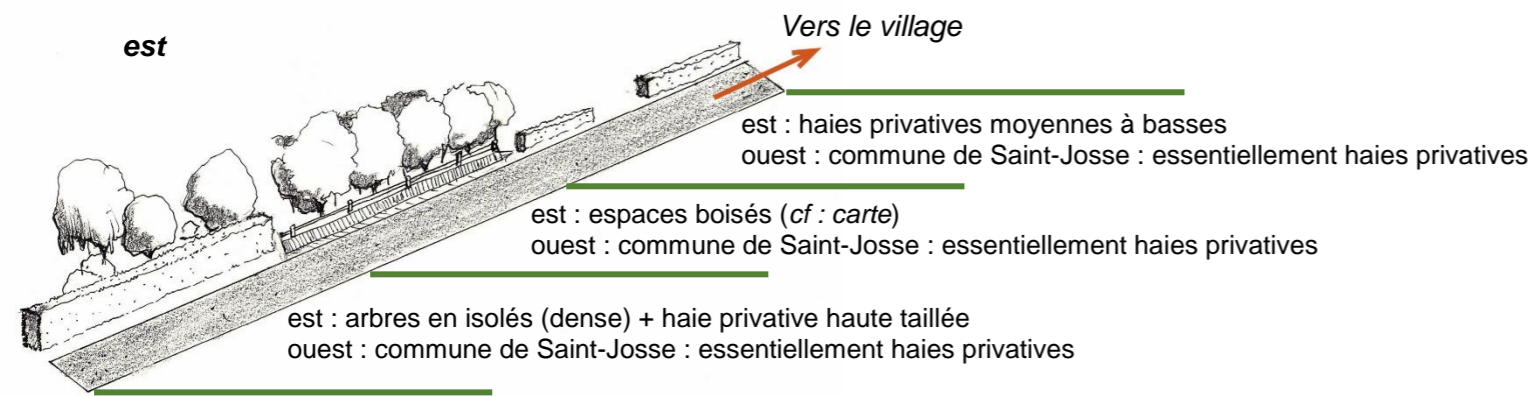


L'entrée ouest du village sur la rue des Cronquelets ne présente pas d'arbres d'alignements sur les 200 premiers mètres, depuis la D143 jusqu'au panneau communal de Saint-Aubin. Après ce dernier, commence une séquence paysagère intéressante marquée par des haies privatives plus ou moins strictes et une végétation arborée donnant un caractère champêtre à cette entrée de ville. Un alignement d'arbres têtard débute 300 m après le panneau communal et se poursuit sur 450 m jusqu'à la place d'Heyersum.

Le découpage parcellaire interroge sur la gestion de la voirie entre les communes de Saint-Aubin et Saint-Josse mais un alignement d'arbres avant le panneau communal pourrait avoir un impact positif sur l'entrée de village la plus directe vers le Touquet-Paris-Plage ou Berk par exemple.



L'ENTREE 4



L'entrée nord via la rue des Corps-Saints ouvre une perspective longue de par la topographie et sa linéarité vers le sud mais reste peu lisible comme entrée de village. Elle est essentiellement marquée par des haies privatives taillées de hauteurs variées de part et d'autre de la rue peu en accord avec le contexte rural de la commune.



2. Le noyau villageois

Les espaces publics

Trois espaces publics peuvent être identifiés sur la commune :

- le secteur de la place de la mairie,
- la place d’Heyersum sur la rue des Cronquelets,
- le petit espace végétalisé au niveau du carrefour entre la rue des Corps Saints et celle de Montreuil.

Bien que jardinés ils apparaissent peu amènes de par leur proximité avec les routes et l’absence de matérialisation des limites. Nous pouvons plus considérer comme des espaces végétalisés à contempler participant au caractère paysager du village que de véritable espace où l’on s’arrête et se rencontre.

Les jardins privés

Nous y trouvons une végétation typique des zones urbanisées avec de nombreuses espèces non locales et parfois peu adaptées au contexte rural de Saint-Aubin (palmier, laurier cerise, thuya notamment). Des conifères ponctuent un certain nombre de jardins. La majorité des haies sont strictes et apportent un caractère urbain à ce noyau villageois qui tend à se développer vers le nord du village sur les mêmes critères mais avec une architecture plus récente.

3. Le hameau du Mont-Pourri

Ce quartier résidentiel présente quelques haies strictes à la manière de celles du noyau villageois. Cependant, son caractère apparait plus champêtre avec des charmilles par exemple et plus en accord avec le contexte rural de la commune. Par ailleurs, le Mont Pourri présente encore de nombreux arbres de hauts jets au cœur des jardins constitués d’essences locales et, comme le noyau villageois, ponctué de conifères.



La place de la mairie



Espace à l'intersection entre les rues des Corps Saints et de Montreuil



La place d’Heyersum



Haie de laurier cerise



Jardins privé sur la rue des Corps Saints



Jardin privé sur le Mont-Pourri



Haie au caractère rural

Saint-Aubin se caractérise par un paysage très rural avec :

- la plaine agricole (open-field) au sud qui occupe la majeure partie du territoire communal ;
- un ensemble d'espaces boisés qui vient ceinturer le village au nord et connecte de façon presque continu le Bois Chandeliez au nord-est et celui de Belle Dame au sud-ouest ;
- plusieurs zones de prairies en première couronne du village et d'autres plus excentrées en limite communale à l'ouest ;
- un réseau de haies et arbres contribuant au maillage du territoire ;
- un relief peu marqué dans l'ensemble excepté au niveau de l'ancien trait de côte au nord du village ;
- le marais de Balançon au sud-ouest en bordure de la voie ferrée.

Une urbanisation peu développée composée de :

- deux ensembles bâtis : le noyau villageois et ses extensions linéaires plus ou moins récentes et le hameau du Mont-Pourri ;
- deux routes traversant le village d'est en ouest et de nord au sud se croisent au centre du village ;
- une troisième route marquant la limite communale nord/nord-est
- l'autoroute A16 à l'est mais non impactante de part sa position enclavée grâce un système de talus.



IV - Analyse urbaine

A. Histoire Urbaine

Le village de Saint Aubin est situé à la limite entre les paysages des littoraux et ceux de l'intérieur des terres.

Dès 1810, on constate la formation de deux entités distinctes au sein de la commune : l'une au pied de la crête entre Saint Josse et Montreuil, l'autre sur son sommet au niveau du Mont Pourri.

Sur ces deux cartes on voit que le cœur du village s'est majoritairement développé le long des axes de communication. C'est un noyau villageois éparpillé et assez peu dense qui prend forme. La morphologie est loin des centres villageois très denses et compacts que l'on retrouve en général à cette époque.

Ce manque de densité peut s'expliquer par le caractère agricole du bâti présent dans la commune à l'époque. En effet, les formes aperçues sur ces cartes laissent à penser que la majorité des constructions sont d'importants corps de ferme.

Sur les deux cartes, on distingue très clairement les deux axes structurants du village :

- la rue des Cronquelets rejoignant la rue de Montreuil (D144E1)
- la rue des Corps Saints rejoignant la rue d'Airon Notre Dame (D144E2)

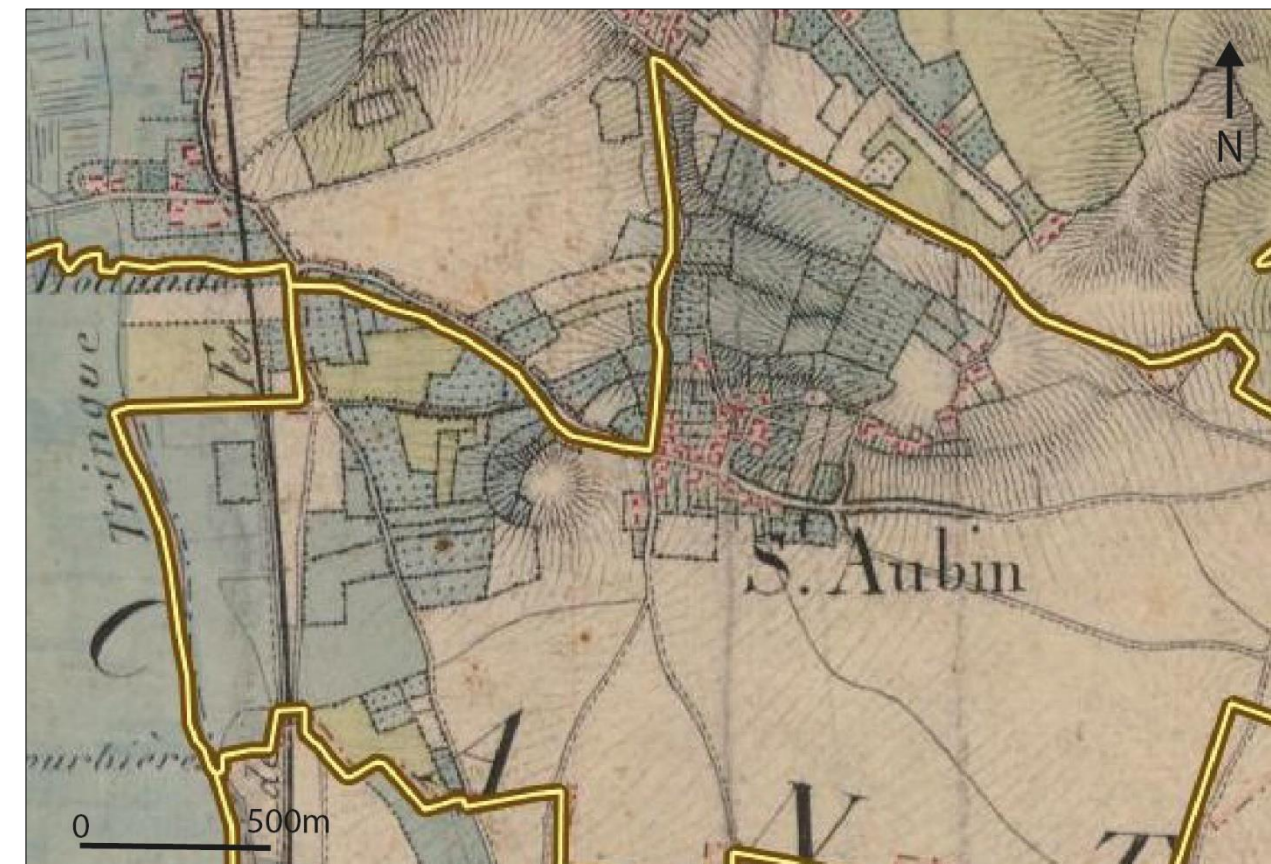
Carte de l'état-major (1820-1866)



Dès cette époque, on constate un découpage communal singulier de par la séparation avec la commune de Saint Josse matérialisée par le chemin des Corps Saints et la rue

La partie ouest du chemin des Corps Saints appartient à Saint Josse tandis que l'Est fait partie de Saint Aubin. De même rue des Cronquelets, la partie au nord de la route appartient à Saint Josse et le sud à Saint Aubin

La ligne de chemin de fer aperçue sur la carte de l'état-major à l'extrême ouest de la commune matérialise la séparation avec une partie basse et humide, le marais de Balançon.



Cadastre napoléonien (1810)

Lorsque l'on s'intéresse aux photos aériennes plus récentes, on constate dès 1947 la présence d'une importante briqueterie à l'ouest de la commune dont l'emprise au sol est aussi importante que l'ensemble de la centralité villageoise. Au-dessus de cette centralité, sur le chemin des Corps Saints était également présente une imposante carrière.

L'absence d'éléments bâtis au niveau du Mont Pourri est surprenante car le cadastre Napoléonien laissait présager la présence de constructions anciennes.

Hors ce n'est pas le cas, le bâti des années 1800 ne figure plus sur ces photos, les constructions datent plutôt de la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Sur le cadastre Napoléonien, la forme urbaine du Mont Pourri permettrait presque de le qualifier de « hameau », c'est d'ailleurs probablement de cette période que lui vient cette appellation. En effet, un hameau est traditionnellement constitué d'un ensemble de quelques d'habitations principalement rurales groupées à proximité d'une exploitation de production agricole.

Aujourd'hui, hormis son isolement par rapport au noyau urbain, le « hameau » du Mont Pourri n'a donc que très peu de caractéristiques liées à son appellation. Pourtant, la forme des parcelles n'a pas évolué, le bâti semble s'être inséré dans l'existant sans modifier la morphologie originelle. En 1947, elle semble être approximativement la même, le bâti agricole étant la composante majeure du centre.

En 1963, quelques rares constructions viennent s'ajouter mais c'est surtout sur la photo de 1987 que le changement est frappant. Plusieurs maisons sont venues s'insérer le long de la route de Montreuil (D144) et sont d'ailleurs toujours présentes aujourd'hui.

Même constat au Mont Pourri, une vingtaine de constructions ont vu le jour entre les deux photos. Quelques constructions voient également le jour le long du chemin des corps saints.

La briqueterie, quant à elle, n'est plus en activité tout comme la carrière où le végétal a repris le dessus.



Photo aérienne de la commune en 1947, 1963 et 1987

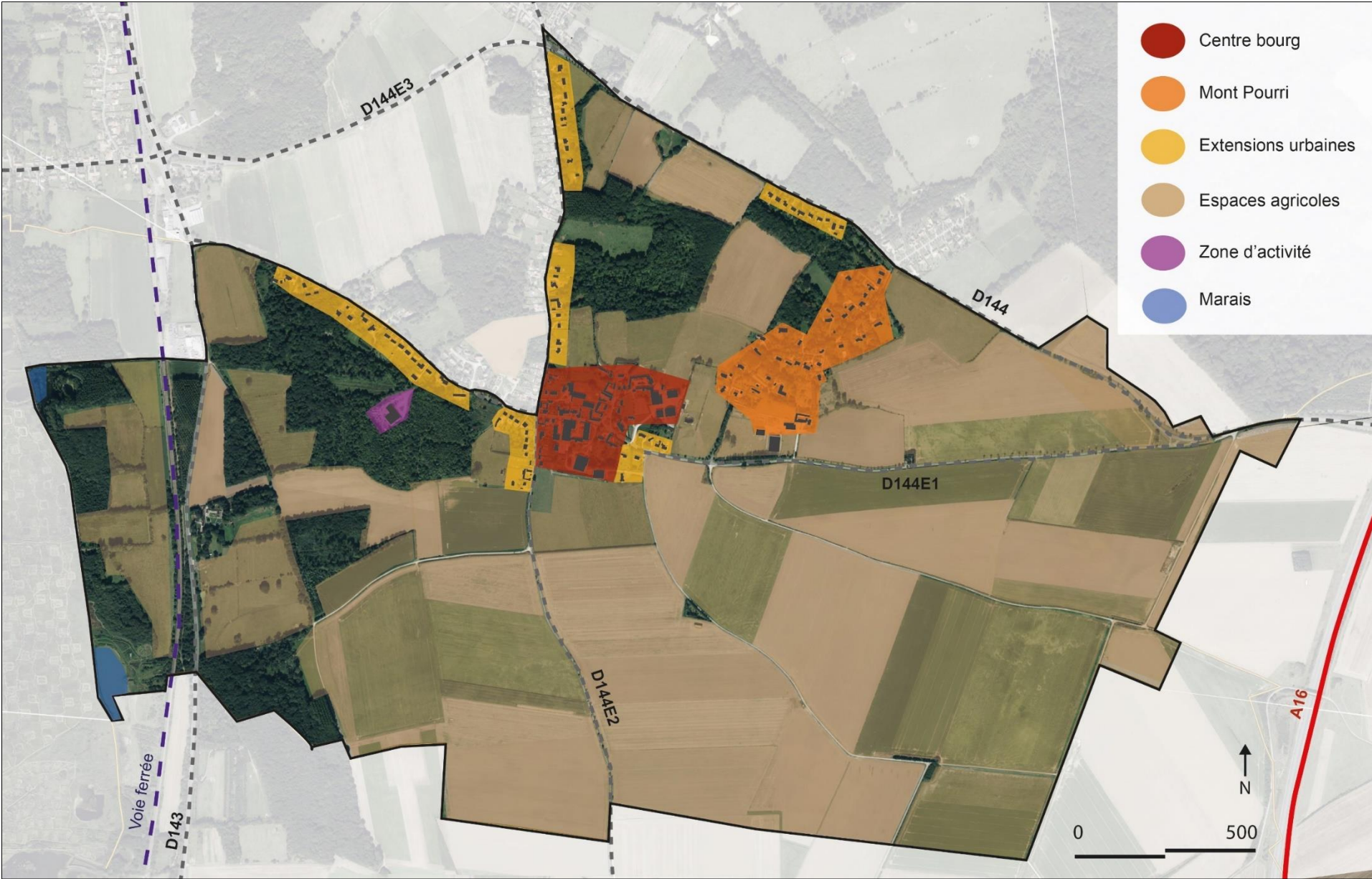
B - Organisation urbaine

La structure de la commune s’articule autour de 5 entités

- Le centre bourg qui s’articule autour de la place de la mairie pour s’étendre jusqu’au croisement de la rue des Corps Saints et la rue de Montreuil (D144E1 et D144E2).
- Le « hameau » de Mont Pourri qui s’étend des deux côtés du chemin du Mont Pourri, ce dernier débutant rue de Montreuil (D144E1) en prolongement jusqu’à la route de Montreuil (D144)
- Les extensions urbaines linéaires qui s’étendent le long des voies de communication. Ces extensions plus ou moins récentes nuisent à la lisibilité du territoire communal notamment du fait de leur proximité avec la commune voisine : Saint Josse.
- Les terres agricoles qui occupent la plus grande partie du territoire communal.
- Une petite zone d’activité. Cet espace, entouré d’une zone boisée, n’est pas visible depuis la rue ce qui permet de ne pas impacter le paysage urbain

Saint Aubin est traversée par plusieurs axes de communications dont les deux routes départementales :

- D144E2 du nord au sud
- D144E1 d’est en ouest



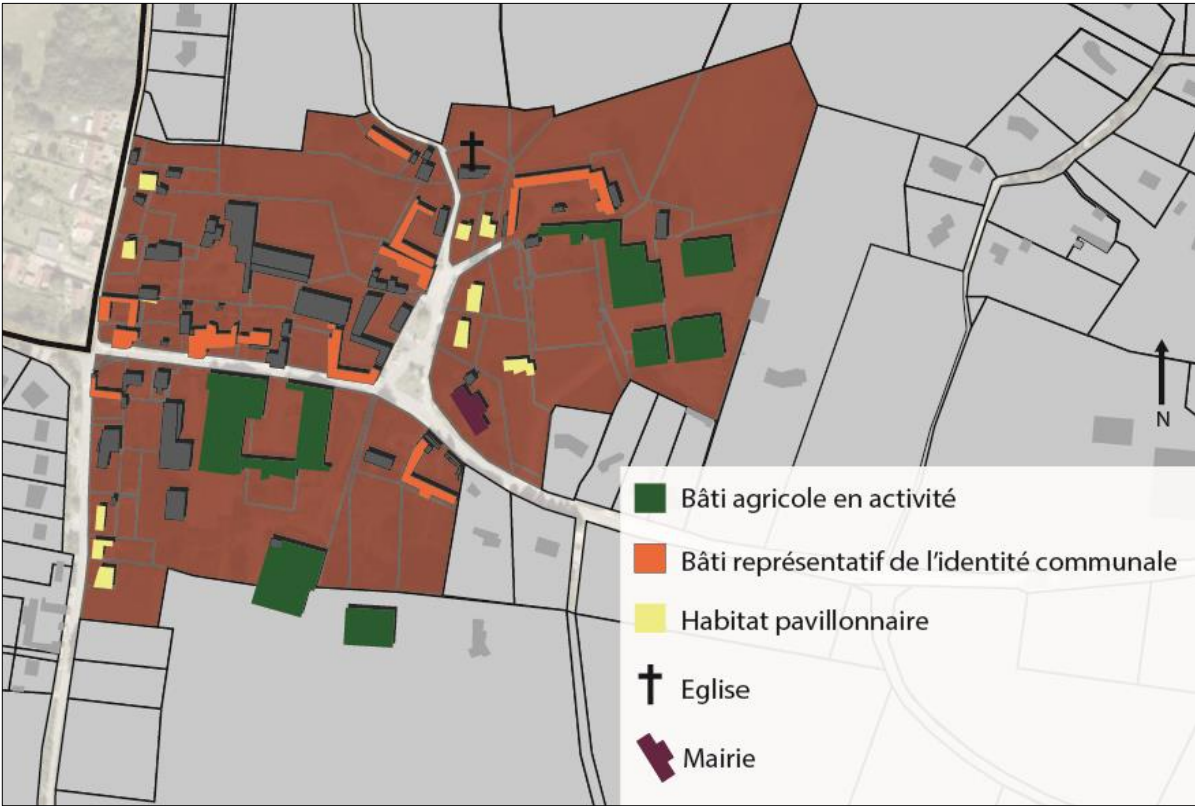
Organisation urbaine de la commune de Saint Aubin

Le centre

1-le centre-bourg

Le centre de Saint Aubin s'organise autour de la place de la mairie, de part et d'autre de la rue de Montreuil. Les éléments principaux créant une centralité sont la mairie, l'église ainsi que l'auberge du Cronquelet et le bâti agricole rue de Montreuil. La typologie de bâti du centre est relativement hétérogène. En effet, les bâtiments anciens étant espacés les uns des autres, des constructions plus récentes sont venues combler les espaces vides permettant plus de densité. La carte ci-contre, met en avant cette hétérogénéité du bâti et laisse apparaître les espaces vides. La structure du centre est assez peu lisible et nécessite une vue du ciel pour mieux comprendre comment ce dernier s'est formé. En effet, lors d'une visite à pieds de la commune, les chemins privés ne permettent pas d'explorer l'ensemble de cette zone. On constate également la présence de deux exploitations agricoles en plein cœur de la commune. Les clôtures sont minérales pour le bâti ancien avec d'importants murs créant par endroit une façade urbaine ou matérialisées par des barrières ou de la végétation pour les constructions plus récentes.

- Pour résumer :
- Découpage parcellaire irrégulier qui trouve son sens dans le site géographique hérité d'un contexte ancien
 - Mixité des typologies de bâti avec des bâtiments anciens rappelant le passif de la commune et participant à son identité
 - Densité bâtie peu élevée avec des parcelles relativement importantes relative à l'activité agricole
 - Parcelles diversifiées en taille et en forme
 - Organisation du bâti en fonction de la forme et de l'orientation de la parcelle
 - L'espace public se forme à partir de l'espace privé : mur, bâti



2-Le Mont Pourri

Le hameau du Mont Pourri comporte peu de bâtiments anciens contrairement à ce qu’aurait laissé penser le cadastre napoléonien.
Contrairement à la définition propre du hameau, les constructions ne sont plus groupées, s’étendant le long de la route, s’isolant ainsi du cœur de la commune.
Comme en témoignent les cartes de l’état-major, le mont était investi à cette époque alors que sur les photos aériennes des années 1940, pratiquement plus aucun bâti ne subsiste. C’est à partir de 1960 que les constructions reprennent le long du chemin plutôt sous une logique de lotissement.

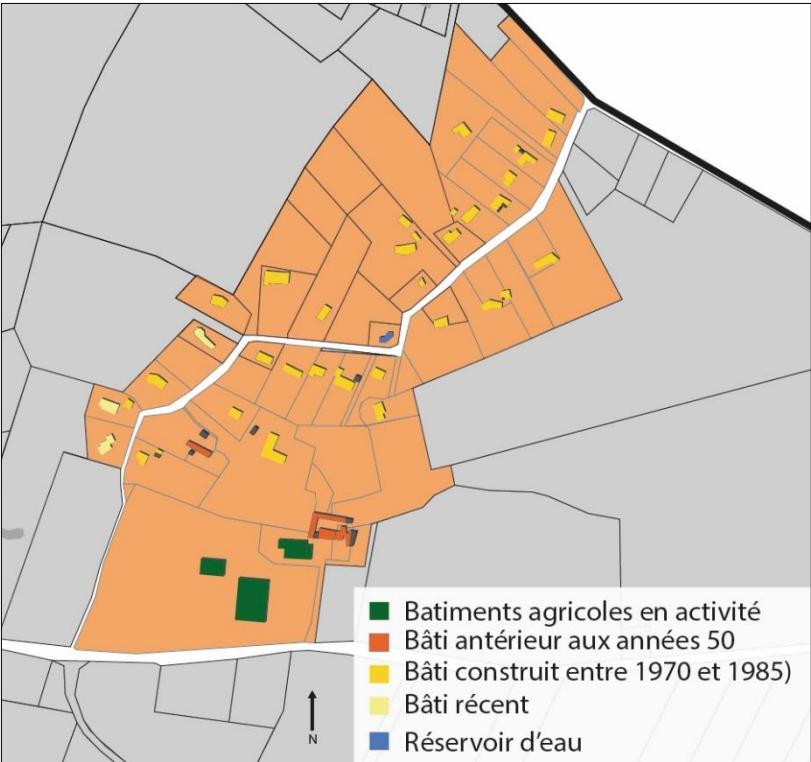
Cette nouvelle trame bâtie semble s’être développée à partir d’une trame viaire principale héritée des anciens chemins ruraux, sur lesquels se sont greffés les différents accès privés.

Les constructions présentes de part et d’autre du chemin du Mont Pourri sont des maisons individuelles de tailles importantes bâties sur des parcelles consommatrices d’espaces, les plus petites étant de 1500m² pour atteindre les 6000m² pour certaines.
La densité bâtie est tout de même relativement importante, à la vue de la largeur des parcelles, peu de dents creuses subsistent.



Pour résumer :

- Maisons imposantes bâties sur des parcelles de superficie importante (comprises entre 1500m² et 6000m²)
- Peu de parcelles vides en « dents creuses »
- Espace public composé par le biais de clôtures majoritairement végétales
- Bâti en retrait d’alignement généralement au centre de la parcelle
- Pas de places de stationnement



3-Les extensions

Les extensions urbaines sur la commune sont ce que l’on appelle des extensions linéaires, elles se situent le long des axes de communications et s’étendent jusqu’aux limites communales. Ces extensions longilignes forment un tissu singulier, où le modèle pavillonnaire à R+1 prédomine. De plus les parcelles sont souvent similaires en proportions et superficie

On distingue 5 groupes d’extensions :

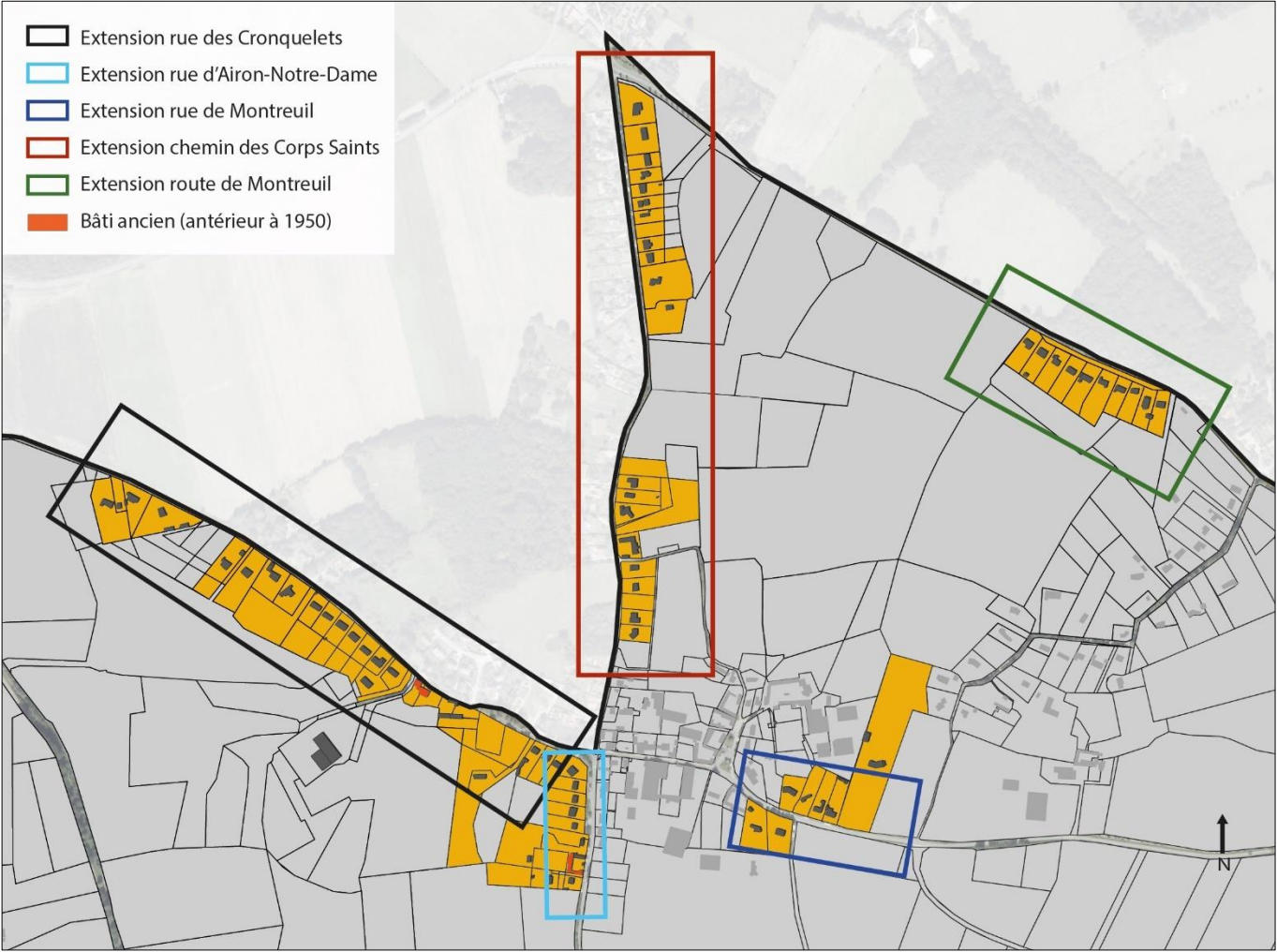
- Le long du chemin des Cronquelets
- Le long de la rue d’Airon-Notre-Dame
- Le long de la rue des Corps Saints
- Le long de la route de Montreuil, allée des primevères
- A l’entrée du village coté est, rue Montreuil avant la mairie

Dans l’ensemble, il ne reste que très peu de parcelles non construites à l’intérieur même du périmètre des différentes extensions.

On constate au niveau de l’extension rue des Cronquelets ainsi que celle rue d’Airon-Notre-Dame, la présence de bâtiments aperçus sur les photos de la commune de 1947. Les autres extensions sont composées uniquement de bâtis construits au plus tôt à partir de 1970.

Pour résumer :

- Découpage parcellaire rectangulaire
- Espace public se compose en majorité par la clôture
- Bâti en retrait d’alignement et situé en milieu de parcelle
- Parcelles construites le long des axes routiers
- Extension ayant tendance à s’approcher des communes limitrophes ce qui provoque un effet d’agglomération et une perte de lisibilité des limites communales



Extension rue des Cronquelets : exemple de constructions et voirie





Extension route de Montreuil : exemple de constructions et voirie

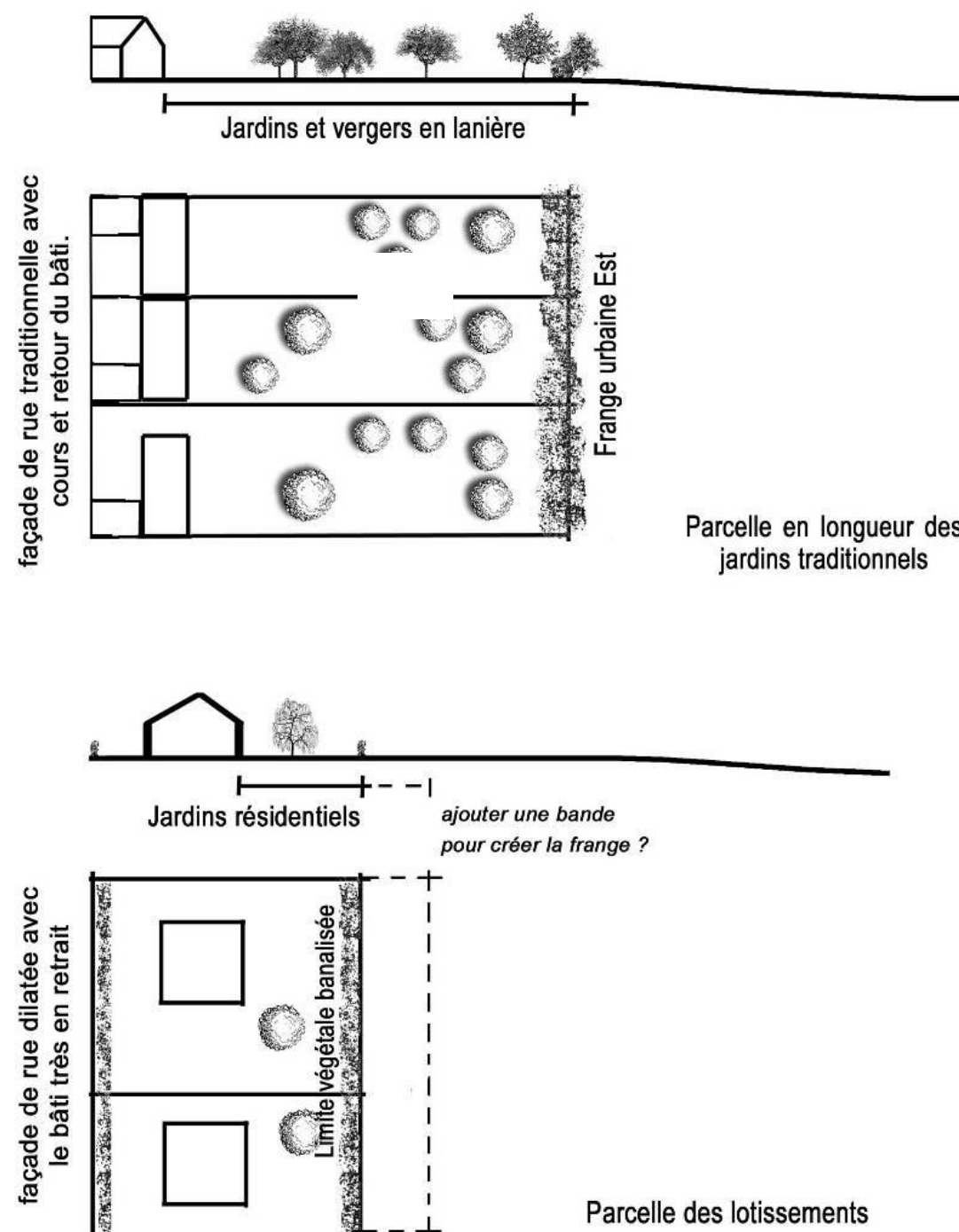


Extension chemin des Corps Saints : exemple de constructions et voirie



Extension rue de Montreuil (proche place de la mairie) : exemple de constructions

Caractérisation de l'occupation
des sols au regard du parcellaire
et de son usage



Parcelle en longueur des jardins traditionnels

Dans le cas des jardins traditionnels, la frange est constituée par la succession de parcelles en lanières, étroites et profondes, correspondant à la largeur du bâti.

Cette parcelle avait un usage fonctionnel et productif, de jardin et verger.

La profondeur des parcelles et leur type d'exploitation, confèrent au profil villageois une frange végétale épaisse intégrant le bâti.

Le positionnement du bâti proche de la rue, avec juste un retrait pour dégager l'espace d'une cour, offre un profil de rue également identitaire, tenu par les façades, les retours de bâtiments et les cours.

Parcelle carrée des jardins résidentiels

Dans le cas des jardins des lotissements, la forme carrée des terrains et le positionnement du bâti au milieu de ces derniers laissent moins de place au végétal.

L'usage des parcelles n'est plus l'exploitation vivrière mais l'agrément et le souhait d'avoir un coin de verdure à soi à l'abri des regards.

Face à ces nouveaux besoins, une haie peu large périphérique est suffisante.

Le positionnement au milieu de la parcelle génère un autre profil de rue, plus distendu et moins structuré.

C. Forme urbaine

A partir d’une structure initiale impulsée par les différentes fermes, Saint Aubin s’est étiré le long des axes de communication. Au nord, au sud, à l’est et à l’ouest les extensions pavillonnaires qui se sont développées le long des réseaux viaires perturbent la forme originelle du village.
Le centre continue de nettement se distinguer de par sa morphologie et la présence de la mairie et de l’Eglise. Néanmoins, ce dernier n’étant pas pourvu d’équipements ou de commerces de proximité hormis l’auberge du Cronquelet, il ne joue pas un rôle fédérateur.

Cet « éclatement » des espaces influence l’ambiance urbaine de la commune et peut donner le sentiment d’une commune passante, voire dortoir. En effet les habitants des différentes extensions, notamment les plus éloignées du centre bourg étant à proximité des grands axes de communications, ne traversent peut-être plus le cœur du village.

Les polarités les plus marquantes sur la commune de Saint Aubin sont tout de même le croisement de la rue des Corps Saints avec la rue de Montreuil (2) la place de la mairie (1).
A une échelle plus large, les autres polarités se trouveraient sur la commune de Saint-Josse.



(1) : le carrefour entre la rue des Corps Saints et la rue de Montreuil



(2) : la place de la mairie et son espace central végétalisé

D. Du privé au public – espaces publics

La distinction du privé et du public n’est pas toujours simple et éclatante, il arrive qu’on ait affaire à des espaces « intermédiaires », plus difficilement qualifiables. C’est le cas au centre bourg de Saint-Aubin, où la distinction entre espace privé et espace public peut être confuse. En effet, c’est l’implantation des constructions ainsi que les clôtures qui façonnent et révèlent le caractère commun ou privatif d’un lieu. Dès lors que le bâti est situé en retrait d’alignement, la cour assure un rôle de transition offrant un lieu semi-public. La clôture joue donc un rôle fondamental dans la qualification de l’espace public.

Les espaces publics sont localisés à proximité du centre bourg, au niveau des extensions urbaines, les espaces publics sont limités à la voirie.

1- Les principaux espaces publics

- La place de la mairie (1)

L’élément principal de la place est le monument aux morts au centre d’un espace engazonné. Un espace enherbé avec un banc est également présent face à une habitation et à quelques places de stationnement. Cet espace relève de l’espace public.



Face à cette maison située sur la place de la mairie, l'espace public n'est pas clairement délimité



Entre la mairie et la place se trouve un espace que l'on peut qualifier d'espace « intermédiaire »



- La place d'Heyersum (2)

Cet espace se trouve le long de la rue des Cronquelets, et pourrait laisser penser aux visiteurs qu'il fait partie de la commune de Saint Josse du fait de sa situation au Nord de l'axe routier. Il est intéressant mais paraît quelque peu délaissé et mériterait d'être mis en valeur. La présence de bancs et d'une cabine téléphonique permet d'identifier l'espace comme étant public mais le manque de délimitation matérielle et sa proximité avec la route ne le rend pas attractif.



- L'espace végétal au croisement des deux départementales D144E1 et D144E2 (3)

Un espace au bord du croisement qui semble être souvent emprunté au vu des traces de cheminement. La délimitation se fait là où le végétal commence.



- Le cimetière et l’Eglise (4)

Le cimetière et l'Eglise de Saint-Aubin sont deux espaces publics dont l'accès est assez peu mis en valeur.
Pourtant, les vues depuis ces deux espaces ainsi que l'architecture de l'Eglise ont un réel intérêt patrimonial.



E- Les clôtures

Les clôtures sont des éléments de lecture de la forme urbaine car elles sont propres à une époque donnée et au lieu dont elles font partie.
Dans le centre de Saint-Aubin, elles témoignent également de l'histoire du lieu par leur forme et leur fonction. En effet pour une majeure partie du centre villageois, c'est le bâti qui définit l'espace public. Cela se constate tout particulièrement rue de Montreuil après avoir quitté la place de la mairie et en se dirigeant vers l'auberge du Cronquelet, où la continuité bâtie à l'alignement sur rue est assurée par des murs, cette continuité étant pratiquement uniquement minérale.
Les différents corps de fermes réhabilités ou non permettent par endroit cette continuité visuelle donnant une certaine minéralité au centre
Malgré cela, dans cette même rue du côté de l'auberge, on alterne entre différents styles de continuités : passant d'un mur en brique à une haie végétale puis une clôture en bois récente.

Les clôtures sont donc des éléments d'une grande diversité au sein de la commune en fonction de la zone étudiée, la palette de matériaux et de végétaux qui les constituent étant très large. Que l'on se trouve dans le bourg, au Mont Pourri ou dans les extensions urbaines, celles-ci ne seront pas édifiées de la même manière.

Les clôtures du centre bourg constituées par du bâti ou des murs



Les clôtures des extensions urbaines : mixité entre des barrières ou des clôtures végétales



La photo ci-dessous, prise dans le centre bourg, montre l'impact sur l'ambiance urbaine et le manque de lisibilité engendrée par ce type de clôture



La clôture assure la lisibilité d'un espace en mettant l'espace public en relation avec les bâtiments, mais également les différents bâtiments entre eux, en créant une continuité le long des voies.

Elles participent à la composition du paysage urbain, en donnant sa forme à l'espace public. En tant que premier élément de la propriété privée sur la rue, elles influencent la qualité de l'espace public et elles peuvent favoriser l'intégration du bâti dans son environnement. Une certaine cohérence pourrait donc être apportée notamment sur les constructions récentes qui n'ont pas toujours de clôtures.

Au sein du Mont Pourri, les clôtures végétales permettent une nette lisibilité de l'espace public (la rue) et assurent une cohérence



F- Les espaces de projet

Dans le cadre des considérations actuelles d'économie de l'espace, il apparaîtra essentiel d'optimiser le potentiel de certaines parcelles en matière de densification. La construction des dernières décennies sont des maisons individuelles en milieu de parcelle, très consommatrices d'espace et qui ont engendré ces extensions urbaines diffuses. Ainsi, pour contenir la diffusion du bâti sur le territoire, il faut rechercher et utiliser ces « dents creuses ».

En effet, ces parcelles non construites au sein d'un ensemble bâti, seront les espaces à urbaniser en priorité afin d'éviter de nouvelles extensions et de limiter l'étalement urbain de la commune.

Au sein du hameau de Mont Pourri, l'habitat individuel pavillonnaire a consommé, pour un nombre d'habitations équivalent à un cœur de hameau classique (où l'habitat est en règle générale très dense) énormément d'espace.

L'enjeu pour Saint Aubin aujourd'hui est donc de contenir sa tache bâtie actuelle et de stopper les extensions urbaines linéaires. Ces extensions ont modifié l'image des différentes entrées de ville sur la commune.

Le règlement ne devra pas aller à l'encontre de ces enjeux en évitant d'imposer des surfaces minimales de terrain à bâtir car cela contraint la constructibilité et ne pas empêcher la division parcellaire.

La qualité des entrées de ville est à préserver notamment grâce à la présence des arbres d'alignement.

Les espaces publics notoires nécessitent un travail afin d'améliorer leur lisibilité et de les rendre plus attractifs, notamment celui situé rue des Cronquelets.



Réhabilitation, densification et extensions de qualité



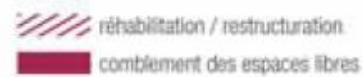
La réhabilitation et la restructuration de l'existant

Les opérations de réhabilitation permettent de réutiliser et/ou de compléter le cadre bâti existant, voire d'accompagner les constructions neuves qui peuvent participer à la diversification de l'offre de logements.

Le comblement des espaces libres

Dans l'enveloppe du bourg, ces espaces libres sont des espaces dont la vocation agricole a été abandonnée ou des espaces en friche. Leur revalorisation et les nouvelles opérations permettent une légère densification tout en s'inscrivant dans la trame villageoise existante.

Ces opérations, à proximité des centres, participent de la diversification de l'offre de logements et sont ainsi l'occasion d'offrir une alternative à la réhabilitation où le changement d'affectation est souvent plus contraint.



Les extensions urbaines

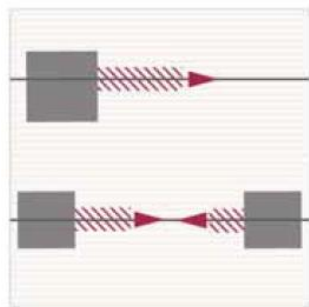
Dans les territoires ruraux, les extensions urbaines concernent en majorité de nouvelles opérations de constructions de logements. Du fait

de son poids relatif par rapport à l'échelle du village, ce mode de développement nécessite de porter une attention particulière à la greffe au bâti existant, sur la consommation d'espace induite, sur la programmation et sur la qualité urbaine des opérations.

Ces projets ont dans le temps un impact très important, aussi bien sur la forme urbaine que sur le fonctionnement et la gestion de la commune. L'investissement, qui au départ paraît limité pour les collectivités, peut s'avérer très lourd suite à une mauvaise conception, un impact non pressenti sur le fonctionnement villageois, des coûts supplémentaires en cas de rétrocession, etc.

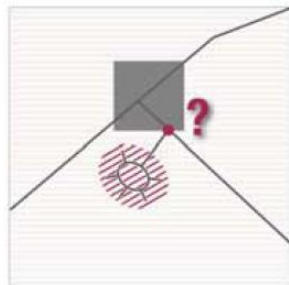
Ces extensions sont l'enjeu principal de l'objectif de modération du développement urbain.

Le risque des extensions linéaires



Contraires à la réglementation, les extensions linéaires, qui s'inscrivent le long des voies, ont pour effet un étalement urbain consommateur d'espaces, voire de «mitage» des espaces agricoles ou naturels voisins du village. Elles peuvent provoquer des coupures dans les continuités écologiques. Elles ont aussi comme conséquence d'éloigner les nouveaux secteurs construits du centre et ainsi générer des difficultés de transports et d'accessibilité. Quand l'extension s'étend jusqu'à une entité urbaine voisine, elle génère un effet d'agrégation des villages ou des hameaux qui rend difficile la lisibilité des espaces et du territoire.

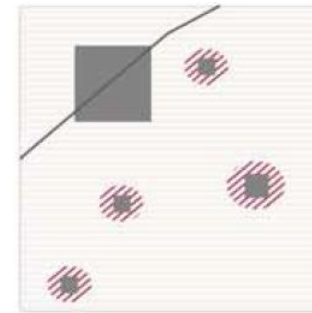
Le risque des « extensions isolées »



Contraires à la réglementation, les extensions isolées se construisent en marge du village, sans continuité avec la trame viaire et le tissu urbain existants.

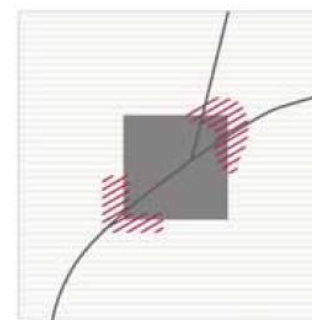
Très enclavés, ces développements déstructurent le village et ne facilitent pas l'intégration de leurs habitants : mobilité, accessibilité à certains services ou équipements, coûts de gestion des espaces publics plus importants pour la collectivité (notamment routiers).

Le «mitage» des espaces agricoles et naturels



Contraire à la réglementation, le «mitage» des espaces agricoles et naturels par des opérations ponctuelles porte naturellement préjudice au développement durable du territoire, dans sa dimension rurale.

Les extensions bien intégrées



À l'inverse, les extensions intégrées se réalisent dans un mouvement de continuité en entretenant un fort contact avec le tissu villageois existant. Elles permettent de compléter l'enveloppe et la structure urbaine du village. Elles redéfinissent son rapport au paysage et à la campagne, en s'articulant avec le centre ancien et la trame viaire (voiries). En s'inscrivant étroitement dans leur site, elles respectent la structure urbaine en place, tout en lui permettant de se développer pour s'adapter aux nouveaux besoins.

Aujourd'hui, les opérations en extension à vocation résidentielle, habituellement orientées vers la maison individuelle et l'acquisition, se diversifient de plus en plus dans leur offre. Elles peuvent proposer ainsi du locatif social et des programmes complémentaires de logements accolés par exemple, voire d'accompagnement

en activités et commerces : autant d'atouts pour une meilleure intégration de ces nouvelles opérations et de leurs habitants.

Consommation de territoire

Les lois ne font pas directement référence aux notions de villages ou de hameaux, mais vont dans le sens d'une prise en considération croissante des objectifs de lutte contre le mitage et de développement durable qui s'exprime notamment dans le principe d'utilisation économe de l'espace (article L. 101-2 du code de l'urbanisme).

En pratique, la mise en œuvre des dispositions des lois successives se traduit par l'interdiction de toute extension de l'urbanisation autour des hameaux, seules pouvant éventuellement être admises des constructions venant densifier le tissu bâti existant, à l'intérieur de son « enveloppe », et en restant dans des « secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées ».

Le **hameau** est un ensemble d'habitations principalement rurales, une dizaine ou une quinzaine de constructions au maximum, groupées à l'origine autour d'une exploitation de production agricole. Il se caractérise par une taille relativement modeste et son organisation dépend largement des traditions locales. Il est isolé et administrativement rattaché à une commune.

Le **village** est un ensemble d'habitations organisées autour d'un noyau traditionnel (mairie, école, église), suffisamment important pour former ou avoir formé une unité administrative ou religieuse. Il a une vie propre avec commerces et équipements de base, même si, dans certains cas, ses équipements ne sont plus en service, compte-tenu de l'évolution des modes de vie.

Le **bourg** est un ensemble urbain moins important qu'une ville (mais plus important qu'un village) organisé autour d'un noyau traditionnel. Il dispose d'un habitat pas exclusivement rural, d'équipements, de services et de commerces de niveau communal, dont le dynamisme et les potentialités en font généralement une polarité rurale de référence

(Les définitions respectives de bourg, village et hameau ont été relativement bien éclairées dans le cadre de l'application de la Loi littoral du 3 janvier 1986)

Dans un souci de gestion économe de l'espace et de protection des paysages, les communes rurales doivent trouver un juste équilibre entre renouvellement urbain (réhabilitation et intensification de l'existant) et extension urbaine.

Tendre vers un développement urbain en priorité dans les tissus existants, en cohérence avec des objectifs de densification, favorisera la compacité et limitera le morcellement de l'espace naturel et agricole.



réhabilitation / restructuration
comblement des espaces libres

Trois processus, loin de s'opposer, peuvent se compléter pour participer à une urbanisation équilibrée et maîtrisée.

La réhabilitation et la restructuration de l'existant

Les opérations de réhabilitation permettent de réutiliser et/ou de compléter le cadre bâti existant, voire d'accompagner les constructions neuves. Avec généralement du logement à caractère social, le plus souvent en locatif, elles participent à la diversification de l'offre de logements.

Le comblement des espaces libres

Au centre ou à proximité du bourg, ces espaces libres sont des espaces dont la vocation agricole a été abandonnée ou des espaces en friche. Leur revalorisation et les nouvelles opérations permettent une légère densification tout en s'inscrivant dans la trame urbaine existante.

Ces opérations, à proximité des centres, participent à la diversification de l'offre de logements et sont ainsi l'occasion d'offrir

une alternative à la réhabilitation où le changement d'affectation est souvent plus contraint.

Les opérations de réhabilitation et de comblement des espaces libres nécessitent une politique foncière volontariste et la recherche d'aides et de subventions en termes d'investissement et de gestion.

Les extensions urbaines

Dans les territoires ruraux, les extensions urbaines concernent en majorité de nouvelles opérations de constructions de logements individuels. Du fait de son poids relatif par rapport à l'échelle du village, ce mode de développement nécessite de porter une attention particulière à la greffe au bâti existant, sur la consommation d'espace induite, sur la programmation et sur la qualité urbaine des opérations.

Ces projets, souvent d'initiative privée, ont dans le temps un impact très important, aussi bien sur la forme urbaine que sur le fonctionnement et la gestion de la commune. L'investissement, qui au départ paraît limité pour les collectivités, peut s'avérer très lourd suite à une mauvaise conception, un impact non pressenti sur le fonctionnement urbain de la commune, des coûts supplémentaires en cas de rétrocession, etc.

Ces extensions sont l'enjeu principal de l'objectif de modération du développement urbain en milieu rural.

Les différents types de développement en extension font apparaître des situations variées qui méritent d'être repérées par la collectivité afin d'être maîtrisées.

Le risque des extensions linéaires

Les extensions linéaires, qui s'inscrivent le long des voies, ont pour effet un étalement urbain consommateur d'espaces, voire de « mitage » des espaces agricoles ou naturels voisins du village. Elles peuvent provoquer des coupures dans les continuités écologiques. Elles ont aussi comme conséquence d'éloigner les nouveaux secteurs construits du centre et ainsi générer des difficultés de transports et d'accessibilité. Quand l'extension s'étend jusqu'à une entité urbaine voisine, elle génère un effet d'agrégation des villages ou des hameaux qui rend difficile la lisibilité des espaces et du territoire.

Le risque des « extensions isolées »

Les extensions isolées se construisent en marge du village, sans continuité avec la trame viaire et le tissu urbain existants.

Très enclavés, ces développements déstructurent le village et ne facilitent pas l'intégration de leurs habitants : mobilité, accessibilité à certains services ou équipements, coûts de gestion des espaces publics plus importants pour la commune ou l'intercommunalité (notamment routiers).

Le « mitage » des espaces agricoles et naturels

Le « mitage » des espaces agricoles et naturels par des opérations ponctuelles porte naturellement préjudice au développement durable du territoire, dans sa dimension urbaine comme dans sa dimension rurale.

Les extensions bien intégrées

À l'inverse, les extensions intégrées se réalisent dans un mouvement de continuité urbaine en entretenant un fort contact avec le tissu urbain existant. Elles permettent de compléter l'enveloppe et la structure urbaine du village. Elles redéfinissent son rapport au paysage et à la campagne, en s'articulant avec le centre ancien et la trame viaire. En s'inscrivant étroitement dans leur site, elles respectent la structure urbaine en place, tout en lui permettant de se développer pour s'adapter aux nouveaux besoins.

Aujourd'hui, les opérations en extension à vocation résidentielle, habituellement orientées vers la maison individuelle et l'acquisition, se diversifient de plus en plus dans leur offre. Elles proposent ainsi du locatif social et des programmes complémentaires d'équipements, voire d'accompagnement en activités et commerces : autant d'atouts pour une meilleure intégration de ces nouvelles opérations et de leurs habitants.

G – Analyse du bâti : typologies
1-Le bâti rural et maisons de village

Le bâti rural est une composante essentielle du village de Saint-Aubin. Certains bâtiments ont bénéficié de rénovations dans l'esprit du lieu les mettant en valeur. D'autres ont été quelque peu dénaturés. Certains nécessiteraient d'être mis en valeur afin de perdurer dans le temps. On dénombre peu de maisons de village ou demeures à Saint Aubin.



2) Le bâti pavillonnaire des années 1970/80

Les constructions sont des maisons individuelles en R+C.

Le bâti est généralement positionné au centre de la parcelle, et son aspect général tend à banaliser les caractéristiques architecturales du village. En effet les styles, matériaux et volumétries sont éloignés de l'identité territoriale.

Le volume des parcelles est globalement similaire pour chacune des constructions.

A Saint Aubin, la majeure partie de ces constructions se retrouvent dans les extensions de la route de Montreuil (allée des Primevères) ainsi qu'à proximité du centre, rue d'Airon-Notre-Dame.



Datant de la même époque, on trouve également des constructions imposantes pour lesquelles la volonté lors de leur construction semblait être de se rapprocher des typologies de bâti probablement présentes à l'origine au sein du hameau du Mont Pourri.
C'est grâce aux comparaisons des cartes de Cassini avec les photos aériennes des années 50 que l'on sait que ces habitations ne datent pas d'une époque plus ancienne. En effet elles n'apparaissent que sur les photos aériennes de 1987.



3-Le bâti pavillonnaire récent

Ces habitations récentes sont imposantes et peuvent s'intégrer dans le paysage communal de par l'intégration de certains codes de l'appartenance territoriale tels que l'utilisation de briques ou la couverture en tuile.



4- Le bâti industriel

On dénombre seulement deux bâtiments industriels ou commerciaux à Saint-Aubin : un important garage et la Société Protectrice des Animaux (SPA) totalement à l'ouest de la commune.



H - Éléments de densité



Rue d'Airon (1)

Habitat : de type pavillonnaire
Gabarit : R+C
Densité : 9 logements/ha



Place de la Mairie (2)

Habitat : de type pavillonnaire
Gabarit : R+C
Densité : 13 logements/ha



RD 144 (3)

Habitat : de type pavillonnaire
Gabarit : R+C
Densité : 6 logements/ha

I-Energie et habitat :

Dans le cadre d'une approche environnementale de l'urbanisme, il pourrait être intéressant de se préoccuper de l'incidence de l'implantation des constructions au regard des principes énergétiques et climatiques.

Approche passive ³

L'approche passive de l'énergie vise à réduire les besoins énergétiques des constructions en travaillant d'une part sur la conception du bâtiment d'autre part sur son positionnement par rapport à l'environnement extérieur, donc sur l'aménagement de la zone d'étude.

Pour concrétiser l'objectif d'une utilisation rationnelle de l'énergie, une des quatre priorités du plan d'action pour l'environnement mis en place en janvier 2001 par l'Union Européenne, il convient de favoriser les économies d'énergie par des mesures passives et actives et d'encourager l'emploi de sources d'énergie renouvelables.

➤ les principes bioclimatiques
Ils sont fondés sur un choix judicieux de la forme du bâtiment, de son implantation, de la disposition des espaces et de l'orientation en fonction des particularités du site : climats, vents dominants, qualité du sol, topographie, ensoleillement et les vues. Ces principes doivent aussi se conjuguer avec la morphologie urbaine et paysagère du lieu dans lequel on s'implante.

Pour limiter la déperdition thermique, les volumes doivent être compacts, opaques au Nord (l'accès et pièces de service) et largement ouverts au Sud.

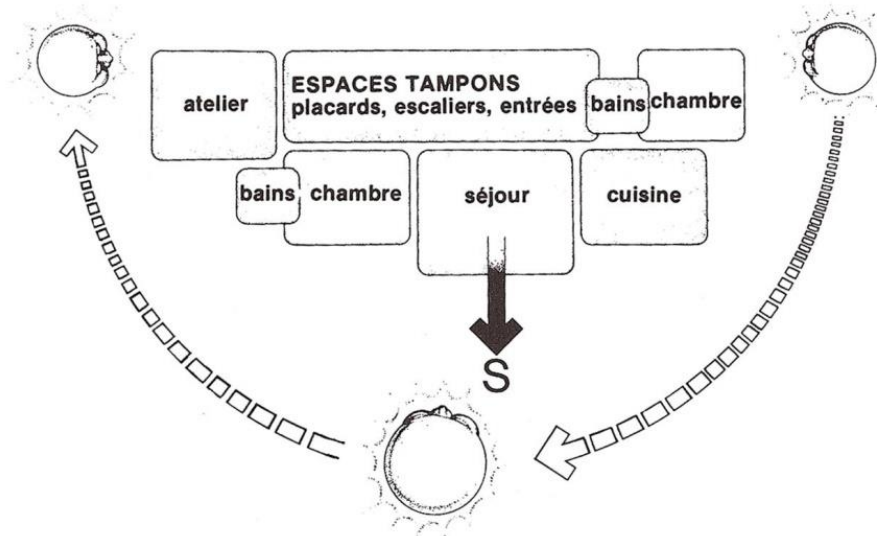
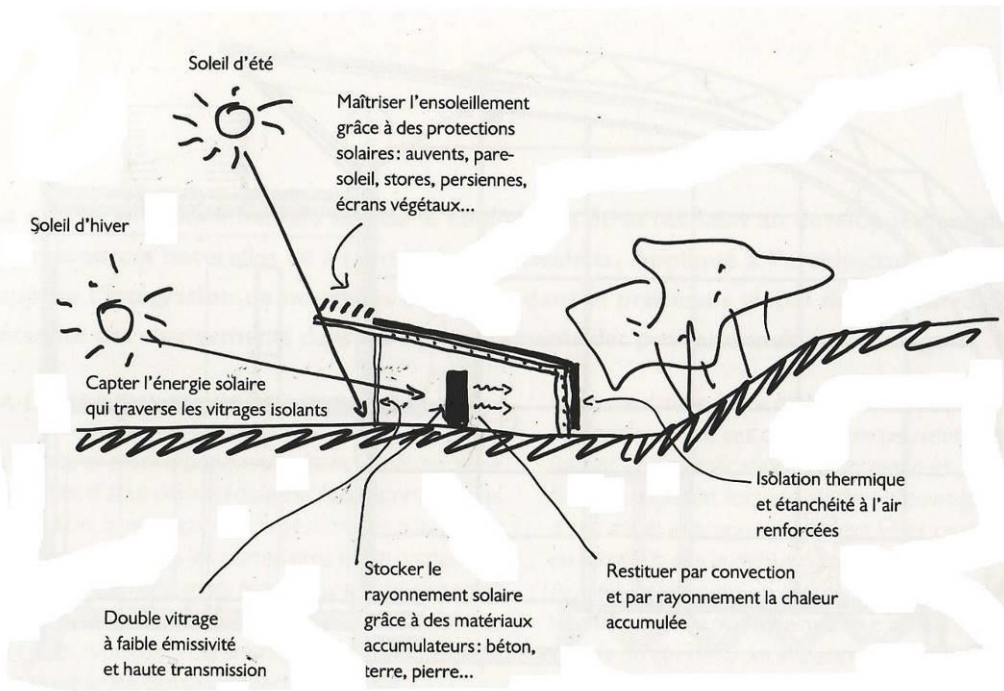
- Optimisation des apports solaires

La valorisation de l'énergie solaire passive accroît l'autonomie du bâtiment et réduit la consommation d'énergie sans surcoût significatif :

- Un bâtiment qui s'étire face au Sud avec une profondeur de 10 à 12m présente des conditions idéales.
- capter l'énergie solaire en fonction de l'orientation : 40 à

- 60% de surface vitrée sur la façade Sud et 10 à 15% sur la façade Nord, moins de 20% sur les façades Est et Ouest.
- stocker le rayonnement solaire grâce à des matériaux accumulateurs à forte inertie : béton, pierre, terre, ...
- Restituer par convection et par rayonnement avec un étalement dans le temps
- limiter les échanges avec l'extérieur en réduisant la surface de l'enveloppe et en renforçant l'isolation thermique
- maîtriser le confort d'été : protection solaire, ventilation naturelle

Edward Mazria, Le guide de la maison solaire, Clamecy, 2009, éd. Parenthèse



HABITAT À BASSE ÉNERGIE

Principes de conception
Intégration du concept énergétique dès le début du projet.
Forme compacte.
Isolation thermique renforcée.
Limitation des ponts thermiques.
Étanchéité à l'air.
Utilisation efficace de l'énergie solaire passive.
Installations techniques performantes et faciles à utiliser.
Appareils sanitaires économes en eau.
Équipements électriques économes en énergie.
Choix de matériaux de construction recyclables dont la production et la mise en œuvre nécessitent peu d'énergie.

Comparaison de la consommation de chauffage en Allemagne, selon le type d'habitat, et évolution en fonction des réglementations (en kWh/m²/an)

	Habitat individuel	Maison en bande	Logement collectif
Parc ancien	260	190	160
Réglementation thermique de 1982 (valeur maximale)	150	110	90
Réglementation thermique de 1995 (valeur maximale)	100	75	65
Habitat à basse énergie	< 70	< 60	< 55

(Source : Pro clima 2000)

Performances moyennes des parois dans l'Habitat à basse énergie, définies par le coefficient de transmission surfacique U

Mur extérieur en maçonnerie	U < 0,25 W/m².K (12 à 18 cm d'isolant)
Mur extérieur à ossature bois	U < 0,20 W/m².K (20 à 25 cm d'isolant)
Toiture	U < 0,15 W/m².K (25 à 30 cm d'isolant)
Paroi entre zone chauffée et zone non chauffée	U < 0,30 W/m².K (8 à 12 cm d'isolant)
Vitrage	U < 1,3 W/m².K (double vitrage isolant avec lame en gaz rare)

J) Aménagement numérique

La commune de Saint-Aubin ne fait pas l'objet d'un classement en zone prioritaire au regard des obligations de déploiements du réseau 4G.
Aucune antenne relais n'est implantée sur le territoire.
La couverture ADSL est de qualité moyenne ; en effet, près de 96.2% des logements et locaux professionnels sont couverts par un débit supérieur à 8Mbit/s pour la réception d'internet

K) Le POS

Le POS a été approuvé le 13 novembre 1997.
La projection démographique à l'horizon de 2005 prévoyait la construction d'environ 20 logements dont 5 résidences secondaires avec une occupation de 2.80 habitants par logements.
Pour la construction de ces habitations, il avait été compté une densité de 10 logements/ha soit 2 ha. Il était précisé que pour un meilleur choix aux constructeurs, il serait recherché 8 à 10 ha utiles.
Ces dispositions sont très éloignées du contexte réglementaire d'aujourd'hui.

Concernant les activités, un secteur d'implantation de l'ordre de 4 ha était réservé sur le site de l'ancienne briqueterie.

- Pour ce faire, le parti d'aménagement retenu prévoyait :
- Limitation de l'extension du bourg et du hameau le long des voies
 - Densification du hameau du Mont Pourri
 - Création d'une petite zone artisanale sur le site de l'ancienne briqueterie
 - Protection des terres agricoles
 - Protection des milieux fragiles notamment le marais

Tableau des surfaces du POS et des capacités d'accueil

ZONE	Surface totale	Surface encore libre au 30 décembre 1995	Capacité d'accueil en plus de l'existant (2) (3)
U	31,50 Hectares	12,50 Hectares au total	+ 69 emplacements
dont Ua Ub	13,70 hectares 1 hectare		dont 52 pour les résidences principales. soit + 146 résidents
UH	01,80 hectares		
TOTAL	33,30 hectares	12,50 Hectares	Résidences principales : + 52 Résidences secondaires: + 17 SOIT + 146 résidents

Zones	Superficie totale	Superficie utilisable (1)	Capacité d'accueil maximale réelle (2)
20 NA	4,00 Hectares	3,00 Hectares	Une quinzaine de petites activités ou commerces
30 NA	2,30 hectares	1,80 Hectares	+ 18 logements dont 14 résidences principales soit + 39 résidents
50 NA	2,80 Hectares	2,80 Hectares	
TOTAL	9,10 Hectares	8,60 Hectares	+ 14 résidences principales + 04 résidences secondaires + 39 résidents

ZONES	SUPERFICIE APPROXIMATIVE
10 NC	336,00 Hectares
30 ND dont 1,20 hectares en 30 NDa	75,60 Hectares
TOTAL des zones naturelles protégées	411,60 Hectares



V – Prescriptions territoriales d'aménagement

A-Schéma de Cohérence Territoriale

Le Scot du Montreuillois est approuvé depuis le 30 janvier 2014. Le PLU de Saint-Aubin doit être compatible avec les orientations du Scot, ne pas aller à l'encontre des principes fondamentaux du Scot et des orientations précisées dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

Les thématiques relatives à la communauté de communes sont les suivantes :

Le Pays Maritime et Rural du Montreuillois valorise ses ressources environnementales et patrimoniales pour renforcer sa capacité d'accueil au service de son projet ; il s'agit de :

➤ Préserver et valoriser les ressources écologiques

Le SCOT reconnaît les réservoirs de biodiversité majeurs qu'il convient de préserver et valoriser, et que le PLU doit prendre en compte.

Le PLU doit également définir les modalités de protection qui répondront aux objectifs suivants :

= les espaces bâtis existants compris dans ces espaces ne doivent pas se développer, ils peuvent se densifier de façon limitée sous conditions

= les autres formes d'urbanisation sont interdites dans ces espaces à l'exception des constructions et aménagements agricoles sous conditions.

Les abords des réservoirs écologiques et de biodiversité doivent faire l'objet d'une attention particulière, le PLU doit prévoir les moyens pour organiser les lisières urbaines en contact ou à proximité des espaces de biodiversité majeurs...

Le SCOT reconnaît et protège les autres espaces constitutifs de continuités écologiques : espaces boisés, bocagers, prairiaux sont concernés, les zones humides également. Ces espaces sont considérés comme relais, ils ne sont pas inclus dans les réservoirs écologiques et de biodiversité, mais permettent de mieux prévenir et gérer les risques. Le développement de l'urbanisation n'y est pas interdit, mais cadré.

Il convient de préserver les corridors écologiques (des milieux terrestres et des milieux aquatiques) pour favoriser le bon fonctionnement environnemental :

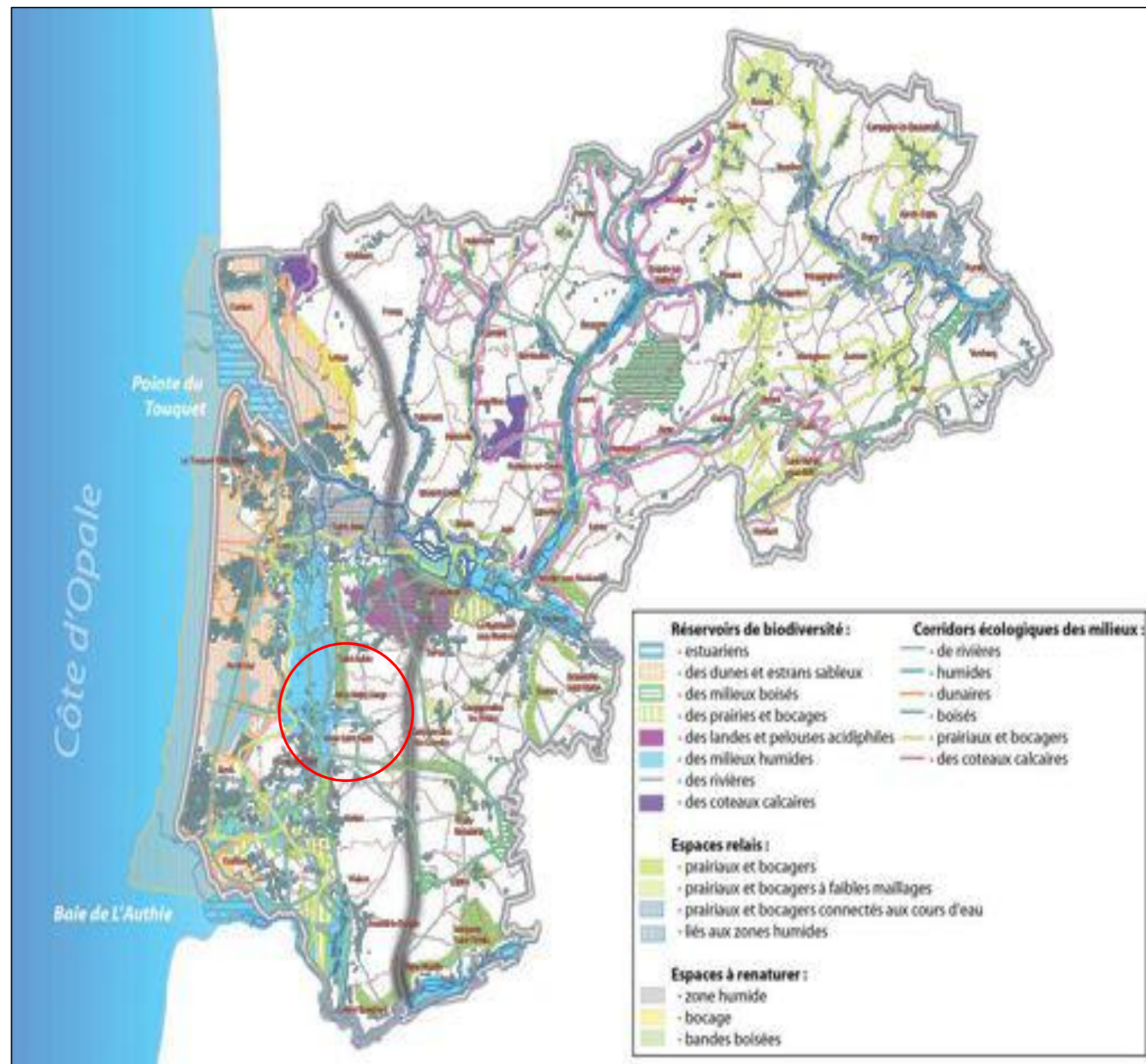
A partir de la Trame Verte et Bleue et pour la mettre en œuvre, le SCOT définit des corridors pour prévenir à terme les risques de fragmentation des espaces agricoles et naturels. Le PLU les prend en compte, notamment au travers de coupures d'urbanisation, et en confirmant la vocation agricole et naturelle des espaces.

Le SCOT s'inscrit dans une démarche de renforcement de la nature en ville à travers la constitution de « trames vertes et bleues urbaines »

A ce titre le PLU identifie et protège -par exemple- les espaces à vocation naturelle jouant un rôle dans le maintien et le développement de la biodiversité en milieu urbain, gère l'imperméabilisation des sols, favorise les essences locales etc...

Des actions visent également à intégrer de façon notable des espaces naturels dans les nouveaux projets urbains, tout en assurant la densité nécessaire à la limitation de la

consommation d'espace, encourager la végétalisation du bâti, adopter des traitements adaptés pour les voiries et parkings...



➤ **Gérer l'espace dans le cadre de ses spécificités littorales et rurales en intégrant également la gestion des risques**

Le SCOT a pour objectif de préserver un espace à vocation agricole fonctionnel et économiquement dynamique

A) En limitant fortement la consommation foncière

L'objectif maximal de consommation d'espace est donc fixé à 400 ha, soit une baisse de plus de 60% par rapport au rythme de la dernière période 1998-2009.

Les besoins en développement d'activités et en création d'emploi ont été évalués à 8000 emplois minimum afin de renforcer le taux d'emploi et limiter encore les déplacements. Sur la base d'un objectif de 55 à 60% des emplois à accueillir dans le tissu urbain et d'une densité en emploi d'environ 19 emplois/ha dans les espaces en extension, les besoins ont été estimés à 180 ha environ.

Développement économique	objectifs emplois /20 ans	emplois dans l'enveloppe urbaine	emplois en extension	densité emplois /ha	ha
CC du Canton d'Hucquelliers (dont environ 22 ha en extension mixte résidentiel et artisanat)	8000	58%	4640	300	18
CC du Montreuillois (dont + de 25 ha sur le Pôle Montreuillois)				623	21
CC Terres et Mer d'Opale (dont Opalopolis)				1170	20
CC Opale Sud (dont Champs de Gritz hors résidentiel et équipement touristique de plein air)				1268	20
TOTAL				3360	172

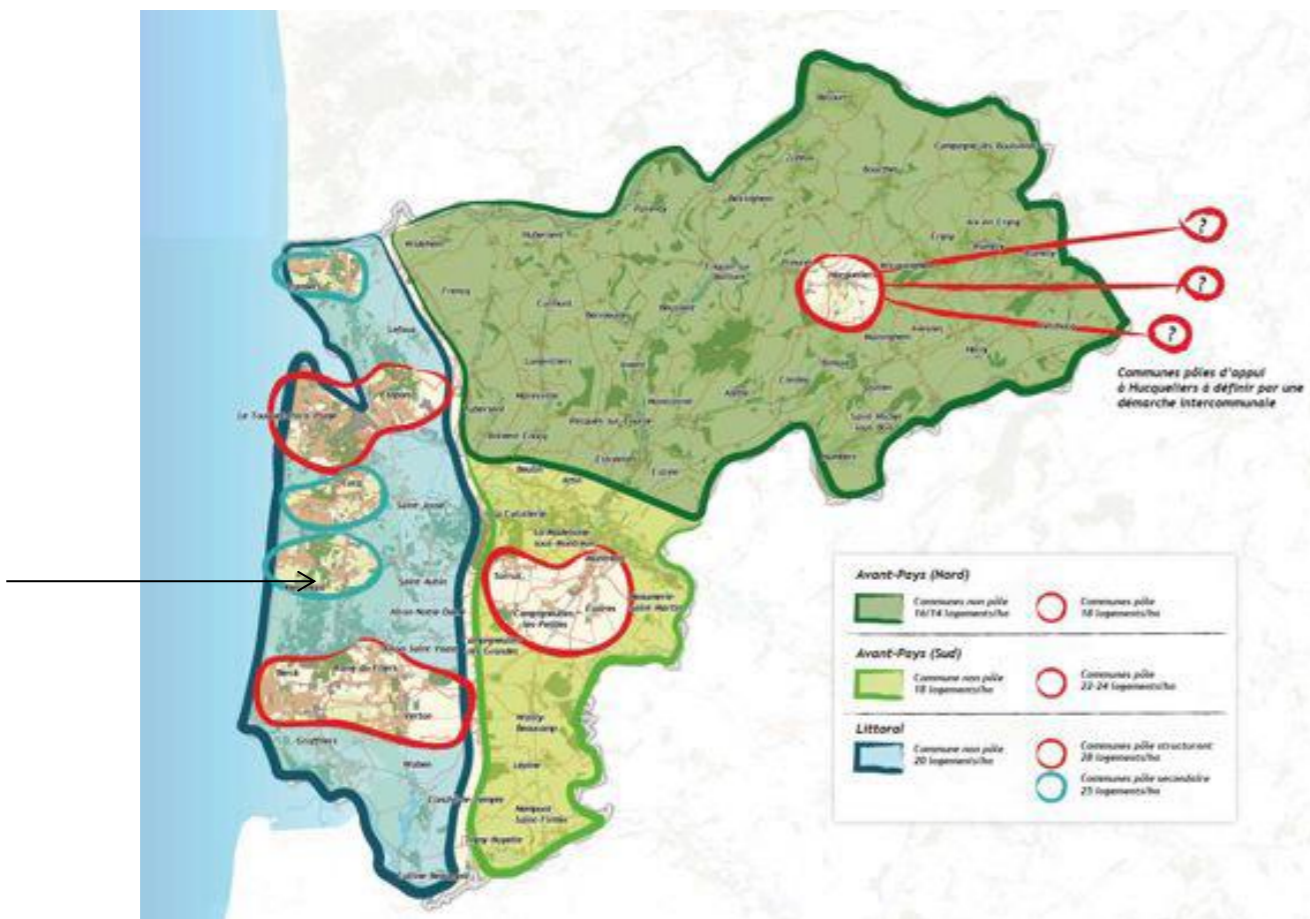
A l'échelle du SCoT, les objectifs de logements à construire sont d'environ 15 300 dont 66% dans le tissu, soit 5180 logements en extension ce qui équivaut à une consommation d'espace de 220 ha environ.

Le SCoT (DOO page 31) impose pour les communes rétro-littorales Terre et Mer d'Opale que "75% des logements soient réalisés au sein de l'enveloppe urbaine. Toutefois, à l'échelle communale, la part de logements à réaliser dans l'enveloppe urbaine pourra être supérieure ou inférieure en fonction des spécificités de son tissu que la commune cherchera dans tous les cas à optimiser".

	objectifs /20 ans	logements dans l'enveloppe urbaine		logements en extension	densité logt/ha	ha	
Pôle Hucquelliers (avec 2/3 communes d'appui ou pôles relais)	495	30%	149	347	18	19	60% du développement
Pôle Montreuillois (Montreuil, Campigneulle Les Petites)	2030	15%	305	1726	25	69	
Pôle le Touquet/Étaples	2600	85%	2210	390	28	14	
Pôle Berck/Rang du Filers-Verton	4100	70%	2870	1230	28	44	
LES PÔLES STRUCTURANTS	9225	60%	5533	3692	25	146	
Pôles secondaires Terres et mer d'Opale (Camiers, Cuq, Merlimont)	3420	85%	2907	513	25	21	26% du développement
Pôles d'appui Montreuillois (Ecuire, Sorris, Campigneulles les grandes, Wally Beaucamp)	600	50%	300	300	23	13	
LES POLES SECONDAIRES OU D'APPUI	4020	80%	3207	813	24	34	
communes rétro littorales Terres et mer d'Opale	280	75%	210	70	20	4	9% du développement
communes rétro littorales Opale Sud	500	70%	350	150	20	7	
communes Montreuillois	550	60%	330	220	18	12	
Les communes rétro littorales	1330	67%	890	440	19	23	
communes rurales Terres et mer d'Opale	210	75%	158	53	15	12 *	
communes rurales du canton d'Hucquelliers	555	60%	333	222	15	15	5% du développement
Les communes Rurales	765	64%	491	275	15	26*	
TOTAL	15340	66%	10120	5219	24	229	

* dont réserve de 8 ha /
difficultés dans le tissu urbain





Afin de respecter l'enveloppe de consommation d'espace fixée, le SCOT retient des objectifs de densité globale pour les extensions urbaines à l'échelle de chaque PLU (carte ci-avant) :

- Pour les communes non pôle du littoral : 20 logements à l'hectare.

B) En justifiant la consommation foncière, lorsqu'elle s'avère nécessaire

Il convient de limiter les impacts sur les exploitations et de déterminer l'intérêt général à urbaniser sur un espace agricole. Pour ce faire une bonne connaissance de l'activité agricole est nécessaire et implique la réalisation d'un diagnostic agricole.

C) Le SCOT valorise également le paysage agricole en limitant son urbanisation et/ou en organisant son insertion paysagère

Le PLU prend le relais en évitant le mitage de ces espaces, en interdisant l'extension des hameaux, en organisant l'insertion paysagère des bâtiments agricoles, en assurant la protection des espaces végétaux caractéristiques...

Le SCOT souhaite assurer la vitalité des bourgs ruraux au travers d'un mode d'urbanisation adapté et en définissant des objectifs de population et de logements associés et maîtrisés

Il a pour objectif de soutenir un espace rural vivant, au travers de modes d'urbanisation plus traditionnels et compacts, avec une production de logements qui permette, de maintenir au minimum

la population des villages, et de développer significativement les bourgs pouvant jouer un rôle polarisant pour des fonctions économiques et de service.

L'objectif est en effet de maintenir un certain niveau d'autonomie de fonctionnement et de proximité dans l'espace rural, au travers de la préservation des services essentiels, d'un tissu commercial de proximité et de l'emploi local.

- Le PLU doit donc favoriser le développement des cœurs de bourg ou de village, et donc le maintien, voire la concentration de commerces et services.
- Les communes, au travers du document d'urbanisme et de planification, définissent des objectifs de production de logements cohérents visant au moins au maintien de la population résidente, et proportionné au niveau de services à maintenir ou à créer.
- Le PLU, par le biais de règles adaptées et d'orientations d'aménagements et de programmations favorisera l'organisation d'espaces publics alliant simplicité et convivialité, et de liaisons conférant une place sécurisée aux déplacements doux vers les centres et les services.

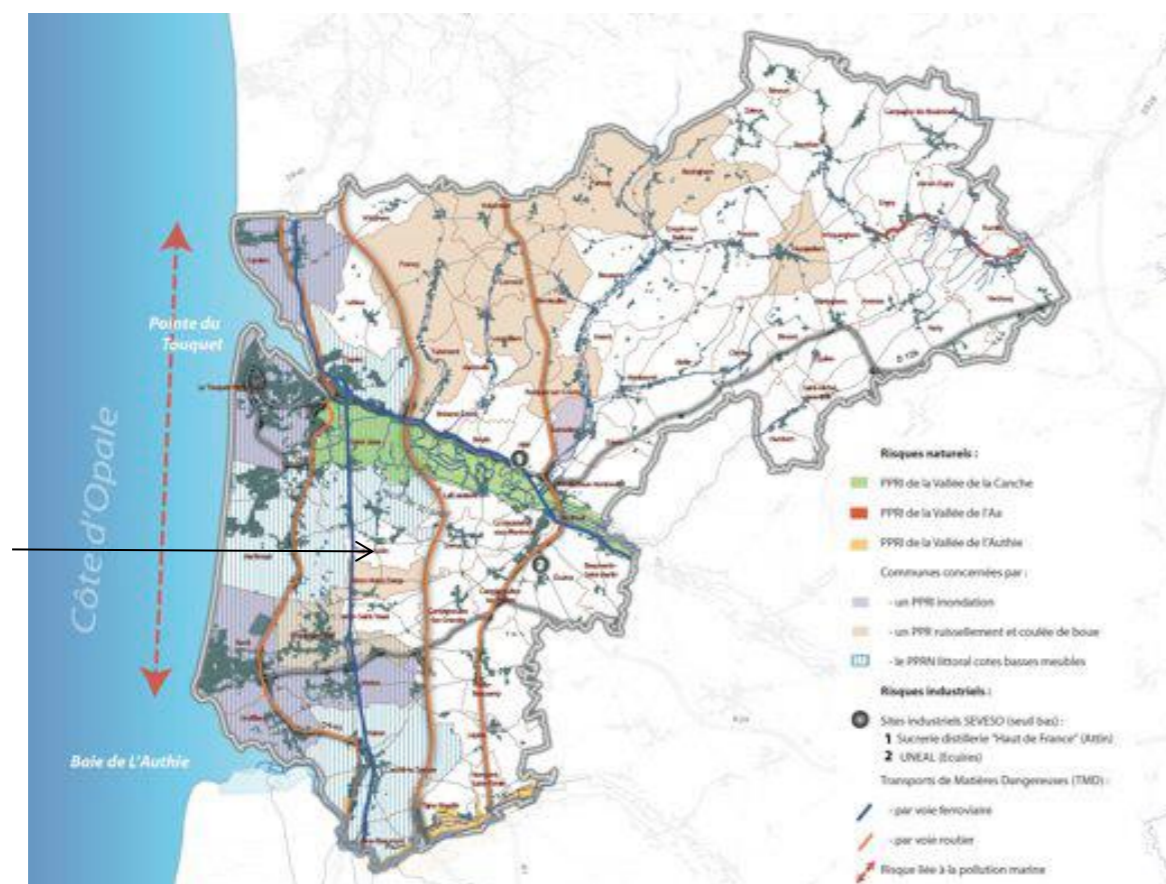
Le SCOT assume la mise en œuvre de la loi littoral pour mieux valoriser les spécificités paysagères et environnementales du territoire

Le SCOT prend en compte la gestion des risques dans les modes de développement de l'urbanisation

La gestion des risques dans les documents d'urbanisme et les opérations d'aménagement vise à améliorer leur connaissance, et l'information des habitants... elle est établie sur l'ensemble des informations connues. Cette gestion vise à réduire ou ne pas accroître les risques au travers de modalités urbanistiques et constructives adaptées ou de mesures proportionnées de prévention et de lutte contre les risques permettant d'en maîtriser les effets sur les personnes et les biens.

Certains risques sont identifiés sur les territoires communaux, mais d'autres demandent une prise en compte reconnue au-delà des limites communales mais susceptibles d'impacter les territoires d'études.





➤ Valoriser et développer les ressources paysagères et patrimoniales

Le SCOT souhaite préserver les éléments identitaires du patrimoine : les villages bosquets, le patrimoine bâti

Son objectif consiste à protéger et mettre en valeur, non seulement le patrimoine notable et les sites emblématiques (d'ailleurs déjà protégés), mais aussi le petit patrimoine diffus qui ponctue le territoire comme les ensembles patrimoniaux vernaculaires et paysagers constitués par les villages bosquets, le bâti traditionnel (en torchis notamment), les paysages urbains caractéristiques...

Il s'agit pour chaque commune d'identifier les éléments de patrimoine (naturel, petit et grand patrimoine bâti) qui ne font pas l'objet de protection spécifique, et d'adopter une politique de mise en valeur dans les documents d'urbanisme et dans l'aménagement.

Le SCOT traite des transitions entre les espaces construits et les espaces agro-naturels

Il s'agit de faciliter l'insertion des espaces bâtis dans les paysages agricoles et naturels ouverts ou vallonnés, là où les limites des espaces urbanisés sont exposées et visibles.

Le PLU doit prendre le relais, en s'appuyant -autant que possible- sur des éléments naturels existants, et notamment prévoir des mesures d'intégration des franges des extensions urbaines par des aménagements arborés, associant différentes fonctions (paysagère, hydraulique, liaison douce...).

Le SCOT veille à préserver des vues depuis les collines de l'avant-pays Montreuillois

Le SCOT s'attache à qualifier les entrées de ville des bourgs du Montreuillois

Un soin particulier doit être apporté à ces entrées de ville dans une optique de valorisation paysagère et patrimoniale.

Elles contribuent à la perception paysagère globale du territoire, en étant des espaces « vitrines », de pénétrante dans les espaces urbanisés.

Le PLU doit mettre en œuvre des prescriptions assurant leur mise en valeur et leur qualification esthétique : composer des espaces publics simples et soignés intégrant les différents modes de déplacement, concevoir des aménagements végétalisés et naturels, réglementer la publicité...

Le SCOT souhaite valoriser les espaces à vocation économique et commerciale

La réalisation et la requalification d'espaces d'activités économiques et commerciales mettront en œuvre un aménagement et un mode de construction qualitatif, intégrés dans le paysage naturel ou bâti, et intégrant une gestion environnementale ambitieuse.

Le PLU veillera :

- À optimiser l'insertion paysagère, environnementale, fonctionnelle des projets (continuité dans les processus d'accroches, parti architectural adapté à travers le choix des volumes, aspects, gabarits, gérer les dépôts extérieurs de matériaux etc...)
- Pour la composition urbaine, la gestion de l'espace et la gestion des flux, il convient de privilégier des formes urbaines denses, assurer le fonctionnement, aisé, sécurisé et fluide d'un parc, envisager l'extension éventuelle des constructions, optimiser le stationnement...
- Concernant la qualité environnementale, la conception des parcs doit prévoir une gestion intégrée des eaux pluviales, une végétalisation, pour les constructions une adaptation au changement climatique et à la production d'énergie renouvelable, une optimisation des mobilités...

➤ Améliorer la qualité de l'air et favoriser la transition énergétique

Il convient de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'économiser l'énergie

Rechercher l'efficacité énergétique de l'urbanisme et des bâtiments est un objectif rappelé par le SCOT, qui s'appuie sur 2 axes majeurs :

- Une Approche Environnementale de l'Urbanisme dans les nouvelles opérations d'aménagement, la lutte contre la précarité énergétique, les nouveaux modes constructifs écologiques sous conditions...
- Une meilleure gestion des déplacements, favorisant les déplacements alternatifs aux véhicules individuels.

Développer les énergies renouvelables

La stratégie du SCOT en matière d'énergie est axée sur la diversification du bouquet énergétique et des modes de production des énergies renouvelables, en cohérence avec la politique économique et de développement des filières innovantes et activités porteuses :

- La filière biomasse-énergie et la méthanisation
- Le solaire et le photovoltaïque (par exemple, interdire l'implantation des équipements de production photovoltaïque au sol dans les espaces agricoles, ainsi que dans les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques identifiées par le SRCE notamment...)
- L'énergie éolienne et hydrolienne : au-delà des obligations légales, les parcs s'appuieront sur le schéma éolien réalisé. A titre d'exemples, il convient en outre de s'implanter là encore en dehors des réservoirs de biodiversité identifiés, des zones humides protégées par le SDAGE et les SAGE, des corridors écologiques, des espaces relais bocagers etc...



Impliquer les touristes et résidents secondaires dans la stratégie du territoire autour du « bien vivre » pour des modes de vie apaisés

La stratégie du territoire est de continuer à développer son attractivité touristique tout en intégrant les enjeux de gestion de la capacité d'accueil. Le SCOT vise ainsi à impliquer les touristes et les résidents secondaires dans la stratégie du territoire autour du « bien vivre ».

Une politique de communication, d'information et d'animation par le développement de circuit de randonnée, à la découverte des produits locaux, des savoir-faire, et des espaces naturels et urbains remarquables est mise en œuvre (favoriser les mobilités douces ou alternatives, créer et renforcer des cheminements, promouvoir et développer des sports «santé/bien-être » etc...).

➤ Gérer à long terme la ressource en eau et réduire les pollutions

Pour le territoire, il s'agit d'assurer et renforcer sa gestion sur le long terme des eaux exploitées, mais aussi de respecter les équilibres écologiques des milieux naturels associés à cette ressource tels que les cours d'eau et les zones humides. Cette gestion s'appréhende au travers d'une approche transversale et qui renvoie aux trois objectifs suivants :

Rationaliser et gérer la ressource en eau potable

- Il est primordial d'économiser la ressource en eau dans tous les usages. A l'aide des Schémas Départementaux d'Alimentation en Eau Potable, par exemple, le SCOT élabore un diagnostic au niveau des captages, réseaux, connexions, afin notamment d'assurer la sécurité de l'approvisionnement... Il favorise également la mise en place de mesures de sensibilisation des usagers à l'économie d'eau (on encourage, à titre d'exemple, les dispositifs et les processus économes en eau dans les constructions, la réutilisation des eaux pluviales...).
- Garantir l'approvisionnement et la distribution d'eau potable à l'ensemble du territoire : il convient entre autres de veiller à la cohérence entre la ressource et les projets de développement ; pour protéger la ressource en eau, la protection des captages doit être assurée, de préserver les zones humides qui jouent un rôle tampon et épurateur dans le cycle de l'eau (cf. orientation trame verte et bleue), préserver les éléments de végétation ayant un rôle hydraulique...

Améliorer la gestion de l'assainissement et développer une politique ambitieuse de maîtrise des ruissellements et de gestion des eaux pluviales

L'ensemble des actions menées dans le cadre de la lutte contre les pollutions urbaines doit contribuer à la reconquête de la qualité des eaux.

La gestion des eaux pluviales doit participer à contenir les phénomènes de ruissellement et d'inondation.

Pour cela les schémas d'assainissement et d'eaux pluviales doivent être généralisés, la capacité épuratoire des stations de traitement assurée dans le cadre de l'assainissement collectif, pour le non collectif, veiller à l'efficacité des installations etc... tout cela en cohérence avec les objectifs de développement des communes.

Bien entendu la gestion des ruissellements aura pour échelle le bassin versant.

Renforcer la maîtrise et les moyens de gestion des déchets

Le territoire s'appuie sur plusieurs installations de gestion des déchets : déchetteries, centres de tri, de compostage...

Afin de diminuer au maximum la quantité de déchets produits sur le territoire, trois types d'actions sont poursuivies :

- Améliorer le tri des déchets à l'échelle du territoire par la diversification des équipements spécifiques
- Renforcer les équipements qui permettent la valorisation de ces déchets
- Communiquer, informer et sensibiliser les différents acteurs du territoire aux problématiques des déchets et aux actions mises en place.

Dans les nouvelles urbanisations, SCOT et documents d'urbanisme, prévoient les besoins éventuels de dispositifs de collecte, afin de bien les intégrer au projet d'aménagement dès l'origine (accessibilité des dispositifs, intégration paysagère, organisation des circulations aux points de collecte...).

Le Pays Maritime et Rural du Montreuillois organise et déploie ses activités dans un cadre multipolaire et intégré ; il s'agit de :

➤ Renforcer ou faire émerger des polarités, supports de mobilités alternatives renforcées et d'équilibre du territoire

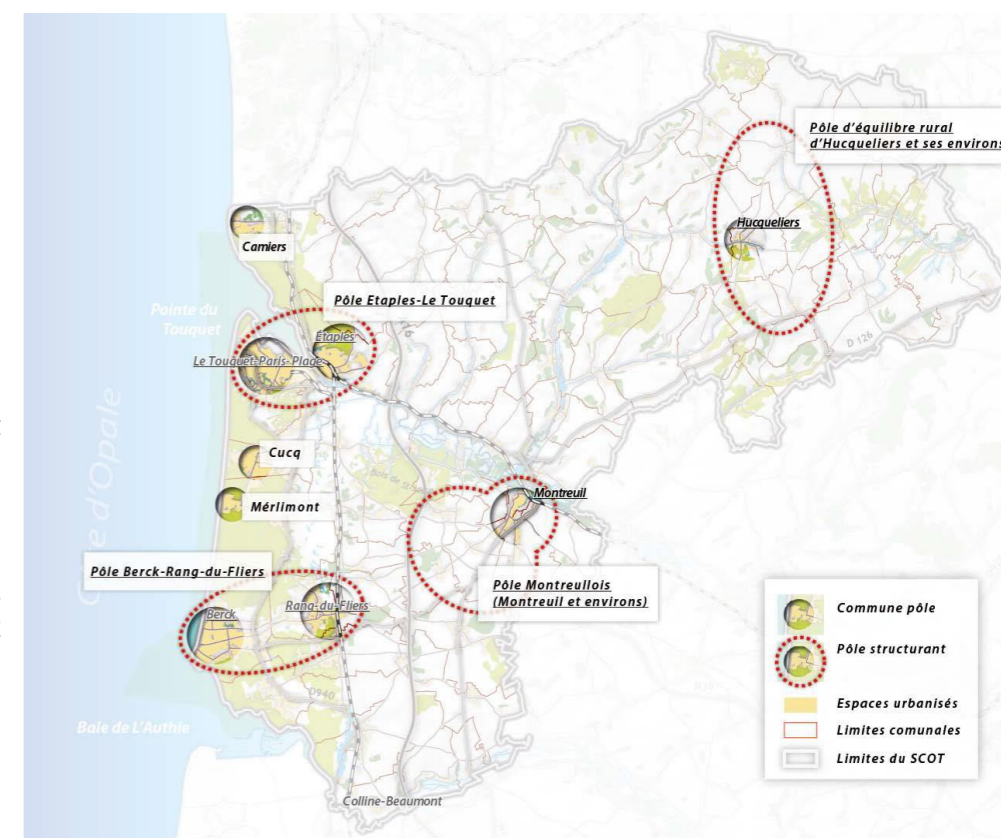
La stratégie du PADD, se fonde sur une organisation du développement sur une base multipolaire favorisant les liens entre littoral et avant-pays.

Quatre pôles structurants à l'échelle du Pays, moteurs du développement sont identifiés :

- le pôle de Montreuil, pôle pivot entre littoral et avant-pays ;
- les bi-pôles d'Etaples/Le Touquet et de Rang-du-Fliers/Berck sur le littoral ;
- le pôle rural d'Hucquelliers et ses environs, qui structure l'espace rural et participe au rééquilibrage du territoire.

Trois polarités secondaires qui participent au travers de leurs projets aux objectifs d'excellence du pays : Merlimont, Cucq et Camiers.

- Ces polarités constituent la base de la nouvelle organisation des mobilités. Leur renforcement permet,
- D'une part, de limiter les déplacements, au travers de projets structurants et par l'offre de services de gamme supérieure ;
 - D'autre part, la mise en place d'un système de transport en commun alternatif à la voiture individuelle, par une intensification de leur poids démographique (Montreuil et Hucquelliers).



Faire de Montreuil un pôle pivot, vecteur du lien entre littoral et avant-pays

Réorganiser l'espace littoral autour de deux bi-pôles en lien avec les gares ferroviaires, Etaples/Le Touquet et Rang-du-Fliers/Berck-sur-Mer.

Renforcer l'espace rural en faisant émerger une polarité « d'équilibre » autour du bourg d'Hucqueliers

Mettre en œuvre des transports qui accompagnent la structuration du territoire et les mobilités de demain

- Le SCOT vise à la mise en œuvre d'une nouvelle organisation des transports fortement axée sur les mobilités alternatives et les mobilités de demain, anticipant les évolutions en œuvre et en prenant en compte les flux saisonniers.
- La nouvelle organisation se base sur une amélioration :
- de l'accessibilité externe permettant au territoire de rayonner et de profiter de son positionnement spatial et de sa proximité avec les métropoles européennes (actions de soutien des projets ferrés...)
 - de l'accessibilité interne pour appuyer la stratégie et permettre une évolution des mobilités ; il convient d'organiser le développement d'une offre en transports en commun efficace.
- Les communes, entre autres, dans le PLU, favoriseront le développement des modes actifs : il s'agit de conforter la place du piéton au quotidien, de sécuriser les conditions de déplacement doux, de faire émerger le réseau cyclable en cohérence avec la véloroute du littoral, de développer les stationnements cycles....
- de l'intermodalité, en rendant plus efficace l'offre de transports (actions sur chaque pôle intermodal, gare SNCF, gare routière...)

Faire des nouvelles technologies de l'information, le catalyseur d'un développement innovant et durable autour du bien vivre

Le pays du Montreuillois s'engage dans l'amélioration de l'accessibilité numérique et dans le développement des NTIC – Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Définir spatialement des objectifs de logements cohérents avec l'équilibre territorial recherché

Les objectifs de répartition des logements permettent le renforcement des pôles du territoire et de leur enveloppe urbaine afin de renforcer l'accessibilité aux transports collectifs ou permettre de créer une offre nouvelle en transport collectif efficace.

Les collectivités privilégieront l'implantation de logements proches des stations de transports collectifs (rayon de 500m).

Les objectifs de répartition des logements doivent permettre de renforcer les espaces ruraux rétro littoraux, mais également soutenir le dynamisme littoral...

L'affirmation du pôle de Montreuil et de celui d'Hucqueliers implique que le poids du parc évolue en leur faveur.

Les collectivités mettront en œuvre les objectifs suivants :

Les objectifs de logements à construire sont, pour les communes rétro-littorales Terres et Mer d'Opale d'environ 280 logements dont 75% dans le tissu, soit 210 logements. La densité recherchée est de 20 logements/ha soit 21 ha en extension urbaine (objectifs à 20 ans). Saint Aubin représente 15.9% du prorata du nombre d'habitant des communes rétro littorales. Le nombre de logements à créer serait donc d'environ 44 logements sur 20 ans pour une consommation de territoire d'environ 0.65ha.

(Chiffres population INSEE 2013 : Saint-Aubin : 266, Saint-Josse : 1160, Lefaux : 247)

	objectifs /20 ans		
Pôle Hucqueliers (avec 2/3 communes d'appui ou pôles relais)	495	47%	poids des pôles dans les objectifs
communes rurales du canton d'Hucqueliers	555	5%	part du parc actuel
CC du Canton d'Hucqueliers	1050	7%	part des objectifs
Pôle Montreuillois (Montreuil, Campigneulle Les Petites)	2030	64%	poids des pôles dans les objectifs
Pôles d'appui Montreuillois (Ecuire, Sorrus, Campigneulle les grandes, Wally Beaucamp)	600	19%	poids des pôles secondaires dans les objectifs
autres communes Montreuillois	550	8%	part du parc actuel
CC du Montreuillois	3180	21%	part des objectifs
Pôle le Touquet/Etaples	2600	40%	poids de pôles dans les objectifs
Pôles secondaires Terres et mer d'Opale (Camiers, Cuq, Merlimont)	3420	53%	poids des pôles secondaires dans les objectifs
communes rétro littorales Terres et mer d'Opale	210	57%	part du parc actuel
CC Terres et Mer d'Opale	6510	42%	part des objectifs
Pôle Berck/Rang du Fliers-Verton	4100	89%	poids de pôles dans les objectifs
communes rétro littorales Opale Sud	500	29%	part du parc actuel
CC Opale Sud	4600	30%	part des objectifs
TOTAL	15340		

	objectifs /20 ans	logements dans l'enveloppe urbaine	logements en extension	densité logt/ha	ha	
Pôle Hucqueliers (avec 2/3 communes d'appui ou pôles relais)	495	30%	149	347	18	19
Pôle Montreuillois (Montreuil, Campigneulle Les Petites)	2030	15%	305	1726	25	69
Pôle le Touquet/Etaples	2600	85%	2210	390	28	14
Pôle Berck/Rang du Fliers-Verton	4100	70%	2870	1230	28	44
LES PÔLES STRUCTURANTS	9225	60%	5533	3692	25	146
Pôles secondaires Terres et mer d'Opale (Camiers, Cuq, Merlimont)	3420	85%	2907	513	25	21
Pôles d'appui Montreuillois (Ecuire, Sorrus, Campigneulle les grandes, Wally Beaucamp)	600	50%	300	300	23	13
LES POLES SECONDAIRES OU D'APPUI	4020	80%	3207	813	24	34
communes rétro littorales Terres et mer d'Opale	280	75%	210	70	20	4
communes rétro littorales Opale Sud	500	70%	350	150	20	7
communes Montreuillois	550	60%	330	220	18	12
Les communes rétro littorales	1330	67%	890	440	19	23
communes rurales Terres et mer d'Opale	210	75%	158	53	15	12 *
communes rurales du canton d'Hucqueliers	555	60%	333	222	15	15
Les communes Rurales	765	64%	491	275	15	26*
TOTAL	15340	66%	10120	5219	24	229

* dont réserve de 8 ha / difficultés dans le tissu urbain



➤ **S'appuyer sur des projets vitrines pour développer l'économie et l'emploi autour d'un pôle d'excellence « bien vivre »**

Faire du Champ Gretz et du projet de Thalasso/Balnéo à Berck le point d'appui de la politique de renforcement du pôle santé/handicap sur le plan industriel et R&D associée, ainsi que celui de la diversification vers le bien-être et le « bien vivre »

Faire d'Opalopolis, du Champ de Gretz, et du Pôle Montreuillois le point d'appui du développement de l'industrie et des PME/PMI sur des filières ou produits innovants au service des utilisateurs (Pôles de compétitivité du NPC, construction/rénovation notamment)

Affirmer au travers des projets de Stella Plage, de Colline Beaumont, et du projet de mise en œuvre d'une trame verte urbaine, une vocation touristique tournée vers le bien vivre et liée à une approche environnementale intégrée

Affirmer au travers de projets d'équipements structurants la politique d'amélioration des services à la personne

Le SCOT étaye sa politique culturelle (à l'articulation de la politique touristique) et de services liés à la santé et au bien-être par le biais d'équipements stratégiques distribués sur l'ensemble du territoire.

➤ **Diffuser l'activité économique dans le territoire pour renforcer la vitalité des espaces résidentiels et améliorer l'accessibilité aux commerces, aux services et à l'emploi**

Favoriser le développement des circuits courts et la diversification de l'activité agricole

Il s'agit de permettre la valorisation des filières primaires (pêche, agriculture...) et des produits du terroir grâce au développement des circuits courts. Cet objectif se rattache au positionnement stratégique « santé et bien-être » du territoire (qualité des productions, fraîcheur, réduction des GES...)

Avec le PLU, les communes veilleront à considérer :

- Les besoins immobiliers liés aux activités de vente etc...
- Les besoins immobiliers liés au développement touristique (hébergement et restauration)
- Les capacités nécessaires à permettre la mutualisation de certaines activités et la coopération entre exploitants
- La possibilité de changement de destination des constructions agricoles sous conditions (diversification des exploitations...)

Favoriser le développement de l'immobilier tertiaire (productif et services à la personne dans le cadre de l'affirmation d'un pôle d'excellence médico-social) dans l'espace urbain

L'objectif vise à faire de l'espace urbain le lieu privilégié pour l'accueil d'activités tertiaires. Les communes, au travers de leurs documents d'urbanisme et d'une offre immobilière adaptée et pertinente, privilégieront l'implantation d'activités tertiaires au sein des espaces urbains, dans un but de mixité fonctionnelle et de rapprochement entre lieux d'emploi et de résidence.

Favoriser l'accueil du petit artisanat non nuisant dans l'espace urbain

Les activités artisanales ont vocation à être implantées en priorité dans les espaces urbains dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec la fonction résidentielle (nuisances éventuelles). Le PLU adoptera des règles en faveur de cet objectif.

Favoriser le développement du commerce dans les centralités urbaines

Lutter contre la désertification commerciale participe à l'objectif de maintenir des villes et des bourgs actifs et vivants et donc attractifs, où il fait bon vivre à l'image de la stratégie appuyée par le Montreuillois dans son projet de territoire.

La commune, au travers du PLU, doit notamment rechercher la densification et le renouvellement de l'agglomération et en particulier de son centre, prévoir la création d'aménagements spécifiques afin de valoriser les secteurs à vocation commerciale (valorisation et sécurisation de la place du piéton, espaces publics conviviaux etc...), favoriser une offre adaptée en centre-ville avec des programmes de renouvellement urbain etc...

Organiser le développement du commerce

Cette organisation doit contribuer à préserver la vitalité des centres des villes et bourgs, qui constituent les pôles commerciaux principaux du Pays.

Au sein de cette organisation :

- Plusieurs centres-villes « phares » (Le Touquet, Berk, Montreuil, Etaples...) doivent renforcer leur poids spécifique et jouer pleinement leur rôle de « pôle »,
- Les activités commerciales et artisanales qui irriguent les petites villes, bourgs et quartiers, nécessitent d'être maintenues et confortées (favoriser la mixité fonctionnelle en espace urbanisé...)
- Le grand commerce qui ne peut s'insérer dans les enveloppes urbaines et génère des flux au-delà des besoins de proximité s'organise dans le cadre d'une armature de polarités permettant notamment de limiter les déplacements contraints...

Le SCOT définit ainsi les localisations préférentielles pour l'implantation des commerces, en privilégiant les centres-villes et les enveloppes urbaines existantes, et en les limitant en dehors.

➤ **Document d'aménagement commercial**

Le document d'aménagement commercial définit et délimite deux zones : le secteur commercial du projet d'Opalopolis et la zone d'activité des Tulipes à Berck.

➤ **Promouvoir une offre de logements diversifiée accessible dans une perspective à long terme de limitation des effets spéculatifs**

Mettre en œuvre une politique de réhabilitation des logements pour mieux répondre aux enjeux de précarité énergétique et d'amélioration du confort de vie

Le SCOT s'engage dans la mise en œuvre d'une politique de réhabilitation de l'habitat, en mobilisant les logements existants pour améliorer l'offre globale en habitat du Montreuillois (lutter contre la précarité énergétique, réduire la vacance...).

Il s'agit de favoriser les rénovations du bâti, d'encourager l'utilisation de matériaux durables etc...

Diversifier l'offre de logements (typologies/formes) pour mieux accompagner les besoins liés à l'évolution de la sphère familiale dans les parcours résidentiels

L'objectif du SCOT est de constituer une offre résidentielle plus pertinente et adaptée à toutes les catégories d'habitants et forme d'habiter (résidents principaux, habitants saisonniers...) ; il faut favoriser une mixité en termes de taille de logement, de type, et de catégorie, au travers de la diversification des typologies et des formes bâties.

Il vise à :

- Favoriser la mixité générationnelle, urbaine et fonctionnelle
- Permettre aux habitants de rester vivre sur le territoire tout au long de leur parcours résidentiel



➤ Permettre l'accueil de populations sans résidence ni domicile fixe.
Cela signifie, pour les collectivités, de prévoir -dans les documents d'urbanisme- les moyens de soutenir la diversification du parc.

Renforcer le parc locatif et notamment le locatif aidé et développer également des politiques de maîtrises foncières spécifiques

Le SCOT vise à préserver l'accès au logement pour les populations actuelles et favoriser l'accueil de nouveaux actifs au travers du développement du logement aidé et en particulier du logement locatif social. Cela dans le but de :

- Assurer l'accès au logement des ménages à revenus modestes et moyens
- Posséder un parc locatif suffisant, notamment pour l'accueil de nouveaux actifs
- Veiller à disposer d'un parc locatif social adapté aux besoins.

L'offre de logements locatifs aidés doit être prioritairement portée par les pôles principaux et secondaires.

B- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie

Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** 2016-2021 est le document de planification appelé « plan de gestion » dans la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000. À ce titre, il a vocation à encadrer les choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau. Ainsi, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être « compatibles, ou rendus compatibles » avec les dispositions des SDAGE (art. L. 212-1, point XI, du code de l'environnement).

Il fixe les objectifs à atteindre sur la période considérée. C'est le Comité de Bassin, rassemblant des représentants des collectivités, des administrations, des activités économiques et des associations, qui a en charge l'élaboration et l'animation de la mise en œuvre du SDAGE.

Ce document remplace le SDAGE datant de 2009.

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques

Disposition A-2.1 Gérer les eaux pluviales

Les orientations et prescriptions des SCOT et des PLU communaux et intercommunaux comprennent des dispositions visant à favoriser l'infiltration des eaux de pluie à l'emprise du projet et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel.

La conception des aménagements ou des ouvrages d'assainissement nouveaux intègre la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des rejets. Les maîtres d'ouvrage évaluent l'impact de leur réseau d'assainissement sur le milieu afin de respecter les objectifs physico-chimiques assignés aux masses d'eau.

Disposition A-8.3 : Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance

Les documents d'urbanisme, de planification, les schémas et projets d'activité prennent en compte dans leur porter à connaissance les fonctionnalités écologiques des cours d'eau et des milieux aquatiques susceptibles d'être impactées.

Orientation A-9 : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité

- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante

Orientation B-1 : Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE
- Préserver les aires d'alimentation des captages

- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations

Orientation C-1 : Limiter les dommages liés aux inondations

- Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies
- Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues
- Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues
- Ne pas aggraver les risques d'inondations
- Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme

- Enjeu D : Protéger le milieu marin

Orientation D-3 : Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte
- Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement

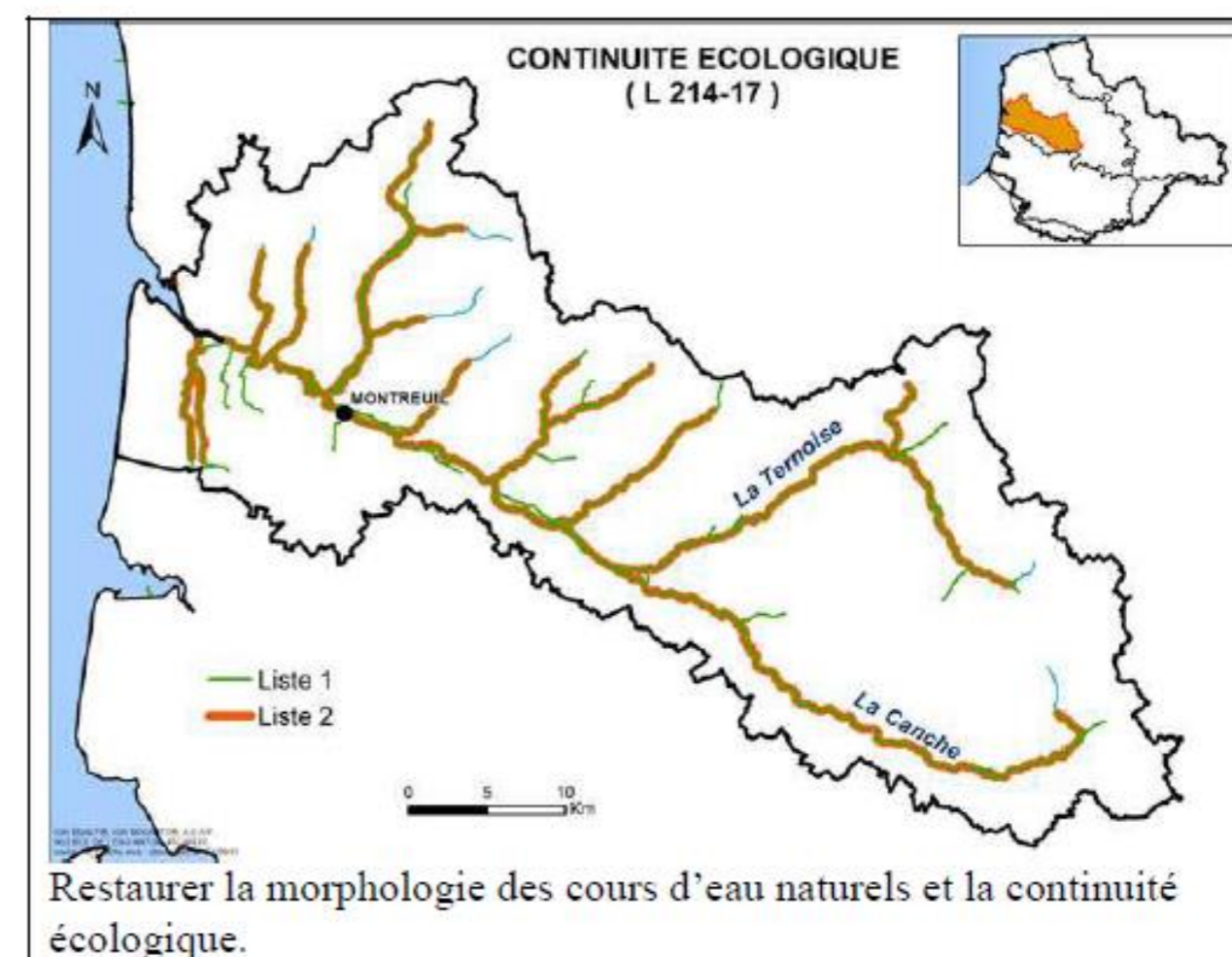
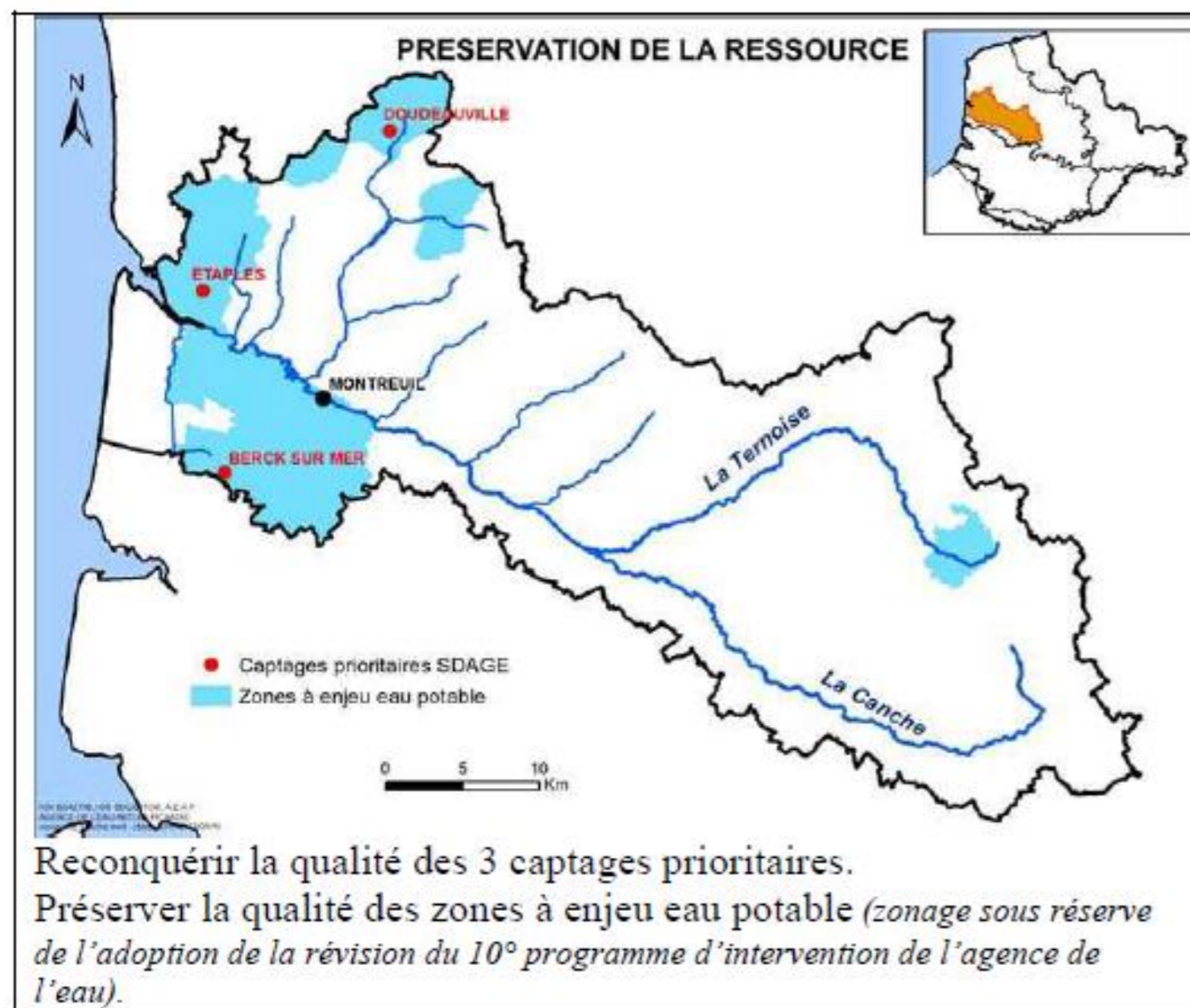
Orientation D-6 : Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement.

- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.



Extrait du Sdage

Le secteur du "Moulinel" a été classé en Zone à Enjeu Environnementale (ZEE) relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.





C-SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

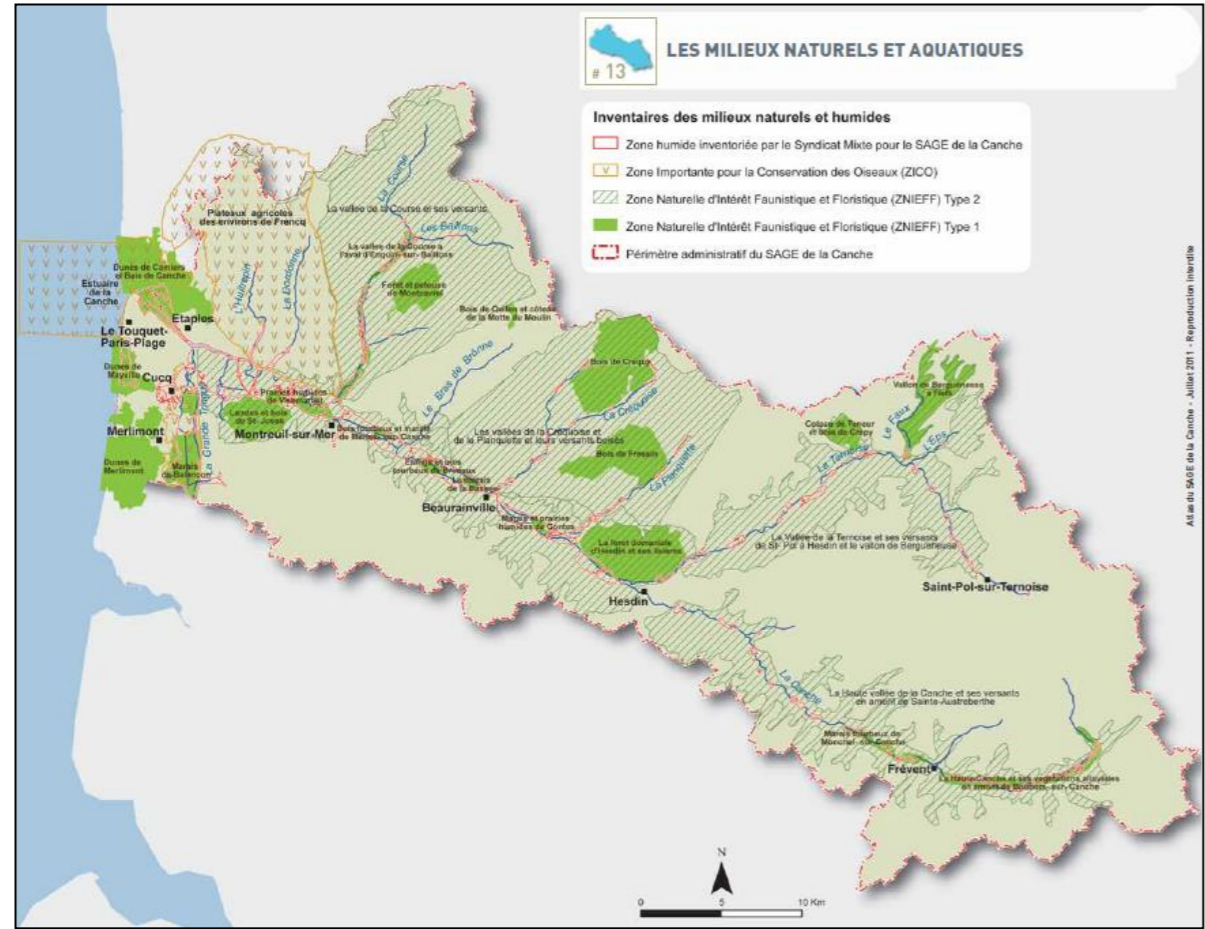
La commune est concernée par le Sage de Canche.

Le SAGE est un document de planification élaboré de manière collective, pour un périmètre hydrographique cohérent. Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le SDAGE. Le périmètre et le délai dans lequel il est élaboré sont déterminés par le SDAGE ; à défaut, ils sont arrêtés par le ou les préfets, le cas échéant sur proposition des collectivités territoriales intéressées. Le SAGE est établi par une Commission Locale de l'Eau représentant les divers acteurs du territoire, soumis à enquête publique et est approuvé par le préfet. Il est doté d'une portée juridique : le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau. Les documents d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale, plan local d'urbanisme et carte communale) doivent être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE.

Le SAGE de la Canche approuvé le 3 octobre 2011 et arrêté complémentaire du 04/04/2014



- Les enjeux du SAGE de la Canche sont les suivants :
- Sauvegarder et protéger la ressource en eau souterraine
 - Mieux connaître et prévenir la pollution des eaux souterraines par la maîtrise des pollutions ponctuelles et diffuses
 - Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable
 - Recenser et protéger les sites potentiels pour la production d'eau potable
 - Sensibiliser les populations aux économies d'eau

- Reconquérir la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques
 - Restaurer et entretenir les cours d'eau et les chevelus associés (fossés, ruisseaux...) dans le respect des fonctions hydrauliques, écologiques et paysagères essentielles
 - Assurer la reproduction, le développement et la circulation des espèces piscicoles
 - Préserver et reconquérir les zones humides
 - Améliorer globalement la qualité des eaux superficielles par la maîtrise des pollutions d'origine domestique, agricole et industrielle
- Maitriser et prévenir les risques à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains
 - Maîtriser les écoulements et ruissellements en vue de réduire les risques d'inondation et de contamination par les pollutions diffuses
 - Préserver, améliorer ou reconquérir les capacités d'expansion des crues en fond de vallée afin de prévenir les inondations et protéger les espaces vulnérables
- Protéger et mettre en valeur l'estuaire et la zone littorale
 - Améliorer la connaissance de l'estuaire et du littoral
 - Garantir la bonne qualité des eaux littorales notamment au niveau bactériologique (eaux de baignade, eaux conchylicoles) et traiter les pollutions ponctuelles
 - Mettre en place une gestion concertée des zones littorales, estuaire et bas-champs







Synthèse des enjeux du SAGE



Sauvegarder et protéger la ressource en eau souterraine

-  Atteindre le bon état chimique des deux masses d'eau souterraines par la maîtrise des pollutions ponctuelles et diffuses
-  Améliorer la qualité des eaux pour l'alimentation en eau potable




Reconquérir la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques

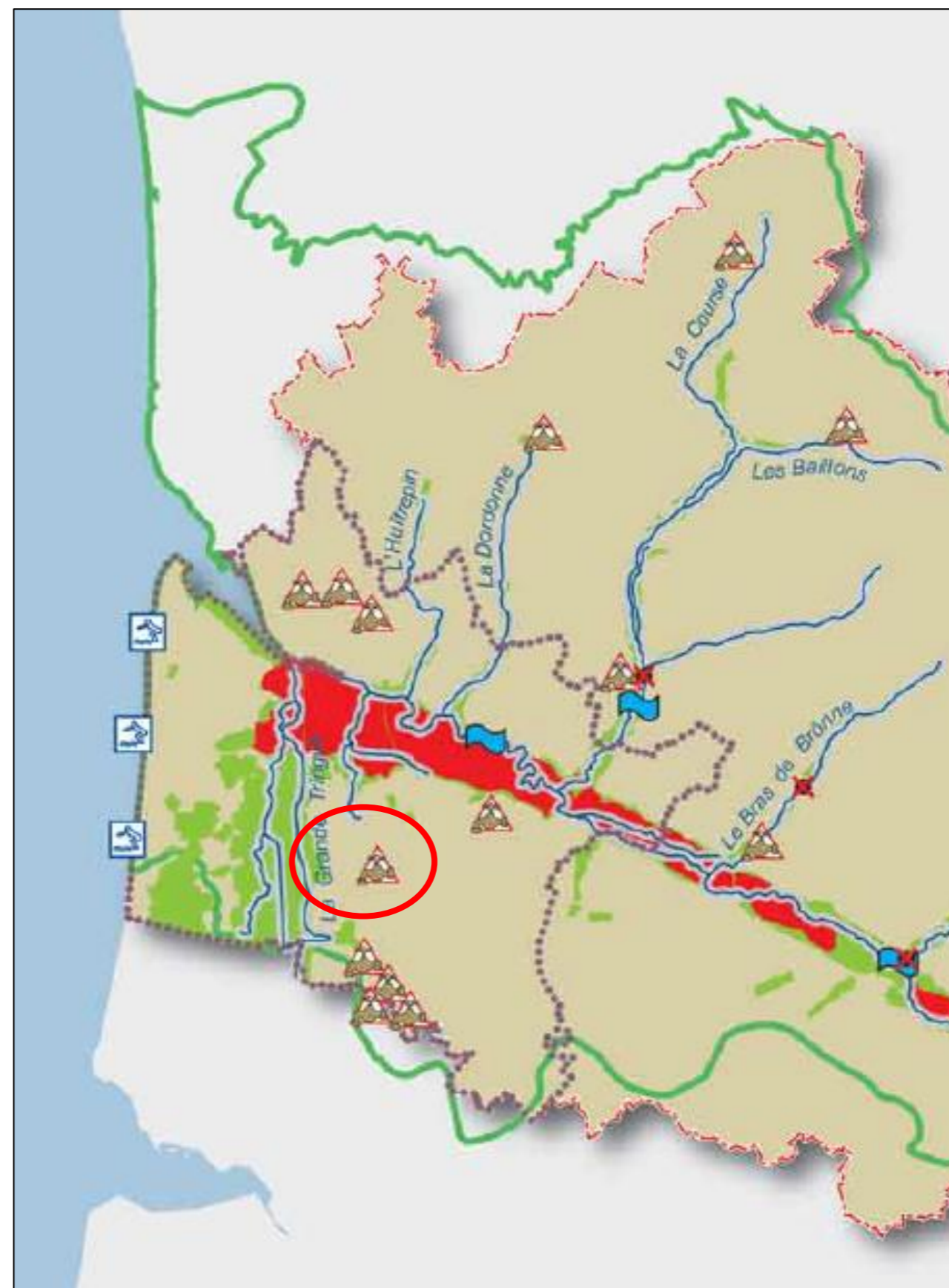
-  Améliorer globalement la qualité chimique des eaux superficielles par la maîtrise des pollutions d'origine domestique, agricole, et industrielle
-  Restaurer et entretenir les cours d'eau et les chevelus associés dans le respect des fonctions hydrauliques, écologiques et paysagères essentielles
-  Assurer la continuité écologique et sédimentaire
-  Préserver et reconquérir les zones humides

Maîtriser et prévenir les risques à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains

-  Maîtriser les écoulements et ruissellements en vue de réduire les risques d'inondation et de contamination par les pollutions diffuses
-  Préserver, améliorer ou reconquérir les capacités d'expansion des crues en fond de vallée afin de prévenir les inondations et protéger les espaces vulnérables

Protéger et mettre en valeur l'estuaire et la zone littorale

-  Mettre en place une gestion concertée des zones littorale, Estuaire et Bas-Champs
-  Garantir la bonne qualité des eaux littorales notamment au niveau bactériologique et traiter les pollutions ponctuelles
-  Périmètre administratif du SAGE de la Canche



D - PGRI (Plan de Gestion des Risques d’Inondation) approuvé le 19/11/2015

Le PGRI Artois Picardie 2016-2021 définit à l'échelle du bassin les objectifs de gestion des risques d'inondation, eux-mêmes déclinés des priorités d'action définies par l'État et les parties prenantes dans la stratégie nationale (SNGRI).

Le PGRI :

a). Donne une vision stratégique des priorités pour le bassin :
- En formulant des objectifs de gestion des inondations à l'échelle du bassin, intégrant les objectifs et défis définis au niveau national en tenant compte du contexte local (Partie C).

- En proposant des objectifs complémentaires particuliers sur les périmètres de stratégies locales.
Ce PGRI comporte ainsi un chapitre spécifique sur les stratégies locales, qui présente des éléments de diagnostic synthétiques et des priorités pré-identifiées pour le territoire (Partie D).

Ces priorités constituent des premiers objectifs particuliers aux stratégies locales, qui seront à affiner et décliner dans le cadre des stratégies locales.

b). Identifie des dispositions permettant l'atteinte des objectifs.

c). Apporte une vision d'ensemble de la politique de gestion des inondations sur le bassin en valorisant les outils et démarches existant sur le territoire (Plan Submersions Rapides (PSR), Programme d'actions pour la prévention des inondations (PAPI)...).

Le PGRI est opposable à l'administration et à ses décisions (il n'est pas opposable aux tiers). Il a une portée directe sur les documents d'urbanisme et les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau.

Les objectifs du PGRI du bassin Artois Picardie décline les objectifs suivants :

Objectif 1.	<u>Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations.</u>
Orientation 1. Disposition 1. Disposition 2. Disposition 3.	Renforcer la prise en compte du risque inondation dans l'aménagement du territoire Respecter les principes de prévention du risque dans l'aménagement du territoire et d'inconstructibilité dans les zones les plus exposées Orienter l'urbanisation des territoires en dehors des zones inondables et assurer un suivi de l'évolution des enjeux exposés dans les documents d'urbanisme Développer la sensibilité et les compétences des professionnels de l'urbanisme pour l'adaptation au risque des territoires urbains et des projets d'aménagement dans les zones inondables constructibles sous conditions
Orientation 2. Disposition 4. Disposition 5.	Développer les actions de réduction de la vulnérabilité, par l'incitation, l'appui technique et l'aide au financement, pour une meilleure résilience des territoires exposés Favoriser la mobilisation et l'accompagnement de l'ensemble des acteurs sur la réduction de la vulnérabilité au risque inondation Favoriser la mise en œuvre effective des mesures structurelles et organisationnelles permettant la réduction de la vulnérabilité au risque inondation
Objectif 2.	<u>Favoriser le ralentissement des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques</u>
Orientation 3. Disposition 6. Disposition 7. Disposition 8. Disposition 9. Disposition 10.	Préserver et restaurer les espaces naturels qui favorisent le ralentissement des écoulements Préserver et restaurer les zones naturelles d'expansion de crues Limiter et encadrer les projets d'endiguement en lit majeur Stopper la disparition et la dégradation des zones humides et naturelles littorales - Préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité Mettre en œuvre des plans de gestion et d'entretien raisonné des cours d'eau, permettant de concilier objectifs hydrauliques et environnementaux Préserver les capacités hydrauliques des fossés
Orientation 4. Disposition 11.	Renforcer la cohérence entre les politiques de gestion du trait de côte et de défense contre la submersion marine. Mettre en œuvre des stratégies de gestion des risques littoraux intégrant la dynamique d'évolution du trait de côte
Orientation 5. Disposition 12. Disposition 13.	Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation, d'érosion des sols et de coulées de boues. Mettre en œuvre une gestion intégrée des eaux pluviales dans les nouveaux projets d'aménagement urbains Favoriser le maintien des éléments du paysage participant à la maîtrise du ruissellement et de l'érosion, et mettre en œuvre des programmes d'action adaptés dans les zones à risque

Orientation 6.
Disposition 14.
Disposition 15.
Disposition 16.

Évaluer toutes les démarches de maîtrise de l'aléa à la lumière des risques pour les vies humaines et des critères économiques et environnementaux.
Privilégier les aménagements à double fonction, qui visent à remobiliser les zones d'expansion des crues et à reconnecter les annexes alluviales
Évaluer la pertinence des aménagements de maîtrise de l'aléa par des analyses coûts-bénéfices et multicritères
Garantir la sécurité des populations déjà installées à l'arrière des ouvrages de protection existants

Objectif 3.

Améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information, pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs

Orientation 7.

Disposition 17.

Améliorer et partager la connaissance de l'ensemble des phénomènes d'inondation touchant le bassin Artois-Picardie, en intégrant les conséquences du changement climatique
Améliorer la connaissance des phénomènes sur les territoires où l'aléa n'est pas bien connu ou consolidé et sur les territoires soumis à des phénomènes complexes
Saisir les opportunités pour cartographier les débordements pour différentes périodes de retour et décrire la dynamique des phénomènes d'inondation
Approfondir la connaissance des risques littoraux et des conséquences prévisibles du changement climatique
Développer la cartographie des axes de ruissellement potentiels et des secteurs les plus exposés à des phénomènes d'érosion en zone rurale
Capitaliser, partager et mettre en cohérence les différentes sources d'information disponibles

Orientation 8.

Disposition 22.
Disposition 23.

Renforcer la connaissance des enjeux en zone inondable et des dommages auxquels ils sont exposés, comme support d'aide à la décision pour réduire la vulnérabilité des territoires et renforcer la gestion de crise
Poursuivre l'amélioration de la connaissance des enjeux exposés au risque, en portant une attention particulière sur les réseaux et les équipements sensibles
Développer l'analyse des conséquences négatives des inondations en tenant compte des spécificités du territoire

Orientation 9.
Disposition 24.
Disposition 25.

Capitaliser les informations suite aux inondations
Poursuivre la cartographie des zones d'inondation constatées et l'association des acteurs locaux pour la co-construction du retour d'expérience
Élargir la capitalisation de l'information à la vulnérabilité des territoires

Orientation 10.

Disposition 26.
Disposition 27.

Développer la culture du risque, par des interventions diversifiées et adaptées aux territoires, pour responsabiliser les acteurs et améliorer collectivement la sécurité face aux inondations
Sensibiliser les élus sur leurs responsabilités et leur obligations réglementaires et sur les principes d'une gestion intégrée du risque inondation
Développer des initiatives innovantes pour informer et mobiliser l'ensemble des acteurs

<u>Objectif 4.</u>	<u>Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale des territoires sinistrés</u>
Orientation 11. Disposition 28. Disposition 29.	Renforcer les outils de prévision et de surveillance pour mieux anticiper la crise Poursuivre l'amélioration du dispositif de surveillance et des modèles de prévision sur les sites soumis à des phénomènes complexes Développer les dispositifs de surveillance et d'alerte locaux, pour les cours d'eau non intégrés à Vigicrues et pour les bassins versants exposés à des phénomènes rapides de ruissellements et de coulées de boues Développer la mise en place de cartes des zones d'inondation potentielles, permettant d'estimer l'évolution prévisible de l'enveloppe inondable et des enjeux touchés
Orientation 12. Disposition 31. Disposition 32.	Développer et renforcer les outils d'alerte et de gestion de crise, pour limiter les conséquences des inondations sur les personnes, les biens et la continuité des services et des activités Systématiser l'intégration du risque inondation dans les PCS et vérifier leur caractère opérationnel par des exercices de simulation de crise Renforcer et anticiper la gestion coordonnée, en période de crue, des ouvrages destinés à la gestion hydraulique
Orientation 13. Disposition 33. Disposition 34. Disposition 35.	Concevoir au plus tôt l'après-crise pour faciliter et accélérer la phase de réparation Favoriser le rétablissement individuel et social Accompagner les acteurs économiques pour un retour rapide à la normale Anticiper les modalités de gestion des déchets lors des crues
<u>Objectif 5.</u>	<u>Mettre en place une gouvernance des risques d'inondation instaurant une solidarité entre les territoires</u>
Orientation 14. Disposition 36. Disposition 37.	Favoriser la mise en place de stratégies globales de prévention du risque inondation, à l'échelle de bassins versants hydrographiques cohérents Garantir une prise en compte exhaustive de la gestion du risque inondation dans le cadre des stratégies et programmes d'action locaux Inscrire tous les projets de gestion du risque inondation dans une réflexion à l'échelle des bassins versants, et les soumettre à un arbitrage impliquant les territoires amont et aval, dans une logique de solidarité des territoires
Orientation 15. Disposition 38.	Structurer et conforter l'organisation de la prise en charge de la compétence GEMAPI à l'échelle des bassins de risques Accompagner les collectivités dans la mise en place de la compétence GEMAPI
Orientation 16. Disposition 39. Disposition 40.	Développer les espaces de coopération inter-bassins et transfrontaliers Renforcer la coopération inter-bassins et l'articulation entre Voies Navigables de France et les collectivités locales vis-à-vis du fonctionnement des rivières interconnectées Conforter la coopération internationale



E - Le Programme Local de l'Habitat

La commune n'est pas concernée.

F - Le Plan de Déplacements Urbains

La commune n'est pas concernée.

G- La Loi sur l'eau

La **Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006** (Journal Officiel du 31 décembre 2006) a pour fonction de transposer en droit français la directive cadre européenne sur l'eau d'octobre 2000. La France doit arriver aux objectifs de cette directive, notamment :

- le bon état des eaux,
- l'amélioration des conditions d'accès à l'eau pour tous,
- plus de transparence au fonctionnement du service public de l'eau,
- la rénovation de l'organisation de la pêche en eau douce.

Cette loi précise la liste d'installations, d'ouvrages, de travaux et d'activités (IOTA) ayant une influence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques. La nomenclature eau se compose de deux régimes : autorisation et déclaration. Les IOTA sont ainsi soumis au régime de l'autorisation ou de la déclaration suivant les dangers qu'ils représentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques. Articles L 214-1 et suivants du Code de l'environnement.

Sont concernées, **les installations, ouvrages, travaux et activités** réalisés par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant :

- des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines (restituées ou non), une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux,
- la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole,
- des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques même non polluants.

Un projet est concerné par la réglementation eau si au moins un de ces impacts figure dans la nomenclature eau, notamment dans le tableau de **l'article R 214-1** du Code de l'environnement.

La loi sur l'eau précise que les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif,
- Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

H- Servitudes

(Cf. *Liste détaillée des servitudes en annexe*)

Le territoire est concerné par 3 types de servitudes :

Servitude AC2 : SITES INSCRITS ET CLASSÉS

Site inscrit : L'inscription entraîne, sur les terrains compris dans les limites fixées par l'arrêté, l'obligation pour les intéressés de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois à l'avance, l'administration de leur intention.

L'architecte des bâtiments de France (ABF) est consulté sur tout projet de travaux en site inscrit. Cet avis simple est réputé donné, faute de réponse dans le délai de deux mois, à l'exception des permis de démolir où l'avis de l'ABF est un avis conforme.

L'inscription a également pour conséquence :

- de soumettre à déclaration préalable l'édification d'une clôture ;
- de rendre obligatoire le permis de démolir pour toute démolition de construction ;
- d'interdire la publicité sauf dérogation prévue par un règlement local de publicité ;
- d'interdire le camping pratiqué isolément ainsi que la création de terrains de camping, sauf dérogation accordée, après avis de l'architecte des bâtiments de France et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, par l'autorité compétente ;
- d'interdire l'installation des caravanes, quelle qu'en soit la durée.

Servitude I3 : PASSAGE DE CANALISATION DE GAZ

Servitude T1 : PASSAGE DE VOIE FERREE

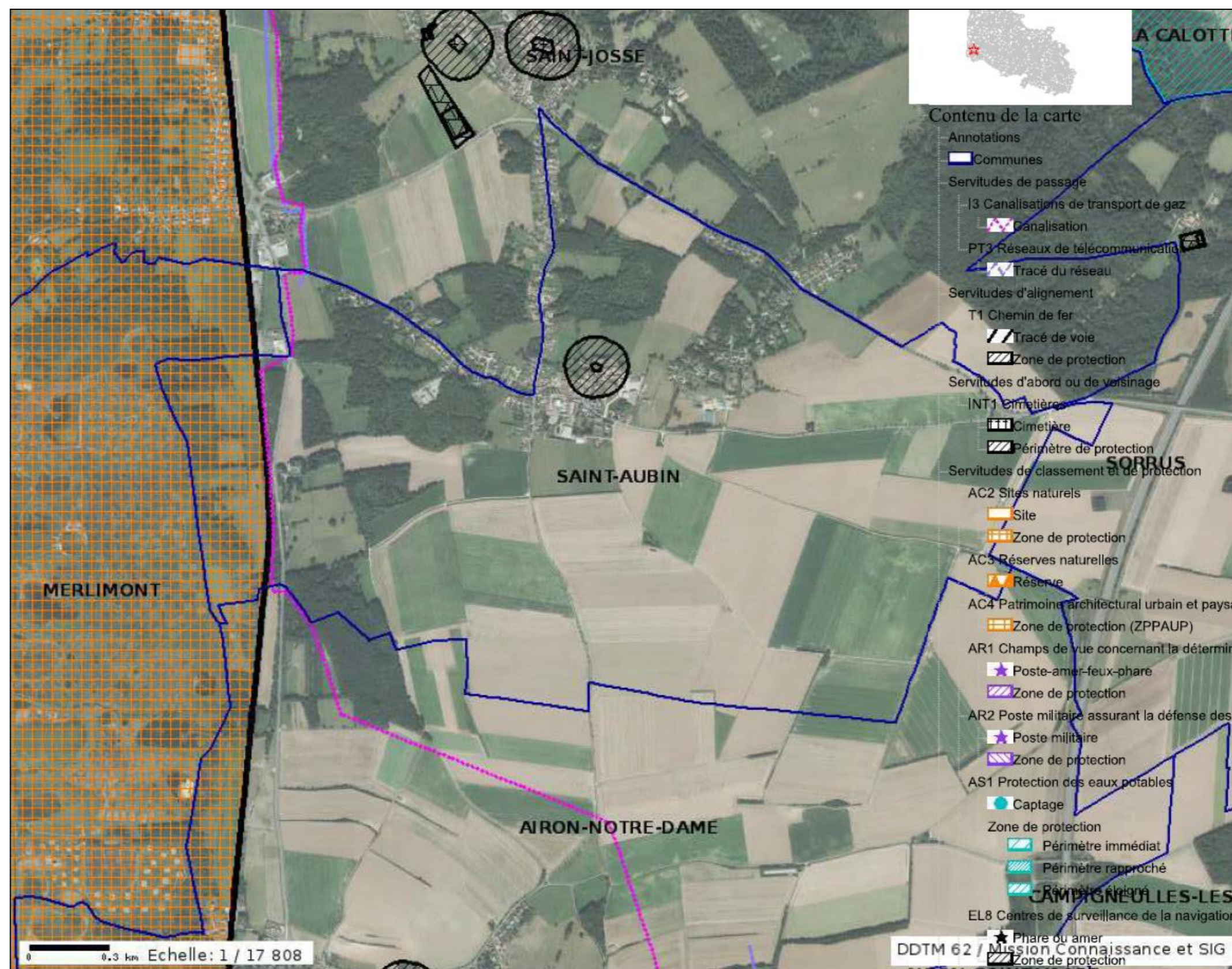
Il s'agit de servitudes concernant les propriétés riveraines des chemins de fer et instituées dans des zones définies par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer et par l'article 6 du décret du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques

Il s'agit de servitudes concernant les propriétés riveraines des chemins de fer et instituées dans des zones définies par la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer et par l'article 6 du décret du 30 octobre 1935 modifié portant création de servitudes de visibilité sur les voies publiques

Servitude PT3 : RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS

Servitudes sur les propriétés privées instituées au bénéfice des exploitants de réseaux de télécommunication (communication électronique) ouverts au public en vue de permettre l'installation et l'exploitation des équipements du réseau, y compris les équipements des réseaux à très haut débit fixes et mobiles





VI - Développement humain, social, économique

A- L'évolution démographique

Source : INSEE – 2013

1-L'évolution démographique

La population de Saint-Aubin s'élève à 266 habitants en 2013.

Depuis les années 1960, la population communale augmente régulièrement avec une variation moyenne annuelle de 1,3% entre 2008 et 2013. Il s'agit d'un phénomène propre à ces communes situées à proximité du littoral. L'augmentation la plus importante de la population a eu lieu entre 1975 et 1982.

La densité moyenne n'a cessé d'augmenter depuis les années 60 : la population est actuellement à son niveau le plus élevé, tout comme la densité. Cela marque une baisse de la superficie des parcelles construites et / ou le développement de logements groupés : bien que la population augmente, l'étalement urbain est donc relativement contenu.

L'augmentation de la population est liée au solde des entrées – sorties (plus d'arrivée de population que de départ) qui est positif depuis 1990. Mais c'est le solde naturel (plus de naissances que de décès) qui caractérise l'évolution positive de la population depuis 1968.

Les tranches d'âges les plus représentées dans la population communale sont 45-59 ans, soit des ménages dont les enfants ont quitté ou vont quitter le foyer. Il s'agira de veiller à inverser cette dynamique, notamment pour maintenir l'augmentation de la population et la pérennité des équipements communaux.

L'augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 60 ans traduit la problématique de vieillissement de la population communale en cours. L'augmentation des plus de 60 ans laisse à penser qu'il est dès aujourd'hui nécessaire de mettre en place des équipements, services et logements adaptés aux personnes âgées.

Cette tendance se confirme d'ailleurs dans ce recensement dans la mesure où la tranche d'âge 60-74 ans est d'ores et déjà plus nombreuses en 2013 qu'en 2008. Ce phénomène s'accompagne d'une diminution de la population des 45-59 ans.

⇒ L'objectif pour la commune est donc à la fois d'attirer une population familiale avec de jeunes enfants, de maintenir une population de jeunes adultes, qui stagne aujourd'hui et de permettre le maintien au village des plus anciens. Un travail approfondi sur le "parcours résidentiel", en termes de mixité des logements tant dans le mode d'occupation, que dans la taille des logements, s'impose.

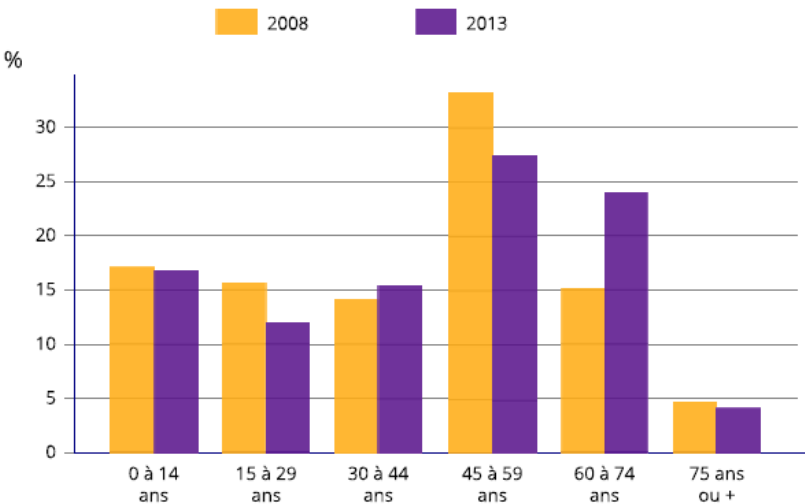
Evolution de la population

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013
Population	123	124	191	197	217	249	266
Densité moyenne (hab/km²)	27,1	27,3	42,1	43,4	47,8	54,8	58,6

Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2008	2008 à 2013
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,1	6,3	0,4	1,1	1,5	1,3
due au solde naturel en %	0,2	1,8	1,5	0,2	0,4	0,8
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,1	4,5	-1,1	0,9	1,2	0,5
Taux de natalité (‰)	13,9	27,4	18,7	10,8	11,1	13,3
Taux de mortalité (‰)	11,6	9,5	3,9	8,6	7,2	5,5

Population par tranche d'âge



Sources : Insee, RP2008 et RP2013 exploitations principales.



2) - famille – situation matrimoniale

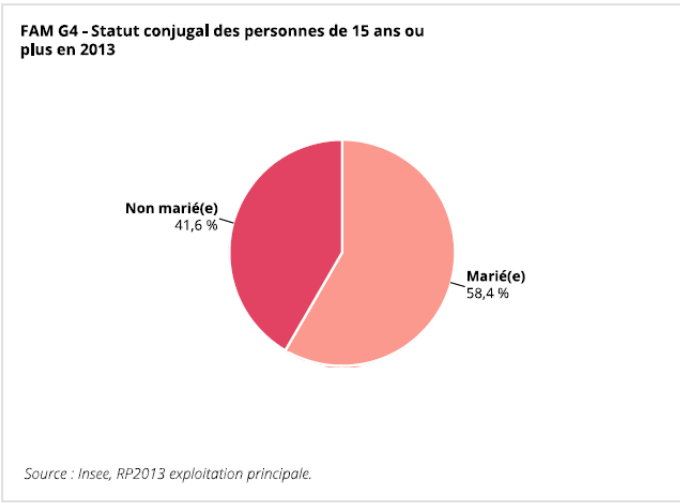
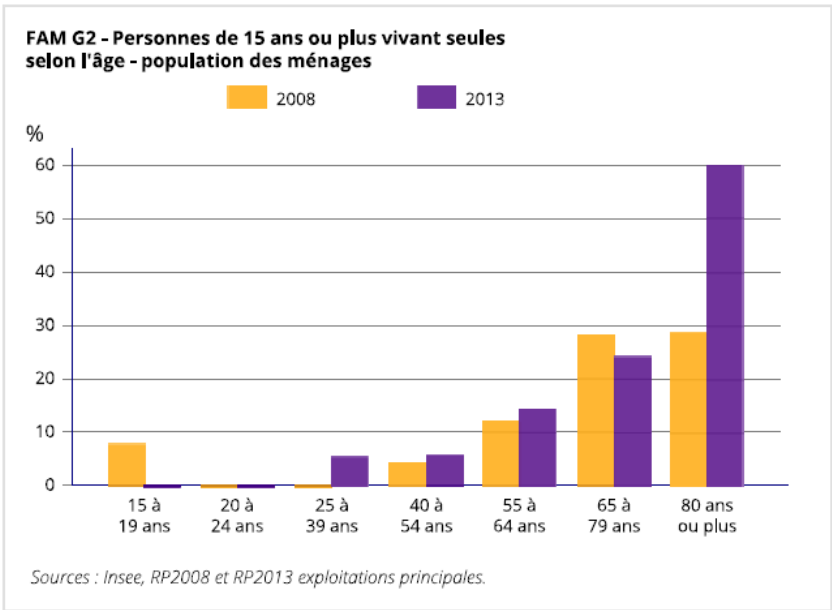
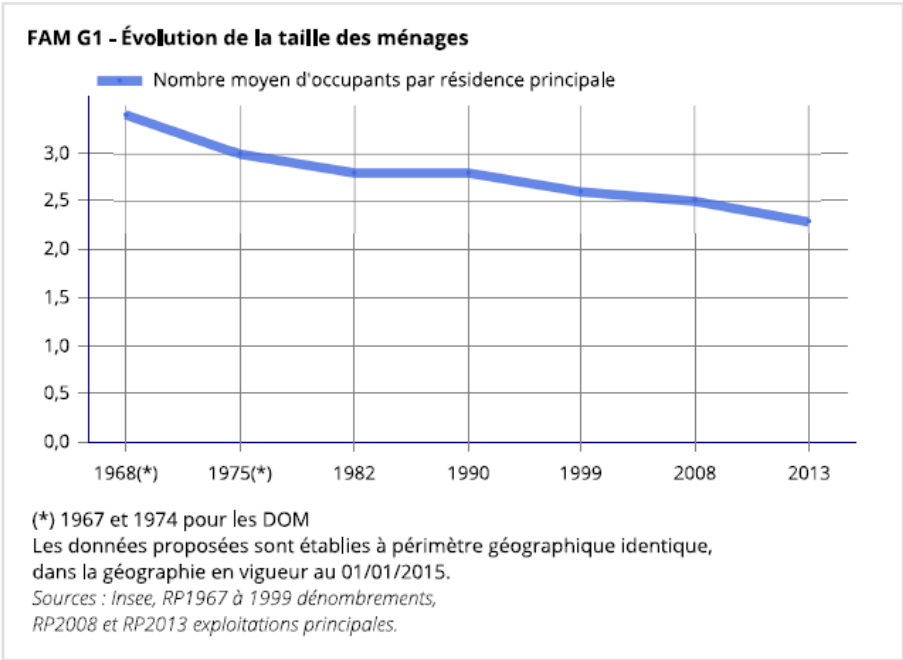
Conformément au modèle national, le nombre de personnes par ménage diminue entre 2008 et 2013. Il est passé de 2,5 personnes à **2,3 personnes / ménage**.

La commune se situe aujourd’hui dans la moyenne nationale (2,3 personnes / ménage) et en deçà du Pas de Calais (2,45 personnes / ménage). Compte tenu de la structure de la population communale, le phénomène de desserrement va s'accroître fortement au prochain recensement.

La baisse de la taille des ménages entre 2008 et 2013 est essentiellement liée à **l'augmentation du nombre de personnes âgées vivant seules et au départ des enfants de la tranche 15-29 ans**.

D'une manière assez sensible, nous constatons également une augmentation du nombre de personnes vivant seules pour les tranches 25 - 64 ans : cela marque **l'augmentation du nombre de familles mono parentales**.

⇒ Aujourd'hui, les familles arrivantes ne permettent plus de limiter la diminution de la taille des ménages. Il est essentiel de « relancer » une dynamique d'accueil des familles et de répondre aux besoins des ménages plus petits, afin de les maintenir dans la commune.



3) Habitat/logements

De la même manière que la population, le nombre de logements augmente entre 2008 et 2013, à un rythme moyen de 3 nouvelles résidences principales chaque année. Il s’agit de nouveaux logements ou de résidences secondaires qui sont devenues des résidences principales.

Ce parc est essentiellement constitué à 80 % de résidences principales et comporte 12,8% de résidences secondaires en 2013 (17,5% en 2008). La vacance est légèrement supérieure à la moyenne départementale : Logements vacants à Saint-Aubin : 6.4 % (Pas de Calais : 6,2 %).

La vacance a augmenté de manière significative : 3,2% en 2008.

Le nombre moyen de pièces des résidences principales varie entre les 2 recensements. Bien que le nombre de logements de 5 pièces reste le plus nombreux, il diminue en faveur des logements de 4 pièces. Cela signifie que les logements construits restent des logements destinés à des familles généralement propriétaires du bien immobilier qu'elles occupent (environ 80%). La diminution de la taille des nouveaux logements est à mettre en rapport avec le phénomène marqué de décohabitation et de vieillissement de la population : cela traduit l’évolution des besoins des habitants en termes de taille de logements.

⇒ Il s'agira donc d'être vigilant sur le maintien du nombre d'habitants : quid de l'occupation des plus grands logements après le départ des enfants à court et moyen terme ?

Le nombre important de propriétaires permet d'entrevoir :

- une poursuite de la baisse du nombre de personnes par ménage (nécessité de mettre de nouveaux logements sur le marché pour maintenir la population),
- une poursuite du vieillissement de la population du fait de l’absence de possibilité de parcours résidentiel pour les plus jeunes ménages et du maintien de personnes vieillissantes dans de grands logements,
- une baisse de la population (départ des enfants).

⇒ Il s'agira donc de prévoir des logements adaptés à ces futurs besoins : personnes âgées, jeunes ménages et familles avec enfants.

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2008	2013
Ensemble	47	64	91	99	104	128	141
Résidences principales	36	42	69	71	82	101	114
Résidences secondaires et logements occasionnels	6	18	20	26	18	22	18
Logements vacants	5	4	2	2	4	4	9

Résidences principales selon leur statut d'occupation

	2013				2008	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	114	100	266	14	101	100
Propriétaire	91	79,8	211	15,5	81	79,8
Locataire	22	19,3	53	8,1	18	18,3
dont d'un logement HLM loué vide	0	0	0		0	0
Logé gratuitement	1	0,9	2	5	2	1,9

	2013	%	2008	%
Ensemble	114	100	101	100
1 pièce	1	0,9	0	0
2 pièces	1	0,9	3	2,9
3 pièces	8	7	10	9,6
4 pièces	24	21,1	16	15,4
5 pièces ou plus	80	70,2	73	72,1

Nombre moyen de pièces

	2013	2008
Ensemble des résidences principales	5,4	5,4
maison	5,5	5,4
appartement		



La commune de Saint-Aubin ne dispose pas de logements aidés.

Le parc des résidences principales est principalement constitué de maisons individuelles.

Le nombre de pièces par logement tend à diminuer : cela confirme l'augmentation de la densité de population sur le territoire communal.

Le parc de logements est confortable et ce confort continue de s'améliorer entre 2008 et 2013.

Le parc de logements est récent : 40% des logements ont été construits entre 1971 et 1990.

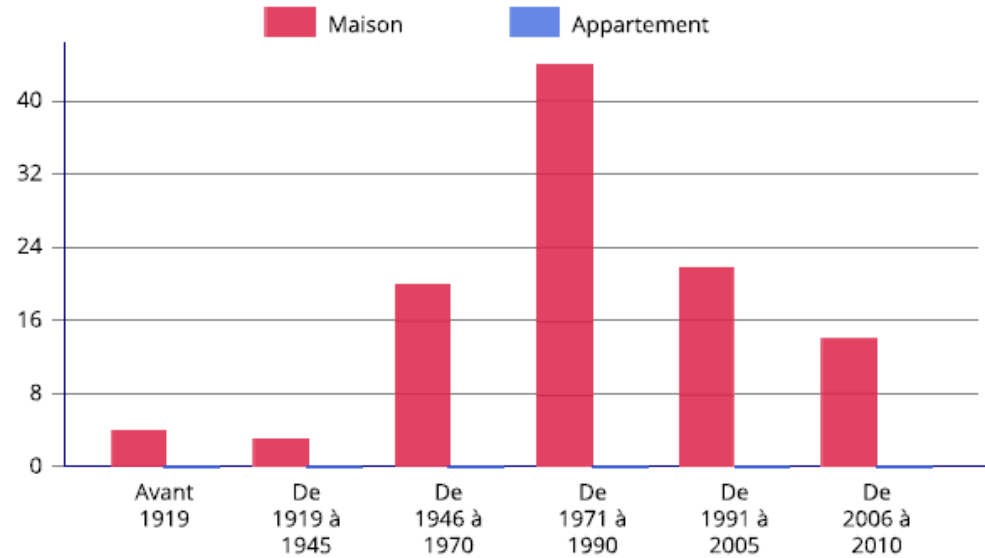
50% des habitants habitent depuis plus de 10 ans dans la commune et 27% depuis moins de 5 ans.

Les autorisations d'occupation du sol en matière d'urbanisme pour la commune sont les suivantes :

	Nombre de logements autorisés
2015	0
2014	0
2013	1
2012	4
2011	1

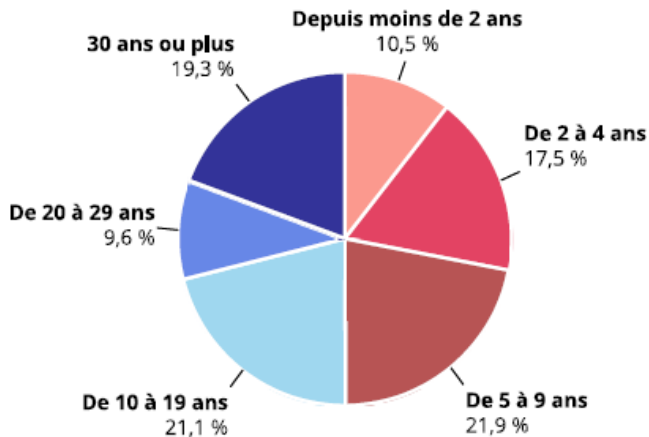
Données Sitadel

LOG G1 - Résidences principales en 2013 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2011.
Source : Insee, RP2013 exploitation principale.

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2013



Source : Insee, RP2013 exploitation principale.

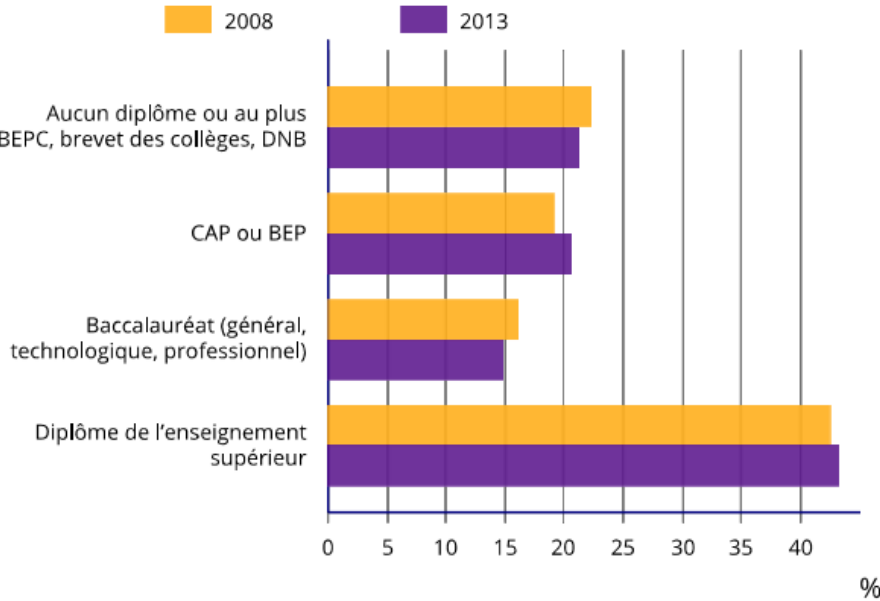


B-Scolarisation

Le niveau de diplôme des habitants s’améliore légèrement entre les 2 derniers recensements. On peut supposer que les nouveaux habitants de Saint-Aubin disposent de meilleurs revenus et d'une situation professionnelle stable.

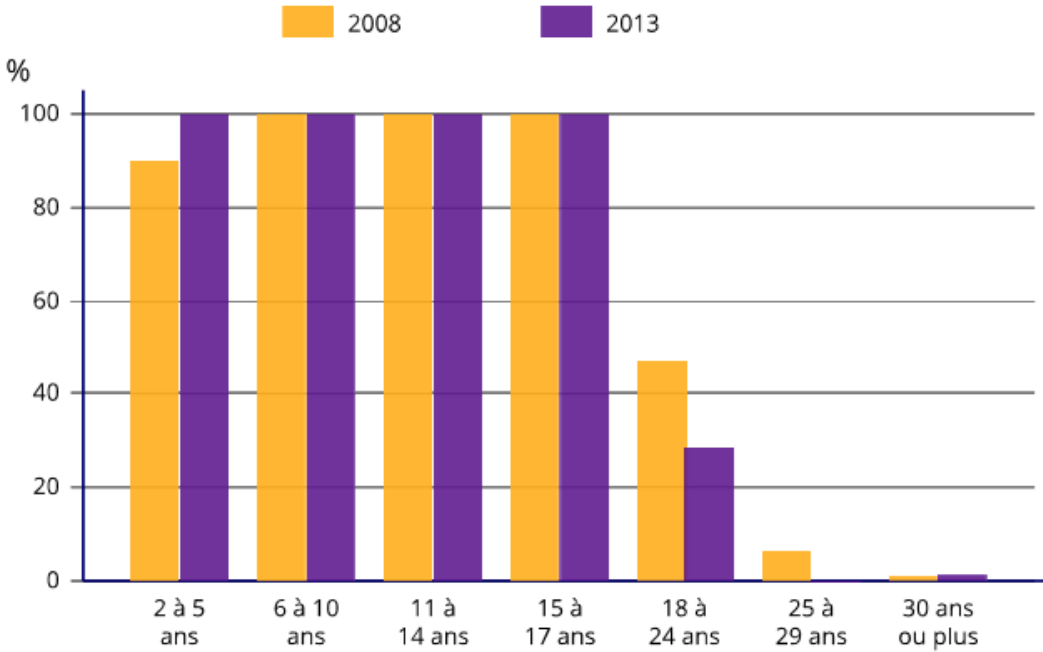
FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



	Ensemble	Hommes	Femmes
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	203	100	103
Part des titulaires en %			
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC, brevet des collèges ou DNB	21,2	18	24,3
d'un CAP ou d'un BEP	20,7	25	16,5
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	14,8	15	14,6
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	43,3	42	44,7



Extrait de l'étude d'une stratégie foncière et d'habitat du Pays Maritime et rural du Montreuillois, Syndicat Mixte Pays Maritime et rural du Montreuillois, 2010

Les polarités

La carte des territoires vécus de l'INSEE identifie :

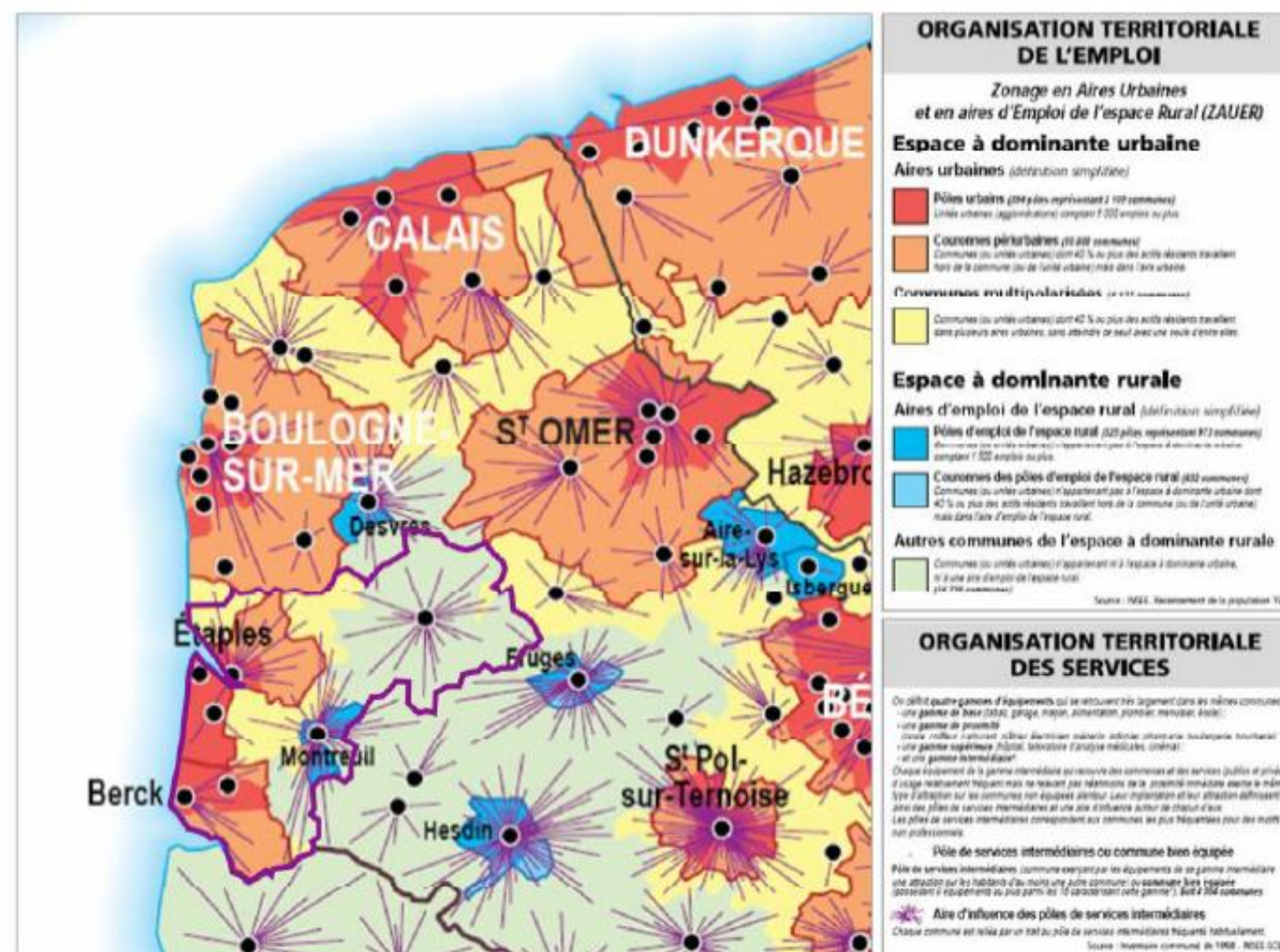
→ 2 pôles urbains sur le littoral qui sont également des pôles touristiques :

- Berck sur mer (Rang du Fliers & Verton)
- Étaples (et Le Touquet)

→ 1 pôle urbain majeur dans l'espace rural : Montreuil sur mer

→ Hucqueliers est identifié comme une aire d'influence des pôles de services intermédiaires.

Le territoire est également sous le rayonnement des pôles urbains majeurs que constitue les agglomérations de Boulogne sur mer et de St Omer et des pôles urbains de l'espace rural comme Desvres.



La carte des Territoires Vécus (l'INSEE) Cette carte superpose au niveau communal deux types d'approches :

- l'accès à l'emploi en dessinant les aires urbaines et les aires d'emploi de l'espace rural
- l'accès aux services en repérant les communes pôle de service intermédiaires et leurs aires d'influence

3-Equipements publics

La commune compte
- un cimetière, une église
- la mairie

4- Activités économiques / Emploi

1- Caractéristiques des entreprises et des établissements :

Source : INSEE

Les établissements de services représentent 45% de l'ensemble des établissements. Viennent ensuite la construction et l'industrie (environ 22% des emplois). 66% des établissements ne disposent pas de salariés.

Saint-Aubin compte 31 emplois au RGP de 2013 et 10 emplois non-salariés.

Le commerce et les activités de service représentent 33% des établissements.

Les prévisions économiques :

(Source : INSEE – mise à jour 28/06/12)

La proximité de l’emploi et du lieu de résidence est une nécessité à renforcer et à mettre en œuvre : aujourd’hui 14% des actifs de Saint-Aubin travaillent dans la commune.

L’analyse démographique a montré un vieillissement de la population communale.
Peu de jeunes ménages s’installent et le nombre de retraités augmente (17% contre 13% en 2008).

La commune dispose d’un nombre d’emplois très faible par rapport au nombre d’actifs résidants : l’indicateur de concentration d’emplois est très faible : 36.9 (indicateur de concentration d’emploi : nombre d’emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi, résidant dans la zone).

Commerces :

La commune dispose de peu de commerces de proximité à part un restaurant.

Nombre d'entreprise par secteur d'activité au 1^{er} janvier 2015

	Nombre	%
Ensemble	9	100
Industrie	1	11,1
Construction	1	11,1
Commerce, transport, hébergement et restauration	3	33,3
Services aux entreprises	2	22,2
Services aux particuliers	2	22,2

Emplois selon le statut

	2013	%	2008	%
Ensemble	41	100	49	100
Salariés	31	75,5	36	71,9
dont femmes	11	27,3	14	29,2
dont temps partiel	9	22,3	13	27,1
Non-salariés	10	24,5	14	28,1
dont femmes	2	4,9	3	6
dont temps partiel	1	2,5	4	8,2

Créations d'entreprises individuelles (hors agriculture)

	Entreprises individuelles créées	Part en % dans l'ensemble des créations d'entreprises
Ensemble	2	66,7
Industrie	0	
Construction	0	
Commerce, transport, hébergement et restauration	0	0
Services aux entreprises	0	
Services aux particuliers	2	100



2-ICPE

Installations classées

D’une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et à la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et monuments, sont soumises aux dispositions de la loi n°76-663 du 16 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), reprises dans le Code de l' Environnement.
Pour rappel, les éleveurs doivent tenir informé l'Administration (Préfecture de département) des changements intervenus dans leur exploitation (décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 portant application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux ICPE).

La commune compte 1 ICPE

Nom : Refuge de Saint Aubin

Adresse d'exploitation :
CD 143
62170 ST AUBIN

Activité principale :
Etat d'activité : En fonctionnement
Service d'inspection : DD(CS)PP
Numéro inspection : 0562.01551
Dernière inspection : 18/02/2013

Régime : Autorisation
Statut Seveso : Non Seveso
Priorité nationale : Non
IED-MTD : Non

Situation administrative

Rubri. IC	Ali.	Date auto.	Etat d'activité	Rég.	Activité	Volume	Unité
2120	1		En fonct.	A	Chiens (élevage, vente, transit, garde, fourrières)	80	u

3-Activités agricoles

On entend par exploitation agricole, toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal ainsi que les activités exercées par l'exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation. Il en est de même des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques en vue de leur exploitation à l'exclusion des activités du spectacle (article L.311-1 du Code Rural).
La simple pension de chevaux n'est pas considérée comme une activité agricole. Par ailleurs, l'ensemble des bâtiments liés aux coopératives agricoles, aux entreprises de travaux agricoles (sans le support d'une exploitation), aux entreprises de parcs et jardins ne relève pas des activités agricoles mais de prestations de services au sein de zones artisanales ou d'activités.

Installations classées

D’une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité et à la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et monuments, sont soumises aux dispositions de la loi n°76-663 du 16 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), reprises dans le Code de l' Environnement.
Pour rappel, les éleveurs doivent tenir informé l'Administration (Préfecture de département) des changements intervenus dans leur exploitation (décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 portant application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux ICPE).

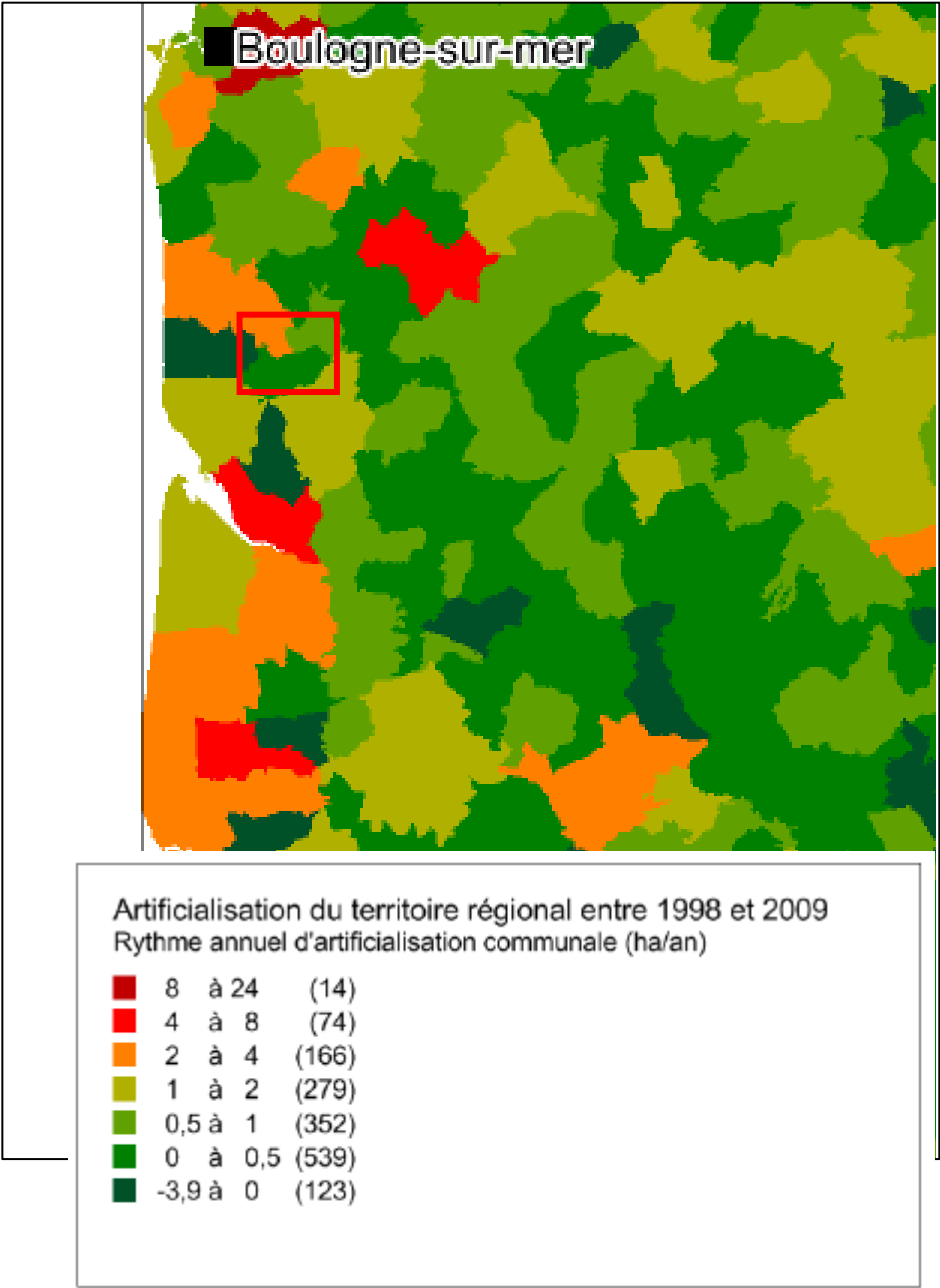
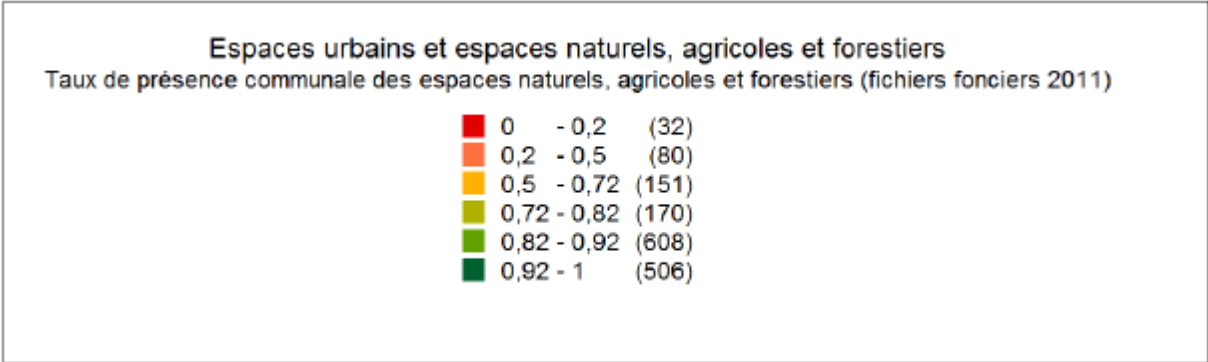
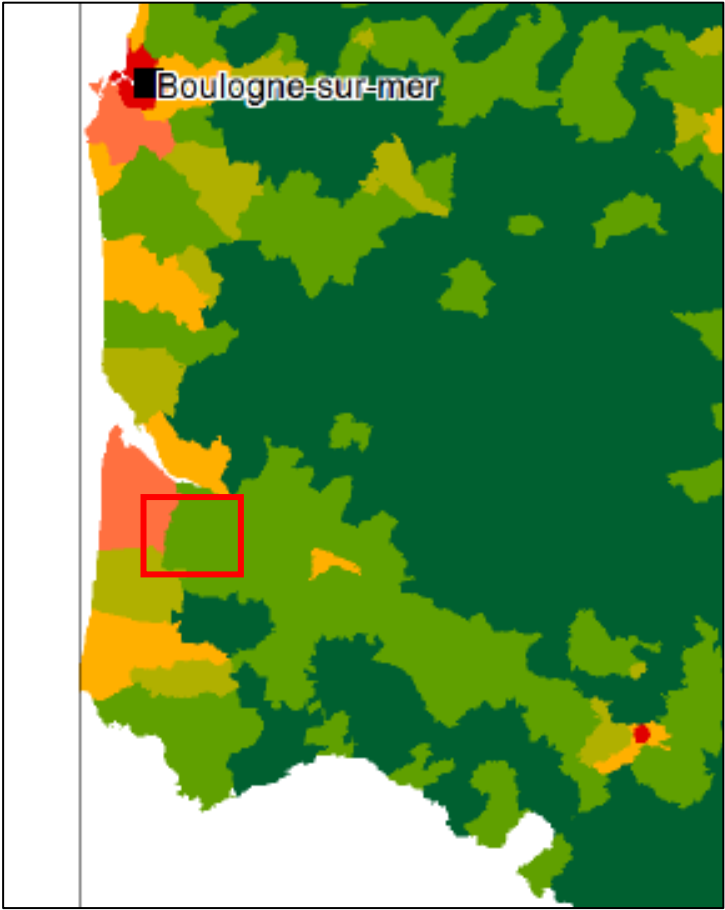
Pour assurer la pérennité des exploitations agricoles, l'article L111-3 du Code Rural a introduit le principe de réciprocité des règles de distances en imposant, aux nouvelles constructions des tiers (ainsi qu’aux limites de zones) et à tout changement de destination à usage non agricole, le même éloignement par rapport aux bâtiments agricoles afin de permettre aux exploitants de pérenniser leur activité. Il est applicable que ce soit pour les ICPE que pour les exploitations soumises au Règlement Sanitaire Départemental (R.S.D)

La superficie du territoire agricole de Saint Aubin a évolué à la baisse de 6.4% depuis 2000 ce qui correspond à la tendance du nord pas de calais qui a vu sa surface agricole diminuée de 2540 ha/an pendant la même période.
En 2011, le taux de présence des espaces naturels, agricole et forestier représentait entre 82 et 92% du territoire communal.
Le rythme d'artificialisation communal entre 1998 et 2009 était d'environ 2 à 4ha/an (source département)

La spécialisation des exploitations régionales en grandes cultures s’affirme, avec 100 exploitations en plus (+2 %). Cette évolution est inférieure à celle constatée au niveau national, où le nombre d'exploitations spécialisées en grandes cultures s’accroît encore plus nettement. La filière laitière spécialisée connaît une forte chute du nombre de ses exploitations : une exploitation sur 4, soit 500 exploitations spécialisées en bovins-lait qui ont disparu

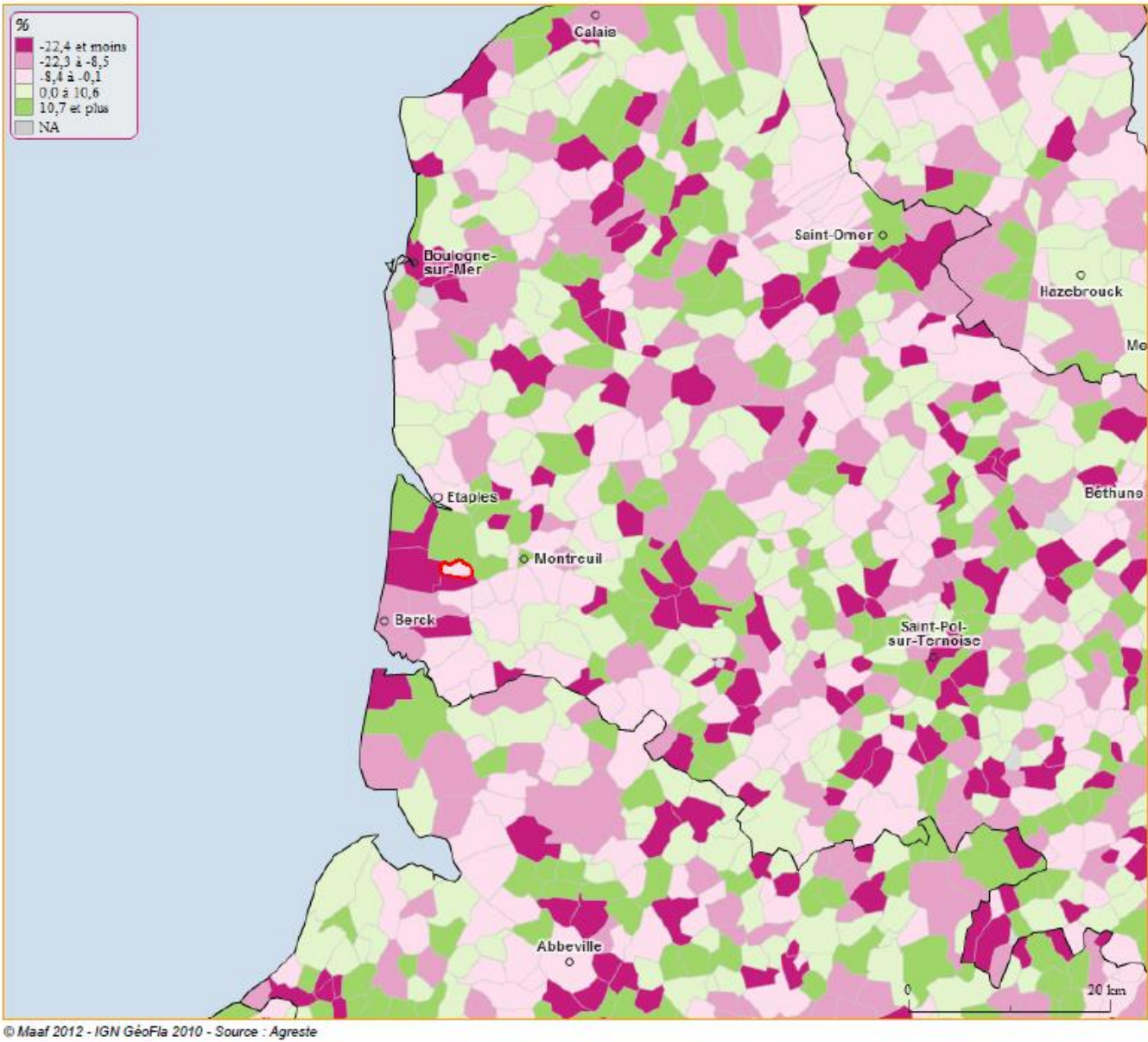


source : département

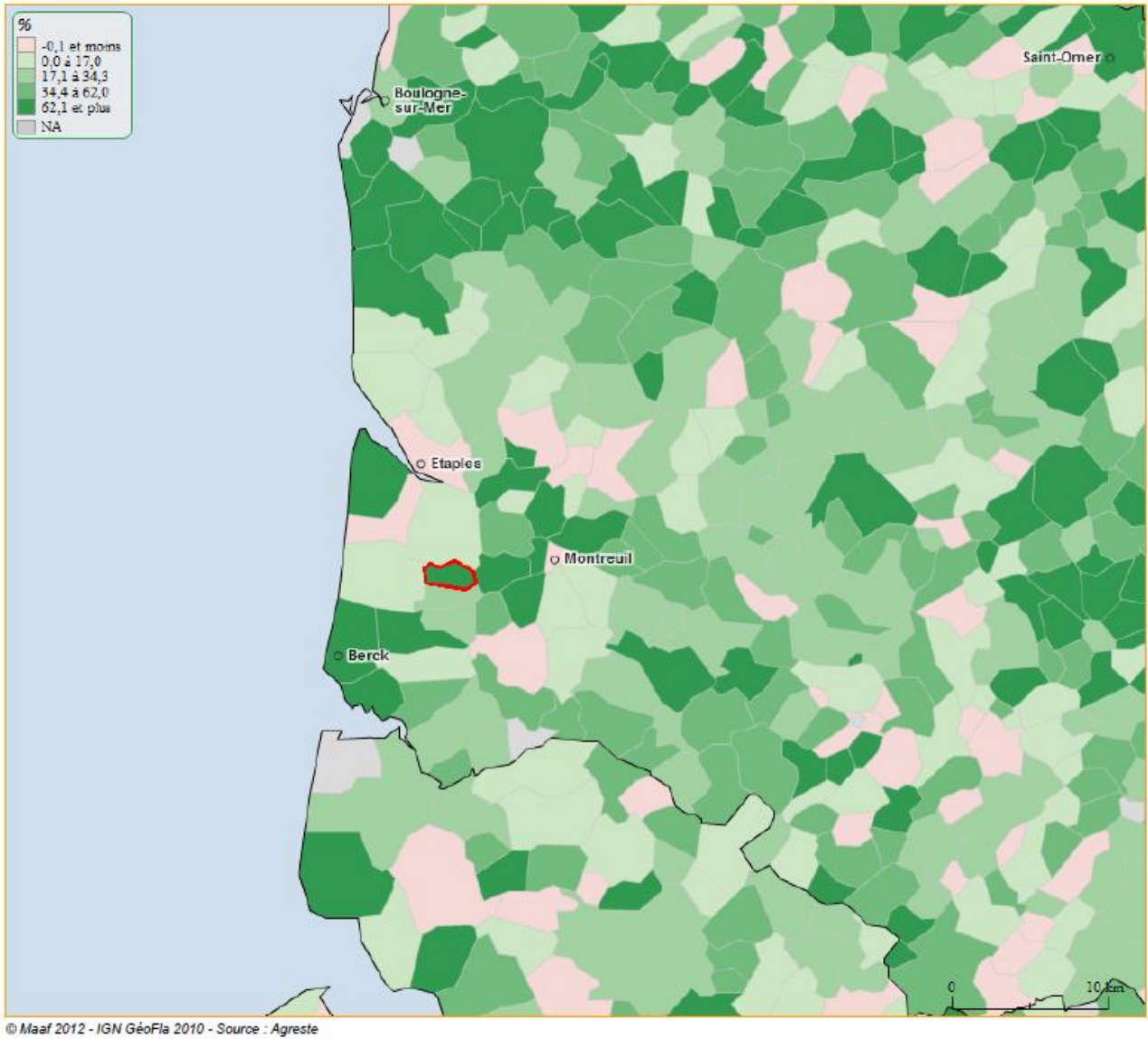


Entre 2000 et 2010, le nombre d'exploitant a diminué passant de 7 à 3 exploitants ayant leur siège sur le territoire

Évolution de la superficie agricole utilisée entre 2000 et 2010



Évolution de la surface agricole utile entre 2000 et 2010



Répartition des cultures (source RGP 2012)

La surface agricole utile par exploitant est de plus de 100ha.
La majorité des cultures est orientée vers le blé et la culture de légumes.

Les exploitations agricoles représentaient 10 unités de travail annuel en 2010 contre 4 unités de travail en 2017
Dans le département, l'emploi agricole exprimé en UTA, a diminué de 4 % par an depuis 2010. Sa répartition évolue peu, les chefs d'exploitations et leurs co-exploitants en représentent une part un peu plus importante (+2 % des UTA). Une moindre quotité de travail est effectuée par les saisonniers pour qui le nombre d'UTA diminue de 4 % depuis 2010, ce qui représente mille cent UTA en moins au cours de cette période.

La commune compte deux exploitations en Installation Classée Pour l'Environnement. Le nombre d'exploitant n'a pas varié entre 2010 et 2017. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, les exploitations de grande taille économique sont devenues largement majoritaires. Elles représentent 55 % de l'ensemble des exploitations. En 2010, seule une exploitation sur deux était de grande taille. Cette augmentation est encore plus notable dans le département du Pas-de-Calais où la proportion de grandes exploitations atteint 59 %, avec une augmentation de 7 %. Ce sont surtout les exploitations de taille intermédiaire qui ont proportionnellement le plus régressé.

Orientation technico-économique de la commune

- Céréales et oléoprotéagineux

Autres grandes cultures

Légumes et champignons

Fleurs et horticulture diverse

Viticulture

Fruits et autres cultures permanentes
- Bovins lait

Bovins viande

Bovins mixtes

Ovins, caprins

Polyélevage d'herbivores

Porcins

Aviculture

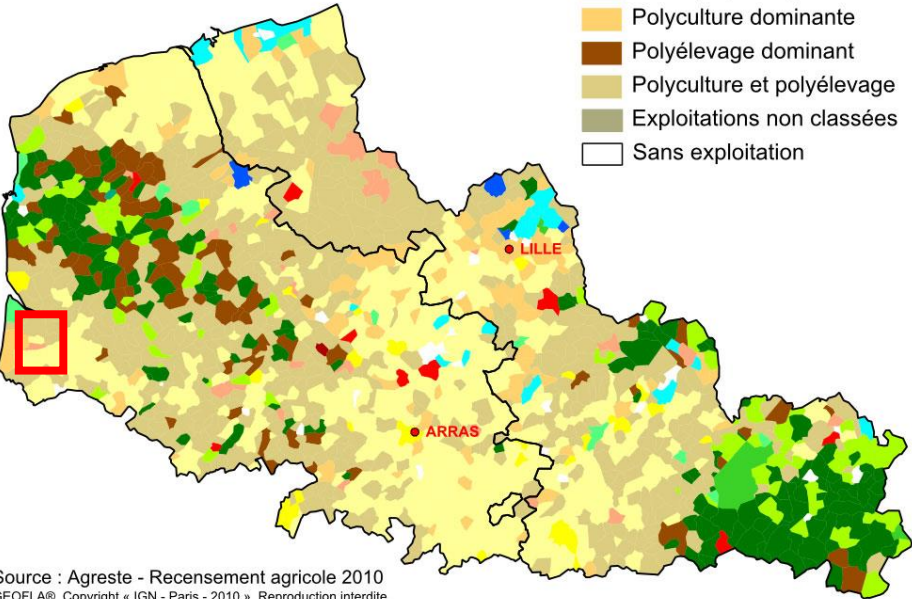
Autre polyélevage

Polyculture dominante

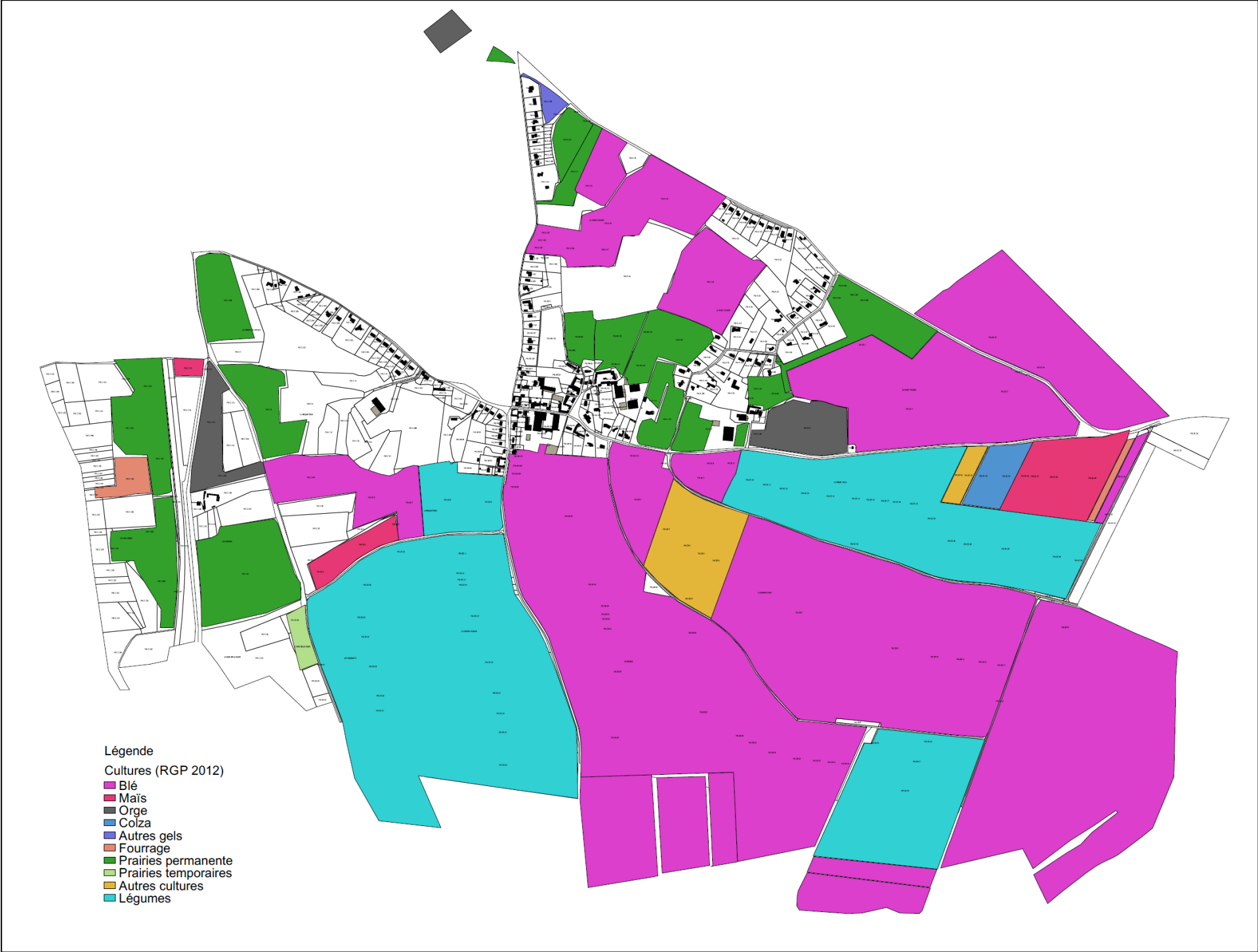
Polyculture et polyélevage

Exploitations non classées

Sans exploitation



Source : Agreste - Recensement agricole 2010
GEOFLA® Copyright « IGN - Paris - 2010 » Reproduction interdite



- Légende
- Cultures (RGP 2012)
- Blé
 - Maïs
 - Orge
 - Colza
 - Autres gels
 - Fourrage
 - Prairies permanente
 - Prairies temporaires
 - Autres cultures
 - Légumes



Les exploitations ayant leur siège dans Saint-Aubin commune

Région Nord-Pas-de-Calais

Département Pas-de-Calais

Saint-Aubin commune

Dimension économique

	Exploitations			Superficie agricole utilisée (ha)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Ensemble des exploitations agricoles	9	7	3	466	601	562
dont moyennes et grandes exploitations	7	s	3	465	s	562

Statut de l'exploitation

	Exploitations			Superficie agricole utilisé		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Tous statuts	9	7	3	466	601	562
dont exploitations individuelles	9	s	s	466	s	s
dont groupements agricoles d'exploitation en commun (Gaec)	0			0		

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles

Âge du chef d'exploitation ou du premier coexploitant

	Exploitations			Superficie agricole utilisée (ha)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Ensemble	9	7	3	466	601	562
dont moins de 40 ans	4		s	344		s

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles

Cheptel

	Exploitations en ayant			Nombre de têtes		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Vaches laitières	3	3	s	124	s	s
Vaches nourrices	s	s	s	s	s	s
Chèvres	s	s		s	s	
Brebis laitières	0			0		



Brebis nourrices	0	s		0	s
Poulets de chair et coqs	3	s		78	s

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles

Cultures

	Exploitations en ayant			Superficie (ha)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Céréales	7	4	3	213	177	202
dont blé tendre	7	4	3	96	101	156
dont Maïs-grain et maïs-semence	0	s	s	0	s	s
Tournesol	0			0		
Colza et navette	4			12		

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles

Main-d'œuvre

	Personnes			Volume de travail (UTA)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Chefs et coexploitants	9	7	4	8	5	4
Salariés permanents (hors famille)	2	s	s	2	s	s

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles

		Ensemble des exploitations		
		1988	2000	2010
Exploitation agricole	nombre	9	7	3
Travail	unité de travail annuel	16	13	10
Superficie agricole utilisée	hectare	466	601	562
Cheptel	unité gros bétail alimentation totale	470	471	289

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles

Orientation technico-économique de la commune en 2010	Cultures générales (autres grandes cu
Orientation technico-économique de la commune en 2000	Cultures générales (autres grandes cu

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles

		Ensemble des exploitations		
		1988	2000	2010
Superficie en terres labourables	hectare	327	465	429
Superficie en cultures permanentes	hectare	0	0	0
Superficie toujours en herbe	hectare	138	135	133

Source : Ministère en charge de l'agriculture, Agreste, recensements agricoles



Répartition des terres et des prairies (source RPG 2012) : La majorité des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur le secteur d'étude présente un parcellaire bien regroupé



N°	Raison sociale	Activités	Surf Agricole Utile en Ha	Installation			Mise aux normes En cours EC effectuée, EF sans travaux ST	Infos diverses Projet Succession	Valeur Agronomique
					Effectif				
1	SPA	Refuge/Fourrière	2.5ha		12 salariés 5 CDI			Propriété de la ville du Touquet Projet de construction d'une nouvelle fourrière. Assainissement	
2	EARL du secteur	Grandes cultures Légumes	190ha (117ha à St Aubin) 30ha de STH		2 salariés	Siège dans la commune	N'a plus d'animaux ICPE encore présente	Pas de projet – Remplacement de structures existantes Ancien bâtiment – Destiné aux stockage / Froid	
3	Gaec Thilliez	Grandes cultures Légumes	227ha (125ha à St Aubin) 39ha de STH		2 salariés	Siège dans la commune	ICPE 100m	Animaux (80 laitières et 100 autres bovins) Projet de fosse à lisier à l'extérieur du village	
4	Heriou Pierre Alain	Grandes cultures Légumes frais Lin	140ha (60ha à St Aubin) 30ha de STH		Seul	Siège dans la commune		Animaux (25 vaches nourrices et 50 autres bovins) Projet de construction d'un stockage Projet d'agrandissement stockage paille	

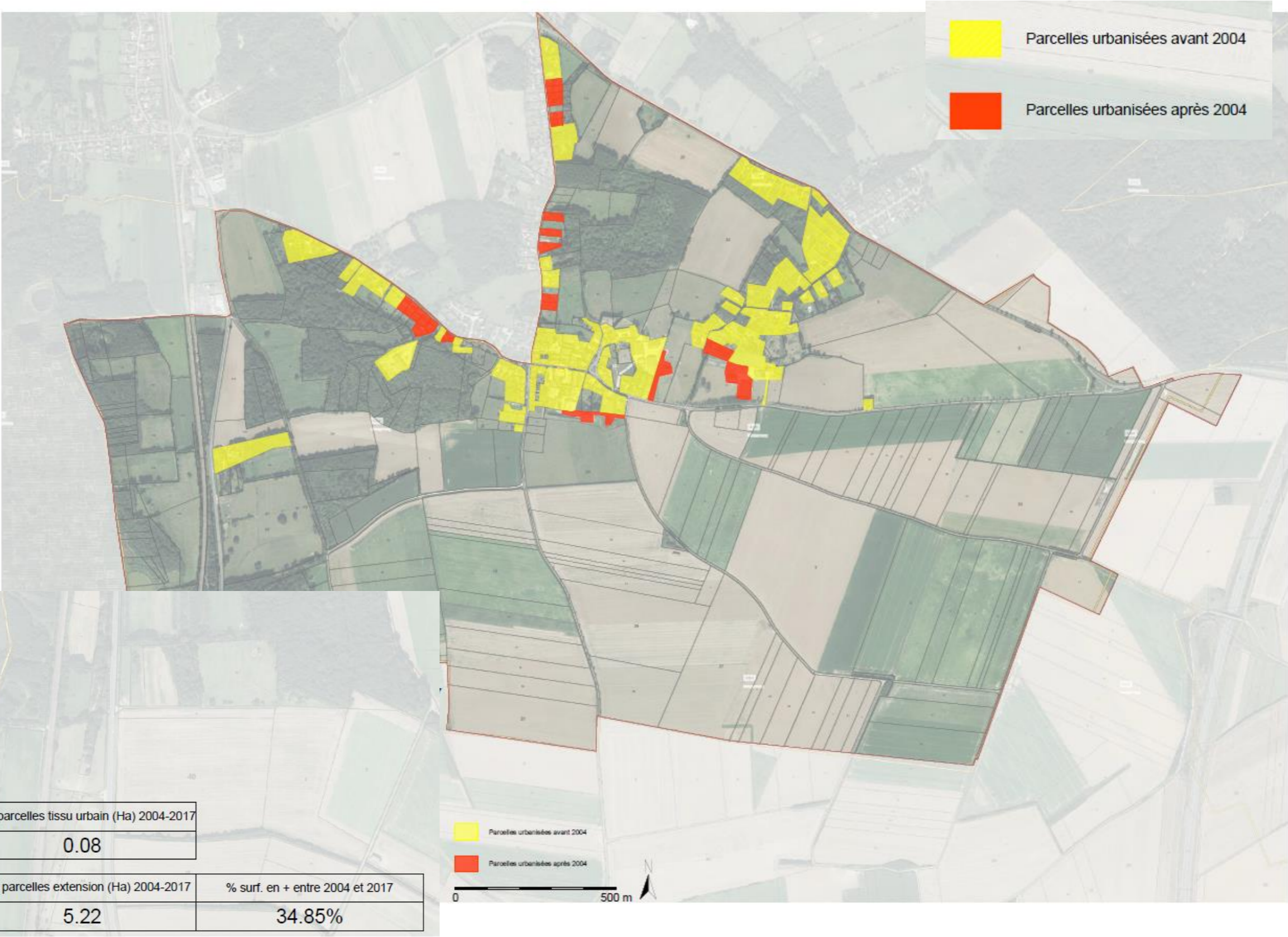
Enjeux fonciers	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations
	Les espaces agricoles du territoire Entités foncières qui structurent le territoire formant un ensemble indissociable	Répartis de façon homogène le long des axes principaux de la commune	Concentrer l'urbanisation dans la principale zone urbanisée, les dents creuses
	Organisation du foncier Regrouper les parcelles afin de pouvoir avoir des champs avec des tailles conséquentes pour faciliter le travail et l'accès du matériel	Remembrement réalisé	Maintenir la cohérence du territoire pour faciliter le travail au champ et favoriser des structures cohérentes
	Circulation agricole Passages permettant l'accès aux zones agricoles situées derrière les zones d'urbanisation	Pas de problème d'accessibilité identifié	
	Accessibilité et desserte Accès et entrées aux parcelles	Pas de problème d'accessibilité identifié	Veiller à conserver les entrées des champs accessibles aux matériels agricoles assez volumineux
	Les sièges d'exploitations Certains sont situés dans la partie urbanisée de la commune	3 sièges d'exploitations avec des prairies attenantes	Maintenir la cohérence globale
	Diversification des exploitations Permettre la diversification	Pas de diversification envisagée pour les exploitations en activités	Des projets de diversification sont prévus dans des granges à requalifier
	Énergies renouvelables		Permettre l'utilisation des énergies renouvelables

Enjeux économique et sociaux	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations
	Fonctions économiques Effets directs (emplois)	Représentant 4 temps pleins	Maintenir les emplois
	Typologie de l'agriculture Orientation des agriculteurs Transmission	Agriculture de type polyculture et légumes De jeunes exploitants	Conserver une dynamique agricole
	Accueil à la ferme	Aucun	Pas de projets
	Vente à la ferme	Aucun	Pas de projets
	Diversification énergétique		Pas de projets
	Activités diverses		Pas de projets
	Ponctions agricoles		Pas de projets

Enjeux environnementaux	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations
	Équilibre Environnemental Protection contre l'érosion, ruissellement, inondations, risques naturels Conservation de la biodiversité	Axes de ruissellement	Identifier les axes de ruissellement et gérer le droit des sols
	Protection de l'eau Mise aux normes Pratiques réglementées par des contrats Présence de périmètre de captage		Conserver une dynamique agricole sur le secteur
	Maîtrise de l'eau Périmètre de protection aux risques		Pas de projets
	Éléments paysagers Structuration du paysage rural	De vastes espaces naturels préservés par l'agriculture Présence de zones humides et de ruissellements	Conserver l'intérêt écologique
	Préservation de la biodiversité et des éléments naturels	De vastes espaces naturels préservés par l'	Préserver dans le cadre du PLU

Analyse de la consommation
des espaces naturels
agricoles et forestier (entre
2004 et 2017)

(Les données collectées ne nous permettent pas d'établir une consommation sur les 10 dernières années). Cette consommation de territoire a été établie sur la base de la consommation de territoire fournie dans le Porter à Connaissance complétée par une photo-interprétation.



En 2004		
Surf. totale parcelle construites (Ha)		
24.41		

Nb constr. tissu urbain 2004-2017	Surf. parcelles tissu urbain (Ha) 2004-2017	
1	0.08	

Nb constr. extension 2004-2017	Surf. parcelles extension (Ha) 2004-2017	% surf. en + entre 2004 et 2017
21	5.22	34.85%



Entre 2015 et 2018, 13 logements ont été autorisés

NUMERO PC	REFERENCE CADASTRALE	NATURE DES TRAVAUX	SP CREEE
PC 2015 n°1	AB 40 et 41	Construction d'une véranda	30,37
PC 2016 n° RETIRE	AB 108	Maison	0
Pc 2016 n°2	A 27 et 28	Extension	89.35 (et de suppression 37.06)
Pc 2016 n°3	C 223	Aménagement de deux garages en habitation	71.50
Pc 2016 n°4	AB 108	Construction d'une habitation	168
PC 2016 n°5	ZD 11	Construction d'une fosse pour le stockage d'effluents	0
PC 2017 n°6	A 208	maison	104,92
PC 2017 n°2	AB 127	Maison	137,59
Pc 2017 n°3	A 12p (lot 2 et 3) issu de A 209 et 210	Maison	184.13
PC 2017 n°4	A 83	Extension d'une habitation	157.19
PC 2017 n°5	A 185 et 191	extension	48,63
PC 2017 n°7	A 195 et 198	Construction d'un garage de 66 m²	0
PC 2017 n°8	C 290	Maison	173
PC 2018 n°1 DEFAVORABLE	AB 16, 17 et 21	Construction de 6 habitations + démolition d'1 maison	
PC 2018 n°2	AB 115, 117, 119, 121 et 122	Aménagement de combles	49
PC 2018 n°3	A 157	maison	201,58
PC 2018 n°4	C 278, 281, 279, 255 et 280	Maison d'habitation et aménagement intérieur prothésiste dentaire	230,95
PC 2018 n°5 REFUSE	AB 16, 17 et 21	Construction de 6 maisons	780,06
PC2018 n°6 REFUSE	A196	maison	242
PC2018 n°7	AB 16, 17 et 21	Construction de 6 maisons	780,06
PC 2018 n°8	A196	Maison	242

Ceci représente 1 851.15 m² soit 462.78 m²/an

Synthèse et objectifs pour l'élaboration Du projet communal

DES ENJEUX D'IDENTITE COMMUNALE

Intégrer les éléments des documents supra-communaux : SCoT, SDAGE, SAGE

- Conforter et renforcer l'identité de Saint-Aubin, une commune rurale rétro-littorale, en :
- Préservant les éléments facteurs d'identité : architecture, urbanisme, paysage, ...
- Concentrant le projet sur l'enveloppe urbaine existante et non pas en extension linéaire
- Gérant la mutation du bâti existant (implantation, clôtures, ...)
- Préservant les éléments architecturaux et alignements repérés dans le centre-bourg
- Traitant les franges urbaines
- Contenir le développement urbain à l'intérieur de la couronne végétale et urbaine de la commune,
- Maintenir et préserver des respirations visuelles dans le tissu urbain avec son territoire agricole,
- Des centralités à valoriser : des espaces publics dont la lisibilité peut être améliorée
- une hiérarchie à retrouver entre le centre-bourg et les hameaux
- limiter la consommation de territoire : +34.85% entre 2004 et 2017
- Intégrer les objectifs du SCoT : Les objectifs de logements à construire sont, pour les communes rétro-littorales Terres et Mer d'Opale d'environ 280 logements dont 75% dans le tissu, soit 210 logements. La densité recherchée est de 20 logements/ha soit 21 ha en extension urbaine (objectifs à 20 ans). Saint Aubin représente 15.9% du prorata du nombre d'habitant des communes rétro littorales. Le nombre de logements à créer serait donc d'environ 44 logements sur 20 ans pour une consommation de territoire d'environ 0.65ha.

DES ENJEUX SOCIO-ECONOMIQUES

- Repenser l'offre de logements

L'objectif pour la commune est donc à la fois d'attirer une population familiale avec de jeunes enfants, de maintenir une population de jeunes adultes, qui stagne aujourd'hui et de permettre le maintien au village des plus anciens. Un travail approfondi sur le "parcours résidentiel", en termes de mixité des logements tant dans le mode d'occupation, que dans la taille des logements, devra être mené.

Aujourd'hui, les familles arrivantes ne permettent plus de limiter la diminution de la taille des ménages. Il est essentiel de « relancer » une dynamique d'accueil des familles et de répondre aux besoins des ménages plus petits, afin de les maintenir dans la commune.

- Développer les déplacements en mode doux à l'échelle communale et intercommunale.

Intégrer l'offre économique

- Intégrer à la réflexion l'avenir et la pérennité des activités agricoles.
- Permettre le commerce et services de proximité.
- pérenniser les activités existantes

DES ENJEUX PAYSAGERS ET ENVIRONNEMENTAUX

Un patrimoine paysager à préserver

La commune possède un patrimoine paysager intéressant qu'il est nécessaire de préserver voire valoriser dans le PLU. Sa position dans le grand territoire à l'interface entre les paysages littoraux (marais et tourbières) et ceux de l'intérieur des terres (boisements et plaine agricole) lui confère un intérêt pour la préservation et le développement des continuités écologiques à l'échelle du territoire.

Au-delà de ces critères écologiques importants, la végétation dense et variée de Saint-Aubin participe à son identité rurale et à l'intégration de l'urbanisation dans le paysage.

En ce sens et en cas de nouvelles constructions, les boisements dans et en périphérie des espaces urbanisés doivent être préservés pour conserver l'esprit des lieux.

Les vues sur le paysage à préserver

Les vues et axes visuels au sein des espaces urbanisés sont aujourd'hui peu nombreux et à préserver pour apporter une scénographie urbaine dynamique depuis le village et le hameau.

Le maillage végétal et écologique à préserver

Il est à préserver et à développer sur le territoire pour des raisons écologiques comme paysagères.

Les haies bocagères constituent un très bon moyen de maillage du territoire car elles peuvent être économiques valorisées par l'exploitation du bois mais également de façon indirecte par la protection des cultures qu'elles bordent. Le développement des haies bocagères (soit d'après l'existant, soit par de nouvelles plantations) peut permettre de diversifier les essences utilisées et de réfléchir à la mise en place de haies plus larges et de fait écologiquement d'autant plus intéressantes.

Les arbres d'alignements qui marquent le plus souvent les entrées de villes sont à préserver et leur densification à envisager pour leur rôle paysager fort et pour créer des entrées de village d'autant plus qualitatives pour la commune.

Les bosquets et arbres isolés sont à préserver dans la mesure du possible.

Le développement urbain linéaire à éviter

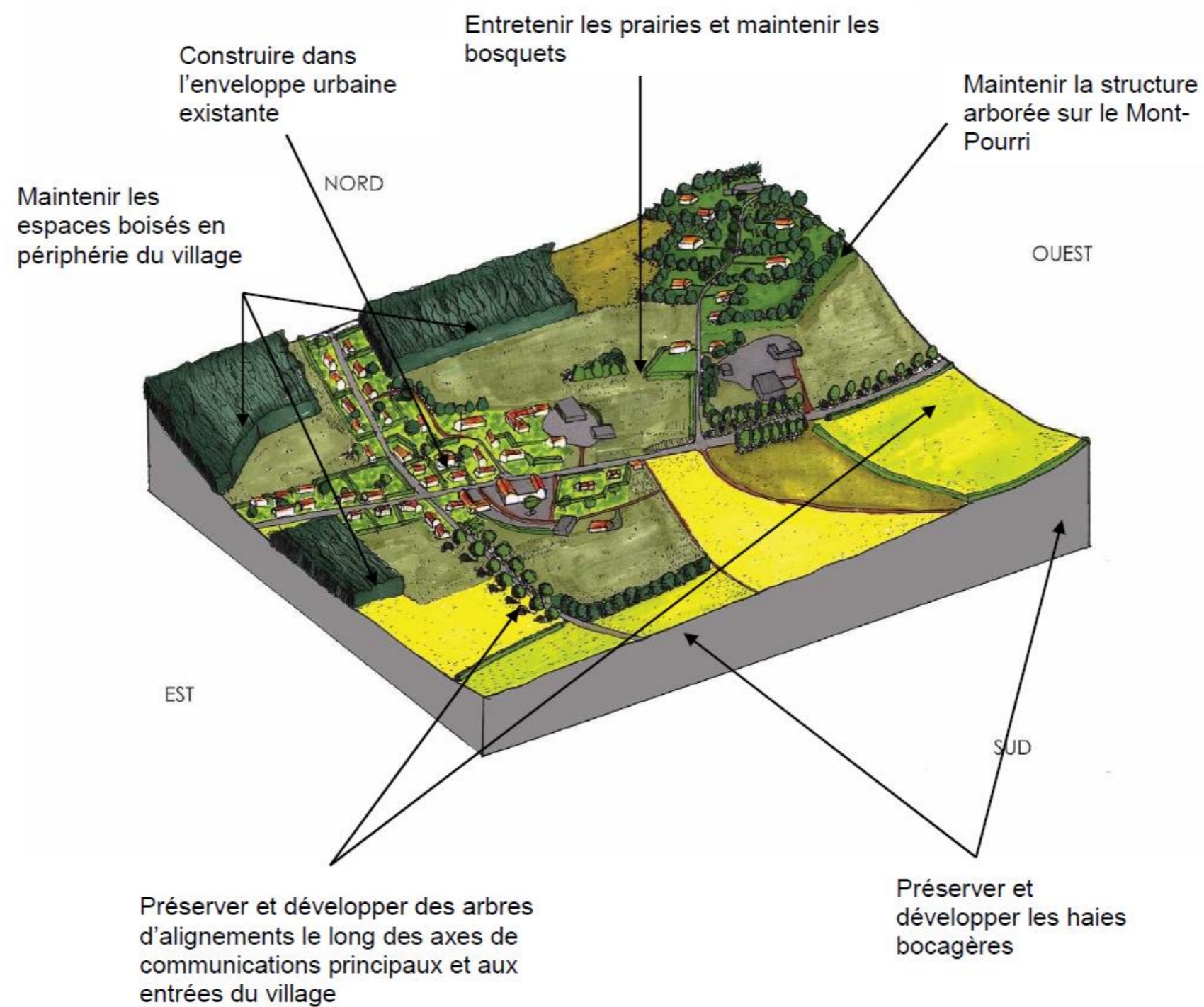
L'urbanisation linéaire le long des axes structurant doit être limitée pour ne pas impacter le paysage et notamment la plaine agricole ouverte. En ce sens, la densification doit se faire de préférence dans l'enveloppe urbaine existante.

Des zones humides à préserver : mares, prairies humides, saulaies,

Le corridor forestier à renforcer : dans le cadre du SRCE, ce corridor est à renforcer

Des risques à prendre en considération

- Retrait et gonflement des argiles
- Risques d'inondation notamment par remontée de nappe



II - LE PROJET COMMUNAL

A- Données et objectifs projectuels

2- Potentialités de renouvellement urbain dans le tissu existant

Les sites identifiés ci-après ne tiennent pas compte d'éventuels processus spontanés de densification des tissus pavillonnaires existants, qui pourraient être opérés par des propriétaires tirant parti des possibilités offertes par le règlement du PLU.

En effet, la collectivité n'a pas eu connaissance de tels projets, et il n'a pas été possible d'envisager, avec certitude, d'éventuelles actions de ce type.

Les dents creuses et interstices

Les dents creuses correspondent aux parcelles non construites localisées ponctuellement dans le tissu aggloméré.

Certaines de ces parcelles sont occupées par des jardins privatifs. Il est fort improbable que ces terrains fassent l'objet d'un changement de destination. Si des changements d'usages sont toujours possibles, la collectivité n'a pas eu connaissance de projets de mutation concernant les sites relevés.

Par ailleurs, certaines dents creuses ne doivent pas être mobilisées pour de la construction. En effet, ces quelques dents creuses présentent encore un intérêt écologique (corridors biologiques entre les espaces situés à l'ouest et à l'est de la commune) ou liés à des risques : ruissellement ou nappe sub-affleurante.

Ces ouvertures vers les sites forestiers sont d'autant plus importantes qu'il n'en subsiste quasiment plus. Il est aussi à rappeler que la commune ne disposant pas d'assainissement collectif, l'assainissement autonome demande de la superficie qui ne peut être comptabiliser en potentialité d'urbanisation.

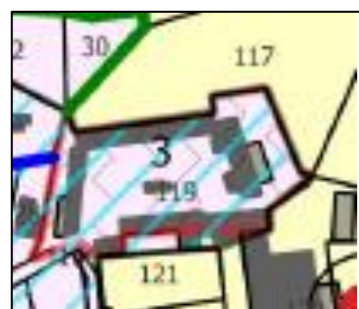
Ainsi, il est difficile d'envisager une densification en 2nd rang car les parcelles disposent d'assainissement autonome rendant inconstructible suivant les cas soit le fond soit le côté de la parcelle.

Les sites de renouvellement urbain

Le tissu aggloméré de la commune fait l'objet d'un processus de renouvellement urbain, qui s'opère souvent au gré des opportunités. Le bâti ancien, inadapté, peut être transformé, changer d'usage, il laisse souvent place à de nouvelles constructions qui viennent renouveler le tissu existant.

Ces processus peuvent être d'initiatives privées, ou publiques. Ils peuvent concerner essentiellement des projets de création de logements ou d'activités.

Les études menées dans le cadre de l'élaboration du PLU ont toutefois permis d'identifier un site potentiel de renouvellement urbain, pour lequel une action pourrait être menée dans le cadre de l'élaboration de ce nouveau PLU.



Il est ainsi recensé (dent creuse n°9) une ancienne ferme qui pourrait faire l'objet d'une reconversion à un usage de logement. Celle-ci est compatible dans le potentiel de renouvellement en prenant en considération l'emprise des bâtiments actuels puisque cette construction est aussi repérée comme élément architectural identitaire.

La commune ne compte pas de friche.

Au total, le tissu permettrait de construire 33 logements : 12 en dents creuses et 21 en projet.

Projets et Dents-creuses sur la commune de Saint-Aubin

Légende

- PARCELLAIRE_PARCELLE
- Dents-Creuses
- ICPE et projets Agri
 - Sièges exploitations
 - Projets
 - ICPE soumises à Autorisation
 - ICPE Soumises à déclaration
- TamponICPE_D
- TamponICPE_A
- C.U
- BATIS
- ZICO
- SITE_INSCRIT
- ZNIEFF2
- ZNIEFF1
- Alea_rgargile_R31



Dents-creuses

NOM	DC	SURFACE	REMARQUES	OUI/NON
742 A 42	1	1057.586	Terrain d'approximativement 15m x 64m / Accès à une RD dangereuse en crête de côte – Sortie non sécurisée – Surface trop étroite avec forte nuisance sonore pour le futur propriétaire	0
742 C 245	2	1557.324	Corridor végétal à l'entrée du village à préserver – passage à gibier – espace boisé (classé sur ancien POS)	0
742 A 48	3	2904.774	Parcelle déjà construite avec l'extension de la maison de la parcelle 47 – Présence de sources	0
742 A 81	4	1789.409	Terrain boisé à préserver – Corridor végétal avec la parcelle 73 à préserver	0
742 AB 41	5	1831.875	Pas d'accès (le chemin présent sur la carte est privé) – Enclavé – Refus de construction en 2 ^{ème} rideau	0
742 AB 107	6	1524.607	Possibilité d'une seule construction – Glissement de terrain important sur l'arrière (constaté par la presse)	1
742 A 196	7	1846.761	Espace boisé – Une seule construction possible pour respecter l'harmonie du quartier – Terrain avec sources	1
742 A 50	8	2246.51	Aucune construction possible compte tenu de la nature du terrain (sources et imperméabilité des sols) et des possibilités d'accès – Refus d'accès en 2 ^{ème} rideau pour les réseaux – Espace boisé, corridor végétal avec la parcelle 28	0
742 AB 119	9	3946.769	Ancienne ferme seigneuriale à protéger – Possibilité de densifier dans l'existant – Pas de construction nouvelle	5
742 A 51	10	618.689	Terrain en pente – Imperméable – Présence de sources – Surface trop faible pour permettre un assainissement par infiltration	0
742 A 73	11	1434.412	Terrain imperméable – Présence de l'assainissement autonome de la parcelle 27	0
742 A 28	12	2880.391	Espace boisé et humide – Présence de mares alimentées par des sources – Une partie déjà occupée par l'accès à la parcelle 27 – Une partie déjà construite avec l'agrandissement de la construction de la parcelle 27	0
742 AB 42	13	2131.268	Pas d'accès (le chemin présent sur la carte est privé) – Enclavé – Refus de construction en 2 ^{ème} rideau	0
	14		Parcelle 46 comprenant le garage de la maison située parcelle 47 – Présence de sources	
742 A 186	15	1368.027	Une construction possible sur la parcelle A 186-192 (à côté de la A185-191)	1
	16		Secteur d'intensification urbaine	4
TOTAL				12

Certificats d'urbanisme et projets en cours

NOM	CU	Nbre log.	Surface	ID
742 AB 127	Glissement de terrain – Une construction autorisée	1	1128.219	1
742 AB 132	Présence de sources – Terrain marécageux même en été – Pas d'accès – Ruissellement important	1	12502.988	2
742 A 12	3 CUb positif pour 3 lots en bordure de route – 2 lots déjà achetés par un seul propriétaire pour une construction	2	35365.59	3
742 AB 109	CUb revenu négatif – Souhait d'une construction pour uniformiser l'entrée de Saint Aubin pour marquer l'entrée de l'agglomération	0	1406.976	4
742 AB 130	Terrain marécageux – Glissement de terrain – Un lot autorisé à la construction d'une seule habitation	1	1666.822	5
742 AB16 / 742 AB 17 / 742 AB 21	CUb positif pour 6 lots	6	5937.476	6
742 A 158 / 742 A 157 / 742 A 159	3 lots constructibles	3	4393.112	7
742 AB 108	Construction en cours	1	1432.059	8
742 C 281	CUb prorogé d'un an le 21/03/17 - Corridor végétal à l'entrée du village à préserver – passage à gibier – espace boisé (classé sur ancien POS	1		9
742 C 163-284	CUb déjà accordé pour 5 logements – Présence de sources et mares – Permis de construire en cours – Corridor végétal à préserver – Servitude pour parcelle arrière	5	2069.052	10
TOTAL		21		

Il est à noter que la plupart de ces constructions sont sur des terrains argileux (ancienne briqueterie) donc imperméables. Cela entraîne un fort ruissellement. L'ajout de construction sur ces parcelles augmenterait le phénomène de ruissellement déjà important.

3- Estimation des besoins en logements :

Calcul du point mort
Sources : INSEE et données communales

Le calcul du point mort caractérise le nombre de logements à construire pour maintenir la population en intégrant le desserrement de population.

Le desserrement moyen calculé sur la période 1968 – 2013 est de 0.2. Nous pouvons estimer que le maintien de la population de Saint Aubin va correspondre aux chiffres expliqués ci-dessous :

Actuellement, le nombre de personnes par ménage s’élève à 2,3. En tenant compte de la poursuite du desserrement moyen, la population des ménages devrait être de 2,1 personnes par ménage au prochain recensement.

Pour maintenir la population communale à 266 habitants à l’horizon 2025-2030, le nombre de résidences principales devra s’élèver à 127 :

13 nouveaux logements devront donc être mis sur le marché (construction ou réhabilitation).

La part des logements vacants pour la commune représente 6.4% du parc. Ce chiffre est relativement conforme à la moyenne départementale. Il n'apparaît pas opportun de réintégrer ces logements vacants dans le calcul.

En tenant compte des objectifs du SCoT, pour les communes rétro-littorales Terres et Mer d'Opale (environ 280 logements dont 75% dans le tissu, soit 210 logements).
Saint Aubin représente 15.9% du prorata du nombre d'habitants des communes rétro littorales.
Le nombre de logements à créer serait donc d'environ 44 logements sur 20 ans pour une consommation de territoire d'environ 0.7ha.
(Chiffres population INSEE 2013 : Saint-Aubin : 266, Saint-Josse : 1160, Lefaux : 247)

Cela nous permet donc d’envisager la construction de **31 logements supplémentaires**, permettant de tenir compte d’un potentiel de développement de la population.

La commune a choisi de porter son projet sur une quinzaine d'années 2017-2032 en proposant les 29 logements possibles dans le tissu. Le projet communal devra correspondre à la mise sur le marché d'une moyenne d'environ **2 à 3 logements par an sur 15 ans environ** ce qui correspond à une évolution communale de +0.5%/an sur 15 ans.

La commune devra tenir compte d'une **densité minimale de 20 logements/ha** dans les zones à urbaniser de façon à favoriser une gestion économe de son territoire, comme prévu au SCoT.

Dans cet objectif, la commune devra prévoir :

- La prise en compte d’un potentiel de logements en dents creuses.
- La prise en compte des possibilités de densification.
- Le moins d'incidence sur les activités agricoles

Hypothèses d’évolution des besoins :

	2015	Hyp 1 Desserrement (2,1 personnes/ménage)	Hyp 2 Desserrement (2,1 personnes/ménage) +0.5% de variation annuelle
Population	266	266	280
Hab supp/10 ans			12
Nb moyen d'occupant	2,3	2,1	2,1
Nb de logement	114	127	133
Taux de vacances	6.4%	6.4%	6.4%
Résorption de la vacance			
Nb de logement à construire		13	20+13 (desserrement)
Nb de logt/an		1 à 2	2 à 3

Compte tenu de la structure actuelle de la population communale, le phénomène de décohabitation risque de s'accroître à moyen terme. Afin de limiter la baisse de population liée à ce phénomène, la commune doit prévoir suffisamment de logements pour maintenir sa population actuelle. Il est essentiel pour une commune comme Saint Aubin d’envisager une augmentation de population, dans la mesure où :

- cette augmentation est constante depuis les années 1960
- le phénomène de décohabitation est marqué et caractérisé par sa baisse régulière,
- le vieillissement de la population est fortement accentué lors de la dernière période intercensitaire.

Il est essentiel de préserver la dynamique en place et de préserver l’équilibre démographique de la population.

4- Objectifs de modération de la consommation de l'espace

La réglementation affiche des volontés de modération de consommation de l'espace. Ce principe est repris au PADD et dans les pièces réglementaires.

La volonté politique de développement communal a conduit les élus à intégrer la densification du tissu urbain existant. En programmant ces densifications, la commune entend gérer progressivement son développement communal. Le scénario de développement communal s'appuie d'ailleurs sur les dents creuses existantes.

- Les objectifs de développement correspondent à 2 logements par an sur 15 ans environ. Dans cet objectif la commune a prévu :
- Revoir les zones d'extension du POS dans une logique de compatibilité avec le SCoT
 - La commune intègre la potentialité en dents creuses et des terrains mutables (ce qui représente près de 30% de l'offre de logement)
 - La réalisation des projets en cours (environ 21 logements) : CUb, reconversion de bâtiments agricoles,
 - Le projet d'extension modéré de la zone d'activité existante (un peu moins de 1000 m²)

Ces objectifs constituent une modération de la consommation d'espace avec une consommation, compatible avec le SCoT, envisagée à 15 ans (hors densification) de 4% (soit environ 1ha à vocation de logements et 0.1ha à vocation économique) de la surface urbanisée (environ 30 ha) contre 34.85% entre 2004 et 2017.

Récapitulatif

Zone	Capacité en nombre de logements	Nb d'habitants supplémentaires (2.1hab/logt)
Dents creuses	12	26
Projets en cours	21	42
TOTAL	33	71

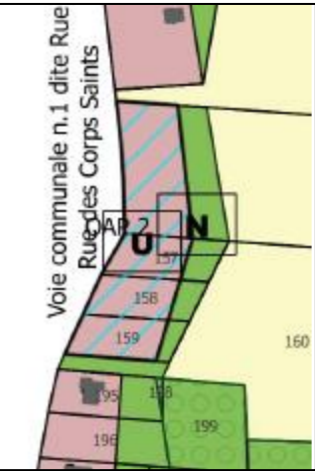
5- Dispositions qui favorisent la densification :

En veillant au maintien de l'identité communale, le PLU prévoit notamment de :



- Limiter la consommation du territoire par un zonage au plus proche du projet communal (en limitant et en revoyant les zones d'extension) et en recentrant le projet communal autour de la partie actuellement urbanisée. Les projets d'extension du POS approuvé ont été revus dans le cadre du projet d'aménagement et de développement durables et dans une logique de gestion économe du territoire en densifiant l'enveloppe communale et en conservant la rupture d'urbanisation entre le centre bourg et Mont Pourri..

- L'ensemble des dents creuses a été repéré de façon à favoriser avant le développement communal, la densification du tissu.



- Par ailleurs entre l'ancien POS approuvé et le nouveau PLU, la surface réservée à l'extension urbaine est passée de 9.10 ha à 1 ha environ si l'on considère les terrains prévus au nord "en densification"

- De même, la consommation du territoire prévue à l'échéance du PLU est envisagée à 4% contre 34.85% entre 2004 et 2017.

- Un règlement qui permet la densification du tissu en intégrant des règles visant à favoriser la densification des parcelles de l'enveloppe urbaine par des règles d'implantation permettant la constructibilité sur des petites parcelles, autorisant la surélévation du bâti existant.

Les règles de prospect ont été assouplies de façon à promouvoir la construction sur des petites parcelles, donc la densification : pas de règle minimale de façade, ni de taille de parcelles, possibilité d'implanter à l'alignement, ou en limite séparative.

- Des orientations d'aménagement et de programmation permettant la densification des secteurs clés par la mise en place de projets globaux.

Toutes ces mesures contribuent à une gestion économe du foncier visant la densification du tissu.

6- Objectifs d'aménagement du PADD

Saint Aubin est une commune rurale située en zone rétro-littorale. Cette identité a conduit les élus à se positionner au travers de leur PLU sur la définition d'un projet visant à limiter la pression foncière autour d'un projet concerté dans le cadre de la mise en compatibilité avec les documents supra-communaux.

Plusieurs notions apparaissent en filigrane dans toutes les dispositions prises.
L'objectif est lié à l'amélioration et la préservation du cadre de vie qualitatif tout en préservant les qualités paysagères et environnementales de la commune.
La commune a ainsi souhaité, dans un premier temps, continuer la densification du tissu, déjà amorcé dans le cadre de projets globaux et répondre ainsi à la demande foncière dans des limites d'urbanisation les mieux définies possibles et ce tout en gardant les principes constitutifs de la commune et en appliquant une réglementation adaptée de façon à anticiper l'avenir.

La commune souhaite ensuite organiser son développement sur la base du confortement de son tissu le long des axes principaux en lien avec l'urbanisation de Saint Josse.
La question est aujourd'hui non seulement de préserver, mais surtout de renforcer la cohésion urbaine existante notamment entre Saint-Josse et Saint Aubin, ce qui passe par un travail sur le patrimoine architectural courant, sur les espaces publics, ainsi que sur les prescriptions architecturales et l'établissement d'un zonage adapté à chacune des caractéristiques urbaines et paysagères.

Les objectifs économiques et démographiques sont ainsi à considérer au regard de la raréfaction des terrains urbanisables dans le tissu et des possibilités restreintes d'extension de la zone urbanisable au regard de la préservation des terres agricoles et des enjeux environnementaux.

- Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Aubin vise ainsi à :
- Préserver l'identité, le cadre de vie et le paysage en tenant compte de ses spécificités : la préservation de l'enveloppe urbaine, les qualités patrimoniales, préserver les points de vue vers le coteau opposé.
 - Identifier une zone d'extension de l'urbanisation à vocation d'habitat et une autre à vocation d'activités (de compétence intercommunale).
 - Intégrer le développement des activités notamment agricoles.
 - Préserver les qualités environnementales et paysagères de la commune
 - Gérer les déplacements en privilégiant/ valorisant les liaisons vers le centre-bourg
 - Prendre en considération les risques

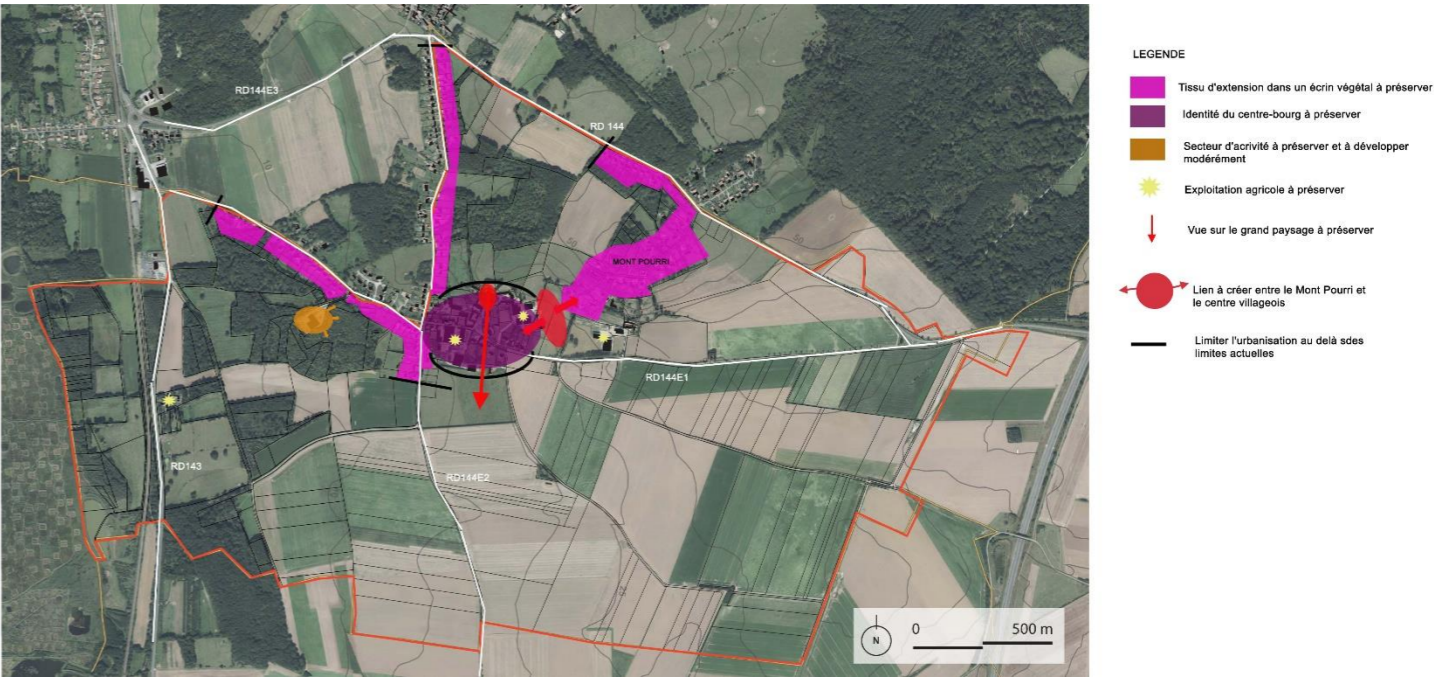
Le PADD se décline suivant 3 orientations :

ORIENTATION 1 : MAITRISER ET ORGANISER LE DEVELOPPEMENT COMMUNAL

La commune souhaite s'engager dans une réflexion globale visant à intégrer le principe de gestion économe de son territoire. Elle choisit donc de densifier le tissu en proposant une urbanisation dans les limites actuelles, sans perdre de vue ce qui fait son identité.
La qualité architecturale et urbaine de la commune surtout de son centre ancien, mérite une prise en considération permettant une mutation encadrée de cette identité.
La commune compte quelques équipements en centre-bourg qu'elle souhaite pérenniser notamment le cimetière.
Le projet vise également à gérer les flux en favorisant les bouclages viaires et en diversifiant les modes de déplacements. Il s'agit également pour la commune de préserver et de renforcer les liaisons douces déjà présentes sur le territoire et en connexion avec les centralités.

ORIENTATION 2 : PERENISER ET ENCOURAGER LES ACTIVITES ECONOMIQUES

La commune possède des atouts économiques qu'elle souhaite maintenir voire renforcer comme des activités agricoles encore bien présentes et quelques activités artisanales et commerciales présentes dans l'enveloppe villageoise.
Les activités agricoles participent à l'identité globale du territoire. Le PLU s'inscrit dans la démarche de revoir les zones à urbaniser de façon à ne pas trop ponctionner les terres agricoles.
L'activité économique de proximité est encouragée dans le centre-bourg.
Enfin la zone d'activités existante dans la partie Sud -Ouest de la partie urbanisée accueille des entreprises que le PLU entend conforter.



ORIENTATION 3 : PRESERVER ET VALORISER L'IDENTITE PAYSAGERE ET ENVIRONNEMENTALE DE LA COMMUNE

La commune s'identifie comme une commune rurale rétro-littorale. Cette définition s'accompagne d'éléments du paysage et environnementaux qui participent à l'identité de la commune. Ce sont tous ces éléments fragiles qui participent au cadre de vie qualitatif que la commune entend préserver voire renforcer tout en prenant en compte les risques et les nuisances.

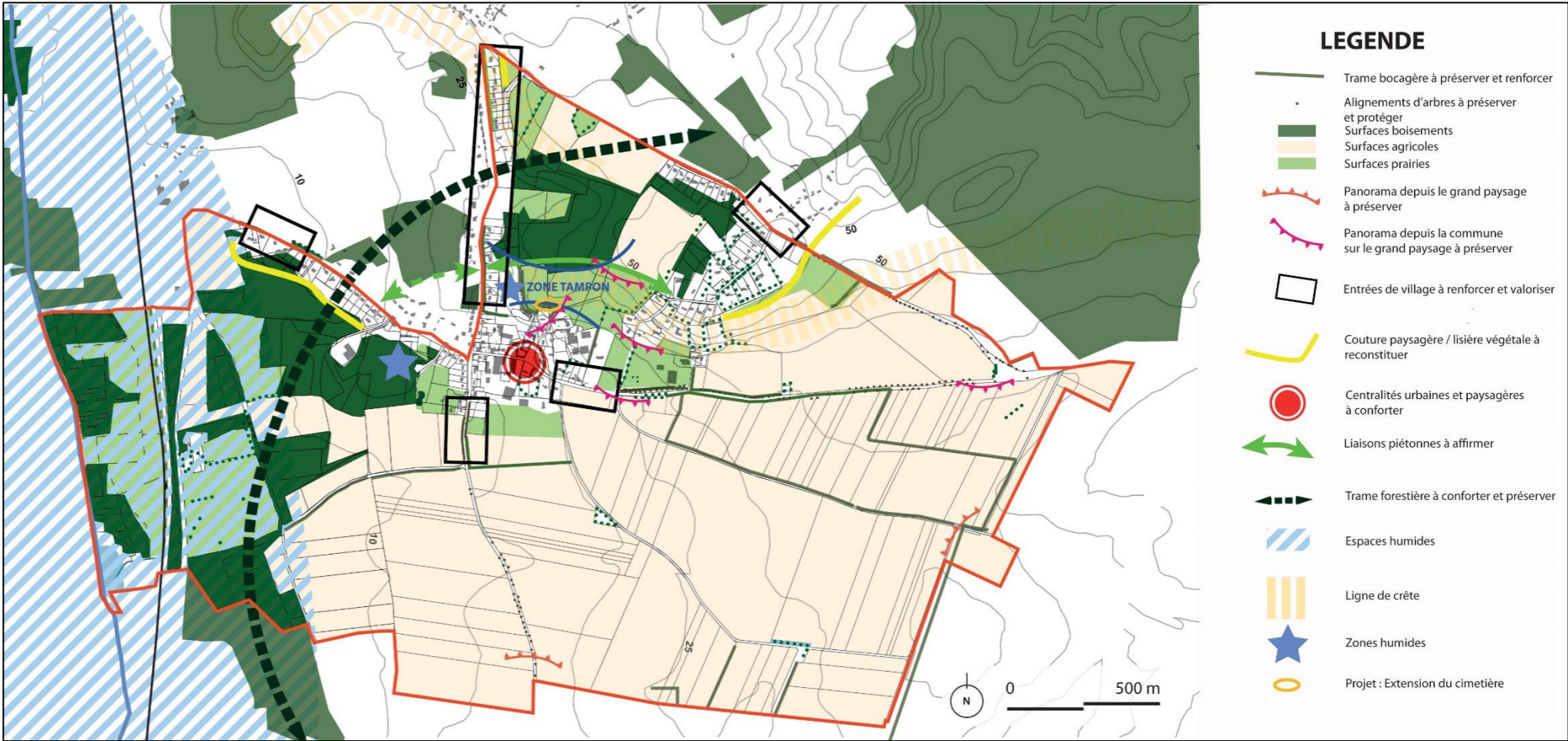
L'un des objectifs du PLU est d'arriver à maintenir un indispensable lien entre paysage et identité. C'est cette relation tout à fait particulière entre le cadre naturel et le bâti qu'il convient de contrôler, de protéger et d'adapter.

L'accompagnement végétal est préservé dans le cadre du PLU en conservant au maximum les caractéristiques, l'essence même du site dans lequel il s'implante.

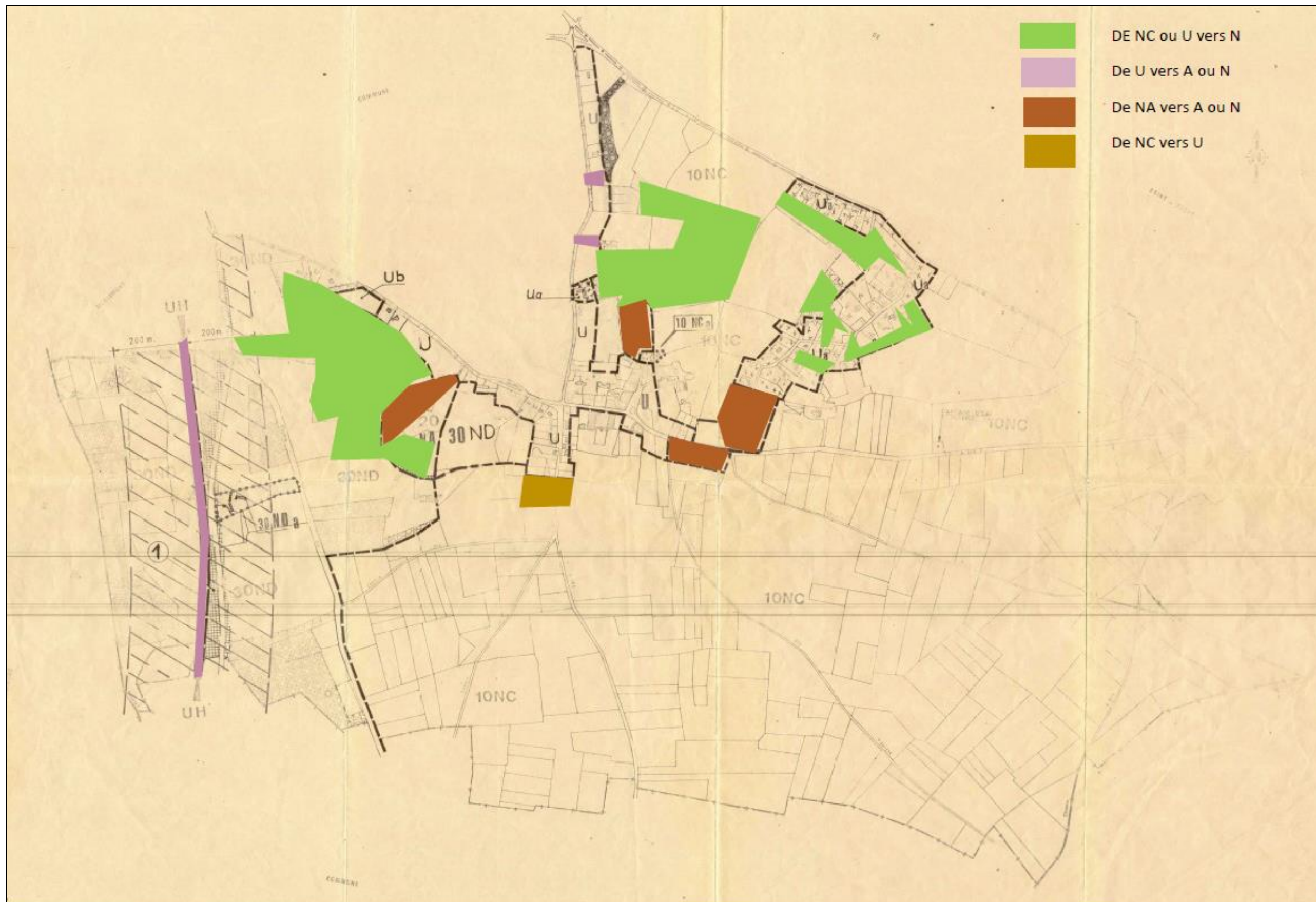
Dans cette optique de préserver une certaine qualité du bâti comme les éléments paysagers, il semble indispensable de porter une attention particulière aux transitions entre espace naturel et cadre bâti (et réciproquement).

Notamment, le PADD maintient la préservation des ruptures d'urbanisation et les continuités écologiques présentes sur le territoire entre les massifs forestiers notamment.

Le principe de continuité de la trame verte et bleue est intégré au PADD en préservant le site Natura 2000, l'ENS, les zones humides, la ZNIEFF ainsi que les haies, mares et boisements significatifs dans le cadre du L151-23.



Principaux changements d'affectation du PLU



7- Incidence sur l'activité agricole

Enjeux fonciers	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations	Prise en compte dans le PLU
	Les espaces agricoles du territoire Entités foncières qui structurent le territoire formant un ensemble indissociable	Répartis de façon homogène le long des axes principaux de la commune	Concentrer l'urbanisation dans la principale zone urbanisée, les dents creuses	Le PLU propose la densification du tissu le long des axes principaux. Le PLU ne prévoit pas de zone d'extension
	Organisation du foncier Regrouper les parcelles afin de pouvoir avoir des champs avec des tailles conséquentes pour faciliter le travail et l'accès du matériel	Remembrement réalisé	Maintenir la cohérence du territoire pour faciliter le travail au champ et favoriser des structures cohérentes	Le PLU préserve la cohérence
	Circulation agricole Passages permettant l'accès aux zones agricoles situées derrière les zones d'urbanisation	Pas de problème d'accessibilité identifié		
	Accessibilité et desserte Accès et entrées aux parcelles	Pas de problème d'accessibilité identifié	Veiller à conserver les entrées des champs accessibles aux matériels agricoles assez volumineux	Le PLU préserve les accès
	Les sièges d'exploitations Certains sont situés dans la partie urbanisée de la commune	3 sièges d'exploitations avec des prairies attenantes	Maintenir la cohérence globale	Le PLU préserve les sièges et les terrains à proximité immédiate
	Diversification des exploitations Permettre la diversification	Pas de diversification envisagée pour les exploitations en activités	Des projets de diversification sont prévus dans des granges à requalifier	Le PLU permet la diversification
	Énergies renouvelables		Permettre l'utilisation des énergies renouvelables	Le PLU permet l'utilisation des énergies renouvelables

Enjeux économique et sociaux	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations	Prise en compte dans le PLU
	Fonctions économiques Effets directs (emplois)	Représentant 4 temps pleins	Maintenir les emplois	Le PLU préserve les sièges agricoles. Ils sont intégrés à la zone agricole
	Typologie de l'agriculture Orientation des agriculteurs Transmission	Agriculture de type polyculture et légumes De jeunes exploitants	Conserver une dynamique agricole	
	Accueil à la ferme	Aucun	Pas de projets	
	Vente à la ferme	Aucun	Pas de projets	
	Diversification énergétique		Pas de projets	
	Activités diverses		Pas de projets	Le PLU permet le changement d'affectation
	Ponctions agricoles		Pas de projets	Le PLU limite la ponction agricole et reclasse des terrains voués à l'urbanisation en zone agricole

Enjeux environnementaux	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations	Prise en compte dans le PLU
	Équilibre Environnemental Protection contre l'érosion, ruissellement, inondations, risques naturels Conservation de la biodiversité	Axes de ruissellement	Identifier les axes de ruissellement et gérer le droit des sols	Le PLU préserve les ouvrages hydrauliques et prévoit des emplacements réservés à cet usage
	Protection de l'eau Mise aux normes Pratiques réglementées par des contrats Présence de périmètre de captage		Conserver une dynamique agricole sur le secteur	Le PLU n'est plus concerné
	Maîtrise de l'eau Périmètre de protection aux risques		Pas de projets	
	Éléments paysagers Structuration du paysage rural	De vastes espaces naturels préservés par l'agriculture Présence de zones humides et de ruissellements	Conserver l'intérêt écologique	Le PLU préserve les haies et les mares identifiés au titre du L151-23
	Préservation de la biodiversité et des éléments naturels	De vastes espaces naturels préservés	Préserver dans le cadre du PLU	Le PLU préserve les haies et les mares identifiées au titre du L151-23

Incidences agricoles du projet

Le projet de PLU ne présente aucune incidence agricole

- Le projet de consolidation de la zone d'activité (1) ne présente aucune incidence
- Les projets de densification (1) et (2) et (3) ne présentent aucune incidence.

L'ensemble des terrains autour des sièges agricoles est conservé et reclassé pour certains en zone A

Dans le cadre de ce PLU, des zones d'extension ont été revues à la baisse et cela impacte de fait, moins les exploitants agricoles.



Carte des secteurs contribuant aux continuités écologiques

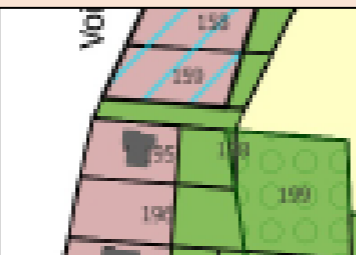


B –COMPATIBILITÉ AVEC LES ENJEUX IDENTIFIÉS ET NORMES SUPÉRIEURES

1- Schéma de Cohérence Territoriale :

Le Scot du Montreuillois est approuvé depuis le 30 janvier 2014. Le PLU de Saint-Aubin doit être compatible avec les orientations du Scot, ne pas aller à l'encontre des principes fondamentaux du Scot et des orientations précisées dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO).

Les thématiques relatives à la communauté de communes sont les suivantes :

Orientation 1 : Valorisations des ressources environnementales et patrimoniales	
Objectifs du SCoT	Prise en compte dans le PLU
Reconnaître, préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité majeurs Orientation 1.1.1	Conformément au SCoT, le PLU reconnaît les réservoirs de biodiversité majeurs de la commune : site Natura 2000, ENS, les zones humides et les ZNIEFF. Tous ces espaces sont inscrits en zone N. La plupart des boisements de la commune sont classés en EBC pour assurer la protection des continuités forestières.
Reconnaître et protéger les autres espaces constitutifs de continuités écologiques Orientation 1.1.2	Les objectifs de développement de la commune s'orientent vers une densification de la partie actuellement urbanisée. Les secteurs d'OAP prennent en compte le maintien des continuités paysagères et environnementales.
Favoriser le bon fonctionnement environnemental en préservant des corridors écologiques Orientation 1.1.3	 Le PLU a identifié au travers de son zonage de type N le maintien de continuités environnementales.
Soutenir la constitution et le développement de trames vertes et bleues en milieu urbain Orientation 1.1.4	Les espaces de relais de biodiversité sont inscrits dans le plan de zonage en zone N avec classement en EBC pour les boisements. Il est inscrit dans les objectifs des secteurs d'OAP, le développement et renforcement de la trame verte en fond de parcelle entre la partie urbanisée et le territoire forestier ou agricole En annexe du règlement est proposée une liste de plantes, indigènes et adaptées à la spécificité du milieu et fortement recommandée dans le cadre de l'aménagement paysager des parcelles.
Préserver un espace à vocation agricole fonctionnel et économiquement dynamique Orientation 1.2.1	Le PLU s'inscrit dans la démarche de limiter la consommation foncière autour d'1ha sur 15 ans à vocation de logements et 0.1ha à vocation économique. Le PLU a réduit considérablement les zones d'urbanisation futures en restant compatible avec les orientations du SCoT. Le PLU prévoit l'accueil de commerce dans le centre-bourg et assure la pérennité des activités existantes dans le centre-bourg comme dans le secteur d'activités (zone UF). Le PLU s'inscrit dans la démarche de limiter la consommation foncière en privilégiant la densification dans l'enveloppe urbaine. Le PLU ne prévoit pas de zones à urbaniser en dehors de cette enveloppe. Le PLU a d'ailleurs revu les zones à urbaniser du POS pour ne proposer que des secteurs dans l'enveloppe en cohérence avec le SCoT. La commune prévoit la construction de 29 logements sur 15 ans pour 44 logements proposés au SCoT. Le PLU ne propose pas de zone d'extension
Assurer la vitalité des bourgs ruraux au travers d'un mode d'urbanisation adapté et en définissant des objectifs de population et de logements associés et maîtrisés Orientation 1.2.1	Le PLU prévoit l'accueil de commerce dans le centre-bourg et assure la pérennité des activités existantes dans le centre-bourg comme dans le secteur d'activités (zone UF).
Prendre en compte la gestion des risques dans les modes de développement de l'urbanisation Orientation 1.2.5	Le PLU intègre la gestion des risques et informe le pétitionnaire sur la présence des risques sur le territoire communal dans les différentes pièces du dossier
Préserver les éléments identitaires du patrimoine : les villages bosquets, le patrimoine bâti Orientation 1.3.1	Le PLU préserve au titre du L151-19 du CU les éléments patrimoniaux présents dans le centre-bourg. Une OAP est déclinée sur le centre -bourg pour préserver ces constructions

Orientation 1 : Valorisations des ressources environnementales et patrimoniales	
Objectifs du SCoT	Prise en compte dans le PLU
Traiter des transitions entre les espaces construits et les espaces agro-naturels Orientation 1.3.2	Le PLU préserve au titre du L151-23 du CU les éléments patrimoniaux paysagers présents sur le territoire (haies, massifs forestiers, ...). Une OAP est déclinée sur les espaces sensibles pour accompagner les espaces de transition repérés
Valoriser les espaces à vocation économique et commerciale Orientation 1.3.5	Le PLU prévoit l'accueil de commerce dans le centre-bourg et assure la pérennité des activités existantes dans le centre-bourg comme dans le secteur d'activités (zone UF).
Réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'économiser l'énergie Orientation 1.4.1	Le PLU préserve les liaisons douces sur le territoire communal
Développer les énergies renouvelables Orientation 1.4.2	Le PLU permet la mise en place de filières d'énergies renouvelables
Améliorer la gestion de l'assainissement et développer une politique ambitieuse de maîtrise des ruissellements et de gestion des eaux pluviales Orientation 1.5.2	Le PLU favorise la gestion des eaux pluviales à la parcelle
Renforcer la maîtrise et les moyens de gestion des déchets Orientation 1.5.3	Le PLU favorise une meilleure gestion des déchets notamment dans la zone UF par la mise en place d'une aire de retournement (emplacement réservé n°1)

Orientation 2 : Le Pays Maritime et Rural du Montreuillois organise et déploie ses activités dans un cadre multipolaire et intégré	
Objectifs du SCoT	Prise en compte dans le PLU
Définir spatialement des objectifs de logements cohérents avec l'équilibre territorial recherché Orientation 2.1.6	Les objectifs de logements à construire sont, pour les communes rétro-littorales Terres et Mer d'Opale d'environ 280 logements dont 75% dans le tissu, soit 210 logements. La densité recherchée est de 20 logements/ha soit 21 ha en extension urbaine (objectifs à 20 ans). Saint Aubin représente 15.9% du prorata du nombre d'habitant des communes rétro littorales. Le nombre de logements à créer serait donc d'environ 44 logements sur 20 ans pour une consommation de territoire d'environ 0.65ha. (Chiffres population INSEE 2013 : Saint-Aubin : 266, Saint-Josse : 1160, Lefaux : 247) Le PLU s'inscrit dans la démarche de limiter la consommation foncière en privilégiant la densification dans l'enveloppe urbaine. Le PLU ne prévoit pas de zones à urbaniser en dehors de cette enveloppe. Le PLU a d'ailleurs revu les zones à urbaniser du POS pour ne proposer que des secteurs dans l'enveloppe en cohérence avec le SCoT. La commune prévoit la construction de 29 logements sur 15 ans pour 44 logements proposés au SCoT.
Favoriser le développement des circuits courts et la diversification de l'activité agricole Orientation 2.3.1	Le PLU prévoit la possibilité du changement de destination des constructions agricoles
Favoriser le développement de l'immobilier tertiaire (productif et services à la personne dans le cadre de l'affirmation d'un pôle d'excellence médico-social) dans l'espace urbain Orientation 2.3.2	Le PLU prévoit l'accueil de commerce et d'activités tertiaires dans le centre-bourg et assure la pérennité des activités existantes dans le centre-bourg comme dans le secteur d'activités (zone UF).
Favoriser l'accueil du petit artisanat non nuisant dans l'espace urbain Orientation 2.3.3	Le PLU prévoit l'accueil d'activités artisanales dans le centre-bourg et assure la pérennité des activités existantes dans le centre-bourg comme dans le secteur d'activités (zone UF).
Favoriser le développement du commerce dans les centralités urbaines Orientation 2.3.4	Le PLU prévoit l'accueil de commerce dans le centre-bourg et assure la pérennité des activités existantes dans le centre-bourg comme dans le secteur d'activités (zone UF).
Promouvoir une offre de logements diversifiée accessible dans une perspective à long terme de limitation des effets spéculatifs Orientation 2.5	Le territoire n'est pas soumis à des effets spéculatifs néanmoins le PLU permet l'accueil d'une offre diversifiée

2-Plan Local de l'Habitat :

Le PLU n'est pas concerné.

3-PPri

Le PLU n'est pas concerné

4-PDU :

Le PLU n'est pas concerné

5--Servitudes d'utilité publique

Le PLU prend en considération les servitudes énumérées et détaillées dans l'annexe spécifique jointe à ce dossier.

C - VOLET EAU (compatibilité avec le SDAGE et le SAGE)

1- SDAGE Artois Picardie

Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques

1 - Les eaux pluviales (disposition A2-1)

- Le règlement du PLU prévoit des dispositifs pour la gestion à la parcelle. La question du ruissellement est intégrée aux réflexions du PLU en protégeant les ouvrages hydrauliques et les zones humides.

Les annexes sanitaires reprennent les éléments traitant de la ressource en eau. Néanmoins la conclusion porte sur le fait que la commune a des réserves en termes de desserte en eau. La défense incendie est satisfaisante.

2 - Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance

- Le PLU préserve les continuités écologiques par un zonage adapté. Les espaces remarquables et à risque sont ainsi définis par un zonage de type N.

3 - Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité

- Le PLU préserve les zones humides par un zonage adapté de type N limitant le droit des sols et donc l'étanchement.

Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante

1 - Préserver les aires d'alimentation des captages

- La commune n'est plus concernée

Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations

1 - Les inondations

- La commune n'est pas concernée par des phénomènes d'inondation mais plutôt par des phénomènes de ruissellement. Les zones humides sont préservées de toute urbanisation

Enjeu D : Protéger le milieu marin

- 1 - Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte.
- 2 - Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement.
- 3 - Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement
 - Le PLU n'est pas concerné.

Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau

- La commune est desservie par un réseau d'assainissement non collectif dans la partie urbanisée.

2- Le SAGE de la Canche

Les enjeux du SAGE de la Canche sont les suivants :

- **Sauvegarder et protéger la ressource en eau souterraine**
 - Mieux connaître et prévenir la pollution des eaux souterraines par la maîtrise des pollutions ponctuelles et diffuses
 - Améliorer l'exploitation et la distribution de l'eau potable
 - Recenser et protéger les sites potentiels pour la production d'eau potable
 - Sensibiliser les populations aux économies d'eau.
- La compétence est intercommunale
- **Reconquérir la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques**
 - Restaurer et entretenir les cours d'eau et les chevelus associés (fossés, ruisseaux...) dans le respect des fonctions hydrauliques, écologiques et paysagères essentielles
 - Assurer la reproduction, le développement et la circulation des espèces piscicoles
 - Préserver et reconquérir les zones humides
 - Améliorer globalement la qualité des eaux superficielles par la maîtrise des pollutions d'origine domestique, agricole et industrielle.
- Le PLU préserve les zones humides repérées par le Sage et favorise la gestion des eaux pluviales à la parcelle.
- **Maîtriser et prévenir les risques à l'échelle des bassins versants ruraux et urbains**
 - Maîtriser les écoulements et ruissellements en vue de réduire les risques d'inondation et de contamination par les pollutions diffuses
 - Préserver, améliorer ou reconquérir les capacités d'expansion des crues en fond de vallée afin de prévenir les inondations et protéger les espaces vulnérables
- Le PLU préserve les zones humides repérées par le Sage et favorise la gestion des eaux pluviales à la parcelle.
- **Protéger et mettre en valeur l'estuaire et la zone littorale**
 - Améliorer la connaissance de l'estuaire et du littoral
 - Garantir la bonne qualité des eaux littorales notamment au niveau bactériologique (eaux de baignade, eaux conchylicoles) et traiter les pollutions ponctuelles
 - Mettre en place une gestion concertée des zones littorales, estuaire et bas-champs
- Le PLU n'est pas concerné.

D – COMPATIBILITE AVEC LE PGRI

Objectif 1 Aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations	
Orientations du PGRI	Prise en compte dans le PLU
Renforcer la prise en compte du risque d'inondation dans l'aménagement du territoire	Dans le cadre du PAPI de la Canche, la commune n'est pas répertoriée comme présentant des enjeux relatifs à l'inondation. Néanmoins, des risques par remontée de nappe sont présents et sont indiqués en rappel au plan de zonage et au règlement. Ces zones sont majoritairement situées en zone N. Les terrains possiblement urbanisables sont situés dans des secteurs de sensibilité très faible.
Objectif 2 : Favoriser le ralentissement des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques	
Préserver et restaurer les espaces naturels qui favorisent le ralentissement des écoulements	Le PLU préserve les haies et les massifs boisés présents sur le territoire. Ils contribuent à la réduction du risque d'inondation. Par ailleurs, les zones humides du SAGE sont préservées et identifiées au plan de zonage les rendant inconstructibles. La commune n'est pas concernée par des zones d'expansion de crue
Limiter le ruissellement en zones urbaines et zones rurales pour réduire les risques d'inondation, d'érosion des sols et de coulées de boues	Le PLU favorise la gestion des eaux pluviales à la parcelle et intègre des dispositions limitant l'étanchement complet des sols sur les parcelles privées. Le PLU préserve les haies, les mares et les massifs boisés présents sur le territoire. Ils contribuent à la réduction du risque de ruissellement.
Objectif 3 : Améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs	
Améliorer et partager la connaissance	Le PLU au travers de son plan de zonage, du règlement et des OAP indique la nature des risques présents.

III – Justifications des dispositions du PLU

Le Plan Local d'Urbanisme détermine les zones d'affectation des terrains selon l'usage principal qui doit être fait ou la nature des activités dominantes qui peuvent s'y exercer.

Ainsi le PLU distingue :

- Les zones urbaines ou zones "U" qui sont les espaces où l'urbanisation est admise.
- La zone agricole affectée aux activités agricoles "A"
- Les zones naturelles et forestières ou zones "N" qui sont les espaces où l'urbanisation n'est pas prévue.

A – La zone urbaine

La zone urbaine est définie réglementairement par l'article R 151-18 :

"Les zones urbaines sont dites " zones U ". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter."

Cette zone se caractérise par le fait qu'elle est susceptible de recevoir une affectation commandée la suffisance d'équipements publics existants ou en cours de réalisation. Dans ces zones, la collectivité devra les équipements si celle-ci délivre les autorisations prévues pour occuper ou utiliser le sol.

Elle tient compte des caractéristiques du tissu urbain existant et des possibilités de développement qu'offrent la voirie et les réseaux divers ainsi que les parcelles restantes disponibles.

La commune compte 2 zones urbaines U et UF et 1 secteur Ua

1 - La zone U et le secteur Ua

➤ *PADD : Conforter l'image communale et la qualité du cadre de vie*

La zone U correspond à l'enveloppe urbanisée de la commune.

Le "centre-bourg" historique et institutionnel regroupant pour majorité des constructions de qualité, formant un ensemble harmonieux est repris sous le secteur Ua.



Le secteur Ua constitue sans conteste la "façade" de la commune vis-à-vis des automobilistes de passage. Le règlement intègre des dispositions visant à conforter cette image.

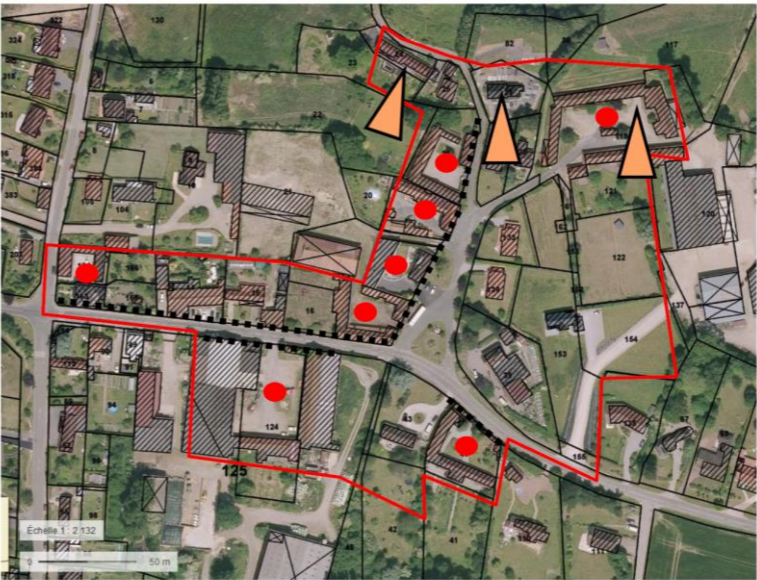
Elle est destinée à recevoir des constructions vouées principalement à l'habitation individuelle et collective, aux activités qui en sont le complément normal.

Si les corps de bâtiments traditionnels adoptent généralement une implantation à l'alignement sur ces routes, le caractère sinueux de ces dernières et la diversité architecturale propre à la stratification historique font que le rapport à la voie est souple et varié -sans être pour autant

hétéroclite- ce qui doit être poursuivi dans l'urbanisation contemporaine.

Cette variété concerne également les couleurs, les matériaux et les éléments architectoniques qui font la richesse du paysage rural.

Elle regroupe également des bâtiments issus de l'économie rurale implantés dans la zone d'urbanisation. Ces bâtiments, repris sous la forme d'une OAP, sont le plus souvent des fermes anciennes à l'origine de



- Bâtiments ayant une valeur patrimoniale
- ▲ Vue depuis le point haut à préserver
- Continuité urbaine à maintenir (façade et/ou clôture)



La zone U regroupe les constructions relativement aérées qui caractérisent les aires d'extension récentes de la commune de Saint-Aubin, issues ou non d'opérations groupées de lotissement. Elle est dévolue à l'habitat individuel et aux éventuelles activités nécessaires aux besoins des habitants. Les constructions sont le plus souvent pavillonnaires, toutefois le voisinage ponctuel de fermes ou de constructions traditionnelles peut constituer un atout important de qualification et d'identification de chacun de ces secteurs.

En dépit de son caractère distendu et monotone, de la difficulté pour un tel tissu d'évoluer dans le temps et de se densifier, du relatif gaspillage d'espace de ce type d'occupation du sol, un des atouts de la zone réside précisément dans les relations à la

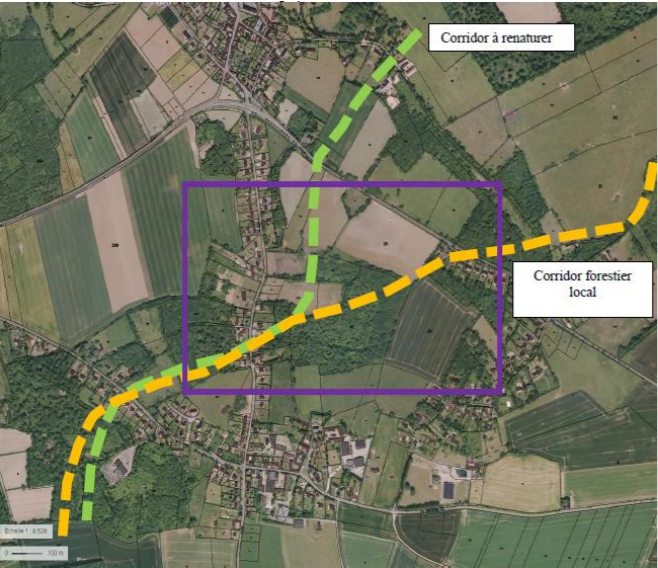
'nature' et aux limites de ville, aux vues traversantes, qu'il faut mettre en valeur.

Le traitement des clôtures et du paysage est notamment susceptible de donner une cohérence d'ensemble et une qualification à la zone.

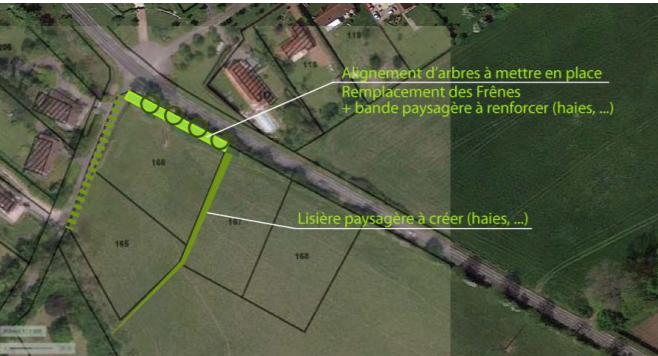
La zone urbaine est limitée à l'enveloppe urbanisée. Les terrains classés en "U" non urbanisés en dehors de l'enveloppe urbaine sont déclassés de façon à limiter les déplacements, à ne pas proposer une urbanisation linéaire excentrée des centralités et enfin à ponctionner des terrains agricoles.

belle qualité, insérées dans le tissu urbain ou en limite d'urbanisation. Dans l'ensemble de la zone, on doit se soucier du maintien en compatibilité avec la présence des habitants des occupations et utilisations liées à l'économie rurale traditionnelle. Les aménagements de ces dernières doivent à l'avenir être l'objet de soins particuliers, de façon à se situer en cohérence avec l'évolution future du centre ancien et à maintenir un équilibre cohérent assurant la mixité des activités.

Deux Orientations d'aménagement et de programmation ont pour but d'accompagner d'un point de vue paysager et environnemental la densification du tissu :



Le secteur rue des Corps Saints de façon à maintenir le corridor écologique



Le secteur d'entrée de ville (Rd 144) permettant de requalifier l'entrée de la commune

➤ *PADD : Permettre et consolider la présence et l'implantation de commerces et/ou de services.*

Le commerce dans le centre-bourg est important dans la vie communale. Le PLU préserve cette activité tout en permettant l'implantation éventuelle de nouveaux commerces.

➤ *PADD : protéger le patrimoine architectural de la commune.*

Outre des éléments naturels (arbres, haies et autres), certaines constructions ou ensembles de constructions de la zone Ua sont repérés et identifiés au titre de l'article L.153-19° du Code de l'Urbanisme permettant ainsi le maintien et la valorisation du cadre urbain Ils répondent en général à trois types de construction : la ferme, organisée autour de sa cour, la construction traditionnelle. Ces constructions et ensembles de constructions identifiés et localisés sur documents graphiques sont l'objet de prescriptions architecturales.

Une orientation d'aménagement et de programmation sur ce secteur a pour but d'accompagner la préservation de ce cœur de bourg :

- En préservant les constructions patrimoniales d'intérêt
- En gérant les vues sur le grand paysage depuis l'église

Les bâtiments repérés font l'objet de fiches annexées au présent rapport de présentation.

2 - La zone UF

➤ *PADD : Pérenniser la zone d'activités*



Cette zone est affectée aux établissements présentant peu de nuisance, à usage artisanal, de dépôts, de commerce.

Implantée et accessible depuis un accès unique depuis la rue, elle circonscrit l'activité existante.

Il est prévu en entrée de zone la possibilité d'implanter 1 activité.

Un emplacement réservé (ER n°1) permet de réaliser un retournement notamment pour les véhicules récoltant les déchets.

Les boisements garantissant la maîtrise de l'entrée de ville sont protégés. Aucun nouvel accès n'est prévu.

Zone U : zone urbanisée à vocation principale d'habitat
 Secteur Ua : secteur urbanisé (centre ancien du village)
 Zone UF : zone à vocation d'activités



Récapitulatif des justifications du règlement pour les zones urbaines

Règlement	Justifications
Section 1 : Affectation des sols et destination des constructions (Articles L151-9 à L151-10)	
Interdiction et limitation de certains usages et affectation des sols	Le règlement favorise la mixité des usages. Sont néanmoins interdits les campings et commerces de gros, les industries et les entrepôts qui ne sont pas compatibles avec la vie villageoise du centre-bourg. La zone UF permet les activités essentiellement secondaires ou tertiaires.
Mixité sociale et fonctionnelle	Non réglementé
Section 2 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère (Articles L151-17 à L151-37)	
Volumétrie et implantation des constructions	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la zone U qui reprend la partie pavillonnaire, les constructions sont surtout en retrait. Cette disposition est maintenue dans le PLU en assurant la cohérence d'une parcelle à l'autre. Les équipements publics adoptent une implantation plus souple permettant une meilleure adaptation entre le projet et la forme urbaine. - En secteur Ua l'implantation respecte la morphologie du centre-bourg et du tissu traditionnel avec un pignon ou une construction à l'alignement. Les pignons borgnes sur rue sont interdits de façon à garantir un traitement architectural de cette façade sur rue. - De façon à favoriser la densification sans dénaturer l'identité villageoise, l'implantation des constructions en limite latérale est réglementée sauf en Ua où la continuité urbaine est recherchée. - Concernant le fond de parcelle, les dispositions du code de l'urbanisme sont reprises. - La hauteur des constructions est réglementée de façon à maintenir l'identité locale. Une réhausse est demandée pour éviter les désagréments du ruissellement par fort orage. Au-delà de la bande de 40m de profondeur correspondant à la bande bâtie, la hauteur est limitée de façon à limiter les gabarits derrière les constructions principales. - L'emprise au sol de façon à permettre la récupération d'eau pluviale et la mise en place de l'assainissement autonome. - En UF, la hauteur est limitée et correspond à la hauteur des constructions existantes. L'implantation est plus souple de façon à permettre l'implantation des bâtiments d'activités. De même l'emprise au sol permet l'accueil des activités.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	En zone U, cet article est rédigé de façon à pérenniser l'identité communale : les pentes de toiture, les matériaux, le traitement des façades sont réglementés dans la logique urbaine de Saint-Aubin. Certains éléments font référence à l'OAP n°1 à portée patrimoniale. Dans un souci de gestion des eaux pluviales, les mares sont préservées.
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	<p>Cet article réglemeute essentiellement les clôtures qui contribuent à la définition de l'espace public.</p> <p>Les clôtures végétales sont favorisées (en zone U et UF) sauf en secteur Ua où la minéralité du centre-bourg peut être pérennisée.</p> <p>Le traitement végétal des franges est important pour garantir une meilleure intégration paysagère.</p>
Stationnement	Les stationnements sont réglementés de façon à limiter l'impact automobile sur les voiries publiques souvent étroites.
Section 3 : Équipements, réseaux et emplacements réservés (Articles L151-38 à L151-42)	
Desserte par les voies publiques ou privées	Les voiries et accès doivent permettre l'accès aisé des services publics.
Desserte par les réseaux	<p>Les constructions devront prévoir les branchements nécessaires en eau potable. L'assainissement est de type individuel.</p> <p>Le raccordement aux réseaux de communications électroniques est prévu.</p>

B – La zone agricole

La zone agricole est définie réglementairement à l'article R 151-22 du code de l'urbanisme.

"Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles".

En zone A peuvent seules être autorisées :

— les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;
— les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

En zone A est également autorisé en application du 2° de l'article R. 151-22, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.*

➤ - PADD : Préserver l'activité agricole



Cette zone couvre les espaces à vocation agricole où seuls les bâtiments à usage agricole et les bâtiments intégrés au siège de l'exploitation sont autorisés. Elle protège à la fois l'activité agricole et le paysage rural naturel.

Cette zone comprend des terrains peu ou non équipés, doublement protégés par le Plan Local d'Urbanisme en raison de leur valeur économique agricole et de leur valeur paysagère.

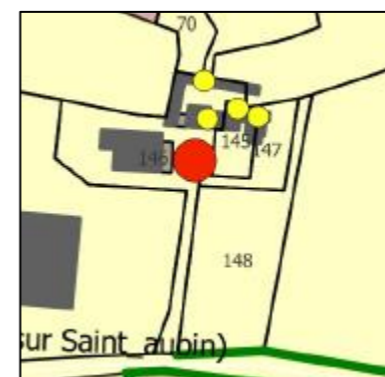
Les constructions susceptibles d'y être autorisées sont directement nécessaires aux besoins de l'activité agricole qui s'y développe, et sont soumises à une

servitude d'aspect, en raison d'impératifs de protection du paysage.

Le règlement incite ainsi la construction des maisons d'habitation en relation directe avec l'exploitation afin de ne pas proposer un mitage paysager souvent désastreux.

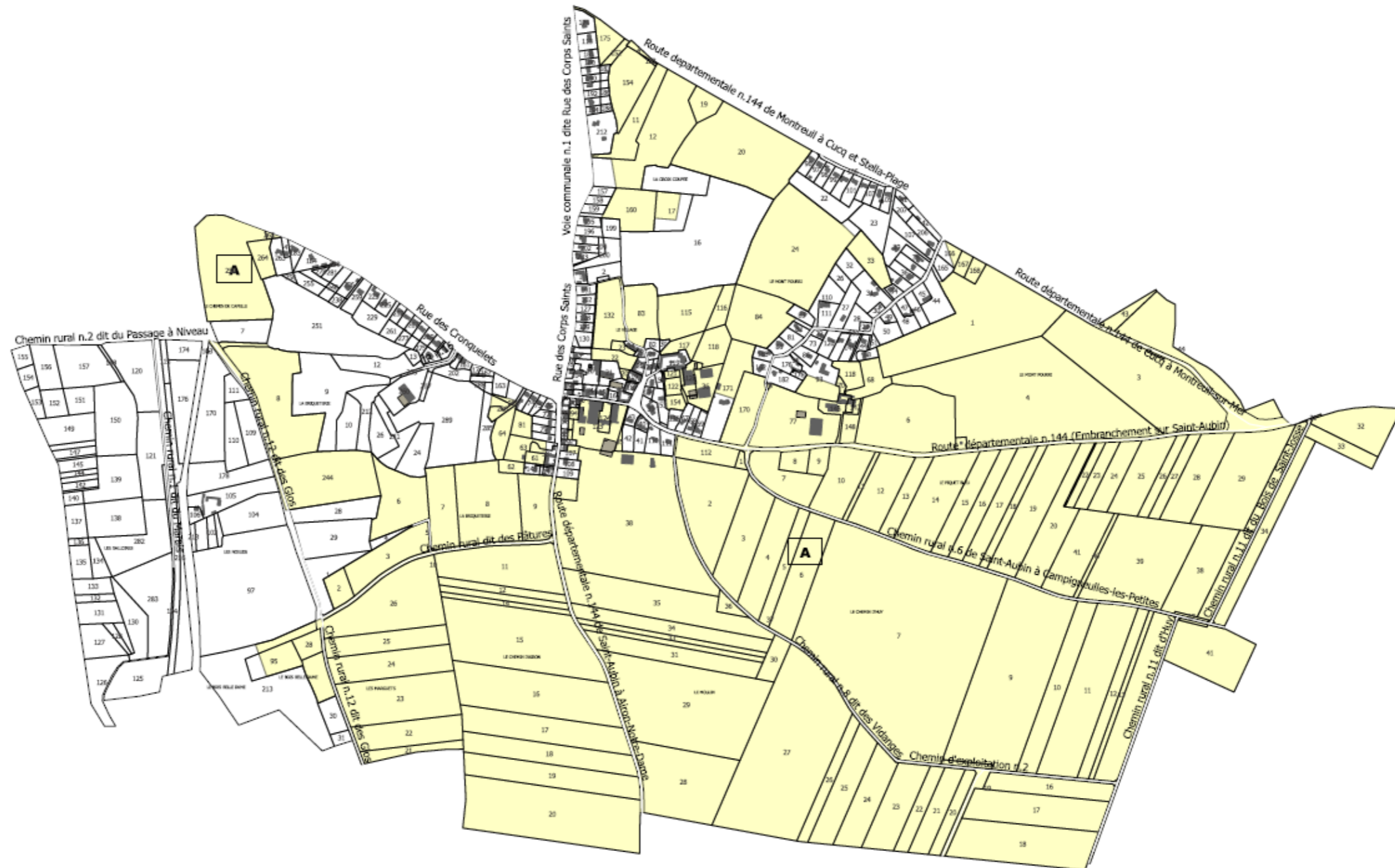
Afin de favoriser l'intégration des nouveaux sièges d'exploitation agricoles, une attention toute particulière doit être portée à l'implantation des constructions tant à l'usage agricole qu'aux habitations.

Le PLU préserve ainsi tous les sièges agricoles et les terrains limitrophes. Ainsi le PLU a revu les zones d'extension de façon à pérenniser les sièges existants.



Certaines constructions agricoles font l'objet d'une possibilité de changement de destination. Elles sont repérées sur le plan de zonage par un point jaune.

Zone agricole du PLU



C – La zone naturelle et forestière

La zone naturelle et forestière est définie réglementairement à l'article R 151-24 du code de l'urbanisme : "Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison : 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ; 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ; 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ; 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues".

En zone N, peuvent seules être autorisées :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;
- les constructions et installations nécessaires aux équipements collectifs ou aux services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

➤ PADD : Protéger et valoriser la trame verte et bleue



Le PLU intègre les parties du territoire qu'il convient de protéger en raison de la qualité ou de la fragilité des espaces naturels. C'est pourquoi les possibilités de construction y sont très limitées, ou conscrées aux secteurs particuliers : le PLU entend ainsi conserver et maintenir les continuités écologiques en préservant la trame verte et bleue. Ainsi l'emprise de la Znieff, de la zone Natura 2000 ou de l'ENS sont reprises en zone de type N de façon à garantir leurs emprises.



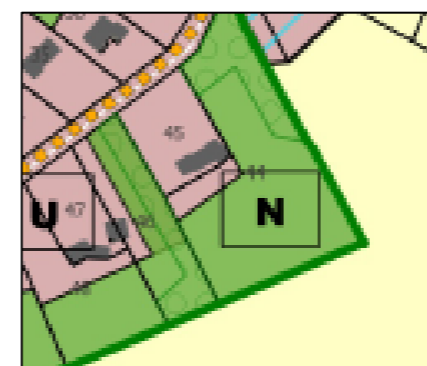
La zone N préserve aussi les zones à dominante humide repérées au SDAGE, assurant aussi la continuité écologique repérée au SRCE. La réglementation adaptée des clôtures en bordure de cette zone facilitera la continuité environnementale.

➤ PADD : Préserver les éléments structurants du paysage



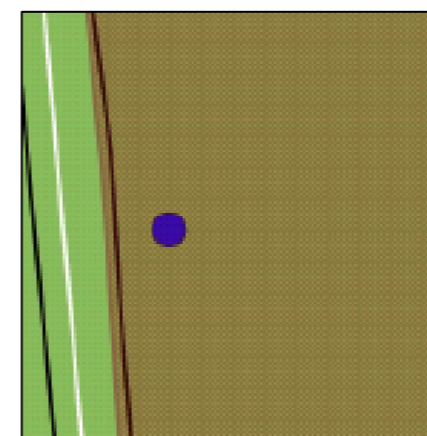
La zone N intègre les boisements repérés au diagnostic. Ils participent à la continuité forestière repérée au SCoT

➤ PADD : Penser de façon prospective les limites d'urbanisation, afin de préserver les continuités paysagères et renforcer l'identité communale



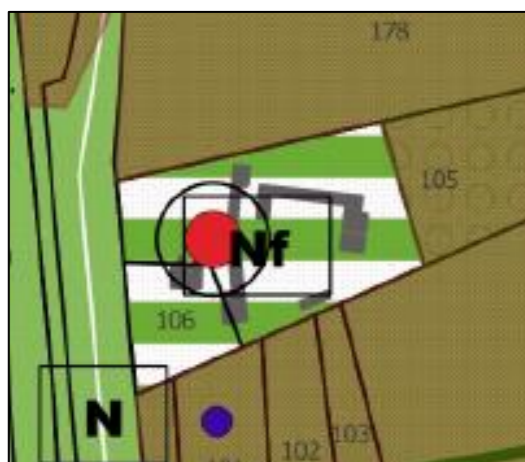
Le PLU préserve aussi les ruptures d'urbanisation et les espaces de transition derrière les habitations.

➤ PADD : Le projet intègre les risques et les nuisances



La zone N reprend les éléments repérés pour prévenir les ruissellements tels que les mares, les haies, les éléments boisés ainsi que la préservation des zones humides.

➤ **PADD : Préserver les activités agricoles et maraichères**



Le PLU propose un STECAL conformément au L151-13 du cu :

Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

- 1° Des constructions ;
- 2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- 3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévu à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

En l'occurrence ici, le PLU identifie la SPA. Cette activité nécessite l'agrandissement très mesurée de ses installations vers la route. L'emprise au sol des constructions autorisées est donc limitée.

La zone N

- Zone N à vocation naturelle
 Secteur Nf zone naturelle constructible



Récapitulatif des justifications du règlement pour les zones agricoles et naturelles

Règlement	Justifications
Section 1 : Affectation des sols et destination des constructions (Articles L151-9 à L151-10)	
Interdiction et limitation de certains usages et affectation des sols	Le règlement favorise l'implantation des activités agricoles en zone A complétées par les activités forestières en zone N. Les annexes des habitations sont réglementées de façon à permettre une extension mesurée des constructions sans consommation excessive de territoire. La zone N préserve les zones humides du SAGE. Cette zone permet dans le secteur Nf, une extension limitée de l'activité de la SPA.
Mixité sociale et fonctionnelle	Non réglementé
Section 2 : Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère (Articles L151-17 à L151-37)	
Volumétrie et implantation des constructions	Pour les constructions d'habitation il est fait référence à l'article 4 de la zone U dans un souci de cohérence. Pour les constructions agricoles, l'insertion qualitative dans le paysage ouvert est recherchée.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Cet article est rédigé de façon à pérenniser l'identité communale : les pentes de toiture, les matériaux, le traitement des façades sont réglementés dans la logique urbaine de Saint-Aubin. Certains éléments font référence à l'OAP n°1 à portée patrimoniale. Dans un souci de gestion des eaux pluviales, les mares sont préservées. Les haies sont préservées de façon à garantir les continuités paysagères et environnementales.
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	Cet article régit essentiellement les clôtures qui contribuent à la définition de l'espace public. Les clôtures végétales sont favorisées comme en zone U. Le traitement végétal des franges est important pour garantir une meilleure intégration paysagère.
Stationnement	Les stationnements sont réglementés de façon à limiter l'impact automobile sur les voiries publiques souvent étroites.
Section 3 : Équipements, réseaux et emplacements réservés (Articles L151-38 à L151-42)	
Desserte par les voies publiques ou privées	Les voiries et accès doivent permettre l'accès aisé des services publics.
Desserte par les réseaux	Les constructions devront prévoir les branchements nécessaires en eau potable. L'assainissement est de type individuel. Le raccordement aux réseaux de communications électroniques est prévu.

D - Tableau des superficies

Zones	POS - Surface en Ha	PLU (surface en Ha	Justification
Zones urbaines			
U	16.80	20.23	
Ua	13.70	4.61	La zone Ua du POS a fusionné dans la zone U du PLU Dans le PLU, ce secteur reprend le centre ancien
Ub	1.00	/	La zone Ub du POS a fusionné dans la zone U du PLU
UF		1.50	La zone UF reprend la zone 20 NA du POS
UH	1.80		La zone UH a été fusionnée avec la zone N
TOTAL zones urbaines	33.30	26.34	
Zones d'extension			
20NA	4.00	/	Le PLU ne comporte pas de zones à urbaniser
30NA	2.30	/	
50NA	2.80	/	
Total zone d'extension	9.10	0	
Zone agricole			
A/NC	336.00	318.99	
Total zone agricole	336.00	318.99	
Zone naturelle			
N/ND	74.40	108.01	Cette zone reprend les massifs boisés et les zones humides
Nf		0.66	Ce secteur reprend la SPA
NDa	1.20	/	Ce secteur est intégré pour partie au secteur Nf et N
Total zone naturelle	75.60	108.67	
TOTAL GENERAL	454	454	

E – Espaces boisés et éléments protégés

1- Espaces boisés protégés

Le PLU révisé préserve près de 245 Ha d'espaces boisés contre 30 ha dans le POS.
Les boisements sont revus de façon à intégrer la réalité du site : beaucoup de boisements sont repris dans la logique de la préservation de la trame forestière indiquée au SCoT

2 – Espaces boisés ou paysagers à créer

Dans les extensions urbaines à vocation d'habitat, il est demandé de traiter les espaces disponibles soit en jardin potager ou d'agrément, soit en espace vert dans les opérations groupées la plantation d'arbres d'essences locales est recommandée.
En limite d'urbanisation comme en entrée de ville, un traitement paysager est demandé de façon à assurer une meilleure transition urbaine et paysagère.

3 - Eléments repérés au titre du L151-19 et L151-23 du code de l'urbanisme

Le PLU préserve des éléments bâtis patrimoniaux qui confère à la commune un cadre de vie de qualité. Des éléments tels que les murs sont aussi repérés car ils participent au maintien de la qualité architecturale de certaines constructions. Les fiches par bâtiments sont annexées au rapport de présentation.
Les bâtiments identifiés sont ceux qui représentent l'architecture vernaculaire du bourg. Les bâtiments de type pavillonnaire n'ont pas été référencés.

Il est aussi préservé des éléments paysagers tels que les haies, les boisements et des ouvrages tels que des mares qui participent à la gestion des eaux pluviales.

F – Emplacements réservés

Le PLU compte 1 emplacement réservé

N°	Désignation de l'opération	Bénéficiaire	Superficie approximative
1	Aménagement d'une voirie et aire de retournement	Commune	515 m²

L'emplacement réservé a pour objectif d'accompagner le projet communal notamment par :

La réalisation de l'aménagement de la voie pour permettre le retournement des véhicules (notamment les camions poubelle) dans la zone UF

G – Annexes sanitaires

Les plans des réseaux et les notices relatives à l'eau potable et à l'assainissement font également l'objet d'une annexe particulière à ce dossier.
Les zones d'extension ne posent pas de soucis en termes d'assainissement ni en raccordement au réseau d'eau potable.

IV – Incidences des Orientations du PLU sur l'environnement

A – Incidences du PLU sur la consommation d'espace

L'élaboration du PLU oblige la commune à penser ses objectifs en termes de consommation du territoire. Par cet objectif, le projet de la commune va permettre de maintenir un rythme de construction adapté à l'évolution communale, avec la nécessité d'une gestion économe du foncier et de préservation des espaces naturels.

Le contexte de rareté du foncier et le contexte environnemental explique que le PLU tende vers une gestion optimale et maîtrisée du foncier sur les espaces urbanisés tout en renforçant la préservation de l'environnement (zones humides, liaisons forestières...).

Cette volonté d'une gestion maîtrisée de l'espace est ainsi rendue possible grâce à un règlement adapté pour chaque zone.

Les zones à vocation d'habitat s'inscrivent dans une démarche de densification de la partie urbanisée, actant bien la volonté inscrite dans le PADD d'une gestion maîtrisée de l'espace, couplée à celle de protection de l'identité communale qui fait l'attractivité du territoire.

B- Incidences du PLU sur les milieux agricoles

Le PLU de Saint-Aubin entend préserver au mieux les zones agricoles cultivées. Elles sont protégées par leur classement en zone A ; l'étalement urbain et le mitage de l'espace rural sont stoppés (cf. incidences sur la consommation de l'espace).

☐☐ La zone urbaine est définie et l'étalement urbain est maîtrisé ;
☐☐ Les paysages sont préservés, notamment par le biais du règlement applicable aux zones A et N.
☐☐ La zone A n'autorise que les constructions directement liées et nécessaires à l'exploitation agricole, qui respectent les notions de siège d'exploitation et de regroupement des constructions. Cette mesure permettant d'assurer une préservation des paysages et de l'activité agricole.

Le PLU a déclassé plus de 9ha de zone à urbaniser réduisant ainsi de façon importante les incidences agricoles. Néanmoins, le PLU ne génère pas d'incidence agricole.

C- Incidences du PLU sur les milieux naturels

En réponse aux enjeux définis dans l'état des lieux communal, le projet de Saint-Aubin met en avant la nécessaire préservation du patrimoine paysager et environnemental qui qualifie le territoire.

Les milieux naturels, les entrées de ville, les ruptures d'urbanisation font l'objet de mesures de protection diverses :

- Le maintien des zones naturelles qui permet de protéger ces secteurs de l'urbanisation et de les préserver
- Faciliter le développement de la biodiversité par la préservation des éléments paysagers et veiller à la conservation de leur intégrité est un enjeu majeur du projet communal.
- Le recensement des ces éléments au titre du L151-23° permet de veiller plus directement sur ces éléments.

Plus largement, le PADD insiste sur la nécessaire préservation de l'équilibre végétal/étanchement-bâti, sur l'ensemble de la commune. Le règlement impose donc des obligations de gestion des eaux pluviales à la

parcelle. De plus, des essences locales dans le traitement de ces espaces plantés doivent être préférées afin de conserver les paysages végétaux traditionnels.

- la préservation de la trame verte et bleue par la préservation de ces espaces par le zonage et le règlement

Ces différentes orientations du PLU vont dans le sens d'une pérennisation, voire d'un renforcement du végétal, ce qui est tout à fait favorable au maintien de la biodiversité dans la région. Elles vont dans le sens des préconisations du SRCE visant à la préservation de trames vertes et bleues.

Le PLU favorise la protection des écosystèmes et la préservation des continuités écologiques par la création d'une zone "N" notamment pour protéger le fond de vallée et ses zones humides et la zone Natura 2000.

D- Incidences du PLU en matière de ressources naturelles et de nuisances

La qualité de l'air

Au terme de l'état initial de l'environnement, les principales sources de pollution atmosphérique sont dues à la circulation routière. Dans le cadre du PLU, le PADD affiche clairement la volonté d'améliorer les déplacements et de développer les liens entre la partie urbanisée et les espaces alentours afin de participer à la réduction de ces émissions. À ce titre, des actions sont mises en œuvre à travers le PLU notamment par la promotion d'un urbanisme de proximité, en densifiant le bourg et en proposant une urbanisation dans l'enveloppe villageoise.

D'autre part, le PADD souhaite promouvoir les circulations douces en proposant les zones d'urbanisation futures permettant les bouclages. En rapprochant les fonctions d'animation urbaine et de logements et en favorisant l'utilisation des modes doux de transport, le projet communal aura donc un impact positif sur la qualité de l'air.

Le projet communal n'oublie pas les autres sources de pollution de l'air que sont les bâtiments. Le règlement permet la mise en place de toitures végétalisées, intéressantes pour l'équilibre thermique du bâti.

Enfin, la préservation des masses végétales contribue par ailleurs à réduire les poussières et certaines matières polluantes liées au trafic routier.
Les actions mises en œuvre par le PLU visent donc une amélioration de la qualité de l'air.

La qualité de l'eau

Les projets permis sur les zones à vocation d'urbanisation peuvent occasionner une artificialisation des sols ce qui entraîne de manière permanente :

- leur imperméabilisation,
- des ruissellements plus importants lors des fortes précipitations,
- l'accentuation du phénomène d'érosion aux endroits de fort ruissellement.

Le projet communal s'inscrit dans une gestion optimale de la ressource en eau par des actions favorisant l'infiltration des eaux pluviales, le principe général est la retenue des eaux pluviales sur la parcelle, notamment grâce aux obligations de respecter un pourcentage de non étanchement de chaque zone et l'autorisation des toitures terrasses végétalisées.

La gestion économe du territoire contribue aussi à absorber l'eau de pluie, permet de réduire les volumes d'eau de ruissellement et de limiter les dommages occasionnés par des inondations.

Cette réflexion poussée sur la quantité et la qualité des eaux de rejet et la gestion des eaux pluviales, en préconisant la récupération des eaux pluviales à la parcelle, ainsi que la prise en compte et la préservation

des zones à dominante humide a donc une incidence positive sur la qualité de l'eau, permettant en même temps la réduction du risque de ruissellement en cas de forte pluie.

Les nuisances sonores

La commune est concernée par les bruits liés à :

- l'A16 classée niveau 1 avec une incidence de 300m de part et d'autre de l'autoroute
- La voie ferrée classée niveau 2 avec une incidence de 250m de part et d'autre de l'autoroute

Ces infrastructures font l'objet d'un classement par arrêté préfectoral au regard des nuisances qu'elles engendrent sur le tissu urbain en termes de bruit. Le plan ne prévoit pas de restriction d'urbanisme à proximité des axes bruyants dans la mesure où les rives de ces axes sont déjà bâties. Cependant, conformément à la législation anti bruit, les arrêtés préfectoraux, qui classent les axes bruyants et définissent les secteurs concernés par l'isolement acoustique des constructions, permettent de réduire l'impact des nuisances sonores, en imposant des normes d'isolation phonique aux constructions.

Le développement des déplacements doux par la construction d'une charpente de liaisons douces contribue à réduire le bruit et la pollution de l'air, tout en permettant de relier entre elles les entités urbaines. Le PLU met donc en place des mesures visant à réduire le trafic automobile et à éviter aux habitants de subir les désagréments de cette principale nuisance sonore.

Les déchets

La compétence « Élimination des déchets ménagers et assimilés » est dévolue à la Communauté de Communes. Cela concerne l'ensemble des opérations de collecte, de transport, de valorisation et d'élimination des déchets ménagers.

Le PLU s'intègre dans une démarche communautaire visant à prendre ainsi en compte les contraintes liées aux déchets en favorisant la collecte sélective, le recyclage et la valorisation des déchets

E- Incidences du PLU en matière de risques

Le PLU intègre notamment le renforcement de la limitation du ruissellement. A ce titre, le PLU agit sur la gestion de l'eau par des actions en matière d'assainissement des eaux pluviales comme décrit au paragraphe précédent. L'imperméabilisation des sols est gérée par des obligations d'espaces libres de pleine terre pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales. Le PLU préserve les haies existantes et les ouvrages hydrauliques existants. Le PLU prévoit par le biais d'emplacements réservés le confortement des ouvrages hydrauliques.

Par la maîtrise de l'imperméabilisation des sols, la limitation de l'apport en eaux pluviales et la mise en place d'une politique de gestion des eaux pluviales, le PLU a donc une incidence positive sur le risque de ruissellement.

La commune a intégré aussi les autres risques et nuisances tels que les nuisances sonores. Le PLU informe le citoyen sur les nuisances auxquelles il s'expose en choisissant par exemple son lieu d'habitation.

F- Incidences du PLU sur le cadre de vie et la santé

La question du cadre de vie et de la santé des habitants est un sujet transversal déjà abordé dans les différents thèmes des paragraphes précédents. Il ne peut être envisagé que dans le cadre d'une vision globale notamment avec Saint-Josse. Les orientations du PLU sont globalement positives pour la qualité de vie à Saint-Aubin ainsi que pour la préservation des éléments naturels et de paysages caractéristiques.

Le projet communal met notamment l'accent sur la consolidation de la trame verte et bleue communale, sur le développement des déplacements doux et présente de nombreuses incidences positives sur le bien-être de l'individu et de sa santé.

La présence de végétation en milieu urbain assure un contact de l'homme avec la nature sous ses formes les plus diverses et lui garantit un espace de vie plus sain. La préservation des fonds de jardins privés, la conservation des boisements... luttent efficacement contre les réchauffements localisés des surfaces imperméabilisées, contre le vent, le bruit et la sécheresse localisée.

La végétation a aussi un impact esthétique positif sur le milieu urbain et la perception que l'on peut en avoir.

Le PLU repère les boisements comme espaces boisés classés ainsi que les haies et les éléments hydrauliques protégés au titre de l'article L. 151-23° du Code de l'urbanisme. L'identification et la protection de ces différents éléments permettent d'assurer un cadre de vie préservé aux habitants.

Les mesures mises en œuvre par le PLU visent par ailleurs à améliorer la qualité de l'air en réduisant les émissions de carbone par la volonté de favoriser le recours aux énergies renouvelables dans l'habitat, ainsi que par la volonté d'inciter à l'usage de modes alternatifs. De plus, les végétaux, outre l'ombre qu'ils apportent, augmentent le taux d'humidité de l'air, rafraîchissent l'atmosphère par évapotranspiration et participent aussi à une meilleure qualité de l'air. De même, comme on a pu le voir, de nombreuses actions sont mises en place à travers le PLU afin de protéger les ressources en eau.

Réseau numérique : la commune prend en compte la généralisation de l'accès et de la desserte du réseau numérique à terme.

G- Incidences du PLU sur Natura 2000

La commune de Saint-Aubin est concernée par un site Natura 2000 sur son territoire.

Le PLU est donc soumis à évaluation environnementale jointe

Le PLU ne présente pas d'incidences notables sur le site Natura 2000 (cf. évaluation environnementale).

H- Évaluation environnementale

Le décret 2012-995 entré en vigueur le 1er février 2013, impose désormais que les documents d'urbanisme fassent, en raison de leurs incidences sur l'environnement, l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas.

Ce PLU entre dans le champ de l'examen d'une évaluation systématique.

Le PLU ne présente pas d'incidences notables sur l'environnement.

Récapitulatif de la Prise en compte du PADD dans les documents réglementaires et les OAP

Thème du PADD	Traduction dans le zonage	Traduction dans le règlement	Traduction dans les OAP et autres pièces
Conforter l'image communale et la qualité du cadre de vie	Les différentes zones sont représentatives du rapport entre paysage et urbanisme notamment le secteur Ua qui reprend le centre-bourg La zone N préserve les fonds de jardin	Des occupations des sols définies en fonction des différentes formes urbaines Une implantation relative à la forme urbaine notamment par l'institution d'une bande constructible favorisant la hiérarchie des pleins et des vides (bâti/jardin)	L'OAP n°1 préserve la structure du centre-bourg
Renforcer l'armature des services et des équipements	Le zonage intègre la possibilité de réaliser des commerces dans le tissu et prévoit sur une parcelle la réalisation de l'extension du cimetière		
Protéger le patrimoine architectural de la commune	Les éléments sont repérés au plan de zonage	Ces éléments font l'objet d'une protection au titre du L 151-19 et du L151-23 du Cu	L'OAP n°1 préserve la structure du centre-bourg
Un développement urbain maîtrisé dans une logique de gestion économe du territoire	Le zonage de la zone U s'arrête aux dernières constructions Les éléments paysagers de franges sont protégés Le mitage n'est pas favorisé		
Réseau Numérique		Le règlement intègre les futures dispositions d'un réseau numérique	
Promouvoir l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables / Réseau d'énergie		Le règlement permet la mise en place de dispositifs d'énergies renouvelables	
Permettre et consolider la présence et l'implantation de commerces et/ou de services.		Le règlement de la zone U permet les activités commerciales	
Préserver les activités agricoles et maraichères	La zone agricole est reprise au plan de zonage et les activités agricoles repérées. De même, le changement de destination est repéré	Le règlement de la zone A pérennise les activités agricoles	
Pérenniser la zone d'activités	Il est prévu une zone UF permettant la pérennité des activités existantes et l'accueil mesuré d'une activité	Des occupations des sols définies en fonction des activités existantes	Un emplacement réservé permet une meilleure desserte de la zone UF
Protéger et valoriser la trame verte et bleue	Le recensement des éléments de la trame verte et bleue figure au plan de zonage : mares, haies, boisements	Le règlement intègre les dispositions favorisant leur préservation	Les OAP 2 et 3 permettent la continuité paysagère et environnementale
Intégrer les risques et les nuisances	Les risques relatifs au territoire sont repris sur le plan de zonage	Les risques relatifs au territoire sont repris au règlement	
Une mobilité et des déplacements contribuant à une réduction des émissions de gaz à effet de serre	Les chemins existants et à venir sont indiqués au plan de zonage		

V – Indicateurs pour l'évaluation des résultats de l'application du PLU

Les indicateurs de suivi seront notamment les suivants :

Thématiques	Indicateurs de suivi	Rappel des objectifs
Suivi du parc de logements existants	Nombre et type de demandes d'autorisation dans le parc de logements existants Mutation des logements vacants Mutation des dents creuses et de façon générale du tissu constitué Mutation des terrains urbanisables	12 logements en dents creuses Et 21 logements en projet
Suivi de la construction neuve	Nombre et répartition par type de logements produits (logements aidés notamment) Répartition par taille des logements (nombre de pièce et surface en m²). Répartition par type de logements (individuel ou collectif)	2 à 3 logements neufs /an sur 15 ans
Bilan de la consommation des espaces.	Évolution des dents creuses Quelle offre de logements offerte	12 logements en dents creuses
Économie	Densification de la zone d'activités Préservation des commerces en centre-bourg Pérennité des activités existantes	Emplacement réservé n°1
Mobilité et déplacements	Pérennisation des voies douces existantes	Cf recensement au plan de zonage
Environnementale	Effet d'un accroissement de l'étanchement des sols : ressource en eau, ruissellement, déchets Évolution des éléments recensés au titre du L151-23 et des espaces boisés classés Préservation de la zone humide	Zone N du PLU Cf recensement des éléments au titre du L151-23
Évolution du PLU	Évolution des zones du PLU	Cf. tableau des surfaces

ANNEXE

SAINT-AUBIN

Loi Paysage – L 151-19

Repérage des constructions présentant un intérêt particulier en termes de patrimoine architectural et urbain

Loi Paysage : la loi du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages doit être intégrée au Plan Local d'Urbanisme. Ainsi, le travail de révision du Plan Local d'Urbanisme **"devra comporter les dispositions et règles nécessaires à une véritable maîtrise de l'évolution des paysages de la commune et les prescriptions nécessaires à la protection des plus remarquables ou sensibles d'entre eux."**

L'article L 110-1 du code de l'urbanisme rappelle que
"Le territoire français est le patrimoine commun de la Nation"

Autant si les monuments, les quartiers anciens, les espaces naturels, ou certains bois et forêts peuvent être aujourd'hui protégés par les documents d'urbanisme en tant qu'éléments du patrimoine commun, autant les paysages façonnés par l'homme, témoins d'une histoire en même temps que cadres de la vie quotidienne, étaient jusqu'à présent pas ou mal pris en compte. **Faute d'une prise de conscience, il suffit parfois de quelques années pour dégrader irrémédiablement un paysage lentement constitué de générations en générations.**

Avec la loi votée par le Parlement, les Paysages sont clairement, et pour la première fois, définis comme faisant partie du patrimoine, c'est à dire comme étant porteurs de l'identité des hommes et au-delà de la collectivité tout entière.

"Désormais ce sera au PLU d'identifier et de protéger ces éléments du patrimoine. En conséquence, dès lors que le PLU les aura inventoriés, leur destruction ne sera possible qu'après une autorisation explicite du Maire."

On entend par paysage, l'ensemble des richesses communales caractéristiques témoignant du mode de vie, de l'habitat et des activités de tradition industrielle, artisanale, agricole, forestière, ...

ELEMENT BÂTI N°1

Contexte

Bâti formant une façade urbaine notable (R+C) et marquant le carrefour
Maison d'habitation formant le carrefour

Description

Type et implantation :

Ancien corps de ferme avec dépendances en alignement sur rue formant une cour intérieure et maison (bâtiment d'habitation) en retour d'angle

Façade :

Maçonnerie en brique pleine, peinte pour la maison.
Maison : Présence d'un balcon axé sur la porte d'entrée

Ouvertures :

Menuiseries bois

Toitures :

Couverture en tuile en terre cuite, faitage parallèle à la rue.
Maison : couverture ardoise, épi de faitage, cheminée, vasistas

Clôtures et plantations :

Jardinet sur rue devant la maison et jardin à l'arrière
Muret en maçonnerie de brique surmonté d'une grille devant la maison

Eléments à caractère dénaturant

Portail en PVC
Compteur EDF

Enjeux

Préservation de la forme urbaine et architecturale, de l'organisation des bâtiments sur la parcelle. Préservation

Adresse : 1 chemin des Corps Saints

Parcelles cadastrales : 000 AB164

ELEMENT BÂTI N°2

Contexte

Ensemble de bâtiment formant alignement sur la place de la mairie

Description

Type et implantation :

Anciens corps de ferme avec dépendances en alignement sur rue formant cour intérieure et maison (bâtiment d'habitation) en retrait d'alignement.

Façade :

Maçonnerie en brique pleine

Ouvertures :

Grande porte en bois peinte

Toitures :

Couverture en tuile, faitage parallèle à la rue.

Clôtures et plantations :

Bâtiment à l'alignement, portail

Eléments à caractère dénaturant

Morceaux de tôle ondulée (acier) au pied de la porte en bois

Enjeux

Préservations du caractère identitaire de la place de la mairie. Préservation de la constitution urbaine et architecturale

Adresse : 1 à 5 place de la Mairie

Parcelles cadastrales : 000 AB 19, 26,18,16

152

Agence Diverscités 4 route de Glisy 80440 BOVES tél : 03.22.72.73.81 mail : contact@diverscites.com

ELEMENT BÂTI N°3

Contexte

Bâti de caractère visible depuis l'église et le cimetière

Description

Type et implantation :

Corps de ferme avec dépendances formant une cour intérieure et dont l'entrée se trouve proche de la place de la mairie

Façade :

Maçonnerie en briques pleines et pierres coté extérieur et planches de bois coté cour intérieure

Ouvertures :

Lucarnes rampantes engagées dans le mur coté cour. Joutes de la lucarne en bois

Toitures :

Couverture en tuile

Clôtures et plantations :

Bâtiment à l'alignement coté Église
Mur de clôture en brique peintes et portail en fer noir

Éléments à caractère dénaturant

Utilisation de morceaux de taule coté cimetière
Peinture blanche du mur de clôture et peinture sur les façades des autres bâtiments (ces derniers n'étant pas visibles depuis le cimetière)

Enjeux

Rénovation et préservation pour le cadre de vie et la vue depuis l'église.
Attrait pittoresque



Adresse : 5 chemin de la ferme

Parcelles cadastrales : AB 119



ELEMENT BÂTI N°4

Contexte

Façade et enceinte en alignement le long de la rue de Montreuil

Description

Type et implantation :

Corps de ferme toujours en activité dont l'enceinte et la façade forment un alignement notoire

Façade :

Façade mixte : une partie en pierres entourées par une maçonnerie en brique pleine
Niche présente sur les deux façades

Ouvertures :

Toitures :

Couverture en tuiles

Clôtures et plantations :

Bâtiment à l'alignement, mur de clôture en maçonnerie

Éléments à caractère dénaturant

Grille protectrice afin d'éviter les éboulements de pierre provenant du mur abîmé

Enjeux

Préservation du patrimoine bâti de la commune



Adresse : rue de Montreuil

Parcelles cadastrales : AB 124 et 125



ELEMENT BÂTI N°5

Contexte

Maison en entrée de ville participant à la constitution d'une façade urbaine de qualité en entrée et sortie de ville

Description

Type et implantation :

Ancienne longère avec dépendances en alignement sur rue restaurée dans le souci de l'identité communale

Façade :

Maçonnerie en briques pleines

Ouvertures :

Menuiseries en bois vernis
Lucarnes rampantes coté cour avec joue en bois

Toitures :

Couverture en tuiles, faitage parallèle à la rue
Cheminée en maçonnerie de briques pleines

Clôtures et plantations :

Mur en maçonnerie de briques pleines coté entrée
Quelques éléments végétaux coté rue

Éléments à caractère dénaturant

Lucarnes et volets coté cour

Enjeux

Maintien d'une typologie ancienne en entrée de ville parmi les extensions



Photo aérienne actuelle et photo aérienne de 1947



Adresse : 21 rue des Cronquelets

Parcelles cadastrales : 000C201 et 000C161



ELEMENT BÂTI N°6

Contexte

Bâti de caractère visible depuis l'église et le cimetière en entrée de la partie ancienne du bourg

Description

Type et implantation :

Corps de ferme avec dépendances formant une cour intérieure et dont l'entrée se trouve face à la mairie

Façade :

Maçonnerie en briques pleines et enduit

Ouvertures :

Lucarnes rampantes engagée dans le mur côté cour.
Joues de la lucarne en bois

Toitures :

Couverture en tuile

Clôtures et plantations :

Bâtiment à l'alignement
Mur de clôture en brique peintes, pilastre en briques et portail
Vaste jardin à l'arrière

Éléments à caractère dénaturant

Enjeux

Préservation de la forme urbaine et architecturale identitaire



Adresse : 16 rue de Montreuil

Parcelles cadastrales : 40 et 41